

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 32, vendredi 20 septembre 1996

Du blé d'inde bien juteux



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Ashley Croissan et Chantale Martel ont bien apprécié leur journée du dimanche 15 septembre lors de l'épluchette de blé d'Inde annuelle de l'AFCY.

Audiences de l'Office des eaux

BHP toujours en attente

Les 9 et 10 septembre ont eu lieu à l'hôtel Explorer des audiences publiques à l'effet de la demande de permis qu'a déposé la compagnie BHP auprès de l'Office des eaux des TNO pour son projet de mine de diamant à Koala, près de Lac de Gras.

Comme il s'agit du plus important projet de développement industriel de l'histoire des TNO, plusieurs personnes, dont bien entendu des représentants de groupes autochtones, ainsi que d'organismes environnementaux et gouvernementaux, se sont présentées aux audiences pour poser des questions et faire des requêtes.

Pour mettre en marche son projet, BHP a besoin de plusieurs permis, mais celui décerné par l'Office des eaux lui est indispensable puisque des lacs devront être vidés et des sous-produits potentiellement toxiques pourraient se développer dans les eaux déversées par la mine dans les cours d'eau entourant les régions où se fera l'exploitation.

Pour obtenir ce permis, les représentants de la compagnie minière devraient soumettre à l'Office des eaux des plans détaillés et solides qui assureraient une réduction maximale des effets néfastes occasionnés par la mine, autant pendant les années où elle sera en opération qu'après sa fermeture. Pourtant, les

BHP en attente
Suite en page 2

Nouveau conseil scolaire à Yellowknife et nouvel exécutif pour l'APFY

Les parents votent

Des élections scolaires ont eu lieu le 11 septembre dernier à Yellowknife. Les deux conseillers sortants ont été réélus et trois nouveaux conseillers se sont joints à l'équipe. De son côté, l'Association des parents francophones de Yellowknife (APFY) a aussi procédé à des élections.

Six candidats et candidates étaient en lice pour combler les cinq postes de conseillers scolaires au Conseil scolaire francophone de Yellowknife (CSFY).

Anne Bérubé et Jean-François Pitre briguaient à nouveau les suffrages afin de poursuivre leur travail au sein du CSFY. Tous deux ont été réélus.

De leur côté, Benoît Boutin, Denise Canuel, André Corriveau et Tschitande Kasongo se présentaient pour la première fois à un tel poste. Fait intéressant à mentionner, il y avait plus de candidats et de candidates que de postes disponibles, dénotant un intérêt marqué de la population francophone de Yellowknife pour la question scolaire. Les conseillers élus ont été Benoît Boutin, André Corriveau et Tschitande Kasongo.

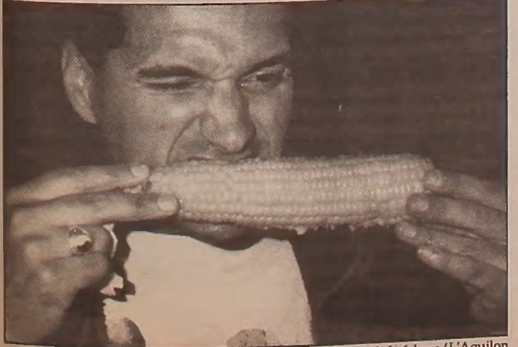
Sans dévoiler le nombre exact des votes reçus par chacun des candidats et candidates, il est possible d'indiquer que les résultats du vote furent très serrés. Une vingtaine d'électeurs et d'électrices ont exprimé leur vote.

Les critères d'éligibilité des personnes habilitées à voter ont encore une fois fait l'objet d'une controverse au moment du vote. En principe, toutes les personnes répondant aux critères de l'article 23 de la constitution canadienne devraient pouvoir voter. Cependant, le recensement de ces personnes n'a jamais été réalisé. Les autorités refusent toujours d'inclure une question sur la langue d'enseignement dans le questionnaire de recensement scolaire. Seuls les parents d'enfants fréquentant l'école Allain St-Cyr pouvaient donc voter.

L'APFY devaient aussi faire élire un nouveau comité exécutif pour l'association. Nicole Wallbirdge a été réélue présidente sans opposition. Autre nomination par acclamation, Linda McDonald devient vice-présidente de l'APFY. Il va sans dire que son implication antérieure au sein du comité des parents francophones d'Iqaluit et de la commissions scolaire du district du Baffin aideront grandement l'équipe de l'APFY. Christiane Lacasse-Clark et Michèle Roussy ont également été élues conseillères de l'APFY. Il reste toujours trois postes à combler au sein du comité exécutif.

Les élections ont eu lieu dans le cadre de l'assemblée générale de l'APFY. Les gens ont d'abord élu leurs représentants à l'APFY puis ont procédé à l'élection au Conseil scolaire.

Alain Bessette



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Grand monstre !

Mario était bien heureux de se métamorphoser sous l'oeil de la caméra. Attention ! il paraît qu'on peut rester comme ça !



Marche Terry Fox

Dimanche le 22 septembre aura lieu la marche Terry Fox, qui a pour but d'amasser des fonds pour les personnes victimes du cancer.

L'année dernière, les résidents du Nord avaient réussi à récolter plus d'argent par participant que toute autre province du Canada. Les organisateurs invitent la population à s'impliquer avec autant de générosité encore une fois cette année.

C'est plus Net à Inuvik

L'autoroute électronique, c'est bien pratique. Mais on se plaint souvent que les opérations sur le Net ne s'effectuent pas assez rapidement et on perd patience devant un écran qui tarde à se charger.

À Inuvik, on n'a pas ce problème. Aussitôt la commande envoyée, aussitôt la réponse reçue. Qu'est-ce qui rend la connection si rapide?

C'est qu'alors que presque partout ailleurs on utilise des modems téléphoniques, à Inuvik, le Net passe par le câble. Une opération prenant une minute à se compléter par modem téléphonique est transmise par le câble en environ 2 secondes, c'est donc dire à peu près 30 fois plus rapidement.

C'est la présence d'un câble moderne, installé assez récemment, qui vaut à Inuvik la chance de bénéficier de ce service qui a de quoi rendre jaloux tout cybernaute accompli.

Les femmes et les arts

En octobre, on célèbre le mois de l'histoire des femmes, un évènement annuel soulignant les diverses contributions des femmes à la société canadienne.

Cette année, le thème est «Les femmes et les arts : un héritage culturel».

Pour s'informer sur l'évènement, on peut contacter le Conseil du statut de la femme du Canada par téléphone au (613) 995-7835, ou par courrier électronique à l'adresse vilas@swc-cfc.gc.ca.

Adieu Commission polaire

Le 17 septembre dernier, la Commission polaire canadienne tenait à Yellowknife un forum sur les contaminants régionaux. Lors de ce forum, le chef national déné, Bill Erasmus, a fait savoir que la Nation dénée ne participerait plus désormais aux initiatives de la Commission.

D'après la Nation dénée, la Commission polaire a été créée sans que les Premières Nations ne soient consultées. De plus, elle fonctionne sur un large budget essentiellement consacré aux salaires et aux coûts d'opération.

«La majeure partie du travail accompli par la Commission n'est pas un travail basé sur la communauté», affirme M. Erasmus, «par contre, notre retrait ne signifie pas que les Dénés n'ont plus d'inquiétudes en ce qui concerne les contaminants sur leurs terres, les eaux, ou la recherche faite sur ces sujets».

25 communautés des Premières Nations dans le Nord sont en désaccord avec l'existence de la Commission polaire canadienne, ce qui représente les 2/3 de l'Arctique de l'Ouest.

Accord sur la géoscience

Anne McLellan, la ministre fédérale des Ressources naturelles, a annoncé le 17 septembre la signature d'un accord intergouvernemental sur la géoscience par des ministres des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux.

La signature de cet accord marque l'aboutissement de 18 mois de négociations entre les trois paliers de gouvernement afin d'améliorer le support offert par chacun à la géoscience, et d'établir de nouvelles méthodes de coopération qui maximiseront les bénéfices pour le Canada.

«Une meilleure compréhension des richesses minérales des terres canadiennes est fondamentale au développement de l'emploi et de notre bien-être économique», a déclaré Mme McLellan.

La ministre a aussi officiellement lancé la nouvelle carte géologique du Canada, qui n'est que la troisième carte nationale à être produite. La première date de 1863.

Le gouvernement du Québec a choisi de ne pas signer l'accord. Cependant, il a indiqué qu'il collaborera avec le fédéral projet par projet.

Histoires de pêche

Donald S. Stokes est un écrivain qui a besoin de votre aide. Il rédige actuellement un livre sur la pêche au Canada. De façon à couvrir toutes les provinces et territoires du Canada, il aimerait recevoir des histoires inusitées ou anecdotes comiques de pêche de partout au pays. Tout ce qu'il demande, c'est un exposé des faits à la base de l'anecdote et une précision sur l'endroit où se sont déroulés ces faits. Les personnes qui lui viendront en aide auront leur nom mentionné dans le livre, et, selon le cas, le nom de leur entreprise de pourvoirie. L'auteur est anglophone et le livre sera en anglais. N'oubliez-pas de mentionner le nom du journal *L'Aquilon* dans votre lettre à l'auteur!

Donald S. Stokes, 101 Bridge St. W., Napanee, Ont., K7R 2E1

Natali Lefebvre

BHP en attente

Suite de la une

questions posées lors des audiences publiques ont fait ressortir des faiblesses qui sont difficiles à ignorer.

Selon plusieurs participants aux audiences, les conséquences socio-économiques, politiques, culturelles et environnementales d'un projet d'une telle envergure sont diverses et complexes. Elles s'étendent et se multiplient dans tous les sens et il est pratiquement impossible de prévoir leurs impacts à long terme. Cependant, il est important de mettre en place maintenant toutes les mesures de contrôle possibles.

Ce sont les interventions de l'avocat et du consultant du Conseil du Dogrib Treaty 11 qui ont le plus éclairé les personnes présentes aux audiences sur la situation. En effet, les intérêts des Dogribs étant grandement mis en cause dans cette affaire, leurs avocats ont confronté pendant plus de quatre heures les représentants de BHP, couvrant ainsi plusieurs aspects du sujet de manière assez exhaustive.

Il semble évident que ce sont les autochtones qui subissent de la manière la plus directe les conséquences négatives du développement minier.

La pureté et l'abondance de l'eau sont nécessaires aux systèmes biologiques qui existent dans le Nord. Et ces systèmes biologiques, plantes, poissons, oiseaux et autres animaux sont nécessaires aux communautés qui continuent à vivre des ressources de la terre. Par le passé, des mines ont été opérées et abandonnées sans que les propriétaires ne prennent la responsabilité des effets environnementaux qui se sont ensuivis. Ce qui fait que jusqu'à présent, les Premières Nations ont reçu bien peu de bénéfices de l'exploitation minière et qu'elles voudraient que cette fois-ci, ceux qui détiennent le pouvoir leur accordent plus d'attention et leur assure la protection appropriée.

Pourtant, la situation demeure inquiétante puisque plusieurs détails concernant par exemple le traitement des eaux usées et des déchets rocheux restent nébuleux. Certaines roches pourraient générer des résidus acides, et des métaux existant à l'état naturel au fond des lacs et étant déplacés à travers les opérations de la mine, comme l'aluminium, le nickel, le zinc et l'arsenic, pourraient devenir des sources de contamination. Aussi, aucune mesure précise n'a été prévue quant à la façon dont on s'y pendra pour remettre le site dans une condition le plus près possible de sa condition initale lors de l'arrêt des activités minières. Ce fait n'est pas à négliger; le gouvernement fédéral finance en ce moment dans le Grand Nord le nettoyage d'une mine d'uranium fermée depuis les années 50, qui était devenue une des sources de pollution radioactive et chimique les plus importantes au Canada.

Un autre fait troublant réside dans la confrontation des opinions des aînés dénés et des dirigeants de BHP quant à la dispersion des eaux qui s'écouleront de la mine. D'après les études de BHP et du gouvernement, les eaux usées s'écouleront vers le nord par la rivière Coppermine. Les mesures de co[ntrôle] nécessaires ne seront donc o[r]ganisées que dans cette directio[n]. Cependant, les aînés, qui possède[nt] une riche connaissance de l'usa[ge] traditionnel de la terre qui a é[té] pendant des siècles à la base de le[ur] survie, affirment qu'après s'êt[re] écoulée vers le nord, l'eau con[ta]minée de la rivière Coppermi[ne] redescendra vers le sud à trav[ers] toute une série de cours d'eau qui [ne] seront pas contrôlés. Ce n'est pas [la] première fois que les autochtone[s] tentent de faire valoir leur sav[oir] traditionnel, mais ils ont souve[nt] été ignorés et ils demandent q[ue] leurs interventions soient enf[in] prises au sérieux.

Enfin, il reste beaucoup de chos[es] à tirer au clair, et les audienc[es] publiques de la semaine derniè[re] n'auront pas servi à rien, puisq[ue] Gordon Wray, le président [de] l'Office des eaux, a décidé qu['il] suspendrait toute audience suppl[é]mentaire jusqu'au 21 octobre af[in] de donner le temps aux Premièr[es] Nations de faire appel à des expe[rts] qui leur expliqueront toutes l[es] données techniques inhérentes [au] processus en cours. Cette nouvel[le] a été reçue avec soulagement de [la] part des organismes en cause.

Quant aux dirigeants de BHP, [ils] devront prendre leur mal en patien[ce] et ravaler leur frustration jusqu'à [ce] que certains points soient mis [en] lumière. Ils s'attendaient à obte[nir] le fameux permis avant octobr[e]. Entre temps, les travaux de prép[a]ration se poursuivent à Lac de Gr[as].

Natali Lefeb[vre]

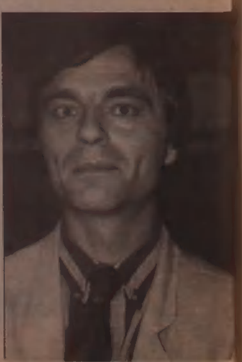
Le nouveau conseil scolaire de Yellowknife


Jean-François Pitre


André Corriveau


Anne Bérubé


Tschitande Kasongo


Benoît Boutin

Assemblée générale annuelle des parents francophones de Yellowknife

Les enfants entre de bonnes mains

Les parents francophones de Yellowknife se sont réunis le 11 septembre dernier pour discuter... d'éducation

L'Association des parents francophones de Yellowknife (APFY) tenait son assemblée générale annuelle. De plus, le conseil scolaire francophone de Yellowknife (CSFY) venait y rencontrer les parents tout en y tenant ses propres élections au postes de conseillers scolaires francophones.


Nicole Wallbridge

La présidente de l'APFY, Nicole Wallbridge, a fait un bref survol des activités de l'APFY au cours de la dernière année, notamment le dossier du centre scolaire communautaire, l'enseignement religieux à l'école Allain St-Cyr et le dossier de la gestion scolaire. Elle en a aussi profité pour annoncer l'arrivée de la trousse de sensibilisation réalisée au niveau national et adaptée aux institutions scolaires francophones des TNO.

La question de l'enseignement religieux n'a toujours pas fait l'objet d'une décision mais les parents intéressés devraient bientôt se rencontrer à ce sujet. Selon Mme Walbridge, il existe des solutions dans les autres provinces et territoires dont les parents pourraient s'inspirer.

Le dossier de la gestion scolaire est quant à lui beaucoup plus compliqué notamment avec l'adoption de la nouvelle règlementation de la loi scolaire des TNO. Jean-Marie Mariez ayant attiré l'attention des parents sur les nouveaux pouvoirs du conseil scolaire, il est vite devenu évident que les parents se devaient d'étudier la réglementation de façon plus approfondie. Un colloque en éducation portant sur la gestion scolaire aura lieu en novembre. Les parents ont vu la nécessité d'organiser une rencontre préalable afin de mieux maîtriser ce sujet difficile.


Christiane Lacasse-Clark

L'APFY a présenté un surplus budgétaire d'un peu plus de 5000 $ aux membres. La présidente de l'association a indiqué que ce surplus sera affecté à une opération de levée de fonds pour le centre scolaire communautaire.

La présidente du conseil scolaire francophone de Yellowknife a aussi fait rapport aux parents. Elles les a informés des nouvelles structures physiques et du personnel pour l'école Allain St-Cyr. Au moment de présenter le budget annuel du Conseil scolaire, plus d'un demi-million annuellement en incluant les coûts d'opération de l'école Allain St-Cyr, certaines lacunes du système de gestion partielle sont apparues.

Plus d'un parent ont été étonnés lorsqu'ils ont appris que la petite école Allain St-Cyr contribuait le tiers de l'ensemble du budget de recrutement de toute la commission scolaire no 1 de Yellowknife. Chaque année, l'école Allain St-Cyr fournissait 20 000 $ à ces frais alors que le budget total de la commission scolaire était d'environ 60 000 $.

Le conseil scolaire a d'ailleurs attiré ce fait à l'attention de YK1 étant donné qu'il se fait rarement plus d'un recrutement par année pour l'école. Le conseil n'a cependant qu'un contrôle limité des budgets. Malgré tout, ils ont réussi cette année à compenser ce trop payé en obtenant 0,3 ressources humaines supplémentaires. Diligence et attention sont donc de mise pour tout futur conseil scolaire.


Michèle Roussy

La soirée s'est terminée alors que les deux organismes ont procédé aux élections du comité exécutif de l'APFY puis aux élections aux postes de conseillers scolaires.

Alain Bessette

Ça épluchait !


Quelques-uns des participants lors de l'épluchette de blé d'Inde de Fort Smith.

Tant à Yellowknife qu'à Fort Smith, les francophones ont tenu leur traditionnelle épluchette de blé d'Inde.

Fort Smith

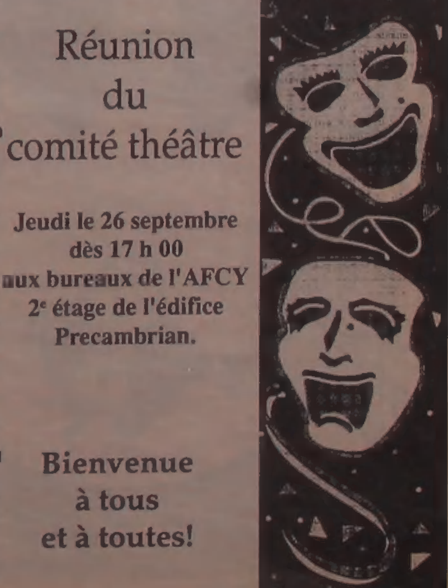
À fort Smith, c'est 41 personnes qui se sont déplacées au chalet de ski de fond pour l'épluchette de blé d'Inde annuelle de l'Association des francophones de Fort Smith. Samedi le 14 septembre, la température était belle et les arbres aux feuilles multicolores ont rendu cette journée très agréable. En plus de déguster des épis de maïs, il y a eu des chants, la sélection d'un roi et d'une reine du blé d'Inde et un feu de camp sur lequel ont grillé quelques guimauves.

Yellowknife

Mmmm! Un bon gros blé d'Inde sucré! Le ciel gris et les gouttes de pluie n'ont pas coupé l'appétit des francophones, et une bande de joyeux lurons en imperméable sont venus se faire des sourires garnis de grains de maïs entre les dents à l'épluchette annuelle de l'Association franco-culturelle de Yellowknife dimanche dernier au parc Fred Henne.

La température se prêtait même assez bien à l'évènement; une vraie journée d'automne comme on n'en voit pas souvent dans la région. La pluie chaude et abondante qui s'écrasait lourdement sur le lac et sur les feuilles rougissantes des arbres rendait l'atmosphère calme et agréable, et ça n'a surtout pas empêché les enfants de jouer dehors!

Un gros merci aux bénévoles qui ont tout préparé et ont bouilli les épis. Merci aussi à tous ceux qui sont venus les manger!



ÉDITORIAL

Les diamants des franco-ténois

À tous les automnes, alors que les feuilles de l'Ouest jaunissent et que les premières neiges tombent dans l'Est, un même curieux phénomène se produit. D'un bout à l'autre des TNO, les francophones sont revenus de vacances, débordants de toute l'énergie accumulée au cours de l'été. L'*homo franco-nordicus* refait son apparition.

Lorsque l'on compte tous les bénévoles et les permanents, c'est plus de 80 personnes qui s'occupent de nos associations.

En quelques semaines, une multitude d'activités diverses seront offertes aux francophones du Nord. Non seulement, l'automne est la saison privilégiée pour entretenir, divertir et informer les francophones mais c'est aussi la saison durant laquelle les bénévoles planifient déjà l'année suivante.

L'an passé, il a été fait grand cas de l'essouflement des bénévoles franco-ténois. Ce qu'il faut aussi mentionné, c'est la popularité croissante des activités de divertissements culturels en français.

CFRT-FM d'Iqaluit compte près d'une vingtaine de bénévoles diffusant 25 heures par semaine. Et l'auditoire est là: ils sont nombreux, l'expérience de blizt de recrutement en faisant foi. L'épluchette de blé d'Inde de Yellowknife a attiré près d'une soixantaine de participants alors que celle de Fort Smith en a attiré plus d'une quarantaine.

Ces quelques exemples illustrent cet attrait que suscitent les activités culturelles et sociales des associations. Le printemps a été l'époque d'un constat d'essouflement, l'automne sera peut-être celui d'un constat de succès. Il faut reconnaître que les bénévoles savent bien répondre aux attentes et besoins de leur communauté respective.

Il faut aussi dire aux bénévoles: lâchez-pas! Ce que vous faites est apprécié par plusieurs et incitera probablement d'autres personnes à venir donner un petit coup de main.

La ressource naturelle des associations de francophones, c'est leurs membres et leurs bénévoles. Il faut leur porter une attention toute particulière.

Alain Bessette



Derniers rayons!



Natali Lefebvre/L'Aquil

Ces deux femmes dénées profitaient des derniers chauds rayons de soleil de l'été des indiens, bien installées en face du Arctic Art Gallery, rue Franklin.

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Directeur (par intérim) : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre

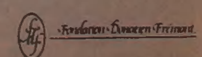
Correspondants : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan (APF)

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.



OPSCOM



Un automne bien rempli

Voici quelques textes qui vous présentent les activités principales des organismes francophones des TNO pour cet automne.

Fédération Franco-TéNOise

Plusieurs grands dossiers attendent la Fédération Franco-TéNOise cette année. Tout d'abord, il y aura l'assemblée générale annuelle et un conseil d'administration de la FFT les 4, 5 et 6 octobre. À cette occasion, la FFT procèdera au lancement de ses trois firmes d'affaires, dévoilera son rapport bisannuel et la trousse de sensibilisation des parents. Les francophones présents pourront aussi découvrir le nouveau site internet de la FFT.

Paul Lecompte devrait bientôt entrer en fonction dans le cadre du projet Grand Nord. Ce projet vise à démarrer les firmes d'affaires de la FFT.

L'informatique et les ressources de l'internet permettront à la FFT et à ses membres de poursuivre leur développement en télécommunication. Le 21 novembre, la Fédération offrira une formation sur les téléconférences. Chaque association locale recevra l'équipement lui permettant de participer à ces téléconférences.

Quatre jeunes des TNO participeront encore cette année au Parlement franco-canadien de l'Ouest. Le parlement se tiendra du 8 au 11 novembre.

Quelques jours plus tard, le groupe musical franco-ontarien Brasse-camarade commencera sa tournée des TNO qui le mèneront à Hay River, Fort Smith puis Yellowknife. Lors de leur passage à Yellowknife, le groupe offrira aux écoles des ateliers sur la musique.

Parmi les autres dossiers de l'automne, mentionnons la tournée de consultation du ministère du Patrimoine canadien sur l'éducation, le 7 novembre, et la deuxième conférence de concertation interministérielle le 26 novembre réunira des responsables de ministères fédéraux sur les services en français.

Le bail de location actuel dans l'édifice Precambrian vient à échéance le 31 décembre prochain. Le dossier de la relocalisation sera discuté plus avant au cours de l'automne.

AB

Fort Smith

Pour l'association de Fort Smith, ce sont les Samedis-Jeunesse qui forment le coeur des activités automnales. Cette activité à succès sera sous la supervision de Gisèle Soucy.

L'association tentera aussi des soirées de visionnement de film. Une vingtaine de films sur cassettes vidéos sont actuellement disponibles. Les nouveautés devraient faire l'objet d'un visionnement collectif avant d'être mis en circulation.

Le groupe musical Brasse-camarade sera à Fort Smith le 16 novembre, dans le cadre de sa tournée de l'Ouest des TNO (en mini-bus, pardon!).

Finalement, les francophones de Fort Smith clôtureront leurs activités automnales par une fête de Noël probablement autour du 14 décembre. Cette fête devrait être jumelé à Samedi-jeunesse et elle sera axée sur les activités jeunesses. Il va sans dire que le Père Noël sera de la partie.

AB

Tout ce qu'on peut faire à Iqaluit sur mer !

Lors de son dernier conseil d'administration, l'Association Francophone d'Iqaluit a adopté son plan de match pour l'automne. Daniel Cuerrier, qui a repris le poste d'agent de développement qu'avait laissé libre le départ de Stéphane Cloutier, a présenté une programmation d'activités pour l'automne.

Au bureau de l'AFI ça bourdonne d'activités. D'abord, il y a le va-et-vient autour de la radio où une vingtaine de bénévoles viennent quotidiennement mettre en onde leur émission. CFRT diffuse dans le moment 17 émissions différentes pour un total de 25 heures par semaine: émissions du matin, d'affaires publiques, pour enfants, pour la clientèle du secondaire, d'actualités internationales...tout ça certainement en français d'abord, mais aussi en inuktitut et en anglais. La radio entraîne déjà une série d'activités. Brunch du dimanche pour regrouper les bénévoles, vente de garage comme activité de levée de fonds, blitz de recrutement...

L'AFI a accepté de pousser plus loin l'expérience des ventes de garage dans la salle du centre francophone. Ces ventes de garage connaissent ici un succès étonnant. Les gens arrivent une demi-heure avant l'heure d'ouverture, si bien que dix minutes après l'heure prévue, les tables sont déjà nettoyées. Cet automne l'AFI veut donc développer une formule permanente de marché public qui se nommerait «Les Halles d'Iqaluit» où par exemple des commerçants en herbe pourraient tester leur marché sans trop de risques.

Du côté du comité de parents, on a déjà mis en branle l'idée d'une pièce de théâtre jouée par les bouts de chou du programme de français.

Le conseil d'administration de l'AFI a aussi retenu l'idée de dîners thématiques au moins une fois par mois à l'intention des membres seulement: soirée italienne, Oktoberfest, sushis japonais...

Tout cela se rajoute aux activités habituelles de l'AFI. Cette année la partie d'huître annuelle est prévue pour le samedi 12 octobre. On reprendra aussi cet automne la foire du livre et de la musique.

Enfin il ne faut pas oublier le plus important, l'Assemblée générale de l'AFI qui se tiendra le 29 septembre prochain et où les membres devront élire un nouveau conseil d'administration.

Louis Mc Comber

APFY

C'est une saison bien remplie qui s'annonce pour l'Association des parents francophones de Yellowknife.

Tout d'abord, le nouveau Conseil d'administration a été élu le 11 septembre dernier, élections qui coincidaient avec celles du Conseil scolaire francophone.

Un dossier chaud cet automne est celui du centre scolaire communautaire. Il s'agit d'un projet qui est cher à l'APFY depuis longtemps, et de nouvelles stratégies seront mises en oeuvre pour le réaliser. On prépare une campagne de levée de fonds à cet effet et on pense aller voir du côté de l'association des personnes du troisième âge pour prendre modèle sur sa méthode de récolte de financement qui a été un indéniable succès pour la création d'un centre récréatif. D'après Nicole Wallbridge, présidente de l'APFY, il est difficile d'obtenir des fonds du GTNO, mais si la communauté francophone peut assumer elle-même une part des coûts, le gouvernement acceptera peut-être finalement de participer à la mise sur pied du projet.

Pour ce qui est du dossier de la Loi scolaire, il a été mis sur la glace pour le moment. Une rencontre aura lieu en novembre avec entre autres Me Roger Lepage, avocat des parents, et M. Normand Bédard de la Commission nationale des parents francophones. On y discutera de l'orientation qu'il convient de prendre devant la question de la gestion scolaire. On sait que deux conseils sont nécessaires à la création d'une commission scolaire francophone. Ces deux conseils existent déjà dans les TNO, soit à Yellowknife et à Iqaluit. Le projet devient donc théoriquement réalisable. L'APFY considère aussi la possibilité d'avoir recours au Programme de contestation judiciaire. C'est grâce à ce programme que les parents francophones de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve ont réussi à obtenir la gestion scolaire.

Mme Wallbridge aimerait aussi pouvoir implanter un programme d'enseignement religieux à l'école. Selon elle, la religion catholique a joué un rôle d'importance majeure dans l'histoire des francophones et il serait souhaitable que l'école contribue à conserver ce trait de notre culture. Elle ne sait pas encore si ce projet est réalisable, ni la forme qu'il prendrait s'il l'était, mais elle a l'appui d'un bon nombre de parents et croit que l'ajout d'un tel programme pourrait attirer plus d'élèves à l'école Allain St-Cyr.

Finalement, on prévoit pour cette année encore un échange avec une autre province pour les étudiants de quatrième à neuvième année. La destination reste encore à décider.

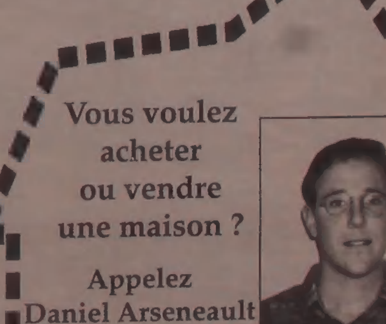
Natali Lefebvre

Autres renseignements sur la programmation des organismes francophones en page 7

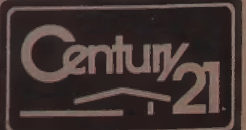
EMPLOI

La table de concertation de Yellowknife est à la recherche d'une personne intéressée de travailler à contrat sur le dossier du centre scolaire communautaire.

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 26 septembre à Michèle Martel ou Jean-François Pitre au: C.P. 1586, Yellowknife, NT X1A 2P2
Téléc.: (403) 873-2158




Daniel Arseneault
Conseiller en immobilier



Après la gestion scolaire, le temps de la réparation

Payer les pots cassés

Après avoir finalement obtenu le droit de gérer leurs écoles presque partout au pays, les parents francophones veulent maintenant forcer les provinces à réparer les torts causés par la trop longue absence de commissions scolaires francophones.

La Commission nationale des parents francophones (CNPF) tiendra à Ottawa les 18 et 19 octobre, en collaboration avec le Centre canadien des droits linguistiques, un symposium national sur la réparation constitutionnelle. Sous le thème: «De violations à réparations», le symposium permettra à plus de 150 parents d'explorer les possibilités qu'offrent la Charte canadienne des droits et libertés en matière de réparation.

Le symposium a aussi pour objectifs de sensibiliser les parents à la nécessité d'une stratégie nationale de francisation et d'attirer l'attention sur les inégalités qui persistent dans le financement scolaire.

Ce symposium rendra aussi hommage aux parents qui, au fil des ans, ont fait progresser devant les tribunaux les droits scolaires des francophones. On rendra hommage particulier à Jean-Claude Mahé, qui est à l'origine de la décision de la Cour suprême du Canada, qui a reconnu en 1990 le droit des parents de gérer et de contrôler leurs écoles.

APF

Un automne bien rempli

Suite et fin.

Association franco-culturelle de Yellowknife

Les francophones et francophiles pourront encore cet automne profiter d'une série d'activités organisées par l'Association franco-culturelle de Yellowknife. Le nouvel agent de développement, Mario Paris, a bien l'intention de faire bouger les choses, et collabore avec le C.A et chacun des comités membres de l'association pour rendre la saison plus agréable.

Tout d'abord, l'épluchette de blé d'Inde annuelle, qui a eu lieu dimanche le 15 septembre au parc Fred Henne, a été une belle occasion de souhaiter la bienvenue aux francophones fraîchement débarqués et de serrer la patte aux vieilles connaissances. C'est chaque année un rendez-vous à ne pas manquer, où l'on va croquer l'épi avant que le froid ne nous morde le bout du nez!

Le lendemain, lundi le 16 septembre à 17h30, l'équipe d'«À propos d'autre chose», l'émission de radio d'expression française de Yellowknife, s'est réunie au Mackenzie Lounge pour discuter des projets pour la nouvelle saison. Au cours de la dernière année, de plus en plus de gens se sont montrés intéressés à participer à l'émission hebdomadaire d'une durée d'une heure, à tel point que le comité envisage diverses solutions qui lui permettraient d'obtenir plus de temps d'antenne. Les personnes attirées par la perspective de faire entendre leur voix en ondes ou de manier les boutons de la console sont donc bienvenues à se joindre à l'équipe. Pour le moment, les animateurs et techniciens d'«À propos d'autre chose» offrent aux auditeurs, chaque dimanche à midi à l'antenne de CKLB 101,9 MF, une émission dont la qualité grandit sans cesse.

La première fin de semaine d'octobre, une soirée spéciale sera organisée à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de la Fédération franco-ténoise. L'AFCY s'occupe de l'aspect culturel de l'évènement, et invite les artistes et artisans francophones du Nord qui voudraient y exposer leurs oeuvres à contacter Mario Paris au 873-3292.

Le côté spectacle n'a pas été oublié; en novembre, le groupe franco-ontarien Brasse-Camarade viendra nous rendre visite lors d'une tournée nordique qui le mènera aussi à Fort Smith et Hay River. En plus d'une performance sur scène, le band donnera une série d'ateliers dans les écoles.

L'AFCY souhaite continuer d'offrir des activités à la communauté francophone de Yellowknife. Dans le but de collecter des fonds à cet effet, tous seront invités à emmener leurs pitounes à une soirée de bingo qui se déroulera le 19 novembre. Le lieu reste encore à déterminer. Comme quoi on sait joindre l'utile à l'agréable!

Natali Lefebvre

Garderie Plein soleil

Après une saison estivale formidable, la garderie Plein Soleil reprend ses activités régulières. Son camp d'été a été un beau succès, en grande partie grâce à sa monitrice, Michelle Bourque, qui enseigne présentement aux élèves de première, deuxième et troisième année de l'école Allain St-Cyr.

La pré-maternelle est déjà recommencée, mais quelques places sont encore disponibles. La garderie offre aussi un service de garde après l'école pour les enfants d'âge scolaire.

Tout se passe bien dans le meilleur des mondes, et les petits semblent bien heureux en compagnie de Lucie Bérubé, Brigitte Bouchard, Fanny Trudel, et de la directrice, Jocelyne Bernard.

Les dons de jouets et de meubles pour enfants seraient très appréciés.

Natali Lefebvre

La semaine prochaine : l'Association franco-culturelle de Hay River

Une inforoute pour le Nord

Des coopératives du Nord, des sociétés de développement économique autochtones et NorthwesTel se sont entendus récemment pour proposer la création d'une autoroute de l'information qui relierait toutes les communautés du Nord.

Ces trois groupes se sont réunis pour former *Ardicom Digital Communications Inc.* Cette entreprise a été formé en réponse à un appel de propositions du gouvernement territorial pour la conception, la mise en place et l'opération d'un réseau de télécommunications digitales rapides.

Selon la proposition de la compagnie Ardicom, chaque communauté aurait son propre réseau local qui relierait les établissements scolaires, les centres de soins de santé et les bureaux gouvernementaux tout en permettant aux individus et organisations d'utiliser le réseau.

La rentrée à Radio-Canada:

Chacun ses nouvelles

Pour la rentrée de septembre, Radio-Canada Ontario-Outaouais a peut-être trouvé le moyen de plaire tant aux téléspectateurs Franco-Ontariens, qui sont avides de nouvelles ontariennes, qu'à ceux du Québec, qui s'intéressent d'abord et avant tout à l'actualité outaouaise.

Cette année, Ce Soir présentera simultanément durant les 15 premières minutes deux bulletins de nouvelles distincts, l'un pour l'Outaouais et l'est ontarien, et l'autre pour le reste de l'Ontario. L'un sera diffusé en direct et l'autre sera enregistré en fin d'après-midi pour diffusion à compter de 18 h. Cette formule, pense-t-on, permettra à Radio-Canada d'être encore plus près de ses auditeurs.

Autre nouveauté: il y aura moins de sport et davantage d'informations culturelles. La culture sera, explique l'animateur de Ce Soir, Pierre Granger, «la bouffée de fraîcheur» qui suivra les nouvelles parfois tristes et dures qui ouvrent souvent le bulletin de nouvelles.

Autre nouveauté: le magazine des arts et des spectacles Espace libre sera désormais diffusé le jeudi à 19 h 30, plutôt que le vendredi.

Le magazine d'affaires publiques Impact présentera à nouveau tous les samedis une rétrospective des faits marquants de la semaine et approfondira les sujets chauds en compagnie de spécialistes.

Comme l'an dernier l'émission Vidéoclips, qui est produite à Toronto, permettra aux jeunes de découvrir les artistes francophones et d'entendre les chansons françaises les plus populaires de la semaine. Parlant des jeunes, ils seront certes heureux d'apprendre que la populaire émission Manigances, produite à Ottawa et diffusée le dimanche matin, sera de retour sur tout le réseau de Radio-Canada.



Un inuit et son arbre 

Etegek Clark ne se souciait pas des épis et préférait s'amuser au bord du lac Long.

Portraits de francophones

Les enfants d'abord

Héléna Mandeville est née le 29 décembre 1911, à Fort Chipewyan, dans le nord de l'Alberta, tout près de la frontière des TNO. Elle habite maintenant à Fort Smith, où elle est venue pour la première fois en 1941, avec son mari Philippe, aujourd'hui décédé depuis onze ans. À cette époque, elle avait déjà quelques enfants; en tout, elle allait en mettre au monde 14, dont deux sont morts étant encore bébés.

Les parents d'Helena étaient des Cris venus de Winnipeg au Manitoba. Son père portait un nom français :Villebrun. Il y en a d'ailleurs quelques uns à Fort Smith. Il a élevé sa famille dans les deux langues, cris et français. «On parlait le français puis le cris à la maison, dit Helena, je me rapelle, c'était drôle, on parlait le cris puis on nommait les choses en français. On savait pas comment dire la table en cris,...c'était la table!».

C'est en 1931 qu'elle se mariait avec Philippe Mandeville. Comme il ne connaissait pas le cris, mais plutôt le chipewyan et le français, ils ont parlé français. Les 14 enfants ont donc appris le français à la maison, mais dehors, ils parlaient l'anglais, qu'Helena a aussi appris. Les enfants, quant à eux, se sont assimilés à la population anglophone en grandissant et ont fini par ne plus du tout utiliser la langue de leurs parents. Helena ne semble pas trop s'en faire avec ça : «J'ai toujours compris l'anglais. J'écris anglais, ça me dérange pas». Cinq des enfants habitent toujours à Fort Smith, et une à Hay River. Les autres sont éparpillés dans le reste du Canada.


Helena Mandeville

Philippe Mandeville était garde-chasse, ce qui forçait la famille à déménager assez régulièrement; Fort Resolution, Peace River, puis dix ans dans le bois à Wood Buffalo Park avant d'arriver à Fort Smith. Mais pour Helena, c'était partout pareil : «Pour moi, c'était la même ouvrage. Les enfants «first», mais je les aimais mes petits bébés. Oh gosh! que je suis contente de les avoir eus, tous ces petits innocents! Il y avait toujours quelque chose à faire. Quand j'y pense, je sais pas où j'ai trouvé le temps pour manger et dormir... Philippe, c'était pas un homme qui aidait à la maison. Il faisait son ouvrage, puis quand il rentrait, il voulait s'étendre. Puis, il aimait ça, boire, mais j'ai jamais grondé. C'est pas mon argent, que je disais. D'abord qu'il paie pour la maison et le reste, c'est son argent. Des fois, je lui disais de faire attention de pas tomber en quelque part. Moi, je buvais pas. Mais la maison et les enfants, c'était mon ouvrage. J'ai pas trouvé ça trop dur. J'ai bien fait, j'ai jamais laissé mes enfants».

Depuis les années 30, bien [...] choses ont changé, dans les T[...] comme ailleurs. Mais à part [...] aller chanter à la messe le dim[...]che, ou pour aller accoucher en v[...] Helena ne sortait pas souvent d[...] maison.

Elle se souvient de la premi[...] automobile qu'elle a vue, à [...] Smith en 1941, de la construc[...] de la route, d'une visite de l'arm[...] mais ses souvenirs les plus vifs [...] rattachés à sa famille. Ce n[...] qu'après que les enfants aient [...] élevés qu'elle a pu travailler un [...] à l'extérieur de la maison, pou[...] police, l'hôpital, l'école. Pour fa[...] changement, elle y a cuisiné! El[...] aussi gardé les prisonnières, [...] quelques fois, elle coud, tricote [...] crochète si on lui fait une co[...]mande. «J'aime ça travailler, m[...] Mon mari payait pour la maison [...] les lumière puis tout ça; moi au[...] je voulais avoir mon argent».

Aujourd'hui, Helena vit se[...] recevant régulièrement la visite [...] ses petits et arrière-petits enfa[...] Quand elle regarde derrière, elle [...] fière de ce qu'elle a accompli. «[...] temps passe vite, dit-elle, jamai[...] n'aurais cru atteindre 85 ans...»

Natali Lefeb[...]
Interview réalisé [...]
Martha Jonh[...]

Rapport sur l'alphabétisme

Difficulté de lecture

Le tiers des francophones vivant à l'extérieur du Québec ont une très faible capacité de lecture, au point d'avoir de la difficulté à comprendre les directives en français sur l'emballage d'une médicament.

Un rapport sur l'alphabétisme chez les adultes de 16 ans ou plus en 1994, publié par Statistique Canada, confirme qu'il existe un important écart entre les capacités de lecture des anglophones, des francophones du Québec et des francophones de l'extérieur du Québec.

Au Québec, 27 pour cent des adultes se classaient au niveau le plus faible des capacités de lecture, comparativement à 19 pour cent pour les anglophones du pays. En moyenne, 22 pour cent de tous les adultes canadiens avaient une très faible capacité de lecture et étaient susceptibles d'admettre leurs difficultés.

De 24 à 26 pour cent des Canadiens se classaient au deuxième plus faible niveau et étaient capables de lire des textes simples, mais pas couramment. Ce pourcentage était de 30 pour cent chez les francophones hors Québec.

Les auteurs du rapport intitulé Lire l'avenir: un portrait de l'alphabétisme au Canada, soulignent que les francophones n'ont pas toujours eu un accès à un système d'éducation en français. L'enseignement secondaire en français n'est en effet accessible à un grand nombre de francophones en Ontario et au Nouveau-Brunswick que depuis la fin des années 1960: «Pour un grand nombre de Canadiens de langue française, la langue de leurs études scolaires n'a pas été la langue maternelle» écrivent les analystes de Statistique Canada, ce qui explique les différences importantes entre les groupes linguistiques. Mais à cause de la faible taille de l'échantillon, l'organisme fédéral n'est pas en mesure de dire si les capacités de lecture des jeunes francophones de 16 à 25 ans sont maintenant supérieures à celles de leurs aînés.

La bonne nouvelle, c'est que l'écart est très mince lorsque l'on compare les anglophones et les francophones ayant le même niveau de scolarité. Seuls les francophones de l'extérieur du Québec ayant des études collégiales à leur actif, ont des capacités de lecture un peu plus faibles que les anglophones du pays et les francophones du Québec. On constate aussi le même phénomène chez les diplômés universitaires francophones de l'extérieur du Québec.

Une mesure de l'assimilation

Seulement 72 pour cent des francophones de l'extérieur du Québec, qui ont pourtant déclaré avoir le français comme langue maternelle, ont subi les tests en français. Les autres, 28 pour cent, ont préféré les tests en anglais.

La presque totalité des francophones du Québec et 89 pour cent des francophones du Nouveau-Brunswick ont choisi de subir les tests en français. Seulement 53 pour cent des Franco-Ontariens, et une très faible minorité de francoph[...]nes des provinces de l'Ouest, [...] demandé à subir les tests en frança[...] Curieusement, environ 15 pour c[...] des francophones qui ont décl[...] utiliser davantage le français q[...] l'anglais dans la vie de tous [...] jours, ont quand même choisi [...] subir les tests en anglais. Ces fra[...]cophones vivaient dans une p[...]vince autre que le Nouvea[...] Brunswick.

Les résultats obtenus par [...] francophones qui ont subi les te[...] en anglais, sont cependant p[...] mauvais que les résultats des fr[...]cophones qui ont répondu en fra[...]çais.

Selon la présidente de la Fédé[...]tion canadienne de l'alphabétisat[...] en français, Murielle Gag[...] Ouellette, cela démontre bien q[...] les francophones qui ne maîtris[...] pas bien leur langue maternelle, [...] gagnent rien à apprendre u[...] deuxième langue: «Pour les fra[...]cophones dont la base linguistiq[...] est faible, l'acquisition d'une lang[...] seconde mine davantage leu[...] compétences sans pour autant [...] rendre performant dans u[...] deuxième langue».

La Fédération a l'intenti[...] d'analyser à fond les résultats co[...]cernant les communautés franc[...]phones et acadiennes et rendra p[...]blic un rapport au début de la p[...]chaine année.

En général, les citoyens des pr[...]vinces de l'Ouest ont de meilleur[...] capacités de lecture que ceux d[...] provinces de l'Est.

Yves Lusign[...]
A[...]

Comment faire la bombe

Terreur sur le Net

On trouve de tout sur Internet, même des recettes permettant de fabriquer des bombes, des grenades ou... un lance-roquette.

On y retrouve de quoi permettre à n'importe qui de réaliser des explosifs artisanaux. L'été dernier, les sept principaux pays industrialisés (G 7) et la Russie ont décidé de prendre des mesures concrètes pour enrayer cette menace.

Un document de dix-sept pages disponible sur Internet explique avec un cynisme effarant les façons de mener à bien un assassinat : du très classique cocktail Molotov à la bombe au carbure de calcium, en passant par le lance-roquette (qui permet aussi de «détruire facilement des immeubles ou des avions volant à basse altitude»), etc. Ce texte est disponibe à quelques centaines de millions de personnes dans le monde via Internet.

Ailleurs, un forum de conversation traite également de la fabrication de bombes ou de grenades qui peuvent se fabriquer rapidement, avec des matériaux accessibles partout et qui coûtent moins de 20¢.

On retrouve aussi sur Internet le manuel du terroriste, ouvrage expliquant procédés et techniques permettant de faire exploser son prochain.

Ces faits ont de quoi donner des sueurs froides à bien des services de sécurité. Qu'ont en commun Oklahoma City, Atlanta et le World Trade Center de New-York ? Toutes ces villes ont connu des actes de terrorisme perpétrés à l'aide de bombes artisanales.

Cette question du terrorisme «à la portée de tous», a été au coeur des discussions lors de la Conférence sur le terrorisme qui a eu lieu à Paris en juillet dernier. Les ministres des affaires étrangères de sept pays du G 7 et de la Russie ont adopté 25 mesures à cet égard. Parmi celles-ci : rechercher les moyens de «prévenir les risques que comporte l'utilisation par des terroristes des réseaux et des systèmes télématiques». Le débat est donc ouvert sur la question de l'usage de l'Internet et ses répercussions sur la sécurité publique.

Elisabeth Lequeret

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 33, vendredi 27 septembre 1996

Femmes sans peur



[redacted] Lefebvre/L'Aquilon

Une centaine de personnes ont participé [redacted] la marche «Femmes sans peur» qui s'est déroulée jeudi le 19 septembre dernier à Yellowknife. (Voir article en page 3)

Compressions budgétaires

Radio-Canada sabre dans l'Ouest

Les quatre émissions de nouvelles régionales de 30 minutes produites par les stations de télévision françaises [redacted] la Société Radio-Canada dans l'Ouest seront fusionnées [redacted] une seule émission régionale d'une heure, qui sera désormais produite [redacted] Winnipeg.

Le président-directeur général de [redacted] Société Radio-Canada, Perrin Beatty, [redacted] annoncé «une restructuration des services régionaux selon [redacted] taille des marchés», ce qui aura pour conséquence de priver les communautés francophones de l'Ouest de la seule émission produite localement par les stations françaises de Régina, Edmonton et Vancouver. Cette décision fait suite à des compressions budgétaires totalisant 414 millions de dollars d'ici 1997-1998 qui entraîneront l'abolition [redacted] 2500 postes, [redacted] au réseau anglais.

Seules les stations régionales d'Ottawa et de Moncton continueront de produire leur propre bulletin de nouvelles en fin de journée. Elles pourront aussi produire certaines émissions locales spéciales, ou de service [redacted] la communauté.

Ce sont des correspondants francophones basés [redacted] Régina, Edmonton [redacted] Vancouver qui alimenteront la station [redacted] télévision française de Winnipeg. Ces journalistes couvriront aussi certains fes-

Radio-Canada
Suite en page 2

Visite de Gwynne Dyer à Iqaluit

Sommes nous sortis de l'horreur de la guerre ?

Dimanche soir, le 22 septembre dernier, le collège Arctique du Nunavut présentait au Centre de l'Association francophone d'Iqaluit une conférence de M. Gwynne Dyer sur l'état actuel du monde et du Canada. M. Dyer a exercé le métier de correspondant de guerre pendant plusieurs années avant de décider de devenir un pigiste à grande échelle. Aujourd'hui ses chroniques alimentent des journaux de langue anglaise [redacted] travers le monde entier.

Pour un journaliste, le point de vue qu'il défend étonne. Selon M. Dyer, la recherche de l'événement sensationnel par les médias internationaux-*when it bleeds, it leads*-déforme la réalité historique extraordinaire que la planète traverse depuis la fin de la guerre froide. L'écran de télévision, dit-il, est si petit qu'un génocide le remplit complètement, masquant le fait que globalement, le nombre des guerres diminue d'année [redacted] année sur la planète. Le monde contemporain entrerait dans une ère de démocratisation et de pacification qu'il n'a jamais connu auparavant.

Selon le journaliste, un phénomène nouveau [redacted] surgi dans l'histoire du monde quand le régime soviétique s'est transformé de façon tout [redacted] fait inattendue et qu'on a jeté [redacted] terre le mur de Berlin. Aucun observateur international n'aurait pu prévoir un tel dénouement à l'histoire de l'empire soviétique. D'abord à cause de la rapidité de la transformation d'un état centralisateur et despotique, mais surtout à cause de l'absence d'effusions de sang, comme le cas des tristes purges staliniennes. Comme par miracle, la possibilité d'une guerre nucléaire d'envergure semblerait définitivement écartée entre grandes puissances.

Miracle qui se produit aussi en Afrique du Sud, où [redacted] aussi les observateurs internationaux prévoyaient un "bain de sang" qui mettrait un terme à la politique d'apartheid et démocratiserait le fonctionnement de l'état. L'hécatombe prévue ne s'est pas produite. Mais que [redacted] passe-t-il donc?

L'information est maintenant accessible [redacted] des centaines de millions d'individus qui par les media sont en contact quasi-instantané, en Asie, dans les Amériques, en Europe, en Afrique...La diffusion large

Gwynne Dyer
Suite en page 2



Alain Bessette/L'Aquilon

Mium !

Ce gros végétarien des plaines nordiques semble en extase devant ce panneau traitant des jardins botaniques lors de la foire écologique au musée Prince de Galles. Le mouvement environnemental Ecology North fêtait ses 25 ans les 20, 21 et 22 septembre dernier. Ateliers sur la «culture durable», expositions, foire écologique et une conférence ont marqué cet événement.



Recherche sur le Nord

Le prix de [redacted] recherche scientifique sur le Nord, décerné chaque année à une personne ayant contribué par son travail de façon importante à la compréhension du Nord canadien, a été remis cette année [redacted] M. Branko Ladanyi, professeur à la section géotechnique du Département de génie civil de l'Université de Montréal.

Depuis 1972, M. Ladanyi a mené de vastes expéditions de recherche dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon, ainsi que dans le nord du Québec, de Terre-Neuve [redacted] Manitoba. Il a aussi consacré beaucoup de son temps [redacted] l'enseignement des techniques et des théories de l'ingénierie nordique. Ses recherches ont aidé le monde entier à mieux comprendre le Nord et à travailler plus efficacement dans cette région.

Coupez!

Le GTNO charcute encore dans les emplois, et cette fois, c'est le personnel du tout nouveau Ministère des Ressources, de la Faune et du Développement économique qui est le plus affecté par les coupures.

«Le gouvernement territorial semble bien décidé [redacted] ruiner l'économie», a déclaré Josie Gould, vice-présidente régionale de l'Union des travailleurs du Nord. «Si les gens ne font plus d'argent, ils arrêteront d'en dépenser, et alors d'autres personnes perdront leur emploi. La taxe sur le revenu tombera, [redacted] dépenses pour la santé et les services sociaux augmenteront, et le déficit deviendra encore plus grand», a-t-elle ajouté.

Le printemps dernier, Alternatives North [redacted] estimé à plus de 1200 le nombre d'emplois qui seraient coupés par le gouvernement. Mais d'après Mme Gould, le nombre réel d'emplois perdus dépasserait malheureusement ces prévisions.

Conseil de l'Arctique

La Nation dénée félicite les pays de [redacted] région circumpolaire pour l'inauguration du Conseil de l'Arctique. «La création de ce conseil constitue un atout important pour [redacted] intérêts de l'Arctique puisque son travail est orienté vers la protection de l'environnement et le développement durable», a affirmé le chef national déné, Bill Erasmus.

Les Premières Nations, dont les Inuit du Canada, sont présentes au Conseil [redacted] titre de Représentants permanents, ce qui leur confère un rôle d'importance moindre que celui des pays membres. M. Erasmus trouve déplorable [redacted] position inférieure puisque selon lui, ce sont les terres des aborigènes qui sont [redacted] cause.

Les Dénés ne font présentement pas partie des Représentants permanents, mais ils négocient avec les [redacted] Premières Nations d'Amérique du Nord pour en obtenir le [redacted]

Ombre sur les Caraïbes

La compagnie BHP négocie [redacted] ce moment des droits exclusifs d'exploration pour ouvrir des mines de cuivre sur 10 pour cent de l'île Dominique dans les Caraïbes.

La Nation dénée s'inquiète beaucoup de ce qui arrivera à l'île suite à ces négociations, puisque les 10 pour cent de terrain en question comprennent environ un tiers des forêts tropicales du pays. Si un désastre écologique de l'ampleur de celui causé par BHP chez les Papous de Nouvelle-Guinée survenait à Dominique, ce serait la fin de l'île.

Le chef déné, Bill Erasmus, s'est dit soucieux au nom de la Nation pour les autochtones de Dominique qui devront subir les impacts potentiellement négatifs de la mine : «nous ne voudrions pas les voir vivre les mêmes problèmes que nos amis de Nouvelle-Guinée».

Non, ce n'est pas une blague!

L'Honorable Ethel Blondin-Andrews est fière d'accueillir, dans le cadre de sa tournée de l'Arctique de l'Ouest, le constable Dominic D'Arcy d'Ottawa, mieux connu sous le nom du Policier Chantant.

Le troubadour des forces de l'ordre sera en visite [redacted] Yellowknife jusqu'au 2 octobre, où il égayera les écoles et quelques autres institutions de ses ritournelles.

L'Assurancetourix des flics prendra aussi joyeusement le chemin de Rae-Edzo et de Hay River pour quelques ballades supplémentaires. Heureusement pour lui, s'il devait avoir une voix rocailleuse comme celle de l'ami d'Astérix le Gaulois, les Ténois n'ont pas, eux, d'arbre assez gros pour l'y accrocher!

Up Here

Après près de 10 ans sous la même direction, le magazine nordique bien connu «Up Here» accueille un nouveau rédacteur en chef en la personne de Mike Vlessides.

En plus d'une solide maîtrise de l'écriture, M. Vlessides possède des expériences fort variées qui vont de la négociation de contrats de plusieurs millions de dollars pour les joueurs de la Ligue majeure de baseball, au travail de construction bénévole [redacted] Fort McPherson.

Selon M. Vlessides, «Up Here» est le magazine le plus fascinant de la planète, mais il a besoin d'être rafraîchi. En 97, on y retrouvera donc plus d'information sur les voyages d'aventure et les activités de plein air que le Nord a à offrir.

Natali Lefebvre

Radio-Canada

Suite [redacted] la une

tivals et événements spéciaux. La vice-présidente à la télévision française, Michèle Fortin, soutient que la production d'un bulletin de nouvelles «supra-régional» d'une heure dans l'Ouest «permettra de couvrir de façon plus adéquate les préoccupations de ces diverses communautés et de créer davantage de liens entre elles».

M. Beatty [redacted] indiqué qu'il était impossible pour Radio-Canada de protéger les régions avec des compressions budgétaires de cette ampleur. Il a aussi dit qu'il ne pouvait promettre qu'il n'y aurait pas d'autres coupures budgétaires à l'avenir. [redacted] croit enfin que Radio-Canada respecte toujours son mandat, qui est de refléter toutes les régions du pays. La présidente du Conseil d'administration, Guylaine Saucier, parle de son côté de «solutions raisonnables».

On tentera de maximiser les revenus en augmentant le temps d'antenne consacré à la publicité. Pour [redacted] première fois, il y aura de la publicité dans les émissions de nouvelles, y compris le sacro-saint Téléjournal.

Il y aura moins de sport professionnel à la télévision, mais on continuera de diffuser du sport amateur.

Le budget total de la télévision française passera de 342 millions de dollars [redacted] 1994-1995 à 272 millions en 1998. Au cours des 18 prochains mois, 304 postes seront abolis.

Toutes les compressions qui ont été annoncées devront être mises en oeuvre [redacted] cours des six prochains mois.

La radio française

Il y aura aussi des réductions du côté de la radio française, qui cessera de participer à certains festivals de musique. De 82 millions de dollars qu'il était en 1994-1995, le budget de la radio ne sera plus que de 62 millions en 1998. Pas moins de 238 postes seront éliminés, ce qui représente le tiers des effectifs.

Les stations de radio de Windsor en Ontario, Régina, Edmonton et Vancouver conserveront leurs émissions locales du matin et les nouvelles. Les ressources pour la production locale et régionale de toutes les radios françaises au pays seront réduites. Les ressources seront aussi réduites [redacted] Atlantique, où «on essaiera» de maintenir le service: «On reconfigurera chaque station régionale en fonction du rôle qu'elle joue au sein de la communauté francophone locale» [redacted] expliqué M. Beatty. Les stations loca[les] de l'Ouest canadien et du sud-ou[est] de l'Ontario seront sévèrem[ent] touchées par les compressions. [La] plupart des mesures entreront [en] vigueur en juin, à la fin de la sais[on] de radio.

Lorsqu'une station est la se[ule] de langue française, le nomb[re] d'heures de programmation loc[ale] ou régionale pourrait augment[er] mais le contenu sera davanta[ge] musical. Celles qui se trouvent d[ans] un marché compétitif devront [redacted] menter leur contribution aux [ré]seau.

[redacted] été impossible de recueil[lir] les commentaires de M. Claren[ce] LeBreton de Caraquet au Nouvea[u-] Brunswick, qui est le seul franc[o]phone de l'extérieur du Québec [à] siéger au conseil d'administrati[on] de la SRC. Les membres du cons[eil] ont en effet résolu de ne faire auc[un] commentaire sur les récentes co[m]pressions budgétaires et de laiss[er] cette tâche à [redacted] présidente du co[n]seil d'administration et au présid[ent] directeur général de la SRC.

La seule bonne nouvelle final[e]ment, c'est que Radio-Canada [ne] fermera aucune station régional[e] ni [redacted] la radio, ni à la télévision. [Du] moins, pas cette fois-ci.

A[...]

Gwynne Dyer

Suite de la une

d'information crée une aspiration vers l'égalité, pense Dyer, favorisant la démocratisation progressive de la vie politique.

L'Afrique est évidement une exception à cette façon optimiste de considérer la vie politique internationale. Rien ne semble fonctionner pour l'Afrique, mis à part pour l'Afrique du Sud.

Famine, guerres tribales, vagues de réfugiés, détérioration de l'environnement, taux de natalité hors de contrôle, décroissance économique, explosion endémique du sida...

S'agirait-il d'un écart culturel trop large entre l'univers tribal et les sociétés urbaines ?

M. Dyer souligne que depuis les tous débuts de l'urbanisation, les sociétés humaines ont vécu sous des régimes dictatoriaux fortement militarisés où les collectivités plus traditionnelles de chasseurs-cueilleurs ont été écrasées par les classes dominantes.

Depuis [redacted] peu près 200 ans, les grandes révolutions qui ont secoué l'histoire partageaient un même objectif: l'égalité ou la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. D'abord la révolution américaine, puis la révolution française, puis la grande marche de Mao Tsé Toung (M.Dyer n'a pas mentionné la révolution bolchévique, ni [redacted] révolution castriste, qui se réclamaient aussi d'un idéal de société sans classes). Dans les années 90, le fait que plus de 80% des pays vivent dans des systèmes politiques démocraties marque une mutation définitive de l'Histoire humaine.

La démilitarisation s'ensuit, poursuit Dyer. Les démocraties ne se font pas la guerre entre elles, affirme-t-il.

Plus près de chez nous, des changements fondamentaux s'opèrent sans qu'on en soit trop conscient. Les idéologies politiques arrivent mal à suivre la transformation du tissu social. Par exemple, l'allégeance du Canada anglais à la Couronne Britannique s'est volatilisée, peut-être sous le poids de l'immigration. Aujourd'hui, seulement 40% des canadiens de langue anglaise seraient d'origine britannique, et ceci incluant les Irlandais...! Dyer en conclut que le face [redacted] face entre les Canadiens anglais protestants orangistes et les Canadiens français catholiques est dépassé.

Grâce à la loi 101, le Québec a réussi à assurer l'avenir du français [redacted] Amérique. En dirigeant les enfants d'immigrants vers les écoles de langue française, la société québécoise s'engage tout comme le Canada anglais dans la voie du multiculturalisme. La proportion de Québécois de souche va diminuer, même si le français sera parlé p[ar] plus de gens...comme par exemp[le] les Haïtiens, les Maghrébins, l[es] Vietnamiens, les Sénégalais... R[é]sultat ? Dyer voit venir la fin [de] l'antagonisme historique frança[is-]anglais [redacted] Canada, et la possibili[té] de développer une nouvelle visi[on] du pays grâce à la présence d[es] minorités en quête d'égalité.

«Et le Nunavut là-dedans ?», o[nt] demandé les participants ven[us] nombreux assister à la conférenc[e].

Si le nouveau territoire ve[ut] conserver [redacted] langue (hors de [la] langue...pas de culture, nous ra[p]pelle Dyer) il devrait trouver [un] moyen de contrôler l'entrée de no[n-]Inuit. Étant donné la faible popul[a]tion du Nunavut, il n'est pas impo[s]sible d'imaginer un renverseme[nt] démographique à l'avantage d[es] arrivants non-inuit.

Il faut absolument abaisser [le] taux de natalité qui est l'un des pl[us] élevés [redacted] monde. Plus de la moit[ié] de la population actuelle du Nunav[ut] est âgée de moins de 15 ans. Or [un] jour, la croissance de la populatio[n] devrait idéalement suivre à peu pr[ès] celle de l'emploi.

M. Dyer n'a pas trop abordé [la] question hautement problématiqu[e] de la création d'emploi dans le no[u]veau territoire. Les coûts de tran[s]port liés à l'exploitation des [ri]chesses naturelles locales restero[nt] un sérieux obstacle à l'investiss[e]ment.

M. Dyer a repris l'avion le le[n]demain de sa conférence, non sa[ns] avoir donné une entrevue en exce[l]lent français à Daniel Cuerrier d[e] CFRT. M. Dave Willman, dire[c]teur du Campus Nunatta du Collèg[e] Arctique du Nunavut s'est dit e[n]chanté de l'intérêt suscité par [la] conférence, qui a attiré une ci[n]quantaine de personnes. Le collèg[e] souhaite répéter de telles rencontre[s].

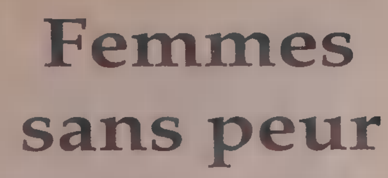
Texte de Louis Mc Comb[er]
Collaboration: Daniel Cuerri[er]

Marathon de l'espoir



Alain Bessette/L'Aquilon

Plus de 450 participants et bénévoles étaient présents dimanche le 22 septembre dernier lors du marathon de l'espoir Terry Fox à Yellowknife. Environ 23 000 $ ont été receuillis cette année au profit de la recherche sur le cancer.



Femmes sans peur

À Yellowknife, plusieurs femmes et enfants ainsi que quelques hommes, totalisant environ [redacted] centaine de personnes, ont participé jeudi soir le 19 septembre à la marche annuelle «Femmes [redacted] peur», qui a pour but de dénoncer la violence faite aux femmes et [redacted] enfants dans les rues et à l'intérieur des foyers.

Le groupe, portant pancartes et scandant slogans, a déambulé pendant environ 30 minutes sur [redacted] rue Franklin pour finir son trajet au YWCA. Parmi les personnes présentes, le chef déné Bill Erasmus s'est démarqué par son implication active.

Faire don de sa présence à une marche qui souligne l'importance d'éliminer un problème social tel la violence faite aux femmes et aux enfants est un acte généreux et significatif. Cependant, il est dommage que l'évènement ne se soit pas prolongé davantage; une demi-heure de manifestation publique dans l'année, c'est malheureusement bien court pour réveiller les gens et leur communiquer le besoin d'agir.

Une fois à l'intérieur du YWCA, Sharon Buness-Hall, la directrice générale du Conseil du statut de la femme des TNO, après avoir remercié les participants, a exposé un bref bilan de la situation à Yellowknife, où depuis le début de l'année, une moyenne d'environ une agression par jour et un viol par semaine sont rapportés [redacted] la police. Si on ajoute à cela les viols [redacted] agressions qui ne font jamais l'objet d'une plainte, on se rend vite compte que la situation est alarmante.

Mme Buness-Hall [redacted] terminé en demandant aux personnes présentes de s'imaginer comment elles se sentiraient dans un monde où [redacted] violence envers les femmes et les enfants serait éliminée.

La soirée s'est clôturée avec les chants de Moira Cameron.

Natali Lefebvre

Programme d'action environnementale

Subventions de 51 000 $

Depuis ses débuts, en 1991, le Programme d'action environnementale (PAE), un programme du gouvernement fédéral, a aidé financièrement des collectivités des T.N.-O., des organismes non gouvernementaux et des particuliers à entreprendre des projets de sensibilisation écologique.

Les projets sélectionnés cette année recevront au total 51 000 $ en subventions et créeront environ 30 emplois de courte durée.

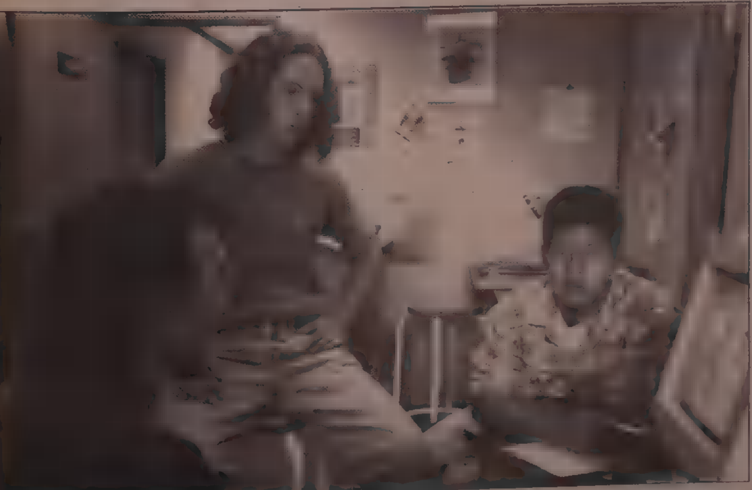
Le PAE est un exemple de partenariat réussi dans les T.N.-O. Deux fois par année, les membres du comité d'examen chargé de ce programme se réunissent pour choisir les projets qui seront subventionnés. Ce comité se compose de représentants du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la Chambre de commerce de Yellowknife, des Métis, des Dénés, de l'Inuit Tapirisat du Canada, de l'organisme Ecology North, du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et du ministère de l'Environnement du Canada.

Le programme, qui a donné de bons résultats au cours de ses cinq années de mise en application, en est à [redacted] dernière année d'existence. Il fait partie de la Stratégie pour l'environnement arctique, une initiative du gouvernement fédéral visant [redacted] préserver et à mettre en valeur l'environnement arctique.

Divers projets ont été subventionnés depuis le début du Programme d'action environnementale: campagnes de sensibilisation; recyclage de bouteilles pour fabriquer des verres; compostage; plans de conservation de l'énergie et d'utilisation de l'énergie solaire; ouverture de sentiers de la nature et élaboration de matériel didactique et de programmes sur l'écologie [redacted] l'intention des écoles.

Les projets retenus dans le cadre du PAE sont conçus par les collectivités et entraînent la participation de nombreux bénévoles locaux. Cette année seulement, près de 3 000 personnes, jeunes et moins jeunes, auront participé aux projets mis sur pied. Grâce à ces derniers, on peut éduquer la population dans le domaine écologique, améliorer le sens des responsabilités de chacun en la matière, trouver des solutions innovatrices aux problèmes écologiques et, dans de nombreux cas, stimuler l'économie locale.

Natali Lefebvre



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Deux élèves de la classe de John Stewart de l'école Sir John Franklin seront en charge de la conception d'un journal étudiant en français. Le journal l'Aquilon a accepté de participer à cette activité en leur expliquant les rudiments de la mise en page par ordinateur.

ÉDITORIAL

Langue et culture inuit

Préserver la langue et la culture inuit représentera un défi de taille pour le futur territoire du Nunavut. Le conférencier Gwynne Dyer [redacted] abordé un phénomène important lors de [redacted] visite [redacted] Iqaluit, soit la globalisation de l'information et la fusion des cultures dans la grande famille canadienne. Malgré sa situation géographique et son climat rigoureux, le Nunavut ne pourra échapper à ce phénomène.

Comment préserver sa langue et sa culture malgré les contatcs croissants entre la population inuit et les cultures environnantes ? La solution proposée repose sur un contrôle de l'entrée de non-inuit. Quelle forme pourrait prendre ce contrôle?

En tant que territoire, le Nunavut n'a pratiquement aucun contrôle sur la migration inter-provinciale. De toutes façons, le bassin de migrants d'origine inuit est plutôt limité et des distinctions sur une base raciale ou ethnique seraient plutôt mal accueillies [redacted] sein du Canada.

Par contre, le gouvernement du Nunavut, en tant qu'employeur et pourvoyeur de services, peut jouer un rôle actif dans la promotion et la préservation de la langue. Un premier pas serait de faire de l'inuktitut la langue du travail au sein de la fonction publique. En raison des liens étroits qu'entretient le Nunavut avec les autres gouvernements provinciaux et territoriaux du Canada, la connaissance de l'anglais ou du français pourrait être un atout sans être obligatoire. Les services [redacted] langue inuktitut seraient prioritaires et des services de base en anglais et en français seraient aussi disponibles.

Une politique du genre lancerait un message important à tout nouvel arrivant : ici ça se passe en inuktitut! L'apprentissage de l'inuktitut deviendrait alors un impératif économique et professionnel pour les nouveaux venus.

Personne ne s'étonne de devoir parler espagnol à Cuba ou portuguais au Brésil. Personne ne devrait être étonné de devoir parler inuktitut dans le Nunavut.

Alain Bessette

LA SPÉCIALISTE DU BURLESQUE, LA POUNE, NOUS QUITTE À L'ÂGE DE 93 ANS

SOYEZ SANS CRAINTE, LA RELÈVE EST LÀ!

MICHEL LAVIGNE ©APF-21

Douces mélodies



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Phoebe Atagotaaluk et Madeleine Allakariallak ont formé le duo Tudjaat et marient chants de gorge traditionnels et musique folk pour un son étonnamment doux.



C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Directeur (par intérim) : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber, Agnès Billa
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan (APF)

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où [redacted] circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera [redacted] une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée [redacted] condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.



OPSCOM



Hommage à Louise Doren

Dans la nuit du 9 [redacted] 10 août, Louise Doren est décédée paisiblement [redacted] Montréal, chez elle. Son coeur s'est arrêté pendant qu'elle dormait. L'annonce de sa disparition soudaine aura choqué et attristé ses ami-es des Territoires.

Quelle étrange ironie que ce coeur qui cesse de battre! Louise avait tellement un grand coeur, et aimait tant partager ce qui la passionnait. C'est à Louise que je dois notamment d'avoir découvert les romans «suspense» dont je suis maintenant mordue, et qu'elle dévorait pour se détendre et se changer les idées après d'interminables journées de travail.

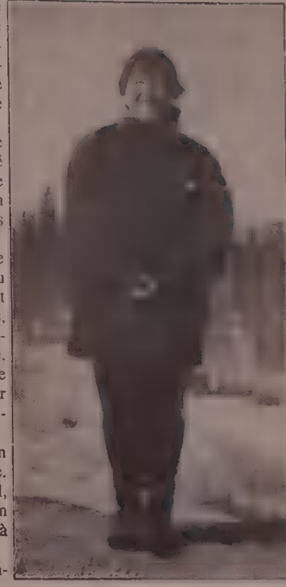
Car d'avoir du coeur à l'ouvrage, c'était une autre très grande qualité de Louise. En fait, elle était un véritable bourreau de travail, au détriment même de sa santé. Louise était une personne entière qui se donnait complètement quand elle acceptait une responsabilité comme la direction de L'Aquilon, qu'elle assuma de juin 1992 à février 1993, ou un défi comme la parution hebdomadaire du journal, que Louise instaura à compter du 15 janvier 1993.

C'est au tout début de novembre 1990, quelques jours après son trente-huitième anniversaire, que Louise Doren arriva dans les Territoires du Nord-Ouest. Après avoir travaillé presque cinq ans à l'Ordre des ingénieurs du Québec comme collaboratrice puis rédactrice-en-chef de la revue *Plan*, Louise débarque à Yellowknife au début de l'hiver pour combler le poste de journaliste à *L'Aquilon*.

Ce fut le début d'une grande aventure. Louise a beaucoup aimé le Nord et [redacted] soeur Jocelyne me répétait cette semaine combien Louise avait eu de grands moments de bonheur ici.

Avant de mieux connaître Louise, ce qui m'avait d'abord plu chez elle, c'était son dynamisme et son goût des débats intellectuels, de la création du Nunavut à l'avenir de la civilisation occidentale. Louise était une «tête» et même une tête dure, qui pouvait avoir l'argument tranchant et [redacted] retour.

Elle a apporté [redacted] *L'Aquilon* son professionnalisme et [redacted] énergie. Pour réaliser le mandat du journal, elle s'est donnée sans compter. Son rythme n'était pas toujours facile à suivre ...



En rentrant à Montréal au printemps 1993, Louise prit un grand repos bien mérité et se consacra entre autres [redacted] l'écriture d'un roman qui demeure inachevé. À l'automne 1994, Louise qui possédait déjà un bac en traduction retourne [redacted] études dans ce domaine et entreprend [redacted] maîtrise. Elle avait d'ailleurs complété la scolarité de deux ans et s'apprêtait [redacted] rédiger son mémoire. Il est possible que certains de [redacted] travaux soient publiés.

Louise fut [redacted] fervente [redacted] du Nord et une grande adepte de la randonnée pédestre. Son énergie, sa vivacité d'esprit, sa générosité, [redacted] loyauté et son dévouement demeureront à jamais ancrés dans nos coeurs. Sois heureuse Louise, bon voyage [redacted] nord du grand Nord.

Diane Mahoney

Le retour aux études de Louise lui aura permis de se replonger avec enthousiasme dans le monde des académiciens. Ses lettres de l'époque témoignent du grand plaisir qu'elle en retirait. Parrallèlement, Louise avait mis sur pied avec [redacted] collègue de l'université une compagnie de services de traduction. L'Aquilon est devenu un de ses clients et, pour mon plus grand plaisir, les contrats confiés à Louise ont permis des contacts réguliers et des échanges toujours aussi stimulants et sympathiques. D'une directrice [redacted] l'autre, on pouvait rire ensemble des splendeurs et des misères d'un petit journal francophone [redacted] milieu minoritaire...

Une semaine après le décès de Louise, sa famille, ses nombreux ami-es de Montréal ainsi que ses collègues se sont réunis pour souligner son départ et célébrer sa vie. Bien qu'elle donnait beaucoup, Louise n'était pas une personne qui se livrait facilement. Elle n'en était pas moins très attachante, elle qui appellait tous ses proches «chou» et «chéri-e» d'un ton vif et parfois moqueur.

Je pense à elle avec émotion et gratitude et je me réjouis de savoir que cette année [redacted] particulier lui avait apporté dans [redacted] vie de tous les jours la sérénité.

Agnès Billa

Quoi de neuf?

Bulletin de liaison de l'Association franco-culturelle de Yellowknife - Septembre 1996

UN P'TIT NOUVEAU À L'AFCY

L'AFCY s'est dotée d'un nouvel agent de développement depuis le début du mois de septembre. Il se dit disponible, heureux et plein d'énergie...mettez-le à l'épreuve!!! On ne parle pas ici de l'agent Maytag, mais paraît-il que son chien s'ennuie depuis qu'il travaille à l'association. Les anciens dossiers sont toujours importants, mais Mario Paris constate que le vent du bénévolat est plus vivant que jamais et qu'on parle avec beaucoup de vigueur de notre avenir culturel à Yellowknife.

ÉPLUCHETTE DE BLÉ D'INDE

Le 15 septembre dernier avait lieu l'épluchette annuelle de blé d'Inde [redacted] Parc territorial Fred Henne. Une quarantaine de gens ont bravé les gros nuages gris et la pluie pour venir déguster le meilleur maïs sucré que Yellowknife ait goûté cette année. Les francophones qui se sont déplacés ont pu rencontrer la nouvelle administration de l'AFCY qui était bien heureuse de répondre aux questions de tous et toutes. Ian Lacasse-Clarke et Amélie Duval furent couronnés Roi et Reine de l'événement et on a presque donné un prix à l'enfant le plus trempé de la journée.

LES "FRANCO-FUN" JOUENT AU VOLLEY-BALL

L'été fut longue pour les amateurs de sport, surtout pour ceux qui aiment bien en faire en français à Yellowknife. Il n'y a pas eu d'équipe de balle lente cet été mais on retrouve définitivement de la vigueur accumulée chez nos sportifs amateurs. Avec le retour des jours froids, les sports intérieurs deviennent très attrayants. Pour une modique somme, vous pourriez joindre l'équipe la plus souriante du circuit D. Du gros "fun" garanti! Deux à trois joutes [redacted] prévues chaque semaine, et ce jusqu'au mois de mai 1997. Si vous voulez l'horaire communiquez avec Mario [redacted] 873-3292 ou bien Ginette Bérubé [redacted] 920-4934. Finalement, est-ce possible que les femmes francophones de Yellowknife soient plus sportives que les hommes? Messieurs, où êtes-vous? C'est un dossier à suivre...

À PROPOS D'AUTRE CHOSE

Quelle vigueur! Le 16 septembre passé avait lieu une réunion historique du comité radio de Yellowknife. Les bénévoles nous sortent par les oreilles! L'émission de radio, présentement [redacted] ondes tous les dimanche de midi à 13 h à CKLB 101.9 MF, arrive à un point tournant. On négocie le contrat sous peu avec [redacted] station et on essaie d'obtenir plus de temps d'antenne. Natali Lefebvre devient la représentante du comité radio prenant ainsi le flambeau des mains de Benoît Boutin qui [redacted] fait un travail de passionné pour la cause radiophonique dans les TNO. En bref, ça grouille et ça discute sur un fond de musique francophone.

LES PAS FRETTE AUX YEUX

Le comité de théâtre se réunit au moment où ce «Quoi de neuf» parvient [redacted] presses. La troupe «Les pas frette aux yeux» est entrée dans les annales de la scène du spectacle de Yellowknife en 1995-1996 en raflant les prix pour; meilleur acteur (Marc Lacharité), meilleur actrice (Roxanne Valade) et meilleurs costumes (Christiane L.Clarke), tous des bénévoles, et non des professionnels! Cette fois, toute la communauté artistique de Yellowknife se promet bien d'aller voir ces francophones qui remportent les plus hauts honneurs; les "AURORA AWARDS". Bien sûr, comme d'habitude, il y un projet de tournée à l'horizon et cette année Iqaluit devrait avoir l'honneur.

VERNISSAGE D'ARTISTES FRANCO-TÉNOIS

Si vous avez la chance d'être à Yellowknife le vendredi 4 Octobre, ne manquez pas un vernissage unique! Des artisans franco-ténois vous en mettront plein les yeux avec des toiles originales faites à l'acrylique, à l'huile et à l'aquarelle ainsi que des sculptures. L'événement s'inscrit dans le cadre de l'arrivée des délégué-e-s et des invité-e-s qui sont convoqués pour l'assemblée générale annuelle de la Fédération franco-ténoise. L'AFCY s'occupe du déroulement artistique de la soirée. Des oeuvres originales inédites seront en vente, et certaines de collections privées y seront exposées probablement pour la dernière fois. La soirée sera agrémentée de rafraîchissements et de hors d'oeuvres. Vous êtes tous et toutes les bienvenus. Il est encore possible de s'inscrire comme artiste. Questions? Mario [redacted] (403) 873-3292.

BINGO!!!

Un autre projet pour générer des revenus pour des activités jeunesse. Ça vous intéresse ? La date prévue est le 19 Novembre 1996 et ça aura lieu [redacted] Elk's [redacted] de Yellowknife. Beaucoup plus de détails dans le prochain *Quoi de neuf*.

JOURNAL *LA PRESSE*

Hé oui! le journal *La Presse* (le plus grand quotidien français d'Amérique) est de retour sur la liste des produits culturels de l'AFCY. L'édition du samedi nous arrive ici le mardi matin!!! Pour la modique somme de cinq dollars vous avez droit à environ deux kilos de papier journal rempli de nouvelles canadiennes et mondiales, d'actualités, d'opinions, de cinéma, d'arts et spectacles, d'annonces classées, d'économie, de sports, de vacances-voyage, de carrières et professions et même une section habitat! Ouf! Si lire un gros journal vous intéresse, dépêchez-vous de vous mettre sur la liste des abonnés.

AUTRES PUBLICATIONS

Si vous n'aimez pas avoir les doigts noir avec le journal *La Presse*, vous pouvez venir voir la liste des 500 publications que l'on peut avoir à tarifs forfaitaires. Par exemple, *L'Actualité*, la *B.D. Québécoise*, *Chasse et Pêche*, *CROC*, *Le Bottin des Employeurs*, Mots Croisés, Mots Cachés...enfin je m'arrête ici. La liste est disponible au bureau de l'AFCY.

COMPTOIR DES PRODUITS CULTURELS

Si le sirop d'érable vous intéresse, nous avons toujours une sélection de différents formats et de sous-produits tels que du beurre et du sucre d'érable. Les vidéos français pour les jeunes et les moins jeunes sont aussi disponibles.

Ici Mario Paris qui vous dit tourlou! jusqu'au prochain "Quoi de Neuf ?".

Jake Ootes et BHP

Aucune raison d'attendre

Le député de Yellowknife Centre, Jake Ootes estime qu'il n'est pas nécessaire de forcer la compagnie [redacted] prendre immédiatement des engagement quant aux bénéfices du Nord.

Selon M. Ootes, le géant BHP a jusqu'à présent été [redacted] bon citoyen corporatif et il n'y a aucune raison de croire qu'il ne saura respecter les engagements qu'il [redacted] pris lors du processus de revision environnementale.

D'après diverses sources, dont le rapport du Comité fédéral d'évaluation environnementale, BHP aurait [redacted] ce jour dépensé 200M$ pour son projet à Lac de Gras. De cette somme, plus de 50M$ seraitallés dans les poches de compagnies du Nord. De plus, les résidents du Nord auraient décroché environ 60 pour cent des emplois reliés au projet, et 25 pour cent de la force de travail serait d'origine autochtone.

Récemment, le Premier ministre des TNO, Don Morin a exigé de la compagnie qu'elle donne des garanties d'emploi aux entreprises et aux résidents du Nord pour la construction de sa mine de 750M$. Il a ajouté qu'il mettrait un frein à ses opérations si des pas dans cette direction n'étaient pas faits immédiatement.

M. Ootes appuie l'opinion du Premier ministre quant au fait que le Nord devrait retirer des bénéfices significatifs du méga-projet, mais [redacted] croit qu'attendre que BHP se prépare pour la saison de construction estivale ne po- serait aucun problème, pui que selon lui, la compagnie déjà fait preuve de sa bonn volonté quant aux intérêts d gens et des entreprises de région. «BHP dit que sa min aura une durée de vie de 20 25 ans. Une période de six huit mois de négociation supplémentaires ne feront mal à personne. Nous po vons donner notre support projet dès maintenant sa que cela ne nous empêch d'obtenir de la compagni minière les engagements do nous avons besoin», déclar t-il.

Le député de Yellowkni Centre dit avoir été élu sur promesse de supporter développement minier re ponsable. Il affirme que s électeurs veulent voir le proj BHP se réaliser maintenan et qu'il n'y a pas de raiso pour qu'il n'en soit pas ains

Natali Lefebv

1986 L'Aquilon 1996

Rétrospective de l'année 1991

Francophonie

L'Aquilon a déjà cinq ans et une petite histoire pleine de rebondissements. Malheureusement, Alain Bessette met son corbeau à mort en arrêtant de rédiger sa chronique de nouvelles mordantes, «D'un croassement à l'autre».

En revanche, d'autres naissan-



Terry Bradley, directeur de l'école Allain St-Cyr

ces importantes surviennent; celle de la garderie Plein Soleil, qui a enfin reçu le feu vert pour ouvrir ses portes à toutes les petites frimousses francophones de Yellowknife, et celle de la troupe de théâtre «les Pas Frette aux Yeux», avec sa première production, «Et dire que ■ Floride m'attend». C'était le début d'une belle aventure.

Un autre beau projet est ■ gestation: on a décidé de tout mettre en oeuvre dans le but de créer un centre scolaire communautaire. Mais comme ■ le sait, il faut couver longtemps avant d'obtenir des résultats et, à ce jour, l'idée est encore ■ l'incubateur.

L'Arctique de l'Est développe aussi son côté culturel avec ■ première production radiophonique francophone transmise en direct sur les ondes de CBC à Iqaluit.

La Loi sur les langues officielles continue de faire couler beaucoup d'encre. Sa mise en oeuvre entraîne l'organisation par la FFT d'une vaste campagne d'information ■ les droits linguistiques des Franco-Ténois, afin que ceux-ci prennent mieux connaissance des avantages auxquels ils auront accès suite ■ la nouvelle législation. Un comité consultatif est formé, ce qui permettra au GTNO de collaborer avec la FFT pour l'implantation des services en français dans les communautés.

Un accord entre le gouvernement fédéral et celui des Territoires est décidé: dans l'entente pluriannuelle, le fédéral allouera 12.8 millions de dollars à la francophonie ténoise afin de la soutenir dans sa lutte pour sa préservation. C'est la première fois au Canada qu'une entente d'une telle envergure se signe.

La Fédération des Francophones hors Québec, après s'être mise ■ commun avec les Acadiens, se défait de son nom, qu'elle change pour celui de Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada. La FCFAC changera plus tard son abbréviation pour FCFA du Canada, évitant ainsi qu'elle ■ soit prononcée «FC effacée» !

À la Fédération franco-ténoise, Diane Mahoney vient remplacer Marlene Steppan au poste de présidente.

Éducation

On a eu peur pour l'école Allain Saint-Cyr. À peine inaugurée, la menace d'un manque de financement pèse déjà sur la petite institution francophone dont l'obtention a demandé tant d'efforts. Il ■ même été question de la fermer. Mais tout est rentré dans l'ordre quand le GTNO ■ enfin dégagé les fonds nécessaires à sa survie. Son nouveau directeur, Terry Bradley ■ presque pu faire son travail en paix.

Cependant, l'herbe n'est pas complètement verte dans le pré de l'Association des parents francophones de Yellowknife, qui continue avec sa nouvelle agente, Chantal Francoeur, une poursuite contre le GTNO s'appuyant sur l'inconstitutionalité de ■ loi scolaire. L'APFY veut la gestion scolaire, mais le ministre de l'Éducation, Stephen Kakfwi, ■ lui refuse, prétextant le nombre insuffisant d'élèves francophones.



Les dénés et les métis ont encore une fois eu une année fort mouvementée. Gerry Antoire, de Fort Simpson et Gary Bohnet de la Nation métis, lors d'une conférence sur la protection des eaux des TNO.

Politique

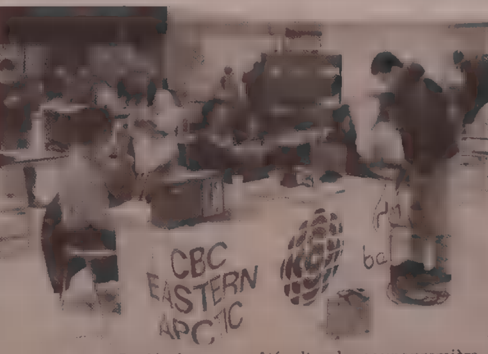
C'est une période difficile pour les Dénés/Métis, dont les négociations pour le titre de propriété des terres ■ sont, dans la dernière année, engagées sur un sentier cahoteux. Depuis la mort de l'entente globale avec le fédéral en avril 1990, les autochtones sont insatisfaits de la tournure que prennent les évènements. La Nation dénée décide de poursuivre une action judiciaire contre le fédéral pour faire lever les restrictions inscrites dans la politique des revendications territoriales globales. De leur côté, les Métis ne voient pas la nécessité du recours que prend la Nation dénée contre le gouvernement. Ils envisagent donc une négociation séparée. Un peu plus tard dans l'année, l'Association des Métis adoptera elle aussi l'appellation de Nation.

Les Gwich'in ont plus de chance dans leurs négociations; l'entente concernant leur revendication territoriale a été paraphée ■ Ottawa et sera officiellement signée.

Malgré leur malchance sur le plan de la propriété des terres, les Dénés continuent leur combat pour faire respecter leurs droits, tout comme les francophones. Une rencontre a lieu entre le chef déné Bill Erasmus, la présidente de la FFT, Marlene Steppan et le directeur de la FFHQ, Aurèle Thériault. Le but de cette réunion est de discuter la possibilité d'une collaboration entre les deux communautés qui, en s'unissant, pourraient par exemple faire avancer la question des langues et celle des alliances dans l'avenir du pays. Même si les francophones et les autochtones ne vivent pas les problèmes de la même manière, ils ont tous avantage à favoriser l'élaboration d'un Canada dans le respect des différences.

La venue de Joe Clark au ministère des Affaires constitutionnelles semble être encourageante pour les peuples autochtones; bien qu'il ne leur ait fait aucun promesse ferme sur la composition de la prochaine table des négociations constitutionnelles, le nouveau ministre a démontré son ouverture d'esprit devant la perspective d'un Canada qui inclurait toutes les communautés qui le composent.

C'est l'époque des élections territoriales. À part la défaite de Gordon Wray, le processus ne réserve aucune surprise à la population. Le poste de leader du gouvernement tombe entre les mains de Nellie Cournoyea.



L'Arctique de l'Est développe son côté culturel avec une première production radiophonique francophone transmise en direct sur les ondes de CBC à Iqaluit.

Société

Les développements de la technologie incitent plusieurs secteurs de la société à se réorganiser. On commence à parler de télématique au sein de la presse francophone hors Québec. C'est l'aube de l'ère cyberspatiale.

À Iqaluit, Bell Canada fait place à Northwestel. Mais l'évènement majeur dans l'Arctique de l'Est en 90 est le tournage du roman d'Yves Thériault, Agaguk, avec le charismatique Lou Diamond Phillips dans le rôle titre.

(À suivre... 1992)

Soit dit en passant...

Suite à la comparaison des francophones hors Québec à des cadavres chauds, faite par l'auteur Yves Beauchemin: «Verrons-nous bientôt un slogan de la FFHQ: Plus de membres qu'au cimetière Côte-des-Neiges?»
Alain Bessette, D'un croassement à l'autre, n°5, p.5, 15 mars 91.

«Alain Morisod enregistre le genre de musique qu'on peut entendre dans les bars-salons westerns partout à travers le pays. Il s'agit d'un album pour ■ public très spécialisé.»
Le plaisir d'entendre, n°7, p.11, 19 avril 91.

«Le français, ça s'apprend, l'anglais, ça s'attrape!»
Gwenaëlle Larouche,
Une jeune francophone parle d'assimilation, n°13, p.3, 2 août 91.

À tous les Français qui rêvent d'une cabane au Canada: «Nous cherchons à démystifier le Canada en expliquant que ce pays offre beaucoup plus que du sirop d'érable, de la neige et des cabanes en rondins.»
Myriam Château, présidente de la Fédération des associations régionales d'amitié franco-canadienne.
La France de passage à Yellowknife, n°17, p.3, 18 octobre 91.

L'équipe de 1991

Directeur: Alain Bessette
Journalistes: Daniel Cuerrier, Louise Doren, Kim Ouellette
Coopérants français: Dominique Claudon, Didier Revol
Collaborateurs: Gilles Brien, Rollande Carson, Marie-Claire Leblanc, Me Daniel Mathieu, Jacques Sirois
Caricaturistes: Pierre Bourgeois, Michel Lavigne
Correspondant national: Yves Lusignant
Mise en page: Jean-Charles Dubé
Correction d'épreuves: Agnès Billa
Publicité: Huguette Beaulieu

Merci!

Douces mélodies

Connaissez-vous Tudjaat? C'est le duo formé de Madeleine Allakariallak de Resolute, et de [redacted] cousine Phoebe Atagotaaluk d'Inukjuak, dans le nord du Québec.

Lors de leur première rencontre, alors qu'elles avaient déjà atteint l'âge adulte, les deux jeunes femmes se sont découvert la même passion pour les traditionnels chants de gorge, et pour la musique en général. Il n'en fallait pas plus pour qu'elles montent ensemble à bord [redacted] l'autobus du showbusiness qui allait bientôt leur offrir un bien beau voyage.

C'est le musicien country Randall Prescott qui, séduit par le son inhabituel de leurs chants, a un jour décidé de les prendre sous son aile. Depuis, Tudjaat se fait entendre un peu partout [redacted] les scènes nordiques.

En plus des chants de gorge traditionnels, Madeleine et Phoebe ont [redacted] leur répertoire quelques chansons aux résonnances folk, dont un succès, «When my ship [redacted] in», qui raconte l'histoire de [redacted] grand-mère de Madeleine. Elles innovent aussi en mélangeant les styles, chants de gorge accompagnés de musique, ce qui ne s'était jamais fait avant.

À Yellowknife, on a récemment pu entendre Tudjaat à [redacted] soirée d'ouverture de [redacted] nouvelle saison du NACC.

Le duo a aussi fait une tournée des écoles où les enfants l'ont accueilli avec un enthousiasme débordant. En compagnie d'un groupe de musiciens pleins d'énergie, dont Pat Braden, le fameux bassiste couteaujaunois, Madeleine et Phoebe offraient un spectacle qui dégageait une bonne humeur contagieuse. Bientôt, tout [redacted] monde se mettait [redacted] chanter et danser. Elles y expliquaient aussi l'origine des chants de gorge où, debout très près l'une en face de l'autre, les femmes imitent divers [redacted] de leur environnement. Le plus souvent, elles s'arrêtent quand l'une des deux [redacted] met à rire, ce qui bien sûr a beaucoup plu aux enfants.

Mais pas besoin d'être petit pour aimer Tudjaat; le duo [redacted] de quoi gagner aussi [redacted] coeur et l'oreille des grands.

Natali Lefebvre

Erratum

Une erreur s'est glissée dans le petit article sur la garderie Plein Soleil paru dans l'Aquilon de la semaine dernière. Michelle Bourque fait sûrement de l'excellent travail, mais c'est Micheline Richard que la garderie tenait à remercier pour s'être si bien occupée de son camp d'été. Toutes nos excuses!

Dans les coulisses :

l'ébauche d'une nouvelle Constitution

Dans les TNO, la discussion sur le développement constitutionnel s'est engagée il y a plus de trente ans. Pourtant, jamais un[redacted] proposition concrète n'a été soumise à la population. Plus tôt cette année, un groupe de travail composé de dix personnes, dont les députés de l'Ouest et les représentants du Sommet Aborigène, a été désigné pour mettre sur pied une version préliminaire de la future Constitution de l'Ouest prenant modèle sur celles réalisées par d'autres groupes constitutionnels, et qui favoriserait la participation du public aux débats. Le groupe a tenu des rencontres régulières pendant l'été, et est maintenant arrivé [redacted] l'étape finale de la préparation de l'ébauche qui sera présentée à la population plus tard au cours de ce mois. Par cette ébauche, les résidents se verront pour la première fois offrir un cadre de référence faire part de leurs commentaires et discuter de la nouvelle Constitution que l'Ouest des TNO adoptera après la division en 1999. Après cette consultation, l'ébauche sera reprise et une version révisée sera émise pour approbation.

Jim Antoine, co-président
Groupe de développement constitutionnel

George Kurszewski, co-président
Groupe de développement constitutionnel

Objectifs

[redacted] nouvelle Constitution devrait :

- être en accord avec les principes démocratiques fondamentaux [redacted] le droit inhérent des Premières Nation[s] [redacted] un gouvernement autonome.
  - Les principes démocratiques comprennent la représentation par la population, et tiennent compte des communautés d'intérêt et des contingences géographiques.
  - La participation des Premières Nations dans le gouvernement central serait l'expression du droit inhérent au niveau territorial.
- rassembler un gouvernement public [redacted] un gouvernement autochtone autonome au niveau territorial e[n] accord avec la Constitution canadienne, incluant la Charte des droits et libertés, les traités protégé[s] constitutionnellement, les revendications territoriales, les accords de gouvernement autonome avec le[s] Premières Nations, et les pocédés établis pour négocier de tels accords.
- établir un gouvernement territorial qui voudrait et pourrait légitimement assumer des pouvoirs tels ceux qu[e] détiennent les provinces.

Pourquoi?

- La division des TNO entraînera la création du nouveau territoire de l'Ouest et de celui du Nunavut.
- Une nouvelle Constitution représente une occasion pour les résidents du Nord de travailler ensemble afi[n] de repenser leur système de gouvernement. Même si la *Loi sur les Territoires du Nord-Ouest* reste la même, le statut quo ne pourra être maintenu. L'alternative est que les Premières Nations cherchent à appliquer leur droit inhérent exclusivement à travers des gouvernements autochtones régionaux.
- La *Loi sur les TNO* date de 1905, et ne reflète plus le système actuel de gouvernement.
- La *Loi sur les TNO* ne fournit pas aux résidents du Nord les outils nécessaires au développement de leu[r] propre économie, ni [redacted] la prise en charge du nombre croissant de responsabilités auxquelles ils ont à faire face. Les paiements de transfert du fédéral diminuent, alors que les coûts reliés à la santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux augmentent. Le gouvernement fédéral [redacted] retire de plusieurs programmes et services auxquels il participait par le passé.
- Les Traités 8 et 11 ainsi que les accords sur les revendications territoriales Inuvialuit, Gwich'in et du Sahtu reconnaissent déjà des droits importants en regard de la faune, des terres et d'autres sujets. Ces accords sont protégés par la Constitution du Canada [redacted] continueront d'être significatifs dans le développement politique, social et économique du territoire de l'Ouest.
- Les autres négociations territoriales, comme par exemple celles avec les Dogrib et celles avec les Métis du sud du Grand lac des Esclaves, ainsi que les négociations du Traité de droit à la terre sont en cours avec le gouvernement fédéral.
- Les accords [redacted] les revendications territoriales ainsi que la politique fédérale du droit inhérent impliquent des négociations entre les gouvernements territorial et fédéral à propos des mesures à prendre en ce qui concerne le gouvernement autochtone autonome dans le territoire de l'Ouest. Des accords-cadres comprenant les questions reliées au gouvernement autonome, sont en place avec les Gwich'in, les Inuvialuit, les Dogrib, et les Métis du sud du Grand lac des Esclaves.
- Il ne fait aucun doute que les développements mentionnés ci-haut apporteront des transformations dans les rôles et les responsabilités des différents niveaux de gouvernement. Le mandat du Groupe de trava[il] constitutionnel est de mettre l'emphase sur les institutions gouvernementales au niveau territorial.

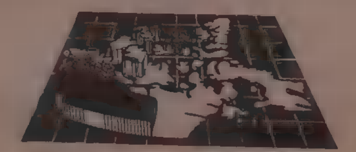
Quoi?

La nouvelle Loi :

- remplacerait la *Loi sur les TNO* et serait entérinée par le gouvernement fédéral.
- [redacted] peut prévoir tous les détails du nouveau système de gouvernement, mais établira un cadre de travail. Notre système gouvernemental évoluerait à travers la législation et de nouvelles façons de faire les choses.
- devrait être [redacted] accord avec la Constitution du Canada ainsi qu'avec les traités, les revendications territoriales, et les accords de gouvernement autonome autochtone qui sont tous l'objet de protection constitutionnelle.
- établirait des institutions permettant à nos représentants de mieux trouver des solutions aux défis que devra relever le territoire de l'Ouest.

Quand?

- l'ébauche de la nouvelle Constitution sera prête à être considérée très bientôt. Elle sera fournie à tous les membres du Comité de direction du développement constitutionnel (CDDC) ainsi qu'à ceux du Somme[t] aborigène d'ici le 2 octobre 1996. L'Assemblée législative a demandé que l'ébauche soit déposée à



LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 34, vendredi 4 octobre 1996

Marchethon pour la vie



Alain Bessette/L'Aquilon

Une séance de réchauffement en règle [redacted] précédé le «Marchethon pour la vie» organisé par Aids Yellowknife le dimanche 29 septembre. (Article en page 3)

Après les binnes et les omelettes,

Assemblée générale de l'AFI

Quand Thérèse s'est amenée avec son plat de saucisses, Daniel était déjà là avec les binnes [redacted] les omelettes en train d'allumer les réchauds. Anne-Marie et François décoraient élégamment des assiettes de fruits [redacted] de fromages tout en faisant revenir les patates dans la friteuse. L'AFI préparait son assemblée générale.

A midi, quatre tables de bouffe joliment présentée attendaient les fourchettes des convives.

Une trentaine de membres, [redacted] plus de la marmaille, ont répondu [redacted] l'invitation de l'AFI de participer, le 29 septembre dernier, d'abord [redacted] un brunch du dimanche et ensuite [redacted] l'Assemblée générale annuelle de l'association. On avait prévu un service de garde pour les enfants afin de laisser les parents se pencher sérieusement sur l'ordre du jour.

On retrouvait autour de la table beaucoup de visages familiers, comme Claude Martel, Anne-Marie Coulombe, Daniel Cuerrier, Marie et Jacques Fortier, Suzanne Lefebvre, Jocelyne Savard, Louis Mc Comber, et, fait à noter, beaucoup de recrues... Quelques nouveaux arrivants à Iqaluit participent même déjà aux activités de l'AFI.

Suzanne Lefebvre, la présidente sortante, s'est dite très heureuse du taux de participation [redacted] l'AGA, et

AGA de l'AFI
Suite en page 2

Programme des langues officielles dans l'enseignement:

988 millions aux provinces

Le gouvernement fédéral versera [redacted] millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour permettre aux provinces et aux deux territoires, d'assumer [redacted] partie des frais pour l'enseignement dans [redacted] langue de la minorité et l'enseignement de [redacted] langue seconde.

La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, [redacted] signé un protocole d'entente [redacted] ce sens avec le Conseil des ministres de l'Education, qui représente l'ensemble des provinces et des territoires.

Le protocole prévoit également le financement du Programme de bourses pour les cours d'été et de langues et le Programme des moniteurs de langues officielles.

Il s'agit d'une diminution d'un [redacted] plus de 200 millions de dollars par rapport au protocole quinquennal signé en 1988, qui s'élevait à 1,2 milliard de dollars.

Le Programme des langues officielles dans l'enseignement permet à près de 161 000 élèves francophones du primaire et du secondaire d'étudier dans leur langue dans les 698 écoles françaises à l'extérieur du Québec.

Il permet aussi à 2,8 millions de jeunes, dont 2,2 millions sont anglophones, d'apprendre le français ou l'anglais comme langue seconde à l'école. C'est ce programme qui a permis la création d'établissements d'enseignement postsecondaires francophones dans plusieurs provinces.

Le gouvernement fédéral signera bientôt des ententes avec chacune des provinces. Elles préciseront le montant de l'aide financière qui sera accordé à chaque gouvernement.

Selon les plus récentes statistiques du gouvernement fédéral en date de 1994-1995, la subvention fédérale [redacted] surtout permis aux jeunes anglophones de Terre-Neuve et du Labrador, de la Nouvelle-Ecosse, du Manitoba, de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest d'apprendre les rudiments de la langue française.

Ces provinces et ce territoire ont en effet consacré plus de [redacted] moitié de la subvention à l'enseignement de [redacted] langue seconde.

En Alberta, seulement 19,3 pour cent de la subvention a été utilisée pour l'enseignement en langue maternelle française en 1994-1995.

La Colombie-Britannique fait à peine meilleure figure, puisqu'elle a dépensé près de 21 pour cent de la subvention pour permettre aux jeunes francophones d'étudier dans leur langue maternelle.

Le Manitoba (45 pour cent), Terre-Neuve (47 pour cent), la Nouvelle-Ecosse (49 pour cent) et les Territoires (46 pour cent) ont consacré un peu moins de [redacted] moitié des fonds fédéraux [redacted] l'enseignement en français.

APF



Alain Bessette/L'Aquilon

Chaud le café !

Pour se réchauffer quelque peu avant que ne débute le marchethon d'Aids Yellowknife, Robert Hay et Betty Harnum se cramponnaient à leur café. Un peu plus tard, les participants et participantes ont été invités à faire un peu d'échauffement musculaire, question d'élever leur température corporelle et de bien se préparer pour la marche.

ÉCHOS des T.N.-O.

BHP et l'avenir des TNO

Le projet de mine de diamant de la compagnie BHP est, selon Seamus Henry, député de Yellowknife Sud, le projet le plus économiquement significatif jamais proposé dans l'histoire du Nord. Il croit fermement que [redacted] réalisation pourrait être la lumière au bout du tunnel qu'attendent de plus en plus de gens depuis le début de l'ère d'instabilité économique que nous traversons en ce moment. Pour lui, il est clair qu'accepter un tel projet assurerait aux résidents du Nord un avenir plus reluisant.

«Le projet BHP nous offre une occasion de nous défaire de notre dépendance au gouvernement, et nous pouvons et devons travailler ensemble pour trouver un terrain d'entente qui permettra à toutes les parties en cause d'en bénéficier», [redacted] déclaré M. Henry.

En route pour le Nunavut!

Un guide touristique complet sur le Nunavut est en voie de publication chez Nortext Publishing Corporation d'Iqaluit. Il s'agit [redacted] fait d'une version élargie de The Baffin Handbook, qui était le guide utilisé [redacted] la plupart des voyageurs dans la région depuis sa publication en 1993.

Des parties du nouveau guide seront disponibles sur le réseau Internet [redacted] février prochain. On l'y retrouvera en entier en août, tandis que [redacted] version imprimée atteindra les tablettes des librairies en octobre 97. La version cyberspariale sera gratuite pour les internautes, et celle sur papier se détaillera [redacted] $21.95.

Pour un petit coup d'oeil sur le projet : www.arctic-travel.com, ou www.nortex.com.

Les profs retournent à l'école

Les membres du personnel de Yellowknife Education District No.1 participeront à [redacted] série d'activités [redacted] développement professionnel où ils apprendront [redacted] tirer profit de la technologie dans l'enseignement pour mieux répondre aux besoins des élèves.

Dans la semaine du 7 au 11 octobre 96, les écoles de Yellowknife District No.1 seront donc fermées pour [redacted] journée chacune dans l'ordre suivant : lundi ↔ NJ Macpherson; mardi ↔ Range Lake North; mercredi ↔ JH Sissons et Allain St-Cyr; jeudi ↔ William McDonald; vendredi ↔ Mildred Hall et Sir John Franklin.

Les parents sont invités à communiquer avec leur école pour toute information.

Nominations

Deux [redacted] sous-ministres ont été nommés par le GTNO au Ministère de l'Exécutif et [redacted] celui de l'Éducation.

Le premier ministre Don Morin a annoncé la nomination de Jeff Gilmour, le président actuel de [redacted] Commission des accidents du travail, au poste de sous-ministre à l'Exécutif. M. Gilmour remplace [redacted] Roland Bailey qui quitte cette position pour s'engager dans de nouveaux projets d'affaires.

M. Morin [redacted] aussi annoncé qu'à partir du 21 octobre, ce sera Jerry Hammersmith qui acquittera la fonction de sous-ministre au Ministère [redacted] l'Éducation. M. Hammersmith possède 26 années d'expérience en éducation et en administration et a beaucoup travaillé auprès des autochtones.

Le GTNO veut communiquer

Afin de favoriser une meilleure communication et des échanges plus efficaces avec le public, le premier ministre Don Morin [redacted] annoncé que le GTNO avait nommé Val Mellesmoen au poste de nouvelle secrétaire de presse.

«Avec tous les changements qui s'opèrent et les activités qui se déroulent dans les TNO, il est plus important que jamais de développer de bonnes communications», a déclaré le premier ministre, «les gens ont besoin d'avoir accès à toute l'information possible et aussi de comprendre comment eux-mêmes et leurs communautés sont affectés par ces changements».

Mme Mellesmoen a travaillé pendant plusieurs années pour diverses entreprises dans le domaine des communications.

Natali Lefebvre

AGA de l'AFI

Suite de la une

très encouragée par le nombre de nouvelles figures. Elle [redacted] ensuite brossé un bref tableau du travail accompli par l'AFI au cours de son mandat: diverses soirées sociales, la foire du livre et de la musique, le festival du film, la participation à des organismes de la francophonie territoriale ou canadienne.

Les responsables des différents comités ont aussi fait leur rapport. Nicole Beaulieu a souligné la contribution du comité-femmes, d'abord au niveau communautaire, atelier de dépeçage de caribou, projet de livre de recettes...mais aussi au niveau national.

Louis Mc Comber [redacted] par la suite présenté un aperçu du travail effectué à CFRT dans les six derniers mois et [redacted] évaluation-maison de l'impact de la station auprès de son public. Il a aussi fait part de la volonté du comité-radio de rester ouvert à l'ensemble de la communauté d'Iqaluit.

Jacques Fortier et Daniel Cuerrier sont ensuite passés au rapport financier de l'organisation. Ils ont mentionné que le rapport financier n'avait pas été vérifié, à cause du coût excessif d'abord demandé par King & Company, une firme comptable d'Edmonton, pour accomplir [redacted] vérification. En effet, c'est près de 7000 $ que demandaient les comptables pour faire le travail, somme qui a pris un peu [redacted] le monde par surprise.

Une entente a ensuite été conclue entre la firme et l'AFI, ramenant la dépense à un peu plus de 5000 $. Devant le désarroi des associations locales, la Fédération franco-ténoise a accepté de payer la moitié de [redacted] facture. Selon Daniel Cuerrier, ce sont ces négociations qui ont retardé la vérification du rapport financier.

Suite à une question posée par les participants, Daniel Cuerrier a expliqué que la part de l'autofinancement de l'AFI atteignait presque 20% du budget annuel de 96 346 $ et qu'il s'agissait certainement d'une priorité pour la prochaine administration d'augmenter sensiblement cette source de financement.

Les membres sortants du CA ont profité de l'AGA pour sensibiliser les nouveaux participants aux défis à relever pour l'AFI dans les années à venir.

Si l'un des défis qui se posent à la nouvelle équipe est d'ordre financier, l'autre est d'ordre politique. En effet, tout [redacted] que les coupures prévues au financement public des associations, [redacted] partition prochaine du Nunavut d'avec la partie Ouest des TNO risque de changer les règles du jeu pour l'AFI.

Plus [redacted] projet du Nunavut prend forme politiquement, plus les francophones d'Iqaluit [redacted] qu'ils ont [redacted] redéfinir leur intervention. L'expérience des associations de l'Ouest ne peut servir de référence [redacted] l'Est. Dans l'Est la majorité de [redacted] population est inuit, ce qui fait que l'environnement culturel et linguistique y est différent de celui de l'Ouest.

Mais ce monde inuit est lui-même aux prises avec le défi de conserver [redacted] culture et [redacted] langue. La défense des droits linguistiques des francophones au Nunavut doit s'insérer dans une stratégie de soutien à l'émancipation politique et culturelle des Inuit et de leur langue, l'inuktitut.

L'AFI doit donc développer de plus en plus de partenariat avec les organisations inuit si elle veut promouvoir l'avenir du français dans le Nunavut. C'est du moins la ligne directrice d'une intervention politique des francophones à l'Est qui [redacted] dégage de plusieurs opinions exprimées lors de l'AGA du 29 septembre dernier.

La plupart des membres sortants du Conseil ne se sont pas représentés pour des raisons diverses, plus personnelles que politiques. Simon Giasson, Suzanne Lefebvre, Louis Mc Comber, Jocelyne Savard [redacted] préféré laisser la place à d'autres.

Les élections ont été brèves et joviales. Jacques Fortier [redacted] récolté les honneurs de [redacted] présidence par acclamation. Nicole Beaulieu, Suzanne Laliberté, Rachelle Lauzon, Ginette Leblanc, Réjean Ouellet et Germain Saurette composent le nouveau Conseil d'administration de l'AFI pour la prochaine année.

Louis Mc Comber

Un pionnier de la garderie Plein soleil

Jean-Marie Beaulieu quitte le Nord

Une vingtaine d'amis et de connaissances se sont réunis le samedi [redacted] septembre à la résidence des Martel afin de souligner le départ de Jean-Marie Beaulieu.

Jean-Marie Beaulieu et Martha Jonhson sont arrivés à Yellowknife en 1988. Comme bien des gens, c'est l'emploi qui les a attirés dans le Nord. Martha [redacted] d'abord obtenu le poste de directrice de la recherche à l'Institut culturel déné, position qu'elle a occupée pendant 5 ans. Puis Jean-Marie a obtenu un poste au ministère de l'Éducation à titre de coordonnateur du développement des programmes d'enseignement.

Aucun des deux ne s'est senti dépaysé par le Nord car il ne s'agissait que d'une étape dans un long périple qui les avait déjà amenés souvent [redacted] Nord du 60e parallèle.

En effet, Jean-Marie Beaulieu [redacted] travaillé pendant plus de huit ans dans le Nunavik (le nord du Québec), de 1977 à 1985. En 1986, on peut le retrouver sur l'Île de Qallunak, dans la baie de Frobisher, dans le cadre d'un cours d'été en géographie. En 1987, il parcourt les quatre coins de l'Île de Baffin pour y réaliser un inventaire des arts et de l'artisanat.

De son côté, Martha Jonhson, une américaine ayant obtenu la nationalité canadienne en 1983, a aussi toute une vie liée au Nord. C'est que son père était un scientifique nordique. Suivant la famille, elle a habité le Yukon, le Labrador et même la Norvège. En fait, bien que d'origine américaine, c'est dans la région d'Ottawa qu'elle [redacted] été élevée.

Jean-Marie et Martha se sont impliqués dès les débuts de la garderie Plein soleil, en 1992, malgré que leur premier enfant n'ait pas encore été d'âge à la fréquenter. Il faut avouer que de voir une douzaine de petits marmots en pleine action n'a rien de surprenant pour Jean-Marie. Originaire du village de St-Eusèbe, entre Edmundston et Rivière-du-Loup, il était le petit dernier d'une famille de 19 enfants. Non, il ne s'agit pas d'une faute de typo! Jean-Marie Beaulieu décrit sa famille: «J'ai une douzaine de frères et une demie-douzaine de soeurs». La famille à la douzaine, c'est donc celle de Jean-Marie.

S'agit-il d'un départ définitif du Nord ? Bien malin qui saurait le dire, avoue Jean-Marie. Yellowknife est l'endroit où le couple est demeuré le plus longtemps et le Nord occupe une place prépondérante dans leur vie adulte. La décision de déménager à Ottawa en fut une très rapide. Martha Jonhson s'est vue offrir un emploi et trois jours plus tard, le couple optait pour un déménagement vers le sud. D'ici quelques jours, ils aménageront dans leur nouvelle demeure à Chelsea au Québec. Peut-être qu'après quelques années dans le chaud comfort des régions «sudistes», le couple, sur un autre coup de coeur (et de tête) reprendra-t-il le cap du Nord.



Alain Bessette/L'Aquilon

Jean-Marie Beaulieu lors de la soirée d'au revoir.

Alain Bessette

Une visite inusitée dans nos écoles

Dominique D'Arcy, policier chantant

La semaine dernière, l'Aquilon recevait un communiqué de presse annonçant la présence à Yellowknife du constable Dominic D'Arcy d'Ottawa, mieux connu sous le nom du Policier chantant.

Qui? Le Policier chantant?!

Hilarité du directeur et de la journaliste, blagues grinçantes et évocation d'images ridicules. Va-t-il chanter une version country du code de la route? Y a-t-il une cerise sur [redacted] guitare? Fait-il danser les beignes? Bref, le communiqué à lui seul avait suffi à mettre L'Aquilon en joie.

Je téléphone donc [redacted] bureau d'Ethel Blondin pour parler [redacted] Line Gagnon qui est en charge de l'évènement. «C'est tout un personnage!», me dit-elle, «ça fait deux jours qu'on rigole!». Tant mieux, parce que dans le numéro de L'Aquilon qu'on venait d'envoyer sous presse, je l'avais déjà surnommé «le Troubadour des forces de l'ordre» et «l'Assurancetourix des flics» en suggérant qu'on l'accroche à [redacted] arbre si jamais [redacted] chantait faux. Line me dit que je pourrais [redacted] prendre des photos de son spectacle [redacted] l'école JH Sissons le vendredi suivant. Les élèves d'Allain St-Cyr seraient là aussi.

Vendredi donc, je me rend [redacted] l'école, jubilant de couvrir autre chose que les activités de l'Assemblée législative. Le constable D'Arcy est en répétition dans le gymnase. J'entre et me présente. Quand il apprend que je représente le souffle francophone des TNO, il m'annonce dans un français des plus cassés, qu'il est d'origine irlandaise et qu'il parle français «avec une patate chaude dans la bouche». L'entrée en matière est assez agréable, il semble très sympatique. On [redacted] met d'accord pour une petite entrevue après le spectacle.

Les enfants entrent, et déjà le Policier chantant [redacted] mêle [redacted] eux, leur serre [redacted] main et fait un brin de causette. On voit tout de suite qu'il est là par vocation, qu'il aime les enfants et les gens en général, et qu'il veut vraiment communiquer avec eux.

Après une courte présentation en anglais et en français, le spectacle commence avec une chanson d'amour d'Elvis Presley. Le constable chante la pomme aux professeures en dansant avec elles, pendant que les enfants [redacted] tordent les côtes. Il fera chanter et danser son public pendant une heure, rock and roll, macarena, rigodon, mettez-en.

On aurait pu croire d'un policier chanteur qu'il allait sermonner les petits [redacted] ritournelles moralisatrices, mais c'est par [redacted] sincérité, [redacted] humour et son ouverture que Dominic D'Arcy donne l'exemple. «Il faut que je m'ajuste aux gens qui m'entourent, comme ça ils [redacted] sentent [redacted] l'aise et s'ouvrent d'avantage», [redacted] dit-il après le spectacle, «quand je m'adresse à des adolescents, je leur parle différamment; je leur dis ce que je connais des problèmes d'alcool [redacted] de drogues, je leur parle des jeunes que j'ai connus et qui ont eu la vie dure à cause de ça. Je ne leur fais jamais la morale, ils n'en ont pas besoin. Ils y [redacted] déjà assez de ce que j'appelle des gens en plastique qui s'occupent de le faire».

Quand il parle des jeunes qu'il côtoie chaque jour, Dominique D'Arcy s'enflamme. C'est aussi avec une grande fierté qu'il mentionne ceux qui ont par le passé chanté avec lui et qui ont aujourd'hui une carrière dans le domaine artistique. Deux de [redacted] protégées se feront bientôt voir sur grand écran, l'une aux côtés de Burt Reynolds et l'autre dans une production de Walt Disney. Même Alanis Morissette a fait ses débuts avec lui. «À 11 ans, elle ne savait pas du tout danser», dit-il [redacted] riant, «aujourd'hui, elle a son style bien personnel!».

Le constable a voyagé de par le monde [redacted] c'est ainsi que des Irlandais, des Anglais, des Russes, des Chinois et des gens de bien d'autres nationalités ont pu l'entendre dans leur propre pays. Il a d'ailleurs beaucoup d'affection pour les langues et m'a démontré ses talents entre autres [redacted] chinois, russe, arabe et italien. «Parlez-vous toutes ces langues?», lui ai-je demandé. «Non, pas vraiment», a-t-il répondu, «je connais quelques phrases dans plusieurs langues. Juste assez pour «bullshiter» un peu!...».

Dominique D'Arcy est connu un peu partout et son travail est respecté et appécié. Il est toujours reconnaissant, mais quand même un peu étonné des services qui lui sont rendus: «pour mon voyage ici, dans le Nord, les compagnies Canadian Air et Buffalo ont déplacé mon matériel [redacted] frais. C'est tout de même incroyable!»

Mais comment devient-on le Policier chantant? «Ça a été très difficile. J'ai du vivre un véritable enfer pour y arriver. La police n'accepte pas facilement que l'un des siens soit différent. Il a fallu que je combatte le système en y mordant [redacted] petites bouchées. On m'a même poursuivi en justice plusieurs fois sous prétexte que j'avais un autre emploi que celui de policier. Un jour, alors que j'étais détective, mon supérieur m'a dit :«Lâche [redacted] maudite guitare, on va te donner [redacted] promotion!». J'ai refusé. Quand je compare la vie de mes collègues haut placés avec la mienne, jamais je ne voudrais prendre leur place».

Après 31 années de vie policière durant lesquelles il a eu [redacted] passer à travers à peu près tous les départements, de l'escouade de la moralité aux services communautaires en passant par les narcs, Dominique D'Arcy a finalement réussi, [redacted] y [redacted] huit ans, à se gagner le support de la police, et c'est désormais l'esprit tranquille qu'il sillonne le pays et la planète sa guitare sous le bras.

Natali Lefebvre

Marchethon pour la vie

Levée de fonds et sensibilisation

Le marchethon national du Sida s'est déroulé [redacted] peu partout au pays dimanche le 29 septembre dernier. Aids Yellowknife était de la partie.

C'est plus de 120 participants et participantes qui ont bravé le froid, au grand plaisir des organisateurs du marchethon. Moins d'une heure avant le début de la marche, la neige tombait à gros flocon qui partaient aux quatre vents. Quelques minutes plus tard, le soleil réapparaissait et les marcheurs commencèrent à arriver.

Une énorme cafetière et une séance d'aérobique ont permis aux personnes présentes de se réchauffer quelque peu.

À Yellowknife, un peu plus de 6000 $ ont été amassés à l'occasion de cette levée de fonds. Fait à noter, les élèves de l'école Sir John Franklin se sont très activement impliqués dans la collecte de fonds. Ils ont recueillis plus de 700 $.

Ce marchethon [redacted] pour objectif d'amasser des fonds mais aussi de sensibiliser la population au phénomène du sida. La promotion tout au long de la semaine précédente ainsi que la marche elle-même répondent donc parfaitement a ce dernier objectif.

Alain Bessette

Nouveau cadre de travail sur le Sida

Avec la création d'un nouveau cadre de travail sur le VIH/SIDA par le ministère de la Santé et des Services sociaux, les communautés et le gouvernement disposeront de plus d'outils pour la planification du bien-être communautaire.

Ce nouveau cadre de travail comprend quatre documents, soit un guide de planification, un résumé, un rapport technique et un plan de travail pour le GTNO.

Le guide de planification a été conçu afin d'aider les divers groupes, organismes et communautés à mieux s'organiser devant les problèmes relatifs au VIH/SIDA auxquels ils ont à faire face. Il a d'ailleurs déjà été distribué, ainsi que le résumé, dans plusieurs communautés. Le rapport technique et le plan de travail pour le GTNO seront quant à eux disponibles sous peu.

L'ensemble des quatre documents permettra de développer de nouvelles stratégies et de nouveaux programmes de prévention, en plus d'amener des améliorations aux services déjà offerts.

On y prévoit par exemple encore plus d'emphase sur l'éducation et la prévention, de l'information et des tests de dépistage sur demande, de l'assistance et des traitements pour les gens atteints du virus, et du support pour leur entourage.

Le cadre de travail propose une approche des problèmes reliés au VIH/SIDA qui est spécifique au Nord et qui tient compte du peu de connaissances dont disposent ses populations quant à la propagation et la progression de ce virus et quant aux MTS en général.

Des ateliers seront organisés dans les communautés pour aider les gens à utiliser le guide. Le cadre de travail contient [redacted] recommandations et huit projets, dont trois sont déjà en cours de réalisation.

Natali Lefebvre

ÉDITORIAL

L'ère du Net

Depuis des mois, les articles et chroniques liés au réseau Internet foisonnent dans les journaux. Ici même [redacted] *L'Aquilon*, on n'a pas échappé à cette vague. Le présent numéro compte à lui seul trois articles liés [redacted] l'Internet et quelques auto-promotions sur nos services par modem.

Pourquoi cet engouement?

Pour le journal, l'ère Internet [redacted] aidé à éliminer plusieurs tâches ennuyeuses et dévoreuses de temps. Auparavant, nous recevions les textes de notre agence de presse à Ottawa et ceux de nos collaborateurs régionaux par le télécopieur. C'est donc dire que quelques heures par semaine étaient consacrées uniquement [redacted] la retranscription des articles choisis. Maintenant, on y [redacted] accès en moins d'une minute. Bien d'autres aspects pratiques servent ainsi à nous convaincre de l'utilité de cette technologie et de la productivité accrue qu'elle engendre.

Au-delà de ces aspects pratiques réside toute la question de la révolution technologique et de ses impacts sur la société. Il y [redacted] quelques semaines nous publiions un article sur la présence de textes disponibles sur Internet, les dits textes décrivant les méthodes de fabrication de bombes. Toute une question d'éthique [redacted] de censure était alors soulevée. Hormis ces cas marginaux, les effets positifs de l'Internet sur les communications entre individus [redacted] entre institutions et le public semblent dépasser les effets négatifs, [redacted] l'occurence l'absence de contrôle du contenu.

L'impact de cette innovation technologique de la communication [redacted] peut probablement se comparer qu'à l'invention du téléphone ou à celle de la télévision. Il inconcevable de nos jours d'envisager un foyer canadien sans téléphone ni téléviseur. Il en sera probablement ainsi de l'Internet dans quelques années. Bien sûr, [redacted] y a toujours des appels obscènes [redacted] des appels [redacted] la bombe au téléphone. Bien sûr, les émissions de télévision contiennent souvent des scènes violentes. On en discute sans remettre en question la technologie elle-même.

L'Internet est parmi nous et y sera encore pour longtemps. Finalement, tous mes amis peuvent s'attendre à enfin recevoir un petit message.

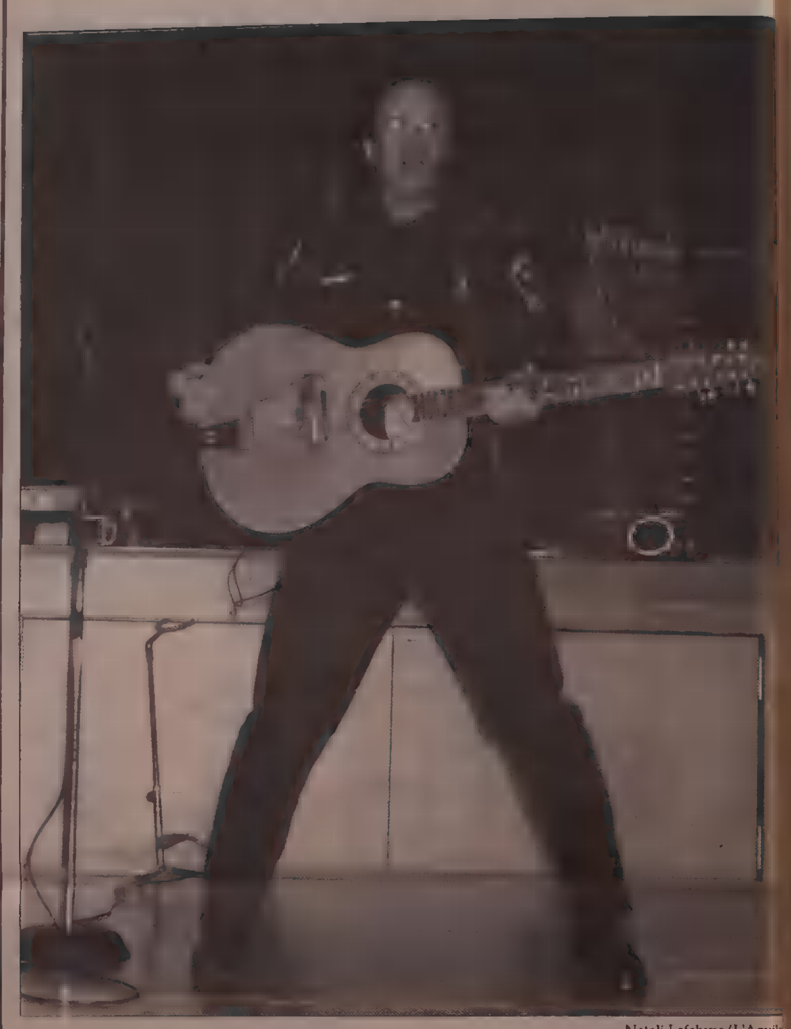
Alain Bessette

SELON LA MINISTRE DU PATRIMOINE, UNE HEURE DE PRODUCTION LOCALE EN FRANÇAIS, C'EST SUFFISANT POUR LA FRANCOPHONIE DE L'OUEST!

C'EST MÊME TROP SI C'EST ELLE QU'ON NOUS PRÉSENTE!

SHEILA COPPS

Elvis est vivant!



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Le Policier chantant, le constable Dominique D'Arcy, a fait revivre Elvis Presley le temps d'une chanson lors de son spectacle à l'école JH Sissons le 27 septembre dernier.

l'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

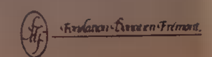
Directeur (par intérim) : Alain Bessette **Collaborateur-trice :** Louis Mc Comber, Stéphane Cloutier
Journaliste : Natali Lefebvre **Correspondant (Ottawa) :** Yves Lusignan (APF)

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone





Judi Tutcho, commissaire aux langues des TNO

Famille et leaders feront la différence

Dans [redacted] première entrevue avec *L'Aquilon*, la nouvelle commissaire aux langues des TNO se présente [redacted] nous offre ses réflexions sur la situation des langues officielles.

Judi Tutcho est originaire de Déline (Fort Franklin), petit village déné sis sur les rives du Grand lac de l'Ours. Sa carrière professionnelle l'a conduite aux quatre coins des TNO, de Déline à Iqaluit (alors connu sous le nom de Frobisher Bay), en passant par Fort Providence et Inuvik.

En cours de route, elle a pu constater la position parfois précaire des langues autochtones. À son avis, les leaders autochtones doivent assumer leur rôle dans la promotion de la langue.

Nommée en mai, Judi Tutcho est entrée en fonction le 24 juin dernier. Pour elle, il s'agit d'une autre étape dans son cheminement professionnel varié. Elle a vécue toute son enfance à Déline avant de se rendre à Fort Smith pour y terminer ses études secondaires. Par la suite, elle a complété le programme de formation des enseignants du Collège de l'Arctique à Fort Smith. C'est dans le cadre de ce programme qu'elle a passé quatre mois à Frobisher Bay. Diplômée en 1976, son premier poste en enseignement a été à Fort Good Hope dans le Sahtù. Malgré des différences de dialectes, on y parle aussi le North Slavey, [redacted] langue maternelle.

Quelques années plus tard, elle est revenue à Déline pour y enseigner pendant trois ans. Suivront l'école de la réserve de Hay River et l'école de Fort Providence, puis un retour à Déline. Elle travaille pour le Collège de l'Arctique, dans le programme communautaire de formation de base des enseignants.

Elle effectuera finalement un retour aux études à l'Université de la Saskatchewan pour y compléter [redacted] bac en éducation. Fraîchement diplômée, elle obtient le poste de directrice des langues officielles au ministère de l'Éducation.

Finalement, elle retourne à Déline à titre de directrice de l'école, position qu'elle occupera quatre ans, jusqu'à sa nomination comme commissaire aux langues des TNO.

«Je les ai toutes appréciées», commente Mme Tutcho à propos des communautés nordiques où elle a habité.

Mais bien confortablement installée à Déline, qu'est-ce qui a pu l'inciter [redacted] rechercher cette nomination?

«La langue est un sujet très important pour moi, [redacted] expliqué Judi Tutcho. C'est un sujet qui me tient à coeur, j'ai toujours été intéressée par la promotion des langues autochtones.» Sans avoir enseigné elle-même les langues autochtones, elle [redacted] travaillé [redacted] développement et à la mise en place de programmes d'enseignement des langues autochtones. Elle donnait aussi un coup de main [redacted] centre de formation de Deline.

Judi Tutcho [redacted] consciente des problèmes immenses que confrontent les langues autochtones, notamment la perte de la langue chez les jeunes.



Alain Bessette/L'Aquilon

Judi Tutcho, Commissaire aux langues des TNO

«C'est triste de voir les jeunes qui perdent leur langue. Ils se retrouvent pris entre l'arbre et l'écorce. En perdant leur langue, ils perdent leur identité et leur amour propre. Cela occasionne souvent des troubles personnels importants : bris de la famille, suicide, etc. Ils perdent leur fierté dans leur langue et en eux-même», a constaté Mme Tutcho.

Promotion des langues: famille et lesdership

La première priorité de la commissaire est de promouvoir les langues autochtones. Elle compte travailler à rehausser le statut de toutes les langues de façon à ce que les gens se sentent bien dans leur peau lorsqu'ils s'expriment dans leur langue. Mme Tutcho souligne qu'actuellement de nombreuses personnes ont honte de parler leur langue maternelle.

«Faire des langues autochtones la langue de travail serait l'idéal mais, explique Mme Tutcho, il faut être réaliste. La promotion des langues sera l'outil privilégié.»

Elle réalise aussi que toutes les langues [redacted] partent pas sur un même pied d'égalité. «Quand on pense au Nunavut, on pense à l'inuktitut, mais quand on pense à l'Ouest, [redacted] pense à l'anglais. C'est cette situation qui devrait être modifiée.»

La famille et les leaders ont un rôle bien défini dans cette promotion.

Pour la commissaire, c'est à la maison que tout commence. La famille est un moteur important de la transmission de la langue. Malheureusement, avec toute la technologie audio-visuelle de langue anglaise qui envahit les foyers, les jeunes perdent leur langue. «Les écoles [redacted] peuvent pas tout faire et si rien ne [redacted] passe [redacted] la maison, tout sera perdu».

Langue et culture vont main dans la main. Certaines communautés qui ont perdu leur langue tentent maintenant de remonter la pente [redacted] mettant l'accent sur les activités culturelles traditionnelles, tambours et jeux de mains C'est un long processus.

Il n'existe pas beaucoup de motivation économique [redacted] professionnelle pour conserver [redacted] langue. La langue de travail tant dans le secteur privé que public est l'anglais. Comment redonner une motivation aux jeunes pour apprendre ou réapprendre leur langue?

Selon la commissaire, «pour renverser la tendance, on a besoin de leadership. Les personnes qui occupent des fonctions de leadership peuvent devenir des modèles». De plus, les gens doivent savoir que pour occuper des fonctions dans les communautés, ils doivent être bilingues. Il est important pour Mme Tutcho que les leaders fassent la promotion de la langue. Dans l'Ouest, souligne-t-elle, on peut apprendre de la situation qui se développe dans le Nunavut alors que l'inuktitut aura le statut de langue de travail. On peut aussi apprendre d'un leader comme Joe Rabesca de Rae-Edzo, qui parle dogrib dans ses discours.

Pour madame la commissaire, les leaders doivent s'atteler à la tâche et partager cette vision avec leur commettants. Elle demeure réaliste en soulignant que le résultat ne se fera peut-être sentir que dans une génération.

«Je crois que les députés doivent aussi parler dans leur langue lorsqu'ils font des apparitions publiques, mentionne la commissaire. La réaction de la population sera positive lorsque les députés utiliseront leur langue. Ils doivent en faire une de leur priorité car c'est lancer un message à leur électeurs. Les députés sont dans une position unique pour promouvoir les langues autochtones.»

Ils peuvent servir de modèle aux chefs, aux maires et autres leaders de la communauté.

Judi Tutcho veut lancer un message [redacted] tous : «Soyez fier de votre langue, c'est votre identité... et c'est gratuit!»

Alain Bessette

Radio Yellowknife

Ça nous sort par les oreilles

Le [redacted] septembre dernier [redacted] tenait au Mackenzie Lounge une réunion qu'on pourrait bien qualifier d'historique pour le comité de radio de l'Association franco-culturelle de Yellowknife.

En 92, lorsqu'est né le comité, personne ne [redacted] serait douté que quatre ans plus tard, on en serait [redacted] chercher des solutions pour satisfaire le trop grand nombre de bénévoles s'offrant à la réalisation de l'émission de radio francophone «À propos d'autre chose», diffusée chaque dimanche de midi [redacted] 13h à l'antenne de CKLB 101,9 MF.



Mario Paris/L'Aquilon

Michel Martel (à l'arrière plan), président de l'AFCY et Natali Lefebvre, nouvelle responsable du comité de la radio

Les grands-pères du comité, Marc Lacharité et Mario Paris, qui pendant longtemps ont assumé seuls l'émission, avaient envie de [redacted] pincer pour voir s'ils ne rêvaient pas devant la vingtaine de personnes présentes à la réunion, dont huit recrues. Et on [redacted] compte pas les absents. L'heure hebdomadaire de radiodiffusion d'«À propos d'autre chose» est de toute évidence devenue insuffisante, et l'expansion incessante de l'équipe de production est une occasion en or de tenter d'obtenir plus de temps d'antenne. Encore faut-il déterminer comment on s'y prendra.

Les solutions envisageables sont diverses. Parmi les idées lancées à la réunion, il y a entre autres la possibilité d'organiser une levée de fonds qui permettrait d'acheter plus de temps en ondes, ou encore celle de tâter le terrain pour voir si l'on pourrait diffuser à partir d'une autre antenne.

On a même considéré l'alternative de mettre sur pied une radio communautaire. Mais un tel projet demande énormément de temps, d'argent et d'implication de la part des bénévoles. Cependant, la communauté francophone d'Iqaluit nous a prouvé que malgré quelques difficultés surmontables, l'idée est réalisable et comporte des défis très intéressants.

Il y [redacted] donc du pain sur la planche cette année pour Mario Paris, l'agent de développement nouvellement en poste de l'AFCY, et Natali Lefebvre, la nouvelle responsable du comité de radio, qui l'assistera dans ses démarches. Mario connaît déjà bien les rouages du projet, et Michel Martel, le nouveau président de l'AFCY [redacted] promis un solide support de l'Association. Donc, bea coup de sang neuf et d'idé fraîches pour la radio franc phone de Yellowknife.

Le comité tient à reme cier le président sortan Benoît Boutin pour son im plication soutenue au cou de la dernière année. C maniac de la radio qui «shoote» les ondes par i traveineuse continuera év demment de participer ac vement au sein de l'équipe.

En attendant de voir que l'avenir leur réserve, l cinq équipes actuelles d' propos d'autre chose» con nueront de se relayer po nous offrir chaque dimanch une émission souple et varié

Natali Lefebv

En bref

Le BIC entre [redacted] action

Le Bureau d'information du Canada, qui est chargé de renseigner les Canadiens sur tous les aspects de la vie canadienne, [redacted] officiellement ouvert ses bureaux [redacted] Ottawa.

Doté d'un budget annuel de 20 millions de dollars et de 50 employés, le BIC entend donner aux Canadiens «des informations exactes» sur les faits et les réalités du pays. C'est le résultat serré du référendum du 30 octobre qui a convaincu le fédéral de créer ce nouvel organisme au mois de juillet dernier. Un organisme que le Bloc québécois qualifie déjà d'agence de propagande et qui est aussi dénoncé par le Reform Party.

Le responsable des communications, Alain Garceau, explique que le BIC corrigera «toute information fausse, erronée et inexacte [redacted] bonne et due forme» sur le Canada. Cela inclut, précise-t-il, les fausses informations sur le bilinguisme et les minorités francophones et acadiennes qui sont véhiculées par des mouvements anglophones comme le COR et l'APEC.

Le BIC a déjà son site web (http://infocan.gc.ca) et distribuera aussi du matériel imprimé.

Augmentation des prestations

La pension de base de la Sécurité de la vieillesse qui est versée aux personnes âgées de 65 [redacted] ou plus sera de 399,91 $ par mois au cours de la période allant d'octobre à décembre 1996. Il s'agit d'une augmentation mensuelle de 0,5 pour cent par rapport [redacted] trimestre précédent. Si l'augmentation est dérisoire, c'est que les taux des prestations sont rajustés quatre fois par année en fonction du coût de la vie.

L'allocation au conjoint, l'allocation [redacted] conjoint pour veufs et veuves et le supplément de revenu garanti augmenteront aussi de 0,5 pour cent à compter du mois d'octobre.

APF

Programme d'accès communautaire

Internet dans les petits villages

Les communautés francophones et acadiennes de moins de 50 000 habitants qui désirent se brancher [redacted] le réseau Internet ont jusqu'au 31 octobre pour soumettre une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'accès communautaire.

Mis sur pied par Industrie Canada, le PAC consiste à brancher sur «le réseau des réseaux» 1500 collectivités rurales d'ici 1998. Au cours de la première année, 380 communautés ont obtenu une aide financière moyenne de 15 000 $ du ministère.

Le gouvernement est prêt à verser jusqu'au 30 000 $ pour assurer les coûts liés au matériel, aux connexions et [redacted] la formation du personnel. L'aide financière du gouvernement doit représenter 50 pour cent du coût total du projet, le reste devant provenir de la communauté.

Seuls les organismes communautaires sans but lucratif, par exemple les écoles, les bibliothèques, les chambres de commerce et les clubs sociaux, peuvent présenter [redacted] proposition.

Pour obtenir de plus amples informations, il suffit de communiquer avec David Reid [redacted] 613-991-1256 (Ontario et Saskatchewan); Michel Carrière au 613-954-3477 (Nouveau-Brunswick); Marjorie Brown-Watts au 613-941-4948 (Colombie-Britannique et Alberta); Claude Hébert au 613-990-8733 (Yukon, T.N.-O et Manitoba) et Winnie Pietrykowski [redacted] 613-991-4656 (I.-P.-É, Nouvelle-Ecosse et Terre-Neuve).

APF

La communauté franco-ténoise à l'ère de l'internet

Bien plus qu'un jeu vidéo

«L'Internet n'est qu'un jeu vidéo!» Le phénomène de l'Internet dans le réseau associatif franco-ténois est encore très jeune, même pas un an. À part son aspect lucratif, on [redacted] demande encore quelle en est l'utilité.



Alain Bessette/L'Aquilon

Un regard sur la francophonie grâce à Internet

Au moment où j'écris ces lignes, nous retrouvons plus de 400 abonnés chez Nunanet, le pouvoyeur de services internet à Iqaluit.

Dans l'Ouest des TNO, [redacted] Yellowknife, la compagnie MicroAge compte 1100 abonnements tandis qu'environ 700 personnes y reçoivent les services de SSMICRO. Pour la communauté de Fort Smith, l'entreprise Cascade Computers compte environ 120 abonnements.

Quant [redacted] Hay River, le service y [redacted] fourni par SSMICRO à une centaine d'abonnés, à partir d'un serveur situé [redacted] Fort Providence. En octobre, les gens de Hay River auront désormais leur propre pourvoyeur, Borealist Internet, qui fonctionnera en partenariat avec CanCom Canada.

Combien y a t-il de francophones qui naviguent sur l'Internet dans les TNO ?

Il est difficile de le savoir pour Yellowknife, Fort Smith et Hay River car les pourvoyeurs ne détiennent pas d'informations linguistiques sur leurs abonnés. Mais en se basant sur la proportion de francophones dans chacune des communautés, on peux faire l'hypothèse que 5% à 10% des internautes dans l'Ouest sont francophones.

Nunanet ne possède pas non plus d'indications sur [redacted] langue parlée par ses clients à Iqaluit. Par contre, en tenant compte des patronymes contenus dans les adresses de courrier électronique (ex: cloutier@nunanet.com), une trentaine ont une consonance francophone. Cela est sans compter tous ceux qui ont également accès [redacted] l'Internet via leurs entreprises [redacted] autre accès communautaire.

Puisque nous retrouvons généralement plus d'un utilisateur par abonnement, on peux facilement doubler (peut-être même tripler) le nombre de personnes qui ont accès à l'Internet, peu importe le pourvoyeur et la communauté.

En bref, on peut estimer qu'il y a approximativment de 100 à 150 abonnés francophones dans les TNO et environ 200 [redacted] 300 utilisateurs.

Comment peut-on utiliser l'Internet pour bonifier la dynamique du réseau associatif franco-ténois?

Le directeur général de la FFT, Daniel Lamoureux, mentionnait dans un interview téléphonique que les communautés francophones des TNO sont toutes dotées d'un ordinateur, de logiciels et d'une connexion Internet depuis novembre 1995.

Selon M. Lamoureux, l'engouement pour l'Internet a toutefois été éphémère. Bien que les francophones de Yellowknife aient la possibilité d'utiliser un bureau de la FFT spécialement aménagé pour accéder à l'Internet, personne ne s'est encore prévalu de ce droit jusqu'à maintenant, sauf les employés.

Ceci n'empêche cependant pas la FFT d'aller de l'avant avec ses projets cyberspaciaux. En effet, son D.G. nous annonce le lancement du site du réseau associatif franco-ténois sur le Systéme d'information planétaire (World Wide Web) pour le 4 octobre 1996, lors de la prochaine réunion du conseil d'administration à Yellowknife.

De plus, si l'expérience du CNPF, le 6 octobre prochain, de tenir une conférence audio-visuelle d'un bout [redacted] l'autre du pays via Internet est concluante, la FFT dotera les communautés de caméras et de logiciels pour réaliser une téléconférence franco-ténoise. Les gens pourront alors bénéficier d'une formation [redacted] cet effet au mois de novembre, lors du Sommet de l'Éducation.

Suite des États généraux

En mai dernier, lors des États généraux [redacted] Yellowknife, on [redacted] discuté longuement d'aspirations collectives, de l'implication des bénévoles, de l'image de la francophonie dans les TNO, et de moyens de transmettre le feu sacré et de se faire connaître davantage.

L'internet permet non seulement d'avoir une vitrine sur le reste du monde et un accès [redacted] une masse d'informations, mais également de [redacted] faire connaître auprès de la planète entière!

Si on prend l'exemple du site web de l'AFI (http://www.nunanet.com/~afi/), on s'aperçoit que l'association a été contactée par des gens d'un peu partout dans le monde. Un réprésentant de la Société canadienne d'histoire orale cherchait des personnes contacts au Nunavut; [redacted] enseignante américaine cherchait du matériel pédagogique [redacted] français [redacted] l'Arctique; des Français s'informaient [redacted] les moyens pour se rendre à Iqaluit et ailleurs dans le Nunavut, etc. Il y a aussi [redacted] amis de Yellowknife, de Hay River et les anciens membres de l'AFI qui nous envoient parfois leurs salutations.

Notons également l'importance de cette initiative qui apporte une touche francophone dans l'univers virtuel de l'Arctique, univers qui est en ce moment dominé par la langue anglaise. Espérons qu'il y aura bientôt davantage de sites en français pour le Nord.

Il [redacted] semblé à plusieurs participants [redacted] la fin de la conférence des États généraux, que la réflexion politique, sociale et linguistique qui a été soulevée devrait se poursuivre dans nos communautés, et qu'il serait même intéressant de se regrouper encore une fois, au niveau territorial, pour pousser davantage la discussion sur notre avenir.

Une façon d'utiliser l'Internet spécialement à cette fin est de former un groupe de discussion par courrier électronique entre les associations. La discussion doit être ouverte [redacted] tous les francophones [redacted] francophiles des T.N.-O. (observateurs et participants, envoyez-moi un message à cloutier@nunanet.com)

Un tel groupe permettrait de discuter de tout ce qui nous concerne: éducation, politique, vision collective, activités, langue, bénévoles, relations avec les autres groupes, création du Nunavut, avenir des francophones dans les TNO, financement, ect. La FFT pourrait aussi utiliser un tel réseau de communication électronique pour transmettre des informations ponctuelles et générales sur ses activités.

L'Internet est beaucoup plus qu'un «jeu vidéo». C'est un outil de communication, de visibilité, de rapprochement entre [redacted] communautés et les francophones. N'hésitez pas à utiliser cet outil. Si vous n'avez pas l'Internet chez vous, faites un tour du côté de votre association locale!

Stéphane Cloutier



Gracieuseté de Kim Ouellette

Kim Ouellette (à droite) en compagnie de Tommy Shaw, guitariste du groupe Styx.

Ancienne correspondante de L'Aquilon

Kim Ouellette à l'heure de l'internet

Tout le monde se souviendra de Kim Ouellette qui fit vibrer l'Est de l'Arctique [redacted] début des années 90 par ses textes, photos et portraits des gens de notre coin de pays, que [redacted] pouvions lire au fil des semaines dans L'Aquilon. Kim a laissé un trou dans les pages de L'Aquilon en quittant la région. Elle, qui est une journaliste de formation a quitté le Nord mais n'a jamais laissé les touches de son clavier refroidir depuis son départ du Nunavut. Il n'est donc pas surprenant que Kim publie maintenant [redacted] page de web, puisque c'est un des moyens de communication le plus puissant de l'heure et en constante évolution.

Kim est probablement [redacted] plus grande admiratrice de Tommy Shaw, guitariste du groupe américain Styx. Elle s'intéresse à [redacted] carrière depuis plus de 15 ans et désirait ardemment faire sa connaissance.

Ce qui devait être une banale rencontre entre une fan et son idole a pris une toute autre allure. C'est à Québec le 21 juin dernier, que Kim rencontre personnellement Tommy Shaw. Elle lui propose de monter une page de web [redacted] francais à propos de sa carrière et, étonnamment, le guitariste se montre très intéressé.

Depuis cette rencontre, Tommy Shaw communique régulièrement avec elle via le courrier électronique. Il a fait les démarches nécessaires pour qu'un lien soit établi entre le site officiel de STYX (www.ParadiseTheatre.com) et la page de Kim.

Il a aussi pris le temps de revoir Kim [redacted] Montréal le 27 août dernier afin de lui remettre des photos exclusives pour sa page. De plus, il a exprimé son intérêt et son désir de s'impliquer dans ce projet par le biais d'un texte, présentement dans la page. Tommy Shaw tient à ce que les admirateurs francophones puissent suivre sa carrière et c'est par l'entremise de cette page qu'il les tiendra au courant. Vous pouvez consulter la page à l'adresse suivante: www3.sympatico.ca/kim.styx

Allez visiter cette page créée par une personne attachante qui a donné beaucoup au gens de chez nous lors de son passage ici, il y a déjà près de cinq ans.

Daniel Coulombe

Être francophone et vivre dans les TNO

«C't'une méchante habitude, mais on l'a !»

Fernand Denau

Depuis près d'un quart de siècle, Johanne [illegible] Fernand Denault vivent à Yellowknife. [illegible] fait, c'est ici même qu'ils ont vécu toute leur vie adulte.

Originaires du Québec, elle de Sherbrooke et lui de Fort Coulonge dans la région de Gatineau, les Denault se sont installés [illegible] Yellowknife en janvier1971. Fernand est d'abord venu en éclaireur, suivant les pistes d'un cousin travaillant dans les mines. Il devient lui aussi mineur, métier qu'il occupe toujours. Ayant un emploi et un logement [illegible] Yellowknife, Fernand retourne au Québec le temps de [illegible] marier avec Johanne et le couple revient s'installer.

En 1971, Yellowknife était tout petit et il y avait peu de francophones. «C'était très petit, On aurait dit que tout le monde [illegible] connaissait, tout le monde se disait bonjour. Les visages étaient tous familiers. Puis la minute qu'on entendait un petit peu de français, on était tout étonné» [illegible] remémore Johanne Denault.

Les services en français qui sont actuellement disponibles auraient bien plu au jeune couple, [illegible] Johanne dont la maîtrise de [illegible] langue anglaise à l'époque n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Mais la francophonie était bien loin de pouvoir revendiquer quoi que ce soit, aucune organisation de francophone n'existant à ce moment-là. Mais les Denault étaient en ville, les choses allaient changer.

Dans les années 1977 et 1978, c'est la création de l'Association culturelle franco-ténoise à Yellowknife, ancêtre de l'Association franco-culturelle de Yellowknife. Il s'agissait alors de la seule organisation francophone des TNO.

«On parlait de ça, on se rencontrait quelques francophones parce que dans ce temps-là, il y en avait un peu plus qui venaient et qui restaient ici. On s'occupait d'organiser des soirées sociales et ensuite c'est devenu plus sérieux, avec un employé et un bureau», indique Johanne Denault.

Fernand et Johanne Denault

Les Denault ont pris quelques années de recul par rapport à la francophonie mais Fernand s'est lancé à son tour dans [illegible] mêlée dans les années 80. Il sera président de la Fédération franco-ténoise pendant six [illegible] et demi, jusqu'en 1990. Il était à la tête de la Fédération dans un moment crucial du développement de la francophonie, notamment lors de la création de *L'Aquilon*.

Pour Johanne Denault, l'identité francophone dans les TNO, c'est d'être original, d'être la seule francophone dans son milieu de travail, de [illegible] sentir parfois un peu seule. Cela ne l'empêche pas de vivre en français, notamment en famille.

Tout se fait en français à la maison. Les deux garçons de Johanne et Fernand comprennent et parlent le français bien que Johanne admet que le dernier est plutôt anglophone. L'absence d'une école française [illegible] laissé sa marque. À l'époque de l'éducation des deux garçons, seul le programme d'immersion était disponible pour les Denault. Johanne avoue que les deux garçons, parlant d[...] le français, n'ont pas aimé cela par[...] que ce programme, c'est pour [...] anglophones. «Les exercices po[...] commencer les jeunes, c'éta[...] «platte» pour eux, renché[...] Fernand. Ils ont perdu l'intérêt [...] bonne heure. Une fois qu'ils pe[...] dent l'intérêt, c'est difficile de [...] ramener».

Actuellement, Johanne [...] Fernand Denault vivent [illegible] franç[...] à la maison, mais ont bien peu occ[...] sions de parler français sauf lors d[...] activités de l'AFCY.

Vie sociale et communautai[...] travail, enfants : petit [illegible] petit, [...] éléments de leur vie de couple [...] sont emboîtés pour faire de Johan[...] et Fernand deux Ténois bien [illegible] cinés. Comme bien des gens, le[...] séjour planifié pour cinq [illegible] s'e[...] transformé en [illegible] transplantatio[...] permanente. «C'est l'eau, c'e[...] l'arsenic dans l'eau qui fait ça» indique Fernand Denault [illegible] rigo[...] lant.

Alain Besse[...]
Interview réalisé p[...]
Martha Johnso[...]

Stratégie pour le Nunavut

Une autre étape de franchie

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Ronald Irwin, a rendu publique la stratégie unifiée de développement des ressources humaines [illegible] Nunavut en compagnie du président de la Nunavut Tunngavik Inc. (NTI), M. Jose Kusugak, et du ministre de l'Éducation, [illegible] Culture et de l'Emploi du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, M. Charles Dent.

Cette stratégie est une initiative du groupe de travail présidé par le comité d'établissement du Nunavut, avec [illegible] participation du comité du Nunavut chargé de la formation pour la mise en oeuvre, du gouvernement des TNO et de la NTI.

Le groupe de développement des [illegible] humaines [illegible] collaboré à [illegible] formulation de cette stratégie, dont la durée est de quatre ans. Son but est de former suffisamment d'Inuit pour combler les nouveaux postes dans la fonction publique du Nunavut et dans les secteurs tributaires.

La stratégie permet de cerner de nouveaux programmes et de parfaire les programmes de formation actuels afin de former les Inuits pour des postes auxquels il faudra pourvoir dans [illegible] fonction publique du Nunavut.

«La véritable clef du succès dans l'établissement du Nunavut se résume à la création d'emplois, au développement économique et à la formation», a déclaré M. Irwin.

«Cette stratégie adoptée con[...] jointement aura des bienfaits so[...] ciaux et économiques à long terme. De plus, le secteur privé profitera de la présence d'une main-d'oeuvre plus qualifiée», a-t-il poursuivi.

M. Kusugak a incité la popula[...] tion inuit à se prévaloir des occasion[...] de formation; il s'est exprimé e[...] ces termes : «Nos agents respecti[...] ont fait leur part; à vous maintenan[...] de demander les emplois et la for[...] mation. Sans votre initiative, notr[...] travail est inutile. Venez nous voir[...] allez voir le gouvernement fédéra[...] ou le GTNO, mais, de grâce, agis[...] sez.»

Le gouvernement fédéral invest[...] 39,8 millions de dollars dans cette opération sur plus de quatre ans.

Pour [illegible] part, le gouvernemen[...] territorial versera 101,4 millions d[...] dollars en 1996-1997 à des fin[...] d'éducation et de formation a[...] Nunavut, et le comité du Nunavu[...] chargé de la formation pour la mis[...] en oeuvre consacrera 1,6 million [...] des mesures de planification et d[...] formation au cours de la même pé[...] riode.

On peut obtenir des exemplair[...] de la stratégie unifiée de dévelop[...] pement des ressources humaines a[...] Nunavut en s'adressant à la Com[...] mission d'établissement du Nunavut.

COURRIER DU LECTEUR
Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES [...]T

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 35, vendredi 11 octobre 1996

L'artiste et sa toile



Alain Bessette/L'Aquilon

Mario Paris jette un coup d'oeil amusé sur l'une de ses toiles préférées intitulée «J'aime no name». C'était lors d'un vernissage à la FFT (voir en page 7).

Assemblée générale de la FFT

Priorité aux services à la communauté

Lors de l'assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-TéNOise (FFT) les 5 et 6 octobre dernier, les membres ont établi les priorités pour l'exercice de 1997-1998.

Les membres de la FFT ont identifié de nombreuses priorités pour 1997-1998. Partant des priorités établies l'an passé, les membres ont modifié, éliminé [redacted] conservé les items [redacted] la liste [redacted] en ont ajouté quelques-uns. Selon le nouveau président de la FFT, Daniel Auger, il était intéressant de partir des priorités établies l'an dernier car cela touchait certains aspects qui font partie d'un processus continu.

«Cet exercice donne la chance de rajuster les priorités», a expliqué Daniel Auger.

Les participants à l'assemblée générale ont établi une liste de priorités qu'ils ont classées par ordre d'importance.

La priorité en tête de liste de la FFT en 1997-98 devrait être celle

AGA de la FFT
Suite en page 2

La fonction publique fédérale

Jamais aussi francophone et bilingue que cette année

Les compressions budgétaires au sein de la fonction publique fédérale, qui ont entraîné la suppression de nombreux postes, ont eu l'effet inattendu d'augmenter le taux de participation des francophones dans l'appareil fédéral.

Le pourcentage de fonctionnaires francophones atteint maintenant 29 pour cent selon le rapport annuel du Conseil du Trésor pour l'année 1995-1996. Il s'agit d'une hausse de 1 pour cent par rapport à l'année précédente et du plus haut pourcentage de francophones de toute l'histoire de la fonction publique fédérale.

Le pourcentage de fonctionnaires fédéraux francophones [redacted] également augmenté de 2 pour cent au Nouveau-Brunswick (34 pour cent) et de 1 pour cent dans la région de la capitale nationale (39 pour cent) et dans les autres provinces de l'Atlantique (4 pour cent). Il est resté stable à 2 pour cent dans l'Ouest et le Nord et à 5 pour cent en Ontario (5 pour cent).

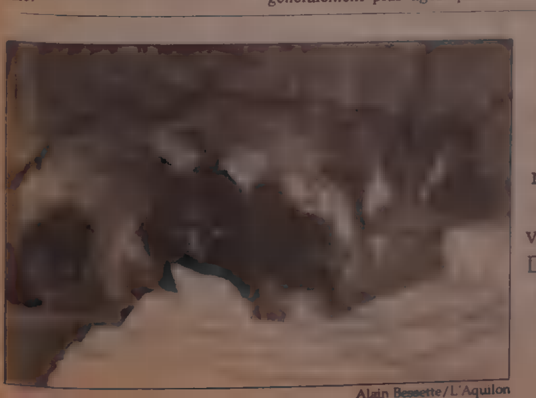
«L'augmentation relative des francophones dans la fonction publique en 1996 est attribuable aux réductions d'effectif et s'explique du fait que les anglophones étant généralement plus âgés que les francophones ils se sont prévalus en plus grand nombre de leur droit à la retraite», explique-t-on dans le rapport du Conseil du trésor.

Le pourcentage de postes bilingues atteint aussi des sommets inégalés dans l'histoire de la fonction publique. Malgré une diminution de 7 pour cent des effectifs, 31 pour cent des postes sont maintenant bilingues, comparativement à 29 pour cent en 1995. En 1974, seulement 21 pour cent des postes étaient bilingues. On note aussi une diminution de 7 pour cent du nombre de postes unilingues anglais.

Le bassin d'employés bilingues n'a jamais été aussi élevé que cette année. En 1996, 37 pour cent de tous les fonctionnaires fédéraux étaient bilingues, en hausse de 2 pour cent par rapport à l'année 1995. Résultat: le nombre d'heures en formation linguistique a chuté de 400 000 en l'espace d'un an, ce qui [redacted] permis au gouvernement d'économiser plus de 16 millions de dollars.

Le pourcentage de supérieurs hiérarchiques bilingues a aussi

Fonction publique
Suite en page 2



Alain Bessette/L'Aquilon

Le repos de la guerrière !

Un évènement parallèle lors de l'Assemblée générale annuelle de la FFT : la chienne du rédacteur en chef du journal a accouché de 11 chiots, petits huskis qui seront disponibles vers Noël. Avis aux intéressés. Sur cette photo, Deega (mot en North Slavey qui signifie loup) se repose après plusieurs heures de labeurs.



Développement constitutionnel

Le ministre des Affaires indiennes, Jim Antoine, [redacted] annoncé que l'ébauche du projet constitutionnel pour le nouveau territoire de l'Ouest, qui devait être rendue publique cette semaine, [redacted] disponible que le 16 octobre prochain.

«Le Groupe [redacted] travail constitutionnel a déjà investi beaucoup de temps et d'énergie afin que le document qui sera présenté offre un point de départ solide et positif à la consultation publique», [redacted] déclaré M. Antoine, qui [redacted] aussi co-président du Groupe. «Étant donnée l'importance historique de ce projet, nous avons besoin de prendre tout le temps nécessaire à sa réalisation», a-t-il ajouté.

Quant a Georges Kurszewski, l'autre co-président du Groupe de travail constitutionnel, il croit que le fait d'investir plus de temps dans la mise [redacted] pied de l'ébauche améliorera le dialogue avec la population et permettra une plus grande ouverture des débats.

Retour aux racines

Pour la troisième fois depuis 1984, la Nation dénée [redacted] demandé au GTNO que le territoire de l'Ouest soit renommé Denendeh.

D'après les représentants dénés, les gouvernements fédéral et territorial ont violé la tradition et la culture dénée en donnant des noms non-dénés au territoire de l'Ouest lui-même ansi qu'à plusieurs de ses composantes.

La Nation souhaite donc que les noms dénés sous lesquels lui sont connus les cours d'eau, lacs, terres, communautés, etc, du teritoire de l'Ouest soient officiellement reconnus par les autorités gouvernementales.

Un livre sur le Nord

Bob MacQuarrie, un ancien directeur d'école qui [redacted] pendant plusieurs années siégé [redacted] l'Assemblée législative des TNO, vient d'écrire [redacted] livre à l'intention des élèves de septième année résidant dans le Nord.

Le livre en question s'intitule «The Northern Circumpolar World», et raconte l'histoire d'un groupe [redacted] jeunes qui voyagent dans la région circumpolaire du globe. On y retrouve beaucoup de renseignements sur cette partie du monde, comme par exemple de l'information sur [redacted] géographie, la faune et la flore, le climat, l'histoire, l'économie, les modes de vie des gens du Nord ainsi que les défis qu'ils ont à relever pour pouvoir y vivre chaque jour.

La publication de ce livre [redacted] été rendue possible grâce à [redacted] collaboration entre le ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, Bob MacQuarrie et Reidmoore Books. «The Northern Circumpolar World» encourage les étudiants des TNO à être fiers de leurs origines tout en les poussant [redacted] créer des liens avec des jeunes d'autres pays et territoires nordiques.

Choc!

La compagnie Camafro recommande à ses clients d'arrêter immédiatement d'utiliser leur calorifère électrique marqué du numéro 9031T.

Un défaut de fabrication fait surchauffer le moteur et pourrait entraîner des risques de chocs ou de feu. Les calorifères représentant un danger ont été manufacturés entre 1993 et 1995 et étaient vendus [redacted] prix d'environ 69.95$.

Pour remplacer votre calorifère, téléphonez au 1-800-399-0708.

De plus, certains distilleurs d'eau manufacturés par Genesis et Scican WaterDist Stat pourraient surchauffer, entraînant ainsi un danger de feu. Les distilleurs défectueux ont été produits avant le 27 mai 96 et portent en-dessous l'inscription «Model 3000».

La compagnie offre à ses clients de réparer ou de remplacer gratuitement leur appareil. Pour plus d'information, téléphoner au 1-800-331-4526.

Natali Lefebvre

AGA de la FFT

Suite de la [redacted]



Alain Bessette/L'Aquilon

Les délégués étaient réunis [redacted] l'hôtel Explorer pour y délibérer sur les affaires de la FFT.

des services [redacted] la communauté. Pour Daniel Auger, la FFT a bien un rôle de support aux membres et aux associés mais ce n'est pas son rôle de définir les services, cela revient aux membres. «La FFT doit aider, supporter, mais sans ignorer les autres aspects de son mandat, comme la représentation» a précisé M. Auger.

Pour Suzanne Lefebvre, réélue au bureau de direction de la FFT, il s'agit d'un défi car les besoins en services varient d'une communauté à l'autre, ce qui exige beaucoup de souplesse de la part de la FFT. Cela soulève aussi le dilemme de l'ingérence par rapport aux organisations locales et à leurs mandats.

Les autres priorités auxquelles il faut accorder une attention particulière sont les suivantes : la *Loi sur l'éducation*, la division des territoires, le journal L'Aquilon, les jeunes ayant-droits, le financement privé et un réseau inter-communauté qui favoriserait les échanges, notamment lors de spectacles.

Viennent ensuite : [redacted] centre scolaire communautaire de Yellowknife, le centre communautaire de Yellowknife dans une perspective [redacted] long terme du centre scolaire et communautaire, la formation en télécommunication, le centre communautaire d'Iqaluit, le commissariat aux langues officielles, l'accès aux bourses pour les femmes et la revitalisation des petites communautés, notamment sous l'angle d'un regroupement.

D'autre part, la collaboration avec le Collège de l'Arctique et la publicité de la Fédération Franco-TéNOise dans L'Aquilon sont des dossiers qu'il est souhaitable d'actualiser.

La présidente sortante, Judith Paradis-Pastori [redacted] présenté un rapport conjoint traitant des dossiers de la FFT sous sa gouverne et celle de Daniel Cuerrier. De la signature de la première entente Canada-communauté aux États généraux, en passant par le dossier de la loi scolaire et du groupe de travail sur la partition, Mme Paradis-Pastori a abordé les grands thèmes qui ont marqué l'année d'activité de la FFT.

La fin de semaine a été bien remplie : conseil d'administration, séances à huis clos, élection d'un nouveau bureau de direction, discours, comité de L'Aquilon, etc. Malgré l'horaire chargé, les travaux se sont déroulés [redacted] vive allure et tout était terminé le dimanche après-midi.

L'assemblée générale s'est terminée quelques minutes après l'élection d'un nouveau bureau de direction.

Alain Bessette

Fonction publique

Suite de la une

augmenté en [redacted] an. Neuf superviseurs sur dix seraient maintenant capables de s'adresser à leurs employés dans leur langue maternelle.

Selon le directeur du Programme des langues officielles au Conseil du Trésor, M. Gérard Finn, la réduction des effectifs n'a eu aucune incidence négative sur le service au public, qui doit être obligatoirement offert dans les deux langues officielles dans 27 pour cent des bureaux fédéraux. Le rapport indique toutefois que certains bureaux fédéraux n'offrent pas encore un service de qualité dans les deux langues officielles.

Même si le rapport dresse un bilan positif, il y [redacted] quelques ombres au tableau. Ainsi, la haute direction a encore de la difficulté à fonctionner dans les deux langues officielles. Seulement 59 pour cent des hauts fonctionnaires occupant des postes bilingues, dans des régions bilingues, sont actuellement en mesure de s'exprimer couramment en français et en anglais. Le gouvernement leur a donné jusqu'au 31 mars 1998 pour qu'ils soient tous en mesure de travailler couramment dans les deux langues officielles, mais il admet déjà qu'il aura de la difficulté à atteindre cet objectif. L'avertissement date de 1988!

Le programme des langues officielles [redacted] sein du gouvernement a coûté 264,9 millions de dollars en 1995-96, 17 pour cent de moins que l'année précédente.

APF

L'Aquilon [redacted] Internet
Courrier électronique :
aquilon@internorth.com
Site Web :
http://www.nunanet.com/~afi/AQUILON/

Nouveau bureau de direction de la FFT

Daniel Auger devient président

L'assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-TéNOise [redacted] été l'occasion d'élire un nouveau bureau de direction pour la FFT et de nommer des représentants [redacted] représentantes aux différentes tables nationales auxquelles participe la FFT.

C'est par acclamation que Daniel Auger a été élu président de la FFT. Quelques autres personnes ont été mises en nomination mais aucune n'a accepté, pavant la voie à l'élection de Daniel Auger. «J'aimerais vous remercier de votre confiance... mais il n'y [redacted] pas eu d'élection», a mentionné avec ironie le nouveau président. Dans son premier petit discours, Daniel Auger [redacted] indiqué que beaucoup de pain sur la planche les attendent lui et son équipe. Après une période de réchauffement qui sera «forcément très courte», le nouveau bureau de direction aura à s'attaquer à des dossiers tels la *Loi sur l'éducation* et le support aux membres.


Alain Bessette/L'Aquilon
Le bureau de direction de la Fédération Franco-TéNOise (de gauche à droite) : Daniel Auger, Jean-François Pitre, Suzanne Lefebvre, JoAnne Connors et Monique Bird.

Daniel Auger habite depuis quelques mois seulement à Yellowknife mais il nous arrive d'Iqaluit, où il a habité pendant quatre ans. Il était d'ailleurs le président de l'association locale au moment de son transfert à Yellowknife. C'est un regard de gestionnaire qu'il jette sur la FFT et ses dossiers majeurs. Il est directeur adjoint [redacted] ministère des Transport pour le service des aéroports de l'Arctique. Tout l'aspect communautaire de son mandat représente donc un défi personnel.

Il entend mettre à contribution sa connaissance directe des deux principales communautés francophones des TNO (Iqaluit et Yellowknife). «J'espère que ça va aider, que je serai un catalyseur positif», [redacted] indiqué Daniel Auger. En plus de sa connaissance des deux pôles de la francophonie ténoise, M. Auger compte beaucoup sur [redacted] expérience professionnelle pour aider au processus de partition préalable [redacted] la division. Au sein même du ministère des Transports s'effectue déjà un processus de division. Se[redacted] le président de la FFT les deux dynamiques [redacted] jeu se ressemblent.

Le bureau de direction de [redacted] fédération conserve des acquis humains de l'an dernier. Mme Suzanne Lefebvre d'Iqaluit a été réélue [redacted] bureau de direction, instance sur laquelle elle était déjà active. Les autres membres du bureau de direction sont Jean-François Pitre de Yellowknife, JoAnne Connors de Hay River et Monique Bird de Fort Smith.

La Fédération Franco-TéNOise s'est également dotée de représentants et représentantes [redacted] différentes tables nationales de la francophonie canadienne. Gisèle Soucy de Fort Smith représentera la FFT à l'Association nationale des aînés et aînées francophones. Geneviève Harvey de Yellowknife participera aux activités de la Fédération [redacted]tionale des femmes canadiennes-françaises. Line Gagnon de Yellowknife agira à titre de représentante auprès de la Fédération culturelle canadienne-française. Hélène Lefebvre d'Iqaluit repré[redacted] les franco-ténois à la Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français. Finalement, Jocelyne Bernard sera la représentante au Réseau national d'action éducation femmes.

Alain Bessette

Quelques invités de marque à l'AGA 96

Ils ont dit...

Quelques invités et observateurs se sont adressés [redacted] participants et participantes [redacted] l'Assemblée générale annuelle de la Fédération Franco-TéNOise.

Deux des personnes impliquées dans le dossier du centre scolaire communautaire de Yellowknife sont intervenues lors de l'AGA : Hilaire Lemoyne du ministère du Patrimoine canadien et Charles Dent, ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des TNO. La commissaire aux langues des TNO, Judi Tutcho et Jacques Michaud, président de la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada (FCFA) ont aussi adressé la parole aux délégués.

C'est M. Hilaire Lemoyne qui [redacted] suscité le plus de réactions de la part de l'audience. Il a d'abord vanté les mérites de l'Entente Canada-communauté couvrant les organisations franco-ténoises. Cette entente permet de donner [redacted] communautés l'occasion de participer activement à la gestion et à la planification des fonds. Il a félicité la Fédération Franco-TéNOise pour sa hardiesse dans le dossier car les contrats de gestion compris dans l'entente sont en phase expérimentale et la FFT fait figure de cobaye au plan canadien.

M. Lemoyne a de plus mentionné le progrès réalisé dans le dossier de la concertation interministérielle, dossier visant à accroître la participation de tous les ministères à l'épanouissement de la francophonie canadienne.

M. Lemoyne a aussi exprimé son opinion quant à la situation de l'école Allain St-Cyr. Il [redacted] qualifié [redacted] visite des locaux de «déprimante». «Vous êtes courageux, les enfants ont du courage», [redacted] souligné Hilaire Lemoyne [redacted] parlant de l'école. Il a aussi demandé [redacted] parents de garder la foi. «J'ai espoir qu'il y aura bientôt du mouvement».

Le ministre Charles Dent

Rappelons que le ministère du Patrimoine canadien s'est déjà engagé à investir trois millions de dollars dans la construction d'une nouvelle école. Il reste toujours à la commission scolaire et [redacted] ministère de l'Éducation des TNO à emboîter le pas.

Le ministre Charles Dent [redacted] également indiqué que des séances de négociation [redacted] prévues pour le mois de novembre en rapport avec la construction d'une nouvelle école. Le ministère devrait donc pouvoir bientôt travailler avec des recommandations fermes sur ce dossier.

Le ministre a profité de l'occasion pour remettre une copie d'un document d'orientation [redacted] les programmes de français, document produit grâce à la coopération entre les ministères de l'Éducation de l'Ouest et du Nord canadien. Selon le ministre, beaucoup d'efforts sont investis pour accroître la qualité des programmes d'enseignement.

Jacques Michaud, président de la FCFA, a dressé un rapide bilan des dossiers cruciaux de son organisme, notamment la *Loi sur les langues officielles*, les coupures à Radio-Canada, le développement des ressources humaines francophones et le renouvellement des programmes d'appui aux communautés de langues officielles.

De son côté, Judi Tutcho est venue inviter les francophones à s'unir aux autres groupes de défense des droits linguistique des TNO et à mettre leurs efforts en commun avec ces groupes dans le but de préserver et d'encourager toutes les langues officielles. Elle a insisté sur les effets bénéfiques que cette coopération aura sur l'avenir des langues.

AB

ÉDITORIAL

Quand les choses deviennent complexes

Durant toute la fin de semaine du 5 et 6 octobre, les délégués et déléguées représentant les associations de francophones des TNO ont été aux prises avec des dossiers majeurs. Les sommes d'argent en cause frisent le million (de trois quart de millions en 1995 à plus de 880 000 $ en 1996).

Tel que le mentionnait une participante d'Iqaluit, les appareils administratifs en place sont «plus lourds et plus complexes» en raison du fait que la Fédération Franco-TéNOise gère maintenant toute une structure de redistribution de subventions à travers son réseau associatif.

C'est donc dire que la question monétaire devient parfois litigieuse. Selon cette même personne, et on abonde dans le même sens, ce questionnement est un processus normal et sain qu'il importe de favoriser.

Il faut reconnaître que les petites communautés se retrouvent un peu prises au dépourvu. Avec leurs petits budgets annuels, il est dur pour ces représentants des petites associations de se sentir partie de ce tout qu'est la francophonie territoriale.

Malgré tout, l'exercice est nécessaire. Il permet de remettre les choses dans leur contexte et d'échanger des impressions avec des collègues qu'il est rare de rencontrer.

Pour le simple citoyen, surtout celui ou celle du Sud, les sommes d'argent en cause peuvent paraître astronomiques (680 $ en moyenne par personne). Pour quelqu'un du Nord, habitué de voir un milliard de dollars s'engouffrer dans les coffres du gouvernement territorial qui dessert une population d'environ 55 000 personnes (18 000 $ en moyenne par personne), cela est un peu plus normal. À l'image de la dimension géographique immense de notre territoire, les frais qui permettent de relier entre elles ces communautés sont immenses. Et à moins que je [redacted] me trompe, on ne reçoit généralement pas de prix spéciaux parce qu'on est francophone, sauf à *L'Aquilon* qui ne perd pas une si belle occasion de [redacted] vanter.

Alain Bessette



Chante-moi une chanson!



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Les enfants de la garderie Plein Soleil ont été ni plus ni moins qu'adorables quand le Policier chantant, Dominique D'Arcy, est venu les visiter et chanter avec eux. Ishaï était un peu timide, alors que son copain Cameron osait quelques notes.

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

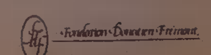
Directeur (par intérim) : Alain Bessette Collaborateur-trice : Louis Mc Comber, Stéphane Cloutier
Journaliste : Natali Lefebvre Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan (APF)

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone







Une minuscule description

En français, la majuscule existe depuis le Moyen Âge. Sous Charlemagne, elle servait d'ornement aux titres des ouvrages et marquait le début de chapitres et de vers. Vers la fin du XIVe siècle, les notaires, les greffiers et les avocats l'employaient pour indiquer la première lettre des mots (les mots étaient collés et la ponctuation très fantaisiste). Mais c'est le développement de l'imprimerie qui a fixé l'usage actuel entre le XVIe et le XVIIe siècles.

Aujourd'hui, à mi-chemin entre l'orthographe et le visuel, la majuscule renseigne sur l'articulation d'un texte, séparant le début des paragraphes et des phrases. Elle donne aussi des informations sur la catégorie ou le sens d'un mot, c'est-à-dire qu'elle affecte les noms, les adjectifs et d'autres catégories de mots comme les titres de civilité (Madame), les enseignes de restaurants ou de boutiques (La Poutine râpée, spécialités acadiennes; Au Chat content, poissonnerie), les noms de peuples (Métis, Acadiens).

La majuscule distingue les noms propres des noms communs. Sans majuscule, Pierre et pierre se valent. Les [redacted] de lieu (Halifax) et les patronymes (Laframboise) comportent tous [redacted] majuscule à l'initiale — le nom de famille flamand t'Serstevens constituant l'une des très rares exceptions dans le monde entier.

La déférence s'exprime par des majuscules obligatoires dans des titres comme Sa Sainteté, Sa Majesté et Son Excellence. Cependant, les titres de fonction sont des noms communs qui s'écrivent avec une minuscule (madame, monsieur, le pape, une juge, le baron, le premier ministre du Canada, la ministre de l'Environnement), à moins qu'il ne s'agisse d'une lettre, soumise aux règles de la correspondance. En prenant la majuscule, certains mots prennent l'importance d'une institution : les Affaires indiennes, la Cour, l'État, la Bourse, la Couronne et l'Église ne correspondent pas aux mêmes réalités. Autrement dit, l'église du quartier n'équivaut pas à l'institution qu'est l'Église catholique dans son ensemble.

Dans le doute, on préfère souvent ajouter des majuscules là où la grammaire française n'en veut pas! Son aspect visuel et la dimension d'importance valent d'ailleurs à la majuscule une véritable inflation d'emploi, renforcée par l'influence de l'anglais qui [redacted] abuse et aggravée par l'existence de nombreuses normes d'emploi [redacted] rallonges pour les exceptions. Par exemple, Le Bon usage de Grevisse [redacted] pas moins de 22 pages à [redacted] majuscule, alors que l'espace me contraint à une minuscule description. Aussi, terminons en signalant une erreur très fréquente : l'emploi de [redacted] minuscule pour les noms de peuples, pour la nationalité ou pour le gentilé (nom des habitants par rapport au lieu où ils habitent: continent, pays, région, ville, quartier, paroisse, etc.). Le truc? L'adjectif prend toujours la minuscule, le nom exige toujours la majuscule. En résumé :

On n'écrit pas: une sudburoise d[redacted] grande renommée, une importante firme Acadienne, [redacted] plat Fransaskois.

√On écrit correctement: une Sudburoise (n.) de grande renommée, une importante firme acadienne (adj.), un plat fransaskois (adj.).

Annie Bourret (APF)

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@vcn.bc.ca.

Erratum

Dans notre dernière édition, nous avions indiqué que la commissaire aux langues des TNO avait travaillé à titre de directrice des langues officielles au ministère de l'éducation. En fait Mme Tutcho était directrice de la Division des programmes d'études.

L'Aquilon sous examen

Que réserve l'avenir ?

Vu [redacted] l'angle d'un outil, plusieurs questions [redacted] posent concernant le journal *L'Aquilon*. Que faire de cet outil ? Comment l'améliorer ? A-t-on besoin d'un tel outil ?

Le comité d'étude sur l'avenir de *L'Aquilon* a tenu une première réunion samedi le 5 octobre dernier à Yellowknife. Suite au désir exprimé par les participants des États généraux de la francophonie ténoise, [redacted] en mai dernier, et selon une recommandation du conseil d'administration, le bureau de direction de la FFT avait décidé de constituer ce comité d'étude sur l'avenir de *L'Aquilon*. Christine Aubrey de Fort Smith, Paul Lecomte du projet Grand Nord, Louis Mc Comber d'Iqaluit, JoAnne Connors de Hay River, Judith Paradis-Pastori, présidente en poste, et Alain Bessette du journal *L'Aquilon* ont profité de l'Assemblée générale annuelle pour tenir une première réunion de ce comité d'étude.

On se serait cru de retour au bon vieux temps du premier bureau de direction de *L'Aquilon* qui a fonctionné de 1990 à 1992. Des représentants de chacune des communautés franco-ténoises se réunissaient pour discuter du journal, de leurs besoins en information, des améliorations possibles et des plans à long terme pour cet outil de communication.

Samedi, les discussions ont tourné principalement autour de deux thèmes : les améliorations à apporter à *L'Aquilon*, et la pertinence même d'avoir un journal pour une si petite communauté.

Les améliorations éventuelles du journal devraient répondre principalement au besoin de toutes les communautés de se voir reflétées dans le journal et de savoir ce qui se passe ailleurs dans la francophonie ténoise.

Des participants ont aussi mentionné que le journal avait un potentiel inexploité, qu'il fallait aller plus loin, faire plus. Des encarts nationaux en français distribués au Québec ont été proposés à cet effet. Le journal devrait traiter de façon plus approfondie des grands dossiers territoriaux et de la vie de ses communautés autochtones. À trop parler des affaires francophones, le journal se fait comparer à un bulletin paroissial, alors que toute une communauté autochtone est en effervescence sans que le journal n'y fasse écho. On note aussi le désintérêt des lecteurs face aux dossiers de la francophonie nationale.

La faible population francophone des TNO (environ 1300) est-elle suffisante pour nécessiter un journal ?

Un participant s'est même dit étonné de voir que tant d'argent soit dédié au journal. La communauté franco-ténoise consacre environ 25 000 $ annuellement en support financier pour L'Aquilon. Le journal n'a aucune raison d'être si c'est pour couvrir prioritairement l'actualité francophone. Le journal pourrait motiver son existence en ne traitant que des dossiers socio-politiques majeurs de l'Arctique, visant ainsi comme clientèle un bassin plus large de population, soit celle du Sud, plus précisément celle du Québec ou même de l'Europe.

Devant tant d'interrogations, le comité [redacted] décidé de tenir une autre réunion en novembre pour continuer la réflexion et commencer à ébaucher des solutions.

Entre-temps, il est possible aux lecteurs de nous faire connaître leur opinion à ce sujet en communiquant avec le journal par télécopieur ou par le courrier électronique.

Alain Bessette



Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9

Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Une étude sur la communauté francophone d'Iqaluit

Et les Francophones dans tout cela?

L'élément francophone dans le Grand Nord canadien est indéniable. Les Radisson, des Groseillers, Beaulieu et Leroux, pour n'en nommer que quelques uns, ont été là pour le prouver. Plus proche de nous, [redacted] Iqaluit, il y a également tout ces francophones qui font désormais partie «des meubles de l'Arctique» et qui sont là depuis 20 et même 30 ans pour certains d'entre eux.

Mais qu'en dit-on dans les travaux universitaires traitant de l'Arctique?

La communauté d'Iqaluit fut l'objet de quelques études anthropologiques dans les années 1960 et 1970, dont celles des Honigmann, Koster, et Brody. Leur objectif de recherche était de traiter de la question des relations interethniques entre les Inuit et les «Blancs».

La critique que l'on peut faire de ces études universitaires, c'est qu'elles n'ont jamais [redacted] compte ou approfondi dans leurs analyses la variable ethnolinguistique. On y analyse les relations entre «Blancs» [redacted] Inuit [redacted] toutefois définir la catégorie des «Blancs». On présume donc que tous, francophones et anglophones, se retrouvent dans le même panier. Par rapport aux Inuit, nous sommes des «Blancs», peu importe la langue.

Cependant, l'utilisation d'une telle représentation en recherche est fortement biaisée. En effet, on s'aperçoit à la lecture de ces travaux que les points de vue rapportés sont avant tout ceux des anglophones. Bref, à moins d'une preuve contraire, les francophones n'ont pu y affirmer ce qu'ils pensaient.

Mais n'y aurait-il pas lieu de penser que les francophones ont potentiellement une vision différente ou une autre façon [redacted] vivre leur co-présence avec les Inuit? On peut également poser autrement la question: est-ce que les anglophones ont un sentiment d'appartenance à un groupe ethnique distinct? S'organisent-ils dans des mouvements associatifs dont la force serait leur identité collective?

La réponse à ses deux dernières questions, on le devine, est négative. Une anglophone, originaire de l'Ouest canadien, vivant maintenant à Iqaluit, me confiait qu'elle admirait les canadiens-français de l'Ouest et de l'Arctique d'avoir une identité propre, d'organiser des activités culturelles, etc., ce qu'elle ne retrouvait pas du côté anglophone. Elle avait tout simplement l'impression qu'elle n'avait pas d'identité collective [redacted] soi, alors que les francophones en ont une et l'utilisent comme force mobilisatrice pour leurs activités politiques, sociales et surtout culturelles.

Cette lacune analytique dans la recherche, cet oubli de l'élément francophone à Iqaluit sont injustifiés. En fait, il est difficile de penser autrement lorsqu'on sait que le recensement de Statistique Canada comptait en 1976 [redacted] moins 175 francophones demeurant à Iqaluit.

Depuis, les effectifs de la communauté francophone n'ont cessé d'augmenter, tant en nombre absolu qu'en proportion relative à la communauté globale d'Iqaluit. En 1991, Statistique Canada dénombrait au moins 300 francophones, sans compter tous les travailleurs saisonniers de [redacted] construction qui envahissent le Nord chaque été. En proportion, les francophones représentent près d'un dizième de la population totale d'Iqaluit, et 25% de la population non-inuit.

Il est vrai que l'une des caractéristiques de la communauté francophone est son caractère «flottant». Les gens viennent ici pour un emploi, restent quelques années puis repartent. Toutefois, il est vrai également que de plus en plus de personnes et de familles font du Nord leur demeure permanente.

Un autre indice nous montrant l'importance de la communauté francophone d'Iqaluit est [redacted] base institutionnelle. En effet, nous trouvons à Iqaluit une association francophone et ses différents comités, un conseil scolaire, un programme de français langue première, un centre communautaire et une radio communautaire. La Fédération Franco-TéNOise offre son support logistique à partir de Yellowknife. Il y a aussi le journal *L'Aquilon* qui représente les intérêts de tous les Franco-TéNOis.

Il faut mentionner aussi toute l'énergie qui est investie dans l'organisation d'une variété d'activités socio-culturelles, dont la fête de la Saint-Jean, la partie d'huîtres, le festival du film, une partie du festival du Toonik tyme, des soupers à la fortune du pot, des conférences, etc.

Sur le plan économique, on retrouve un bon nombre d'entrepreneurs francophones dans divers domaines : alimentation, construction, taxi, tourisme, etc.

Sur le plan politique, non seulement l'Association francophone locale souhaite travailler en partenariat pour l'élaboration du Nunavut, mais la municipalité et les organismes inuit reconnaissent également l'importance de l'élément francophone à Iqaluit qui deviendra une capitale. Avons-nous besoin de préciser les liens que l'Arctique de l'Est a avec son plus proche voisin, le Québec?

En regard de tout ce qui précède, il est important de dresser un portrait social et culturel de la francophonie nordique d'Iqaluit et de se[s] organismes communautaire[s] politiques et économiques.

Mais puisque la réalité e[st] beaucoup trop large, il e[st] possible d'étudier pl[us] spécifiquement les bases so[ciales] ciales de l'identité collectiv[e] francophone. Qui sont le[s] francophones d'Iqalui[t]? Comment se définissent-il[s]? Comment perçoivent-ils le[s] anglophones et les Inuit? Comment ces derniers per[çoivent]-ils les francophones? Où s'affirme l'identité fra[n]cophone, dans quelles acti[vi]tés, dans quelles organisa[tions], ect.? Quelles sont le[s] enjeux de la francophoni[e] nordique d'Iqaluit?

Voilà quelques unes de[s] questions qui furent posées à une trentaine de francopho[nes] nes lors de mon passage [à] Iqaluit. Près d'une vingtain[e] d'anglophones et environ [...] Inuit furent également inte[r]rogés pour le projet de [re]cherche «Discourse Practice[s] in the Bafin Region» ave[c] Louis-Jacques Dorais e[t] Susan Sammons.

Voilà en bref le travail qu[e] je me suis promis d'accom[plir] dans le cadre de ma th[èse] de maîtrise. (Si vous avez d[es] questions, vous pouvez m[e] contacter à (819) 934-85[...] ou par emai[l] cloutier@nunanet.com).

On ne peut plus doré[na]vant penser à Iqaluit sans te[nir] compte de l'élément franc[o]phone dans la communau[té]. Une présence indéniable qu['il] faut reconnaître et appréci[er].

Stéphane Clout[ier]

Programmation d'automne 1996

Hay River

L'Association franco-culturelle de Hay River s'est réunie pour établir la liste des activités dont pourra profiter la communauté francophone cet automne.

En octobre, les jeunes ont rendez-vous tous les samedi matins de 10h [redacted] 11h à l'école Princess Alexandre pour les samedi jeunesse. Les enfants de 5 [redacted] 9 ans s'y réunissent pour jouer, bricoler et faire [redacted] sortes d'activités en français.

On veut aussi créer un programme de français après l'école pour les enfants de 5 [redacted] 8 ans. Mais pour ce faire, on a besoin d'un éducateur ou d'une éducatrice. L'appel est donc lancé.

Il y [redacted] quelque part en octobre un souper «pot à la fortune». Informez-vous auprès de l'Association pour la date exacte.

Un projet pour accroître la visibilité de l'AFCHR est aussi en route.

En novembre, le groupe franco-ontarien Brasse-Camarade viendra réchauffer l'atmosphère avec une soirée canadienne. Musique et bouffe sont au programme.

Au cours du même mois, on se réchauffera encore d'avantage, puisqu'un concours de vin maison sera organisé.

Le Comité d'action des parents, en collaboration avec la bibliothèque Centennial de Hay River, organise une levée de fonds pour la classe de français de l'école primaire.

Comme Noël se fera déjà sentir, un atelier d'artisanat où l'on apprendra à fabriquer des centres de table et des couronnes de Noël sera mis sur pied.

Enfin, il y aura le dépouillement du sapin, où les enfants et les membres de l'AFCHR sont invités à venir s'asseoir sur les genoux du Père Noël et participer à un après-midi de plaisir. Il y [redacted] aussi le réveillon de Noël, soirée de gala avec bonne bouffe traditionnelle, chansons et danse.

Bonne saison!

JoAnne Conn[...]

Services en français
Air Canada en cour[...]

[illegible]



Alain Bessette/L'Aquilon

Quelques parents se sont réunis pour l'AGA de la garderie Plein soleil

Assemblée général annuelle de la garderie Plein soleil

L'optimisme règne

Malgré des problèmes d'espace, la situation de la garderie Plein soleil n'a jamais été aussi bonne.

Très déçus de la faible participation des parents lors de leur [redacted] blée générale annuelle, les responsables de [redacted] garderie ont cependant exposé les nombreux points qui les portent à voir l'avenir avec optimisme.

On est loin maintenant de l'époque où la garderie n'accueillait qu'une dizaine d'enfants. Avec la pouponnière qui est remplie à pleine capacité (quatre enfants), la prématernelle qui dessert sept jeunes, le service de garde avant et après école (8 enfants) et le service de garderie pour les jeunes de 2 à 5 ans (environ 16 enfants), c'est près d'une trentaine de jeunes qui profitent de ce service.

De plus, le personnel en place, sous [redacted] supervision de Jocelyne Bernard, s'est mérité les éloges des parents. Certains [redacted] mentionné avec regret le départ de Lucie Bérubé qui quitte les TNO. «Les enfants sont tristes», a précisé Jocelyne [redacted]

Le manque d'espace de rangement et le fait de partager les locaux avec d'autres organismes rend [redacted] tâche difficile au personnel de la garderie. C'est l'une des raisons qui font que le dossier d'un centre scolaire communautaire tient [redacted] coeur [redacted] parents et au nouveau conseil d'administration de la garderie.

Aux élections du conseil d'administration, Denise Canuel [redacted] été nommée présidente. Carmen Moore, François Cyr [redacted] Holly Lafrenière complètent l'équipe. Quant à Michelle Martel, elle tire sa révérence, mais compte offrir son expertise de façon active en travaillant au dossier du centre scolaire communautaire pour la garderie.

Alain Bessette

Vin et fromage pour les amateurs d'art

Un vernissage couru

La Fédération franco-ténoise tenait la fin de semaine dernière son assemblée générale annuelle dans ses bureaux [redacted] Yellowknife. À l'occasion de l'ouverture de l'évènement, l'Association franco-culturelle de Yellowknife avait organisé vendredi soir un vernissage d'artistes francophones du Nord. L'exposition était agrémentée d'un vin et fromage.

La soirée, qui [redacted] débuté vers les 19h30, a été un indéniable succès. Les francophones s'y sont présentés en grand nombre, et plusieurs anglophones étaient aussi de la partie. Le maire de Yellowknife était présent, ainsi que quelques députés. Cette présence anglophone était due en grande partie à la publication le jour même d'un article dans un journal local sur l'artiste-peintre Mario Paris. Ce dernier avait profité de l'interview pour faire la promotion du vernissage.

Les oeuvres qui étaient exposées étaient en majeure partie celles de Mario Paris de Yellowknife et de Hélène G. Croft de Fort Smith. La différence d'approche de la peinture chez les deux artistes faisait ressortir les qualités et la spécificité du travail de chacun. Mario Paris utilise des couleurs très vives dans ses scènes contemporaines du Nord. Son large coup de pinceau le fait se classer plutôt du côté des peintres naïfs. En revanche, le travail d'Hélène G. Croft est résolument réaliste. Ses toiles sont des représentations sobres et presque photographiques de la vie nordique, d'où ressort une forte impression de romantisme et de nostalgie.



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Hélène Croft de Fort Smith exposait plusieurs de ses oeuvres d'inspiration réaliste. La participation de cette artiste [redacted] été très appréciée.

D'autres artistes y étaient aussi représentés, et on pouvait ainsi admirer quelques oeuvre d'Isabelle Guibert, Marc Lacharité, Christiane Lacasse-Clark, Christina-Marie Ishoj, Natali Lefebvre et Terry Bradley.

Les discussions allaient bon train, quelques toiles ont été vendues, et [redacted] soirée s'est étirée jusqu'après minuit...ou plutôt jusqu'à ce que les réserves de vin aient été épuisées!

Natali Lefebvre

Premiers pas



Alain Bessette/L'Aquilon

Daniel Lamoureux, directeur général de la Fédération Franco-TéNOise remet à Marthe Cyr une trousse des Premiers pas. Marthe était accompagnée de sa fille Eugénie. La toute dernière de François et Marthe Cyr, c'est Anika Renée, née le 24 juillet 1996. Elle pesait 6 livres et 3 onces.

1986 L'aquilon 1996

Rétrospective de l'année 1992

Francophonie

L'année 1992 démarre avec un évènement fâcheux pour ceux qui [redacted] consacrent à la préservation de la francophonie hors Québec. En effet, le gouvernement fédéral a décidé d'abolir un outil fort précieux dans la défense des droits des francophones, le programme de contestation judiciaire.



Archives L'Aquilon

Le directeur-général de la FFT doit se débattre dans [redacted] contexte de restriction budgétaire.

Grâce à ce programme, les groupes francophones avaient accès [redacted] des fonds gouvernementaux pour faire avancer leurs droits linguistiques devant les tribunaux. Les associations de parents notamment s'en servaient dans leur lutte pour l'obtention de la gestion scolaire. Sans le programme, ils devront maintenant défrayer [redacted] coût total des frais judiciaires. Bien que le ministère de la justice promette de ne pas profiter de la situation, la FCFA est estomaquée devant cette décision et entreprend de la combattre.

Le programme [redacted] éventuelle-[redacted] rétabli, environ un an plus tard.

Un autre petit tour de passe-passe du gouvernement vient titiller la patience des francophones; les TNO obtiennent un autre délai pour la traduction de leurs règlements. Ce n'est que depuis que la Loi sur les langues officielles des Territoires a été adoptée en 1984 que cela devrait être fait!

Du côté de la FFT, l'herbe n'est pas trop verte non plus. On y traverse une crise financière majeure due à des coupures décidées par le Secrétariat d'État. On abolit le poste d'agent de développement et on pense qu'il faudra probablement charcuter encore d'avantage. Le DG de la Fédération, Jean Watters, est sur les dents, l'esprit plongé dans les colonnes de chiffres.

Une petite étoile pourtant brille [redacted] l'horizon de ce sombre paysage; la radio communautaire s'en vient à Yellowknife. La nouvelle émission hebdomadaire ne sera en ondes qu'en janvier 93, mais le programme est déjà établi pour mettre en oeuvre ce support de développement culturel pour les francophones.

Éducation

L'Association des parents francophones de Yellowknife, dans sa recherche de moyens pour combattre l'assimilation, organise un colloque sur l'art d'éduquer les enfants en milieu minoritaire. Les différentes communautés du Nord s'y réunissent pour discuter du développement de stratégies pour assurer la survie linguistique des francophones vivant dans un environnement essentiellement anglophone.

Un peu plus tard dans l'année, le ministère de l'Éducation annonce la création d'un comité consultatif sur l'éducation en français langue maternelle. On doit y faire des recommandations sur le financement et la gestion de l'enseignement du français langue maternelle dans les TNO. L'école Allain St-Cyr est la seule école concernée par les travaux de ce comité.

Après deux ans de tractations avec la ville de Yellowknife, la garderie francophone va enfin vraiment pouvoir ouvrir ses portes rue Bretzlaff, dans la vieille ville. Les conseillers municipaux ont voté en faveur de son implantation à l'encontre des recommandations du Comité de développement de la ville qui avait jugé la circulation automobile trop dense sur cette artère. L'ouverture a lieu le 19 octobre. La garderie peut accueillir 22 enfants à temps complet et a mis en place un programme de refrancisation pour préparer les enfants à l'école francophone.



Politique

Le 4 mai, c'est la date du référendum sur la création du Nunavut. On se pose des tas de questions [redacted] ce qui adviendra de l'avenir des TNO si jamais les Inuit obtiennent leur territoire. Avant le vote, les Dénés/Métis avaient certaines réserves sur la frontière proposée, et les gens de l'Ouest, beaucoup plus nombreux que ceux de l'Est, étaient plus ou moins favorables à l'idée de [redacted] division, ce qui portait à croire que le non l'emporterait. Pourtant, [redacted] l'Est on vote de façon massive, et le oui l'emporte avec 54 pour cent des suffrages exprimés. Il ne reste plus qu'à signer l'accord politique, ce qui est bientôt fait; les Inuit acceptent l'entente en disant oui lors d'un vote de ratification les 3,4 et 5 novembre. Après 20 [redacted] de négociations, la revendication territoriale inuit [redacted] porté fruit; le Nunavut deviendra réalité en 1999.



Archives L'Aquilon

Les Inuit obtiennent finalement leur territoire lors d'un référendum sur la division.

Une autre revendication territoriale, dénée celle-là, est signée. Les Gwich'in deviendront maîtres de leurs terres. Il s'agit de la première entente territoriale à être finalisée au sein de la Nation dénée.

En mai, une des épreuves les plus difficile que le Nord aura à traverser éclate à Yellowknife quand la grève se déclenche à la mine Giant. Le conflit est dominé par la violence et l'incompréhension. Les mineurs protestent contre la présence des briseurs de grève sur le site de la mine. Personne ne semble prêt à faire aucune concession. Le drame atteint son apogée quand le 18 septembre, une bombe explose dans la mine, [redacted] neuf mineurs. La plupart des questions sur l'origine de l'explosion restent sans réponse. Pour le syndicat, il s'agit d'un cas de négligence criminelle, pour la direction de la mine, c'est [redacted] acte de terrorisme, alors que la GRC, elle, arrive à la conclusion qu'elle fait face à un homicide multiple. La population est bouleversée. Pourtant, les opérations souterraines reprennent à la mine dès le 25 septembre, à peine sept jours après la tragédie.



Archives L'Aquilon

Ce sont de grosses pierres qui «r'volent» sur la ligne de piquetage à la mine Giant.

Société

Un scandale éclate à l'hôpital Stanton de Yellowknife, concernant les méthodes utilisées pour pratiquer les avortements. Les déclarations d'une jeune femme ayant dit avoir souffert le martyre pendant l'intervention chirurgicale a encouragé près d'une centaine de femmes à déposer des plaintes au Conseil du statut de la femme des TNO. La technique utilisée à Stanton n'est plus utilisée dans la plupart des hôpitaux du Canada, mais les médecins de Yellowknife jugent qu'elle [redacted] moins d'effets secondaires que les autres méthodes connues. Malgré des dissensions au sein du comité d'enquête sur l'affaire, le corps médical est finalement lavé de tout soupçon.

Une semaine de la santé mentale [redacted] lieu afin de permettre aux psychiatres et médecins de mieux faire connaître leur travail, et de sensibiliser les gens aux problèmes spécifiques au Nord dans ce domaine. On insiste sur le fait que, bien que les troubles psychologiques et mentaux ne soient pas différents ici de ceux que l'on retrouve dans le Sud, l'anonymat n'existe pas dans les petites communautés. Les personnes considérées comme «folles» sont plus facilement exclues et n'ont souvent que très peu de ressources d'aide disponibles. Leur maladie se trouve aggravée par l'isolement. Mais, comme le dit le docteur Ross Wheeler, il est réellement important que ces gens obtiennent une écoute attentive. Nous sommes tous des êtres humains, n'est-ce pas?

(À suivre...1993)

Soit dit en passant...

«Yellowknife pour les autochtones, c'est le Disneyland du Nord, un euphémisme de glace, un semblant de réalité sudiste échoué dans un univers nordique, qui lui est réel.»

Jean Watters, La francophonie ténoise et le Nord : perspective d'un étranger, no.19, 6 novembre 1992, p.5

«Un homme ivre n'a pas le droit de toucher un tambour, mais il peut participer aux danses. C'est un moyen de combattre l'alcool, car la communauté lui fera sentir son soutien en acceptant qu'il danse avec tous ses frères et soeurs.»

Nicole Beaudrier, Ethnomusicologue montréalaise, Nicole Beaudrier parcourt le Nord à l'écoute des danses à tambour, no.16, 18 septembre 1992, p.5.

«J'm'en va faire un p'tite ligne de tire pour me remettre sur le piton»,

Didier Revol à propos de la cabane à sucre, Le Caribou Carnival, on s'en régale, no.6, 3 avril 1992, p.13.

L'équipe de 1992

Directeur/trice : Alain Bessette, puis Louise Doren

Journalistes et collaborateurs : Benoît Boutin, Daniel Cuerrier, Marina Devine, Georgia, Isabelle Hachette, Gordon McBride, Jean Watters

Coopérants français : Didier Revol, puis Emmanuel Carcano

Représentante publicitaire : Huguette Beaulieu

Correspondant national : Yves Lusignan

Correctrices : Agnès Billa, Geneviève Harvey

Merci!

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 36, vendredi 18 octobre 1996

Vos paupières sont lourdes...



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Les sceptiques seront confondus! Attila a littéralement fait fondre les doutes des plus incrédules lors de son spectacle d'hypnose à «The Gallery». (Voir en page 7).

Ébauche de constitution

Travaillons ensemble

Un gouvernement public et des gouvernements autonomes autochtones travaillant ensemble : c'est là le défi que le Comité de développement constitutionnel de l'Ouest offre [redacted] la population de l'ouest des TNO.

Le comité de développement constitutionnel a rendue publique le 16 octobre dernier une ébauche de constitution pour l'ouest des TNO. Le mot d'ordre lancé par les deux co-présidents de ce comité est «Travailler ensemble».

Dans son préambule, l'ébauche de constitution reconnaît la présence des différents groupes ethniques vivant dans les TNO. On y énonce aussi des principes fondamentaux tels l'égalité des sexes, le respect des cultures distinctes et l'importance des gouvernements communautaires.

L'ébauche de constitution présente aussi [redacted] modèle de gouvernement alliant la notion de gouvernement public (élu par l'ensemble de la population) et celle de gouvernement ethnique (les gouvernements autonomes autochtones).

La proposition part du nombre actuel de députés de l'Ouest à l'Assemblée législative. Ils sont 14 en tout. Ils formeraient l'Assemblée générale soit celle élue par le grand public. L'Assemblée législative comprendrait aussi huit autres membres qui formeraient l'assemblée des peuples autochtones. La

Constitution
Suite en page 2

Entrevue de Zebedee Nungak à CFRT,

Le Nunavik se dit prêt à joindre le Nunavut

Zebedee Nungak, le président de la corporation Makivik du Nouveau Québec, est sur le sentier de guerre. Depuis le dernier référendum québécois, il sillonne le Canada pour dénoncer les séparatistes qui imaginent conserver les frontières actuelles du Québec dans l'éventualité de la création d'un état souverain.

Pendant son bref séjour à Iqaluit, où il est venu prononcer un discours au le club Rotary, mais surtout rencontrer les membres de la Commission d'Établissement du Nunavut, Zebedee Nungak a trouvé le temps de s'arrêter quelques minutes au studio de CFRT pour une entrevue. Coiffé de frais, chemise blanche rayée de bleu, les yeux clairs, Nungak mérite bien [redacted] réputation de tribun. Il ne mâche pas ses mots.

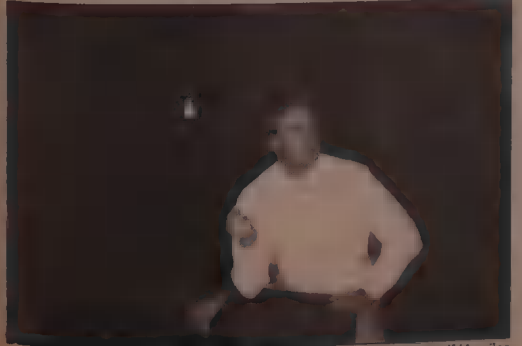
La question de l'intégrité territoriale du Québec dans le cas d'une séparation d'avec le Canada n'a aucun sens pour les Inuit du Nouveau Québec. "C'est par une mauvaise fortune de l'histoire si on [redacted] retrouve aujourd'hui sous la juridiction du Québec !"

Nungak croit que les habitants du Nunavik devraient être les premiers consultés sur cette question. Après tout, on est plus en 1670, quand le roi Charles II d'Angleterre avait offert tout le bassin de drainage de la Baie d'Hudson à son cousin, le prince Rupert qui mit sur pied la compagnie du même nom. Ni en 1870, quand la Compagnie de la Baie d'Hudson céda toutes ses possessions au Dominion du Canada nouvellement créé. Ni en 1912, quand une législation fédérale repoussa les frontières des provinces vers le Nord, ce qui ramena le pays des Inuit du Nouveau Québec à l'intérieur des limites provinciales du Québec. Ces époques sont révolues. Dorénavant, les Inuit veulent avoir leur mot à dire dans les décisions qui les concernent.

Pour Zebedee Nungak, la vraie transformation de la cartographie canadienne aura lieu en 1999 avec la création du Nunavut. Il n'y a aucun doute que les Inuit du Nunavik regardent de l'autre côté du détroit d'Hudson avec beaucoup d'intérêt. Face à une constante instabilité politique au Québec les Nunavimiut voient le Nunavut comme un oasis.

Le Nunavik et le Nunavut ont

Nunavik
Suite en page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Coup de théâtre!

La nouvelle saison culturelle est lancée à Yellowknife. Le comédien Ben Nind de la compagnie «Stuck in [redacted] Snowbank Theater» présentait la semaine dernière son spectacle solo, «The Devil and Billy Markham» de Shel Silverstein, à l'école St-Patrick.



Nouveau président à Northwestel

La compagnie de télécommunications Northwestel vient d'annoncer la nomination d'un nouveau président en la personne de Jean Poirier.

M. Poirier possède plus de trente ans d'expérience dans le domaine des télécommunications. Il [redacted] entre autre occupé des postes d'importance avec les entreprises Bell Canada et Northern Telecom.

Le nouveau président acquittera ses tâches [redacted] partir de Whitehorse au Yukon.

Locaux pour la GRC

L'entreprise Ninety North Construction and Developpement Ltd., de Yellowknife, [redacted] obtenu un contrat relatif à [redacted] construction d'un nouvel immeuble pour le détachement de [redacted] gendarmerie royale du Canada à Hall Beach, [redacted] hameau situé dans la presqu'île Melville, dans [redacted] région est de l'Arctique canadien.

«Cet édifice est l'un des nombreux immeubles actuellement construits qui visent à aider [redacted] GRC à accroître la sécurité au sein des collectivités dans le Nord canadien. Les travaux font appel à la main-d'oeuvre locale [redacted] matériaux disponibles sur place», a déclaré Jack Anawak, député [redacted] Nunatsiak, qui a annoncé l'attribution du contrat au nom de Diane Marleau, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

TV5 vous emmène à Paris

En prélude à la création de son Club de téléspectateurs, TV5 organise un jeu-concours à l'intention des étudiants du monde entier [redacted] son site Internet http ://www.tv5.org

Jusqu'au 31 octobre, tout étudiant peut raconter sur Internet une initiative petite ou grande qu'il a prise et qui [redacted] contribué au développement du français ou de la francophonie dans son milieu.

Le 4 novembre, TV5 récompensera les cinq meilleures contributions. Les gagnants seront invités [redacted] Paris pour une semaine.

Pour obtenir les règlements du concours, consulter le site Internet mentionné plus haut, ou téléphonez au (514) 522-5322.

Sensibilisation aux toxicomanies

La semaine nationale de sensibilisation [redacted] toxicomanies aura lieu cette année du 18 au 23 novembre. Une série d'activités seront organisées à Yellowknife pour cette occasion, dont la ««marche sans drogues», des danses sèches, des ateliers et des kiosques d'information.

Toute la population est invitée [redacted] participer.

Coupures chez les Inuit

Le député d'Amittuq, Mark Evaloarjuk, a demandé au ministre des Finances John Todd des précisions sur les coupures de postes dans la fonction publique territoriale. M. Evaloarjuk craignait que ces coupures n'affectent surtout les employés aborigènes. Selon le ministre Todd, c'est 207 emplois qui ont été abolis et de ce nombre, 34 pour cent, soit environ 70 postes, étaient occupés par des aborigènes. Nunavut se retrouve touché par la perte de 56 postes au total. Le ministre estime que cette mesure sauvera entre 25 et 30 millions de dollars au gouvernement.

Natali Lefebvre

Constitution

Suite de la une

nouvelle assemblée législative compterait donc 22 membres représentant qui le grand public et qui les peuples autochtones.

L'Assemblée législative discute et adopte les nouvelles lois et politiques gouvernementales. Dans le cas des lois, une double majorité doit exister pour que la loi soit adoptée. En cas d'impasse, on modifie la loi ou on la rejette. Selon le ministre Jim Antoine, co-président du comité, la discussion est ouverte [redacted] savoir si des responsabilités particulières seront dévolues à l'une ou l'autre des assemblées, celles-ci pouvant travailler sous forme de caucus. Certaines aires de responsabilités pourraient donc devenir l'apanage d'un groupe en particulier. En conférence de presse, le ministre a donné en exemple la gestion des terres qui pourrait être de la juridiction de l'assemblée des peuples aborigènes.

Les langues autochtones, l'anglais et le français seraient toujours reconnues comme langues officielles.

Cette ébauche servira de point de départ pour lancer la discussion. Le ministre Antoine a indiqué que le processus de révision constitutionnel remontait [redacted] 1966 avec la Commission Carruthers puis, plusieurs année plus tard, la Commission Bourque et le Forum constitutionnel de l'Ouest. En rendant publique cette ébauche, M. Antoine espère enfin fournir des données plus substantielles à la communauté.

«On est à un point tournant», a affirmé George Kurszewski, co-président du comité. Il a ajouté que finalement la population avait quelque chose de tangible sur quoi travailler.

Selon l'échéancier établi, la population aura jusqu'au mois de mars 1997 pour discuter de l'ébauche de Constitution. Celle-ci sera révisée, publiée puis devrait être ratifiée par la population en juin 1997.

Présentement, aucune forme particulière de consultation n'a été établie par le Comité de développement constitutionnel. Aucune tournée de consultation n'est prévue et même le financement d'une telle consultation n'a pas été déterminé. Selon les deux co-présidents, il revient aux instances gouvernementales et communautaires locales de susciter le débat à leur niveau, puis d'en faire part au comité. Chaque membre du comité ainsi que les députés de l'Assemblée législative sont cependant prêts à participer à ces discussions et [redacted] répondre aux questions soulevées.

Autre point important à souligner selon les deux co-présidents, c'est que la Constitution ne contiendra jamais de détails spécifiques des affaires de l'État. En effet, une constitution énonce des principes de base qui permettent ensuite l'adoption de lois spécifiques, en autant que celles-ci se conforment à la Constitution. Il n'est donc pas question de définir précisément les rôles respectifs des deux assemblées, une Loi sur l'Assemblée législative devant définir ces rôles.

Alain Bessette

Nunavik

Suite de la [redacted]

toujours entretenu des liens très étroits, explique Nungak. D'abord des liens de sang; il s'agit d'un même peuple et les familles maintiennent toujours de fortes attaches avec leurs parents du Labrador, de la Terre de Baffin, du Keewatin ou du Kitikmeot. La langue, l'Inuktitut, est aussi la même.

Même si le monde a changé et que les Inuit vivent maintenant dans un univers de revendications territoriales et de développement économique, les échanges entre les Inuit du Nunavik et des autres régions sont nombreux et diversifiés. Par exemple, Makivik exploite la pêche de la crevette [redacted] partenariat avec la corporation Qiqiqtaaluk, bras corporatif de l'Association des Inuit de Baffin. Makivik est aussi impliquée avec d'autres groupes Inuit dans l'entretien de sites de radar à travers l'Arctique, en plus d'être propriétaire de deux compagnies aériennes qui desservent les communautés Inuit, First Air et Air Inuit.

"Pour nous, c'est une grande source d'envie que de voir ce qui est [redacted] train de se passer au Nunavut et c'est la plus naturelle des ambitions que de vouloir faire partie de cette création"

En cours d'entrevue, Nungak a souligné l'importance grandissante du français au Nunavik. "Nous avons maintenant une génération qui parle couramment le français". Comme le Nunavik fait partie du territoire québécois, plusieurs parents ont de leur propre chef choisi des études en français pour leurs enfants, "C'est dans notre intérêt de pouvoir communiquer avec [redacted] voisins."

"Nous n'avons aucune querelle avec les francophones, souligne Nungak, Il ne faut pas fabriquer des problèmes où [redacted] n'y en [redacted] pas ! Plusieurs de mes meilleurs amis sont francophones."

Nungak s'est dit empathique à la cause des québécois et des francophones comme minorité au Canada. "Si j'entends un chef séparatiste articuler pourquoi il est séparatiste, je comprends son point de vue, mais ce n'est pas le nôtre." Le caractère distinct de la société Inuit risque d'être escamoté par une société distincte québécoise. "Que le Québec obtienne le statut de société distincte ne fera rien bon ni pour moi ni pour mon peuple."

Il reproche ensuite durement aux séparatistes de ne pas tenir compte des Inuit du Nouveau Québec dans leur stratégie. C'est le leadership Inuit qui doit expliquer les arguments des séparatistes aux habitants du Nunavik. Les porte-parole du mouvement ne viennent pas s'expliquer de vive voix. Tel n'était pas le cas de René Lévesque qui a laissé une très bonne impression chez les Inuit du Nouveau Québec.

Nungak s'est dit aussi très déçu du Gouvernement du Canada dans ce dossier. "On ne se reconnaît pas dans les politiques canadiennes à l'égard du Québec," a-t-il précisé. Aussi Ottawa ne formule pas de plan très concret pour l'ensemble du pays.

Louis Mc Comber

Entente environnementale sur l'extraction de diamants

Un pas de plus dans le dossier BHP

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Ronald A. Irwin, et le ministre des Ressources, de la Faune et [redacted] Développement économique des TNO, M. Stephen Kakfwi, ont annoncé des progrès vers la conclusion de l'Entente environnementale relative au projet BHP. Un élément majeur de cette entente concernera l[redacted] création d'une commission indépendante de surveillance de l'environnement.

Cette entente est globale. Les incidences environnementales liées au chantier de la BHP Diamonds Inc., pendant toute la durée de ses opérations et de [redacted] fermeture, sont régies par cette entente et sont reliées [redacted] processus réglementaire.

L'Entente environnementale prévoit l'établissement d'une commission indépendante de surveillance de l'environnement qui fonctionnera hors du cadre des gouvernements fédéral et territorial et de la BHP Diamonds Inc. La Commission exercera une surveillance et prodiguera des conseils sur la gestion environnementale du chantier de la BHP. Composée de sept membres, la Commission, devrait comprendre quatre représentants autochtones et trois membres représentant la BHP et les gouvernements fédéral et territorial.

M. Kakfwi a déclaré qu'il est très heureux du progrès réalisé en vue de la conclusion de l'Entente environnementale et du progrès dans les dossiers de l'Entente socio-économique et du cadre de la Stratégie visant les régions protégées. Tous ceux qui ont participé à ces négociations ont adopté une attitude positive et ont fait preuve d'un esprit de coopération, a-t-il souligné. Ces ententes feront beaucoup avancer les travaux préliminaires relatifs au développement économique responsable dans le Nord.

Un protocole de mise en oeuvre a également été élaboré . Il garantit la participation des autochtones au processus de finalisation de l'Entente environnementale et détermine les étapes de l'établissement d'une commission indépendante de surveillance de l'environnement dans un délai de 90 jours après la signature définitive de l'Entente environnementale. En outre, ce protocole prévoit [redacted] mécanisme pour établir le mode de participation des Autochtones à tout amendement éventuel devant être apporté à l'Entente.

«L'Entente environnementale donnera une assise juridique à l'engagement de la BHP de mettre en oeuvre des programmes de surveillance environnementale et de prévenir et d'atténuer les impacts environnementaux», [redacted] ajouté le ministre Irwin. «La Commission indépendante de surveillance de l'environnement jouera un rôle de "chien de garde" pour en assurer la protection contre tous les impacts qui pourraient survenir pendant la durée du chantier de la BHP.»

Le progrès réalisé dans l'élaboration de cette entente est attribuable à la collaboration des deux niveaux de gouvernement, de la BHP Diamonds Inc., des Dogribs signataires du Traité No 11, de la Nation métisse des TNO, des Akaitchos signataires du Traité No 8 (Premières nations Yellowknife et Lutsel k'e) et de la Kitikmeot Inuit Association.

Le député de Yellowknife South, Seamus Henry croit qu'il s'agit d'un moment historique. Il estime que cette entente deviendra [redacted] point tournant dans l'histoire des TNO.

Alain Bessette

Allégations sous enquête à la GRC

Un petit grief qui fait des vagues

Un employé du ministère du Développement économique [redacted] du Tourisme licencié plus tôt cette année pourrait bien avoir [redacted] petite revanche.

Le Syndicat des travailleurs du Nord [redacted] rendu publique la semaine dernière les circonstances qui seraient [redacted] l'origine du congédiement de M. Sean Peterson, employé aux bureaux du Keewatin à Rankin Inlet. Ces circonstances font partie du dossier remis [redacted] la Gendarmerie royale du Canada.

Selon les allégations du syndicat, l'employé aurait été incité à utiliser une pratique administrative douteuse consistant à émettre une lettre officielle du ministère arborant une signature forgée, celle du ministre des Finances, John Todd. Selon l'employé, les doutes qu'il aurait émis sur cette action seraient la cause du licenciement. La présidente du syndicat ajoute que le climat de travail s'était dégradé et que l'employé se sentait même menacé.

Dès le mois d'août, [redacted] plainte en règle [redacted] été adressée à la GRC pour qu'elle enquête sur cette pratique administrative. Deux mois plus tard, le syndicat se demande bien où en est rendue l'enquête.

Selon le syndicat, le gouvernement a tort de congédier [redacted] employé honnête, «il devrait plutôt lui accorder une médaille».

La présidente du Syndicat des travailleurs du Nord estime qu'il est du ressort de la Gendarmerie royale d'enquêter sur les faits en question et de déterminer la nature légale ou non de ces gestes s'il y a lieu.

Alain Bessette

Pourquoi une entente ?

Le gouvernement fédéral dispose d'un éventail de moyens législatifs pour réglementer les incidences environnementales d'un projet minier comme celui de la BHP Diamonds Inc : Loi sur les pêches, Loi sur la protection de l'environnement, Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest, etc.

Parmi les nombreuses recommandations formulées par la Commission d'évaluation environnementale dans son rapport sur le projet de mine de diamants de la BHP, nombreuses sont celles qui traitaient de ces questions de compétences fédérales. Toutefois, il subsistait un certain nombre de recommandations de la Commission d'évaluation environnementale qui dépassent ce cadre. Pour appliquer ces recommandations, [redacted] gouvernement fédéral est entré dans un processus de négociation d'une «entente environnementale» avec BHP. Cette façon de faire [redacted] déjà été utilisée par le gouvernement fédéral dans le cas de plusieurs mines du Yukon de même que du pipeline de Norman Wells.

L'Entente environnementale conclue avec la BHP Diamonds Inc. donne suite aux recommandations contenues dans le rapport de la Commission d'évaluation environnementale.

En plus de négocier cette entente environnementale, BHP a soumis à la Commission des eaux des TNO, une demande en vue d'obtenir un permis d'exploitation des ressources hydroliques de classe A. Si la demande de permis est acceptée, des clauses concernant la protection de l'environnement seront attachées à ce permis. Lorsque ces clauses seront connues, l'Entente environnementale sera soumise à une étude finale. Cette étude permettra de vérifier qu'aucun chevauchement ou omission ne [redacted] retrouvent dans les clauses du permis et dans l'Entente finale, afin d'assurer la protection environnementale. Une fois que les modalités de l'Entente auront été convenues avec l'entreprise, elle sera rendue publique. La population et les intéressés pourront ainsi constater que les orientations définies par le gouvernement fédéral et les engagements pris par les parties y sont inclus.

AB

L'étiquette à l'Assemblée législative

Où t'as mis ta cravate?

Pour quelqu'un qui n'est pas très intéressé par les débats de l'Assemblée législative, il peut être parfois difficile de garder une attention soutenue sur les différentes questions soulevées par les députés et ministres.

Il en est probablement de même pour le président de l'Assemblée législative dont la position, assise au centre des débats, mais sans droit de commentaire sur les discussions politiques, en est une de sauvegarde du décorum.

À preuve, la mise au point établie à l'Assemblée à la suite d'une intervention du député de Mackenzie Delta, David Krutko. À peine sa déclaration terminée que le président de l'Assemblée en profite pour noter que M. Krutko n'avait pas de cravate. D'après le geste de ce dernier, il semblerait qu'il n'avait pas besoin de porter la cravate puisqu'il avait son manteau sur le dos.

Toute cette atmosphère est un peu lourde, avec [redacted] centre le greffier de l'Assemblée et ses assistants, revêtus d'une toge, et les députés et ministres cravatés.

Après que quelqu'un lui ait soufflé quelque chose, voilà que le président se ravise et mentionne que si personne n'est offusqué, ça ne vaut peut être pas la peine d'en parler bien qu'il serait bon d'avoir quelque chose à se mettre autour du cou pour aller avec la chemise. Brève absence du député qui revient arborant un de ces petits machins de cowboy fait d'une ficelle.

Au fait, qu'est-ce qu'il disait ce député ?

Alain Bessette



Courrier électronique :
aquilon@internorth.com

Site WEB :
http://www.nunanet.com/~afi/AQUILON/

ÉDITORIAL

Des droits naturels

L'ébauche de constitution pour l'Ouest des TNO venait à peine d'être dévoilée que déjà quelques critiques violentes faisaient la une des journaux du Nord et avaient des échos dans le Sud.

Qu'y a-t-il de si traumatisant dans cette ébauche de constitution?

Pas grand chose! Il est vrai que la notion de gouvernement autonome autochtone agace plus d'un résident de descendance «européenne». En effet, cette forme de gouvernement ethnique présuppose un droit de participation au processus démocratique basé sur l'origine ethnique.

Il faut cependant reconnaître aux Premières Nations leur droit de s'autogouverner et de se protéger. La validité de ce droit s'explique par une nouvelle situation démographique. En effet, avec la partition des Territoires, les Dénés et les Inuvialuit se retrouveront minoritaires. Après des années d'abus et de négation de leurs droits ancestraux, à l'intérieur d'un territoire où ils sont majoritaires, les autochtones peuvent-ils s'attendre à un meilleur sort sans une garantie constitutionnelle?

Une fois ces gouvernements autonomes autochtones reconnus au plan constitutionnel, la formule gouvernementale mixte proposée vient consolider cet acquis en intégrant ces gouvernements ethniques dans un forum plus large qui gère l'ensemble de notre vie sociale.

Certaines factions de la Nation dénée voudraient même que ces gouvernements autonomes aient encore plus d'importance.

Il faut commencer à trouver naturel que les autochtones aient une place privilégiée dans leur pays, qu'ils aient voix au chapître, une voix forte et prédominante.

De toute façon, cette situation démographique ne tiendra pas très longtemps en raison du très haut taux de natalité des communautés autochtones. Apprendre à accorder des droits et à les respecter ne peut nuire à long terme lorsque la population non autochtone se retrouvera dans une situation opposée, celle d'une minorité visible.

Alain Bessette



Des petits pains chauds



Michelle Carrier/L'Aquilon

«La boulangère lui souriait, mais il ne la voyait pas La la la la!». À l'instar de celle de la chanson de Joe Dassin, cette boulangère-là sourit aux clients qui viennent manger son pain maison au bistro Bullock's sur Latham Island.

l'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan (APF)

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.









Cuir et velours

Rassurez-vous, malgré son titre, cette chronique ne traitera pas de sado-masochisme. Seulement de liaisons dangereuses (entre les mots, bien sûr!), qu'on appelle des cuirs et des velours.

Selon le dictionnaire La surprise (coll. Le souffle des mots, chez Larousse), le sens figuré de cuir tient probablement au rapprochement avec l'idée d'écorcher la prononciation, comme on défait le cuir d'un animal. En grammaire, le cuir se définit comme une liaison «durcie» (le son T pour le son Z). Dans Je suis-t-heureuse de faire votre connaissance, la liaison entre suis et heureuse devrait s'entendre comme un Z (suis-z-heureuse).

En usage au sens figuré depuis 1822, le velours décrit l'adoucissement d'une liaison (le son Z pour les sons T et Q). En voici deux exemples fort courants : cinq-z-enfants et cent-z-élèves. Ces erreurs pourraient bien provenir de ce que les linguistes appellent un hyperpluriel mental.

La liaison en Z marque le pluriel sonore en français pour les mots commençant avec des voyelles (des-échelles, les-abricots). Dans les cas évidents de pluriel (cinq, vingt, cent, mille), il semble «normal» de dire vingt-z-abricots, alors même qu'il serait préférable de ne pas faire la liaison du tout, encore que prononcer le T (vingt-abricots) n'empêcherait pas de se faire comprendre.

Bien entendu, on associe ces erreurs à un niveau de langue populaire. Sans être fausse, cette association est incomplète. De telles erreurs surgissent durant des situations provoquant une tension reliée à l'importance d'une «belle» qualité de langue — une entrevue pour un emploi de téléphoniste, de réceptionniste, d'enseignante, d'animatrice de radio, etc.

Ne confondez pas les cuirs et les velours avec entre quatre-z-yeux et Malbrough s'en va-t-en guerre. Ces liaisons sont des béquilles acceptées par la grammaire et l'usage, pour soutenir la prononciation de deux voyelles de suite. Il s'agit du principe de l'euphonie (pour son harmonieux), d'ailleurs responsable pour ce T introduit dans A-t-elle soif?. Utilisez cette phrase interrogative sans son T et vous aurez des problèmes à vous faire comprendre.

Le grand auteur français Marcel Proust avait bien raison d'affirmer que les erreurs de liaisons ont contribué à l'évolution de notre langue : «Ces mots français que nous sommes fiers de prononcer exactement ne sont eux-mêmes que des «cuirs» faits par des bouches gauloises qui prononçaient de travers le latin ou le saxon.»

Patatras! Voilà que j'oubliais le pataquès, dont on attribue l'origine à un acteur en pleine action sur scène. Le mot rappelle la faute de liaison de je ne sais pas-t-à qui est-ce, mais sa définition englobe toute liaison fautive, cuir et velours confondus et dépassés. Les pataquès n_éviers et n_oeufs des enfants proviennent de la confusion de liaison avec un-évier et un-oeuf. Ces erreurs amusantes font partie de l'apprentissage d'une langue durant l'enfance. Elles se corrigent quand les enfants apprennent à lire et à écrire.

Annie Bourret (APF)

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@vcn.bc.ca.

Faut pas manger vos huîtres avec la coquille !

C'est pas d'hier qu'on organise des parties d'huîtres à l'Association Francophone d'Iqaluit. En fait, la tradition de la partie d'huîtres annuelle remonte à plus de quinze ans. Même avant la fondation de l'AFI, les employés de Bell Canada avait déjà démarré cette joyeuse célébration.

Cette année, l'AFI s'est surpassée. Marie Fortier avait imaginé un décor automnal avec des épis de blé d'Inde dans les coins, un épouvantail à moineaux debout à l'entrée dans une charrette pleine de citrouilles (ne pas confondre avec Claude Martel qui faisait office de portier pour la soirée), et des petites citrouillettes garnies de gerbes de blé comme centres de table. Au-dessus de nos têtes pendait un filet de pêche rempli de ballounes mauves et oranges.

Tout l'après-midi, le centre de l'AFI a bourdonné d'activités. Rachel Lauzon, nouvelle administratrice au CA de l'AFI, pelait patiemment les patates pendant que Jocelyne Savard collait les centres de table avec un fusil à cire chaude. Nicole Beaulieu s'occupait à découper les petits pains tandis que sa maman et sa soeur Anne, venues la visiter pour la fin de semaine, s'étaient attelées sur les sandwichs aux oeufs avec le concours de Suzanne Lefebvre. Et puis il y avait Thérèse, Craig, Hélène, Jacques et plusieurs autres. Il y avait aussi les enfants qui s'affairaient à écouter leur émission hebdomadaire "Ça Me Dit de Quoi". Daniel Cuerrier, lui, courait d'une table à l'autre pour stimuler les troupes au travail et fournir le matériel nécessaire.

En moins d'une heure, la salle s'est remplie de convives. L'onctueuse soupe [redacted] huîtres, aussi de Marie Fortier, [redacted] fait des ravages avec son petit arrière-goût d'épices et de poivre. Au dire de plusieurs convives, les huîtres malpèques étaient particulièrement succulentes et se bouffaient à la douzaine.

Une description de l'évènement ne serait pas complète si on ne mentionnait pas le magnifique arrangement floral offert par Baffin Hair and Flower Studio (propriété de Suzanne Laliberté) qui a été donné lors d'un tirage en milieu de soirée par M. Jacques Fortier, nouveau président de l'AFI. Comme personne ne venait réclamer le bouquet, Jacques a eu la présence d'esprit de vérifier son billet qui, par Belzébuth, était le bon. Il s'est empressé de le remettre très élégamment à Marie Fortier qui s'en est trouvée ravie.

Enfin, soulignons la présence de Judith Paradis-Pastori, la présidente sortante de la FFT qui avait recruté une importante délégation du Nunavut Arctic College pour l'occasion.

M. Jean-Yves Bélanger, tiré à quatre épingles, était aussi de la partie à quelques jours de l'ouverture officielle de son nouveau commerce de nettoyage à sec. Il [redacted] faudrait pas oublier de mentionner la présence de nos nouveaux administrateurs du Conseil d'administration de l'AFI, Germain Saurette et Réjean Ouellet.

La soirée s'est continuée sur la piste de danse avec le choix musical de CFRT et les bons services de nos deux barmans, Jacques Fortier et Daniel Cuerrier.

Louis Mc Comber

LE PLAISIR D'ENTENDRE

Un nouveau groupe franco-ontarien

Ils ont 21 ans. Ils sont tous les quatre étudiants. Et ils viennent de lancer leur premier disque compact.

Le groupe s'appelle Deux Saisons. Sa spécialité: la musique à saveur folklorique. Rien à voir cependant avec un groupe comme La Bottine Souriante. Ici, on ne tape pas du pied. On parle plutôt de «rock-folklorique».

Nicolas Doyon de Cornwall et Fritz Larivière de North Bay forment le noyau du groupe. Ce sont les auteurs-compositeurs de la formation. Cela fait trois ans qu'ils jouent ensemble. Mathieu Grainger de Toronto et Guillaume Proulx de Cumberland, les deux autres compères, complètent la formation.

L'histoire de Deux Saisons est assez simple. Doyon et Larivière ont débuté leur carrière en donnant des spectacles ici et là dans les écoles secondaires. C'était un passe-temps.

Récemment, il y a eu le dernier Festival franco-ontarien, où le groupe a joué pour la première fois sur une grande scène, devant un bon public. Ils ont alors décidé de produire un disque. Ce qui est remarquable, c'est qu'il s'agit d'une production indépendante, financée grâce à une pré-vente et à des commanditaires.

On ne s'attend pas à que des jeunes de 21 ans lancent un disque compact inspiré de la musique traditionnelle canadienne-française. C'est pourtant bien le violon, la guitare, l'harmonica, l'accordéon et la mandoline qui résonnent dans nos oreilles: «On a un son folklorique, mais moderne», précise Fritz Larivière. Deux Saisons puisent ses influences chez des groupes comme Garolou, les Colocs et les Frères à cheval.

Le premier objectif des quatre membres de Deux Saisons est...de terminer leurs études! Doyon, Larivière et Grainger sont à l'Université d'Ottawa, tandis que Guillaume Proulx étudie à la Cité collégiale. Et ensuite: «Avec la sortie d'un album et un public qui se développe, on espère en faire une carrière», admet Larivière.

A surveiller: la première chanson du disque, Madame Nature, a un petit côté commercial et il ne faudrait pas se surprendre qu'elle tourne souvent à la radio.

Deux Saisons, Entre le solstice et l'équinoxe, Distribution APCM.

APF



Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9

Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Premier directeur des firmes d'affaires de la FFT

Paul Lecomte, d'est en ouest mais toujours au nord

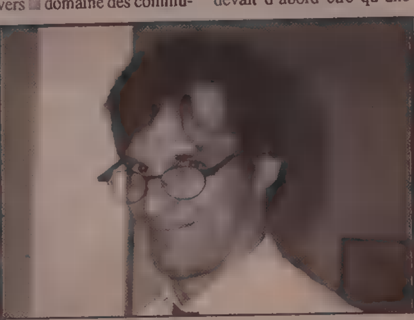
Paul Lecomte vient de débarquer à Yellowknife. Après avoir passé quatre ans [redacted] Kuujjuaq dans le nord du Québec, cet amoureux du froid et des grands espaces vient prendre en main la réorganisation financière de la Fédération Franco-TéNOise.

Paul Lecomte a grandi au Québec, mais il [redacted] toujours voulu explorer le Nord. «Ça remonte à quand j'avais cinq ans», dit-il, «c'est un rêve d'enfant. J'aime beaucoup plus les régions fraîches que les chaudes». Son aventure nordique, commencée à Kuujjuaq il y [redacted] quatre ans, [redacted] poursuit donc ici, à Yellowknife.

Le cheminement de Paul jusqu'à son arrivée dans la capitale des TNO est assez impressionnant, et ses 32 ans sont déjà remplis d'expériences riches et diversifiées. Malgré sa nature très calme et sa voix douce, Paul est un fonceur. À douze ans, [redacted] baladait avec son appareil photo et vendait ses premières images. Quelques années plus tard, il était prêt à se lancer [redacted] affaires.

Ses intérêts et entreprises personnelles [redacted] sont entrecroisés avec des études en agronomie, en économie et en enseignement. Le tout a pris une tangente côté commerce, production et ressources naturelles.

La passion de Paul pour la photographie ne s'est jamais éteinte et l'a fait bifurquer vers [redacted] domaine des communications. Parallèlement à des emplois reliés à [redacted] études, comme par exemple celui d'acheteur international pour la compagnie Provigo et celui de coordonateur des programmes de gestion de la faune à Kuujjuaq, il a toujours fait de la consultation [redacted] son compte dans le milieu journalistique et celui de la production graphique.



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Paul Lecomte, directeur de Grand Nord

L'épisode Kuujjuaq ne devait d'abord être qu'une parenthèse pour Paul, question de vérifier si ses rêves d'enfant collaient à sa réalité. Quatre ans plus tard, on peut conclure qu'il avait rêvé juste; il [redacted] quitté Kuujjuaq, mais le Nord le tient encore!

Cependant, Yellowknife est un endroit très différent des autres collectivités nordiques qui sont généralement très petites et isolées. Mais Paul est prêt à vivre de nouvelles expériences :«le Nord m'intéresse [redacted] sens large et Yellowknife me semble très particulière, quoique le côté isolement des autres communautés ne m'ait jamais embêté».

La Fédération Franco-TéNOise a fait appel à Paul pour son projet Grand Nord. Ce projet consiste à développer des initiatives commerciales à moyen terme qui deviendront des sources de financement complémentaires aux subventions des gouvernements qui diminuent très rapidement.

En fait, il s'agit de compenser les coupures en créant des entreprises à but lucratif qui permettront aux regroupements associatifs qui composent la Fédération de vivre adéquatement. Selon Paul, en finançant leurs activités avec des profits générés par des entités commerciales satellites, la Fédération et ses associations s'assurent une meilleure permanence et davantage d'autonomie.

Pour Paul, c'est un peu comme assembler les morceaux d'un casse-tête et il est très emballé par ce projet. «Au lieu de me limiter à une entreprise personnelle, je vais m'ouvrir à une entreprise commerciale qui englobe plus de gens. C'est un défi très intéressant. C'est là où j'en suis rendu...».

Natali Lefebvre

Portrait de francophones

Des francophones qui ont bonne mine

Annette Lemay est née en 1922 [redacted] Montréal. Aurel Lemay est né au lac la Biche, [redacted] Alberta, en 1920. Ils [redacted] sont rencontrés à Yellowknife en 1951. Aurel y habitait déjà depuis dix ans et travaillait dans les mines; Annette y était en vacances, supposément pour un an. Le 17 mai 1952, ils se mariaient [redacted] la vieille église St.Pat's, dans la vieille ville. Ils n'ont pas quitté Yellowknife depuis.

C'est le manque de travail en Alberta qui [redacted] poussé Aurel à venir chercher de l'ouvrage dans les mines du nord, qui commençaient alors à s'ouvrir. C'était en 1941. À l'époque, Yellowknife n'était encore qu'un village, construit autour du monticule de roche où se trouve aujourd'hui le Bush Pilot Monument. Les mines représentaient la source d'emploi principale, et Aurel y [redacted] travaillé jusqu'à [redacted] retraite. Quarante ans dans les mines; trente pour Cominco, dix pour Negus.

Le couple n'a jamais eu d'enfants et n'a pas de famille qui habite le Nord non plus. Cependant, les Lemay gardent un contact étroit avec leurs proches, qui sont venus en visite à quelques reprises. Sans compter qu'Annette envoie environ 140 cartes de Noël chaque année!

Il y a bien longtemps qu'Annette et Aurel se sont installés ici. D'ailleurs, ils sont fiers de dire que Sylvia, la demi-soeur d'Aurel, dont ils se sont occupé pendant huit ans, a été le premier bébé blanc [redacted] être baptisé à Ndilo : «c'était elle la première au village indien. C'était la seule place où y'avait un prêtre!», disent-ils en riant. Ceux qui sont arrivés [redacted] même temps qu'eux et qui sont encore ici [redacted] font rares; après leur retraite, ils [redacted] presque tous déménagés vers le sud.

Les Lemay ont vraiment fait de Yellowknife leur chez-soi. Ils sont attachés à leur petite maison, bien campée sur un terrain qu'ils ont eu pour 119$, en 1953, et [redacted] leur entourage en général. «On a tout planté nos arbres nous autres mêmes. On est chez nous. On [redacted] jamais eu de trouble à se faire amis avec nos voisins pis tout ça. On a réellement des bons voisins», dit Aurel. Annette ajoute : «On en a une qui retourne en Ontario, alors on l'a emmenée pour un brunch à l'Explorer. On était 18 de nous autres. Y'en a toujours un [redacted] pis un autre qui part, mais c'est la vie. On a toujours aidé tous ceux qu'on pouvait; ça nous [redacted] tenu occupés pis heureux».

À leur arrivée, les Lemay faisaient partie des quelques rares francophones de Yellowknife. Par contre, en plus de quelques autochtones, Aurel se rappelle avoir connu un certain nombre d'Européens : des Norvégiens, des Finlandais, des Ukrainiens, mais surtout des Italiens. Tous travaillaient ensemble à la mine, et chacun était invité lors des mariages, baptêmes et premiè[redacted] communions. «On était de la famille! Mais beaucoup sont partis d'ici et sont allés en Ontario et dans le B.C., à cause des arbres fruitiers; les Italiens, y faisaient leur vin...», dit-il.

Annette s'est impliquée longtemps dans le Catholic Women's League et le marché aux puces. Bien qu'elle ait choisi de ne pas ajouter [redacted] cela une participation aux activités de l'Association franco-culturelle de Yellowknife, elle affirme qu'il est important pour elle de pouvoir parler sa langue maternelle. Ni elle, ni Aurel [redacted] parlaient anglais à leur arrivée, bien qu'aujourd'hui, ils vivent essentiellement dans cette langue, sauf quand ils sont entre eux.

Un jour, lors d'un procès [redacted] français, Aurel a été choisi comme membre du jury. 200 francophones de Yellowknife étaient présents à la cour. Aurel n'avait jusque là jamais vraiment réalisé à quel point la communauté francophone avait grandi depuis les années 50 : «on se regardait pis on disait : «Ah ben mautadit, tu parles français, toi?», on était tout surpris de se voir là!», [redacted] rappelle-t-il, amusé.

Tous les deux trouvent bien triste que les enfants de francophones qui grandissent ici perdent bien souvent la langue de leurs parents. Ils pensent qu'il faudrait que ceux-ci imposent l'usage du français à la maison : «Quand l'enfant parle courramment les deux langues, ben y'oubliera pas. Sinon, tu leur parle en français, pis y te répondent en anglais. C'est une méchante habitude, alors, il faut que les parents soient stricts».

Le conseil à suivre selon Aurel : «Parle ton langage comme un vrai enfant»!

Natali Lefebvre



Attila hypnotise Yellowknife

Vos paupières sont lourdes...

La semaine dernière, Yellowknife était l'hôte de trois soirées peu ordinaires. Attila était en ville, et après sa visite, ceux qui croient toujours que l'hypnose, c'est arrangé, n'étaient de toute évidence pas présents au spectacle.

L'hypnotiseur ukrainien et son partenaire, Chris Yuill, magicien-humoriste, devaient donner deux soirs de spectacle aux bars «the Gallery», et «the Cave», mais leur succès a été tel qu'on leur a réclamé une supplémentaire et qu'on leur a demandé de revenir pour le Caribou Carnival.

Plusieurs personnes sont sceptiques devant le phénomène qu'est l'hypnose, surtout quand il s'agit [redacted] faire un amusement pour les foules. Pourtant, quand on a sous les yeux un ami, [redacted] parent ou un confrère de travail qui se prend pour James Bond et qui utilise sa chaussure comme téléphone, le scepticisme en prend pour son rhume!

Devant une salle pleine à craquer de gens qui s'époumonnaient de rire, Attila [redacted] transformé des couteaujaunois en Fred Caillou, Michael Jackson, Elvis Presley, Madonna (qui m'a fait une vraie crise de vedette quand j'ai voulu la photographier), Dolly Parton (personnifiée par un homme), Village People, Astro Jojo, Ghostbusters et j'en passe. Il les a fait rire, pleurer, avoir peur, chanter, danser. Il y en a même un qui a dévoré goulument un oignon cru en croyant que c'était une pomme bien juteuse.

Le public était complètement estomaqué. Comment tout cela est-il possible?

Attila croit qu'apprendre l'hypnose est à la portée de chacun. Il n'y [redacted] là-dessous aucune question de pouvoirs surnaturels. Il faut y mettre du temps et comprendre les mécanismes que l'on déclenche, c'est tout. Lui-même [redacted] d'abord appris dans des livres avant d'étudier pour devenir hypnothérapeute. Le spectacle est venu par [redacted] suite, et Attila le fait par plaisir. Il souligne que ce sont les gens qu'il hypnotise qui sont responsables de son succès. «Sans eux, pas de spectacle», dit-il, «moi-même, je suis toujours surpris de réaliser tout ce que recèle le subconscient».

L'hypnose suscite beaucoup de curiosité et on ne peut s'empêcher de se demander si l'on serait soi-même un bon sujet. Le seul moyen de le savoir, c'est de se prêter à l'expérience. «La plupart des gens sont hypnotisables», affirme Attila, «mais à différents degrés. Certaines personnes deviennent extrêmement impliquées dans ce que je leur demande de faire sous hypnose, alors que d'autres ne perdent jamais contact avec la réalité. Une chose importante cependant, est que l'hypnose ne change pas la personnalité. Si quelqu'un est frondeur dans la vie, il le sera aussi lors d'une transe hypnotique. Il est donc certain que quand je fais du spectacle, je regarde les caractères pour trouver ceux qui réagiront le mieux sur scène».

Attila mène un combat contre la majorité des hypnotiseurs qui se produisent sur les scènes canadiennes. Étonnamment, paraît-il qu'ils sont assez nombreux, environ une vingtaine en Alberta seulement. Le problème c'est que la plupart dégradent et humilient les gens qu'ils hypnotisent pour faire rire leur public, ce qui, selon Attila est inacceptable. Il insiste sur le fait que son spectacle est propre, qu'il n'a aucune difficulté à trouver des volontaires, et que tout le monde en ressort satisfait. «Personne ne s'est jamais plaint que je ne fasse pas simuler les phantasmes sexuels des gens sur scène. Mon spectacle est sain et je crois qu'il devrait y avoir des régulations qui empêchent qu'il en soit autrement», observe-t-il.

Et il a bien raison; son spectacle est à la fois drôle et intriguant. Et ce qui compte, c'est que la réponse qu'il reçoit du public, autant participants qu'observateurs, est fantastique.

Natali Lefebvre

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 37, vendredi 25 octobre 1996

Monument historique



Louis Mc Comber/L'Aquilon

Le bateau rénové de Joe Hesse va d'abord glisser sur la grève avant de fendre les dernières vagues de la saison. De face, le Calunus qui attent un meilleur sort.

Le Calanus, un monument historique de l'Arctique canadien

Un ajout de taille pour le musée ?

Plusieurs bateaux passent l'été en cale sèche sur la grève d'Iqaluit. Leurs propriétaires les retapent tranquillement, les repeignent et un de ces bons matins ils reprendront le chemin du vent du large. Ce n'est pas le cas du Calanus qui n'a pas repris la mer depuis qu'on l'a halé hors de l'eau à l'automne 1979.

Le Calanus est un spécimen à part. En fait, c'est [redacted] monument historique. Dans son temps, il [redacted] été le premier navire canadien de recherche océanographique dans les mers arctiques. Voir l'encadré [redacted] page 2 pour en connaître davantage sur le périple historique du Calanus.

Aujourd'hui le navire est la propriété de M. Bill Mackenzie d'Apex, qui aimerait bien intéresser quelque mécène [redacted] cette pièce de l'histoire du Nord. Abandonné sur la grève d'Iqaluit, [redacted] Calanus est tristement devenu la proie de vandales et de pilleurs qui arrachent et démolissent tout ce qui [redacted] de la valeur [redacted] bord.

M. Mackenzie [redacted] récemment proposé au musée Nunatta Sunaqutaangit d'Iqaluit d'aménager un site d'interprétation sur la plage à côté du musée pour y instal-

Calanus
Suite en page 2

Les droits scolaires des francophones

Une lutte sans fin

Même s'ils ont finalement obtenu le droit [redacted] gérer leurs écoles dans presque toutes les provinces, les parents francophones devront [redacted] résoudre [redacted] passer encore beaucoup de temps devant les tribunaux, s'ils veulent faire progresser leurs droits scolaires.

Le dossier scolaire fait encore l'objet de débats juridiques en Colombie-Britannique, en Alberta, au Manitoba, en Ontario, à l'Ile-du-Prince-Edouard et à Terre-Neuve. Même les Acadiens du Nouveau-Brunswick pourraient se retrouver devant les tribunaux pour défendre leurs droits scolaires, suite à l'abolition de tous les conseils scolaires de la province, tant anglophones que francophones.

«Il va falloir continuer à aller devant les tribunaux. On a l'essentiel, mais ne pensons pas que ça va régler tous les problèmes» avertit le sénateur et constitutionnaliste Gérald Beaudoin, qui rappelle qu'en droit constitutionnel: «l'édifice s'érige brique par brique, pierre par pierre....On ne peut pas tout gagner dans une seule cause.»

Quelque 120 personnes, dont les principaux avocats qui ont trempé [redacted] fil des [redacted] dans les causes linguistiques, ont fait le point sur la situation de l'éducation en langue française, lors d'un symposium organisé par [redacted] Commission nationale des parents francophones et le Centre canadien des droits linguistiques, qui avait lieu à Ottawa les 18 et 19 octobre.

«Les francophones sont condamnés à aller en cour pour aller chercher des jugements» selon Me Pierre Foucher de l'Université de Moncton. Mais certains parents, qui consacrent depuis des années temps, argent et énergie à défendre leurs droits scolaires, donnent des signes de fatigue.

C'est le cas de Mme Nicole Bourgeois de Cornwall, qui a fondu en larmes lors d'une table ronde en racontant que le gouvernement de l'Ontario exerçait des pressions pour que les parents (ils sont trois) retirent leur cause: «On m'en fait voir de toutes les couleurs...» La cause date de 1991 et n'a toujours [redacted] été entendue par un juge! Les parents réclament un financement équitable pour l'éducation en langue française de même que la gestion scolaire pour les Franco-Ontariens. Malgré l'aide financière accordée en vertu du Programme de contestation judiciaire, ils ont déjà déboursé 30 000 $ de leurs poches.

Jean-Claude Mahé, dont le nom est associé [redacted] célèbre jugement de la Cour suprême du Canada qui [redacted] reconnu en 1990 aux parents francophones le droit de gérer et de contrôler leurs écoles françaises, sympathise «énormément» avec ceux et celles qui se battent encore

Droits scolaires
Suite en page 2



Louis Mc Comber/L'Aquilon

Et vogue la galère!

Après deux années de travail de réfection, Joe Hess [redacted] enfin pu mettre son bateau à la mer et profiter un peu de la fin de la saison de naviguation. Alain Carrières, contracteur et président de la Chambre de commerce d'Iqaluit, est aux commandes du bélier mécanique. À l'arrière-plan, on aperçoit le Calanus, propriété de M. Bill Mackenzie.



Décès de Jim Bourque

La Nation métis [redacted] joint [redacted] la famille Bourque pour exprimer son chagrin face au décès subit [redacted] Jim Bourque survenu la semaine dernière lors d'un voyage d'affaires [redacted] Ottawa.

«Jim avait un don pour rapprocher les gens qui avaient des points de vue opposés; il l'a prouvé maintes fois lors de [redacted] carrière politique, autant dans les TNO qu'internationalement. Il [redacted] dédié sa vie [redacted] son travail au bien-être de tous les autochtones. Sa mort est une grande perte pour nous», a déclaré Gary Bohnet, président de la Nation métis.

Les dons [redacted] Programme d'éducation sur le diabète de l'hôpital Stanton de Yellowknife sont les bienvenus.

CANOL : [redacted] route historique

Ethel Blondin-Andrew, députée du Western Arctic a dévoilé une plaque de la Commission des lieux et monuments historiques du Canad afin de souligner l'importance historique nationale de la route CANOL.

La route CANOL était un projet parrainé par les militaires américains.Elle [redacted] été construite pendant la Deuxième Guerre mondiale pour garantir l'approvisionnement en pétrole des bases situées dans le Nord du Canada et en Alaska. Près de 30 000 personnes ont participé à la construction de ce chantier qui comprenait un oléoduc, des sentiers d'hiver, des lignes téléphoniques, des pistes d'aterrissage, des campements et une route toute saison s'étendant depuis les champs pétrolifères de Norman Wells jusqu'à une raffinerie de Whitehorse.

La plaque sera installée [redacted] permanence sur la rive du Mackenzie opposée à Norman Wells, et fera partie du parc territorial aménagé [redacted] l'emplacement du camp CANOL.

Abus sexuel sur les enfants

Une nouvelle coalition contre les abus sexuel sur les enfants, supportée par entre autres Jack Anawak, le YWCA de Yellowknife, le Family Counselling Center d'Inuvik et la Nation dénée, cherche à obtenir davantage de soutien.

«Les abus sexuels sur les enfants sont un très sérieux problème dans les TNO et sont un facteur important dans l'étendue des problèmes d'alcoolisme, surtout chez les femmes. Il est bon de constater qu'il y a des gens qui sont prêts à travailler avec nous pour les combattre», [redacted] déclaré Martha Flaherty, membre de la coalition et présidente de Pauktuutit, l'organisation nationale des femmes inuit.

«En faisant face ouvertement au problème et en unissant nos forces pour amener le gouvernement à collaborer avec nous pour développer un programme de réhabilitation, nous faisons les premiers pas vers une guérison dont les TNO ont grandement besoin», [redacted] ajouté Rita Arey, présidente du Conseil du Statut de la femme dans les TNO.

La GRC à l'école

La GRC ouvre le 25 octobre un nouveau bureau de liaison [redacted] l'intérieur de l'école secondaire Inukshuk d'Iqaluit.

Il ne s'agit pas là d'une réaction à un taux de criminalité grandissant chez les jeunes, mais plutôt d'une manifestation de la volonté de briser les barrières entre les étudiants et la police. Un officier sera présent en permanence pour donner de l'information. Des vidéos, livres et dépliants sur la police, les lois, l'alcool et les drogues seront aussi disponibles.

La GRC espère que cette initiative aidera les jeunes et les membres des forces policières à mieux se comprendre mutuellement.

Natali Lefebvre

Calanus

Suite [redacted] une

ler pour de bon le Calanus, puisqu'il témoigne d'un moment important de la recherche scientifique canadienne dans le Nord.

Les réparations à apporter [redacted] navire dans un tel cas seraient d'ordre mineur et au lieu d'avoir [redacted] épave à montrer aux visiteurs et touristes, Iqaluit pourrait se retrouver avec une attraction touristique éducative.

Le musée prendra une décision à la prochaine réunion de son conseil d'administration.

Louis Mc Comber

Historique du Calanus

L'histoire du Calanus remonte à 1947 quand le ministère fédéral des Mines et des Ressources, ancêtre de notre présent ministère des Affaires indiennes et du Nord, ordonna une exploration marine de la baie d'Ungava pour y découvrir de nouvelles ressources. Très peu de recherches biologiques avaient été entreprises par [redacted] Canada dans l'Arctique avant 1945. Cette première expédition démontra le besoin d'affréter un bâtiment spécialement conçu pour la recherche océanographique.

Les plans du Calanus furent confiés à la firme d'architectes navals German and Milne de Montréal. Il fallait concevoir un bateau extrêmement solide pour pouvoir affronter les conditions de navigation polaire. À l'époque les chantiers maritimes maîtrisaient toujours l'art de la construction de bateaux en bois. Le Calanus fut construit en Nouvelle-Écosse, aux chantiers de Mahone Bay [redacted] 1948. La partie immergée de la coque est faite de planches de bouleau jaune tandis que le reste est en chêne. La membrure est aussi taillée dans le chêne blanc. D'une longueur de 15 mètres, le Calanus était propulsé par un engin diesel de 77 chevaux, et pouvait naviguer à une vitesse de croisière de 7 noeuds.

Le navire pouvait accommoder huit passagers dans sa petite coque. Il était aussi doté d'équipement de recherche spécialisé comme des chaluts qui lui permettaient de ratisser le fond des mers. Son nom Calanus lui vient d'un minuscule crustacé des mers polaires très prisé des mammifères marins.

Les chercheurs de la Station de Biologie Arctique, affiliée à l'Université Mc Gill, explorèrent la baie de Frobisher en 1951, se concentrant sur les espèces de plancton, pendant que le Dr E.H. Grainger poursuivait une étude sur l'omble de l'Arctique de la rivière Sylvia Grinnel. A partir de 1953, des recherches portèrent sur les troupeaux de morses de la Baie d'Hudson. Plus tard l'équipe du Calanus s'intéressa aux phoques à anneaux de la région de Cape Dorset, puis pendant une autre saison dans la région de Churchill, D. Sergeant préleva des échantillons sur 200 bélugas pour analyse. Le navire de recherche bourlingua même au cours des ans jusqu'à la mer de Beaufort et à l'île Herschel.

En 1955 sous les commandes du capitaine Hans Andersen, un navigateur groënlandais, et avec le Dr E.H. Grainger à bord comme chercheur, le Calanus fut immobilisé par les glaces à l'île d'Igloolik dans la baie de Turton. Exactement au même endroit où l'explorateur anglais Sir Edward Parry fut coincé avec ses deux navires le Fury et le Hecla en 1822-1823 quand il recherchait le fameux passage du Nord Ouest. Les deux hommes hivernèrent dans la cabine de 4 par 3.5 mètres chauffée confortablement au mazout et reçurent la visite de nombreux chasseurs Inuit qui savaient apprécier un bon café chaud au beau milieu des glaces.

Pendant près de trente ans donc, le Calanus a été le bâtiment le plus important pour la recherche océanographique dans les régions polaires [redacted] Canada.

Louis Mc Comber

Références:

M.J. Dunbar, Calanus, New Arctic Research Vessel, Arctic, May 1949

M.J. Dunbar, The Calanus expedition in the Canadian Arctic, 1947 to 1955, Arctic, Vol.9 #3, 1956

E.H. Grainger, Calanus: grand old lady of Arctic research. Canadian Geographic, vol 102,#2, p.70-73, 1982

E.H. Grainger, The M.V. Calanus, Arctic, Vol.#4(Décembre 1995)

Droits scolaires

Suite de la une

pour leurs droits scolaires. Lui qui [redacted] vécu une bataille juridique qui a duré près de 9 ans en Alberta, il en est venu à la conclusion que la lutte n'aura pas de fin pour les parents: «Je [redacted] peux pas voir comment ça sera autrement. C'est la condition même du minoritaire. [redacted] faut toujours être aux aguets.»

Cela dit, il pense que les associations francophones devraient venir en aide plus rapidement aux parents qui se lancent dans des luttes juridiques: «Il y a des parents qui sont trop délaissés dans leur cause.»

Maintenant que les provinces ont accepté la création de commissions scolaires francophones, la Commission nationale des parents francophones (CNPF) entend maintenant convaincre le gouvernement fédéral d'investir les sommes nécessaires pour sauver de l'assimilation «la génération F», c'est-à-dire la génération de francophones qui fréquentera l'école française entre 1997 et 2009.

Seulement 59 pour cent des jeunes «ayants droit» fréquentaient une école de langue française en 1991.

APF

Horaire de CFRT-MF

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi
7 :30 à 9 :00 Les p'tits matins d'Iqaluit avec Daniel Cuerrier				
18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Apprenons l'inuktitut avec Rhoda Pudlat et Louis McComber 20 :00 Laboratoire radiophonique CFRT-MF 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18:30 Francoforme avec Gaétan Samson 19 :00 L'envol avec Réjean Ouellet 20 :30 À l'écoute du développement 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Le ranch à Roger avec Roger Dubé 20 :00 Mungo Live and Louder with Mungo Ireland 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	17 :00 Entre les lignes avec Todd Philips et Louis McComber 18 :30 Nunavut : case départ avec Anne-Marie Coulombe et Louis McComber 20 :00 D'un sujet à l'autre avec Nicole Beaulieu 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Nat-Is avec Claude Martel

Samedi	Dimanche
14 :00 Ça me dit de quoi 18 :30 Top Shape with Gaétan Samson 19 :00 Jamane with Jane, Neeve and Mary-Elyse	20 :00 Au pays des rêves avec Louis McComber 21 :00 Au sud du Sud avec Louis McComber

MOI AUSSI J'ECOUTE CFRT
107.3 IQALUIT

Viviititut... yes sir!

Réactions à l'ébauche de constitution

Plutot favorables

L'ébauche d'une constitution pour l'Ouest des TNO vient [redacted] peine d'être rendue publique que déjà des organismes du Nord expriment leur appui au projet.

Le président de la Nation métisse, Gary Bohnet, estime que cette ébauche nécessite une mise au point, mais qu'elle est un pas dans la bonne direction.

«Elle [l'ébauche] nous propose un partenariat, ou une union, entre gouvernements public et autochtone, a indiqué M. Bohnet. C'est la seule approche acceptable pour la majorité des gouvernements autochtones de l'ouest.»

Tant Gary Bohnet que le coprésident du Comité de développement constitutionnel, George Kurszewski, se disent heureux que l'ébauche reconnaisse les droits des Métis en matière de gouvernement autonome. George Kurszewski était le représentant des Métis du South Slave au sein du Comité.

Selon la formule proposée, les Métis auront droit [redacted] deux des huit sièges de l'assemblée autochtone.

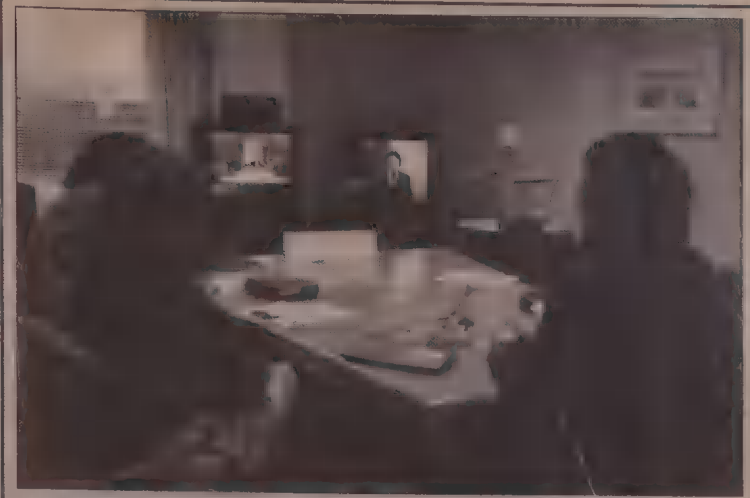
Les deux porte-parole de la Nation métisse [redacted] disent heureux de retrouver plusieurs des principes du rapport de la Commission Bourque qu'ils avaient appuyé fortement en 1992.

Gary Bohnet siège également au Sommet aborigène, un regroupement informel de leaders autochtones de l'Ouest des TNO. Ces derniers se sont réunis [redacted] l'occasion du dévoilement du projet de constitution. Une majorité d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'un bon point de départ mais que beaucoup de travail reste à faire pour l'améliorer.

Les leaders du Sommet [redacted] sont entendus pour se rencontrer à nouveau afin de formuler une position commune sur la Constitution de l'ouest. «Nous désirons être les premiers [redacted] développer une entente parallèle sur les gouvernements autonomes autochtones tel que mentionné dans l'ébauche», [redacted] annoncé M. Bohnet.

Le Conseil tribal du Deh Cho demeure toujours la seule voix discordante du côté des Premières Nations. Ses membres ont refusé de participer [redacted] Sommet des leaders autochtones tant que leurs propres aspirations en matière constitutionnelle ne seront reconnues.

Alain Bessette



Natali Lefebvre/L'Aquilon

La technologie au service des TNO

Le 17 octobre dernier, une vidéo-conférence a permis au Dr Jon Gerrard, secrétaire d'État pour la Diversification économique de l'Ouest ainsi qu'à Stephen Kakfwi, ministre des Ressources, de la Faune et du développement économique, de se joindre [redacted] d'autres ministres des provinces de l'Ouest afin de signer un accord de coopération en science [redacted] technologie qui reliera tout l'ouest du pays. L'accord, qui porte le nom de Mémorandum de Compréhension, devra faciliter les nouvelles initiatives dans l'industrie des sciences et de la technologie.

Le Mémorandum de Compréhension se concentrera tout d'abord sur la collaboration dans trois secteurs en particulier; les parties devront travailler ensemble pour développer des investissements stratégiques, renforcer les efforts de commercialisation, et promouvoir la connaissance des avantages économiques des sciences et de la technologie.

«Le monde de l'économie vit des transformations fondamentales qui passent à travers l'industrie basée sur la connaissance», déclare Dr Gerrard, «tout comme la vapeur [redacted] été le moteur de la révolution industrielle, le savoir et l'information sont les racines des changements qui sont présentement en [redacted] dans notre société. Par le Mémorandum, je suis fier de me joindre [redacted] mes partenaires des autres provinces pour créer des approches qui permettront d'augmenter l'emploi et de favoriser la croissance économique à travers tout l'ouest du Canada».

Un tel accord devrait être significatif pour les TNO. Non seulement [redacted] application pourrait permettre un meilleur partage de l'information et de la technologie entre les provinces, mais elle rapprocherait aussi les TNO du reste du Canada.

«Nous adoptons toutes les formes de technologie qui peuvent nous aider à réduire les vastes distances qui créent des séparations autant à l'intérieur de notre territoire qu'avec le reste du Canada», dit M. Kakfwi, «nous sommes très heureux de prendre part [redacted] cet accord qui nous permet d'avoir accès aux ressources des différentes parties de notre pays».

Un groupe de développement de stratégies a été formé afin de permettre aux gouvernements de collaborer avec l'industrie dans le but d'utiliser [redacted] maximum les ressources en biotechnologie, technologie de l'information et production de matériel scientifique et technologique.

On prévoit offrir aux agents de développement de la technologie un sommaire des pratiques les plus avancées dans le monde qui leur permettra de transformer les idées et les technologies nouvelles en en une réalité commerciale actuelle.

Natali Lefebvre

Autres Échos

Festival of the Midnight Sun

Le Festival of the Midnight est heureux d'annoncer la nomination de Maureen Jaud au poste de présidente de son association. Les organisateurs du festival préparent déjà la sixième édition de cette fête célébrant la diversité des arts dans les Territoires du Nord-Ouest. Ce sera donc un rendez-vous l'été prochain, du 7 [redacted] 13 juillet.

Promotion des langues officielles

Les résidents du Nord qui aident à la promotion de leur langue sur [redacted] base volontaire sont maintenant éligibles à un nouveau prix. Le prix [redacted] question vise à récompenser les efforts faits pour promouvoir l'usage quotidien des langues autochtones et du français. Il a été créé par le bureau des langues officielles des TNO pour souligner le Mois des langues autochtones et la Semaine de la francophonie.

Un finaliste représentant chacune des langues officielles sera choisi par un jury sélectionné par le premier ministre Don Morin. Les gagnants se verront remettre une plaque et 250 dollars. Ils devront aussi choisir un organisme impliqué dans le développement des langues, qui recevra également 250 dollars en leur nom. Les formulaires d'inscription sont disponibles à la bibliothèque municipale.







ÉDITORIAL

Le bien et le mal

La rhétorique opposant la vie traditionnelle «propre et saine» [redacted] la vie moderne, cause de pollution, de dispariton d'espèces animales et végétales, et de tous les maux du monde n'est pas sans fondement mais est certainement exagérée.

Un déné arrive à une nouvelle rivière, il jette une allumette à l'eau en guise d'offrande [redacted] la terre et [redacted] la nature. Geste traditionnel. Peu de temps après, il prépare [redacted] autre gallon d'essence pour le moteur hors bord en y ajoutant un litre d'huile. Le contenant de plastique rejoint l'allumette dans le cours d'eau.

Un autre s'arrête sur les berges pour y cuire les fruits de sa pêche sur un bon feu de bois. À la fin du repas, il repart sans un coup d'oeil aux braises qui brûlent toujours.

Un famille arrive dans une zone d'accouplement de caribous et y abat autant de caribou qu'elle peut. Dans une génération, le nombre de membres de cette famille aura doublé ainsi que le nombre de caribou qui seront abattus.

Il s'agit de petits gestes liés à la culture traditionnelle (sauf pour le litre d'huile) qui peuvent occasionner des torts à la nature. C'est que ça fait déjà plusieurs générations que l'on jette les rebuts à la rivière, que l'on laisse les braises brûlées sans surveillance et que l'on chasse pour se nourrir.

En raison de la faible population, ces gestes ne portaient pas à conséquence. Malheureusement, avec l'explosion démographique des populations autochtones, liée [redacted] de meilleurs soins médicaux et des conditions de vie plus faciles, ces gestes traditionnels doivent disparaître si l'on ne veut pas causer des dommages irréparables à l'écosystème arctique.

La rhétorique tradition versus progrès prend une toute autre dimension. Pour préserver cette nature, [redacted] faune et sa flore, il faut changer ces moeurs traditionnelles ou bien contenir le niveau de population [redacted] revenant [redacted] des conditions ou la mortalité infantile est un élément stabilisateur entre la population humaine et son environnement.

Les choix sont soudain moins tranchés, moins noirs et blancs. Finie la dichotomie manichéenne «mauvais progrès et bonnes traditions» sachant qu'il y a parfois des traditions culturelles dommageables et des progrès nécessaires.

Alain Bessette

CONTENTIEUX TERRE-NEUVE-QUÉBEC

JE SUIS CHOQUÉ!

BRIAN TOBIN





Alain Bessette/L'Aquilon

Un groupe d'élèves de l'école Mildred Hall de Yellowknife [redacted] chanté l'hymne national du Canada pour clôturer les cérémonies de dévoilement de l'ébauche de Constitution pour l'Ouest des TNO.

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

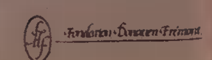
Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber, Stéphane Cloutier
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

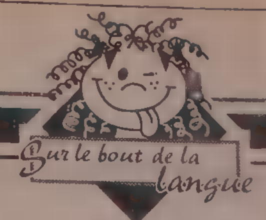
L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi [redacted] 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone







Le ping-pong linguistique

Peu de gens savent que cathedral, university et mortgage ont une origine bien française. On [redacted] plutôt l'habitude d'entendre parler d'emprunts indésirables en sens inverse, c'est-à-dire des anglicismes indésirables. Mais le français et l'anglais ont joué au ping-pong avec les mots au fil des siècles, car ces deux langues se côtoient depuis 1066, date de l'invasion des Normands en Angleterre. Il fut un temps où la cour d'Angleterre avait adopté le français comme langue d'usage, entre le XIe et le XIIe siècle.

La petite histoire rapporte même que le roi d'Angleterre Edouard III ne parvenait pas à prononcer correctement un discours en anglais, alors même qu'on lui doit la «victoire» de l'anglais sur le français [redacted] 1346, lors de [redacted] bataille de Crécy qui marque le commencement de la Guerre de Cent Ans. Ce long conflit entraîne une assimilation de la population francophone en Angleterre, au détriment du français. Avant cette «défaite», la langue française avait connu une immense vitalité durant trois siècles en Angleterre. Son prestige s'étendait d'ailleurs [redacted] tout le continent européen et la plupart des gens cultivés parlaient cette langue, particulièrement en Hollande et en Allemagne.

Pour en revenir [redacted] ping-pong, retenons les mots parlement, budget et humour. En 1200, parlement désigne une cour de justice formée de spécialistes non rattachés à la cour du roi de France. L'Angleterre emprunte ce mot, le transforme en parliament et lui donne un nouveau sens : celui des deux organismes de pouvoir législatif (la Chambre des lords et la Chambre des communes). Le mot revient en France vers 1825, débarrassé de son sens judiciaire.

Au Moyen Âge, la bougette servait à transporter la monnaie, dans un petit sac suspendu [redacted] la taille. En adoptant le mot, les Anglais l'écrivent et le prononcent budget. Sous cette forme, le mot retraverse la Manche dans l'autre direction vers 1806, avec son sens anglais de gestion financière. Quant à l'humour, il a été emprunté vers le xviie siècle du mot français humeur, qui désignait alors des liquides du corps humain (urine, sang) auxquels on attribuait [redacted] influence sur le caractère. La langue anglaise [redacted] spécialisé le sens d'humeur et adapté son orthographe. Humour revient en français vers 1693. Le plus drôle, c'est qu'humoriste désignait une personne maussade (qui avait trop d'humeurs ou les mauvaises) avant de prendre son sens d'aujourd'hui.

Comme l'anglais est la langue de la technologie, [redacted] direction des emprunts semble presque irrévocable au xxe siècle. Cependant, même dans un domaine aussi spécialisé que l'informatique, l'anglais [redacted] emprunté telematics de télématique (ensemble des services d'information fournis à travers un réseau de télécommunications). Depuis 1900, l'anglais a également adopté au pair, camouflage, confuse (v.), garage et syndicalism sans oublier la poutine des restaurants de bouffe-minute (fini le fast-food). Juste retour des choses, puisque [redacted] poutine, qu'elle soit acadienne [redacted] québécoise, doit probablement [redacted] forme à l'anglais pudding...

Annie Bourret (APF)

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@vcn.bc.ca.



Louis Mc Comber / L'Aquilon

Le nouveau conseil d'administration de l'AFI, de gauche à droite et de bas en haut : Ginette Leblanc, Nicole Beaulieu, Jacques Fortier, Rachelle Lauzon. 2e rangée : Réjean Ouellet, Germain Saurette

L'Aquilon a du fil à retorde à Iqaluit

Lors du dernier conseil d'administration de l'Association Francophone d'Iqaluit, le 15 octobre dernier, une motion a été votée à l'effet de réviser les listes d'abonnement à l'Aquilon parmi les membres de l'AFI. Le texte de la proposition se lit comme suit : «Chaque membre du C.A. recueille une page de la liste des membres dans le but de faire une chaîne téléphonique afin de connaître l'intérêt des membres [redacted] recevoir l'Aquilon.»

Rejoint au téléphone par CFRT, Jacques Fortier, le nouveau président de l'AFI, a expliqué que le but de l'opération pour l'association est de sauver de l'argent et non de porter [redacted] critique sur la valeur de l'Aquilon comme outil de développement communautaire. Il semble qu'au bureau de poste d'Iqaluit, plusieurs copies de l'Aquilon se retrouvent tout de suite dans la poubelle. Il ne sert donc à rien que l'AFI paie des abonnements à des membres qui [redacted] sont pas intéressés au journal.

Par ailleurs l'Hôtel Toonooniq a accepté de distribuer l'Aquilon sur une base régulière à Iqaluit en le mettant [redacted] le comptoir de sa salle à manger et les lecteurs mordus qui ne sont pas encore abonnés sauront maintenant où trouver le journal francophone controversé des TNO !

Louis Mc Comber

COURRIER DU LECTEUR

En direct du Net

Page Web

Bien heureux de voir une autre page web francophone, surtout du Grand Nord. Je me présente : Marcel Plamondon, conseiller économique fédéral pour le Grand Nord...de l'Abitibi/Témiscamingue et de l'Outaouais.

Je vous invite à visiter ma page web régionale, celle de la Petite-Nation (http://w3.franco.ca/petite-nation) ainsi que mes Chroniques PME qui répertorient les ressources internet francophones pour les petites entreprises (http://w3.franco.ca/pme).

Je demande à mon copain du site de la Francophonie canadienne de vous mettre un signet dans sa page.

Au plaisir de correspondre avec vous. Bonne chance avec votre page.

Marcel Plamondon

Orientation L'Aquilon

Salut Alain, je lis avec une certaine surprise que tes lecteurs ne sont pas intéressés à entendre parler de [redacted] francophonie canadienne. J'espère qu'ils ne sont pas trop nombreux dans le réseau à penser de la sorte, parce qu'il va alors falloir réviser le mandat qu'on m'a confié il y a 8 ans. Bonne journée.

Yves Lusignan
Association de la presse francophone

Enjeux environnementaux

D'une pensée occidentale à une pensée autochtone

On prend tous un peu pour acquis le progrès. À vrai dire, on [redacted] conçoit guère notre vie contemporaine sans lui. Pensez-y deux minutes. Que feriez-vous sans électricité, sans maison, sans voiture, sans avion, sans appareils ménagers, sans ordinateur ou sans produits esthétiques?

Le progrès c'est notre passeport pour [redacted] vie meilleure. Grâce à lui, les hommes et les femmes se libèrent de l'emprise de la nature. Leur vie quotidienne [redacted]'en dépend plus directement.

Le progrès c'est aussi la clé de l'efficacité. Il augmente la compétitivité entre nos sociétés de marché.

Depuis la révolution galiléenne et le siècle des lumières, le progrès est [redacted] but en soi [redacted] atteindre et à poursuivre. «On n'arrête pas le progrès», dit-on. Cela va de soi, bien entendu!

Imaginez donc maintenant [redacted] réaction des Européens et des Canadiens lors de leurs premiers voyages en Amérique et dans le Nord, et le contexte dans lequel les premières interventions gouvernementales ont été réalisées dans l'Arctique canadien.

En fait, le contraste était frappant. Les voyageurs occidentaux rencontraient sur leur passage des peuples qui dépendaient radicalement de [redacted] pour leur survie. Puisque le progrès n'avait pas fait son chemin dans ces contrées, les voyageurs [redacted] demandaient bien s'ils avaient affaire [redacted] des animaux plutôt qu'à des humains! D'ailleurs, les autochtones seront longtemps perçus comme des «sauvages».

Dans l'Arctique canadien, les premières politiques d'intervention du gouvernement avaient pour but explicite de civiliser les «Esquimaux», de leur apporter le progrès et de développer le Nord. Ainsi, ces derniers seraient égaux aux Canadiens pour l'accès à l'éducation, à l'emploi [redacted] pour l'exploitation des ressources nordiques.

Mais globalement, qu'est-ce que le progrès? Le progrès c'est de repousser les limites de la nature. C'est lorsque le bout de gazon en arrière de chez-soi rétrécit, lorsque les arbres de notre quartier disparaîssent peu à peu pour laisser place [redacted] résidences et aux routes. Le progrès c'est également les espèces végétales et animales en voie de disparition, la contamination de la chaîne alimentaire de l'Arctique, la couche d'ozone, la pollution de l'air, de l'eau... «On n'arrête pas le progrès!»

À ce rythme, il faudra bien qu'un jour on s'arrête et qu'on se demande ce qu'il restera pour [redacted] enfants et nos petits-enfants.

Congrès mondial de la conservation

C'est pour cette raison que plus de 2000 participants de 130 pays se sont réunis du 13 au 23 octobre 1996 à Montréal au premier Congrès mondial de la conservation.

Sous le thème «Un regard sur la Terre», spécialistes de l'environnement, représentants gouvernementaux et écologistes ont débattu des enjeux environnementaux mondiaux, dans une perspective d'utilisation durable des ressources.

Ce qu'il y a de nouveau dans ce congrès, c'est la présence de représentants du ministère de la défense nationale américaine et de l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). Dans le passé, ces organisations furent plutôt réputées pour leur indifférence face à l'environnement. Que se passe-t-il donc?

Depuis la chute du mur de Berlin, on considère la difficulté grandissante d'accéder aux ressources naturelles comme le plus important danger pour la sécurité internationale. Le problème est donc sérieux.

On peut se rappeler le conflit de la guerre du Golfe ou, plus près de nous, les tensions survenues entre le Canada et l'Union européenne concernant le droit de pêche sur les côtes d[redacted] Terre-Neuve, alors que les stocks de morue sont au plus bas.

Une philosophie autochtone

Il n'y a pas à dire, il faut remettre en question notre philosophie d'exploitation des ressources naturelles. Mais d'où vient cette philosophie?

Notre société [redacted]'est développée sur une pensée judéo-chrétienne millénaire qui façonne d'une façon ou d'une autre notre vie moderne. Une telle pensée fait une coupure entre l'homme et [redacted] nature. L'humain est extérieur à la nature et il peut en exploiter les ressources comme il l'entend.

Résultat: nous avons une société moderne industrielle destructrice de ses ressources naturelles et d'elle-même.

Et les autochtones? Ceux-ci reconnaîssent également l'importance du développement pour leur société. Par contre, ce qu'ils souhaitent est un développement équitable et durable, c'est-à-dire qu'ils veulent participer au développement de leur région, mais en s'assurant que ce développement sera à long terme et qu'il respectera leur environnement, leur mode de vie et leur philosophie de la nature.

Pour les autochtones et les Inuit, l'homme fait partie intégrante de son environnement. Il ne peut s'en détacher car sa survie en dépend. C'est pourquoi ils ont le plus grand respect pour la terre. Elle est la mère nourricière des hommes. Lorsqu'un chasseur Inuk abat un phoque, il lui demandera toujours pardon, «mamiarna!», afin d'apaiser l'esprit de l'animal. Sans ce respect, l'animal ne se laissera pas reprendre deux fois... Homme et nature ne font qu'Un. Ils sont en interrelation.

Nous avons beaucoup à apprendre d'une telle perspective. On ne peut plus exploiter les ressources naturelles de façon inconsidérée.

On assistera peut-être à un retour des choses. Il faudra bien que nous devenions «sauvages» à notre tour, c'est-à-dire que nous devrons concevoir l'homme comme étant un élément parmi tant d'autres de l'environnement. Notre avenir à tous repose sur un équilibre fragile de la nature.

Dans ce contexte, je ne peux m'empêcher de reprendre l'une des pensées qu'écrivait Félix Leclerc dans «Le carnet d'un flâneur» en 1961 : «Il faudrait que l'Esquimau vienne nous civiliser».

Stéphane Cloutier

Résumé de l'ébauche de Constitution pour l'Ouest des TNO

Voici en quelques lignes les faits saillants de cette ébauche.

Les principes suivants ont guidé le Comité de développement constitutionnel dans la conception de l'ébauche de Constitution :

- Le nouveau gouvernement représentera et servira tous les résidents du territoire.

- Le nouveau système de gouvernement incluera des institutions de gouvernements autochtones aussi bien que de gouvernement public.

- La Constitution reconnaîtra, affirmera et accomodera les droits aborigènes et ceux des traités existants, y compris les traités contemporains et les droits inhérents à l'autonomie gouvernementale des autochtones. L'objectif est d'assurer aux autochtones une participation optimale au processus de prise de décision.

- Il y aura des institutions gouvernementales au niveau communautaire, central et régional.

- Une division du pouvoir sera développée afin de mettre en application les droits inhérents et de s'assurer que le niveau de gouvernement le plus approprié puisse offrir des services de façon efficace.

- La Constitution du territoire sera en accord avec la Constitution du Canada, y compris la Charte des droits et libertés.

- Le nouveau gouvernement reconnaîtra et appuiera l'application des ententes d'autonomie gouvernementale négociées par les Premières Nations et le Canada.

- Le gouvernement du Canada adoptera les lois créant la Constitution territoriale et appuyant les ententes d'autonomie gouvernementale. En conséquence, il doit être partie du processus de développement constitutionnel.

Le préambule d'une constitution présente les grands principes directeurs qui énoncent l'esprit dans lequel doit s'interpréter l'ensemble. Voici le préambule proposé. Il est à noter que l'ébauche laissait un espace vide là où devrait apparaître le nom du nouveau territoire.

Les peuples aborigènes ont traditionnellement vécus sur les terres de _____ depuis des temps immémoriaux et sont auto-gouvernés.

Des Canadiens de toutes les origines sont venus dans _____ et en ont fait leur foyer.

Les peuples aborigènes ont accepté par le biais des traités de partager leurs terres, leurs connaissances et leurs ressources.

Toutes les personnes de _____ ont un même objectif de construire une société nordique forte, unie et soucieuse du bien-être de tous, dans le respect des principes suivants:

- Les hommes et les femmes sont traités avec égalité et chaque individu mérite d'être respecté.

- Le respect et l'honorabilité des différentes cultures, traditions et langues sont un aspect vital de la société nordique.

- La santé et le bien-être de la famille, de la communauté et des terres est d'une importance primordiale pour les personnes de _____.

- Bâtir et partager un futur commun via le partenariat est essentiel pour toutes les personnes de _____.

- Le pouvoir de gouverner vient du peuple; le gouvernement doit servir le peuple en étant le plus près possible de la communauté.

Les langues aborigènes de l'Ouest, l'anglais et le français seront reconnus langues officielles.

Il y aura une seule Assemblée législative qui réunira au niveau territorial un gouvernement public et un gouvernement autonome autochtone. Cette assemblée comptera 22 députés. Quatorze de ces députés seront élus par le grand public et représenteront 14 circonscriptions électorales. Huit autres députés seront élus par la population autochtone. Ils représenteront les huit groupes suivant: les Inuvialuit, les Gwich'ins, les Dénés et Métis du Sahtu, les Dogribs, les Dénés et Métis du Deh Cho.

Ébauche

Suite en page 7

La culture inuit est encouragée

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ronald A. Irwin, a annoncé que le gouvernement fédéral octroyait à l'Institut culturel Avataq des fonds pour la mise en oeuvre de quatre projets culturels au Nunavik dans le Nord québécois. Ces projets permettront l'embauche d'au moins 64 jeunes.

Ces projets, qui recevront un financement total de 133 109 $, ont tous pour effet de promouvoir la culture inuit, tout en permettant aux jeunes d'acquérir des compétences techniques et traditionnelles.

Un camp d'apprentissage des compétences traditionnelles embauchera 11 adultes, dont quelques aînés, pour enseigner à 50 jeunes des techniques traditionnelles inuit de survie. Des aînés participeront également aux activités du camp en raison de leur connaissance particulière du mode de vie traditionnel inuit et de leurs capacités d'enseignement.

Une collection d'oeuvres d'art du Nunavik engagera quatre jeunes chargés de faciliter l'accès à la collection d'oeuvres d'art inuit en la présentant sur un CD-ROM trilingue. Cette collection sur CD-ROM permettra [redacted] seulement de promouvoir l'oeuvre de nombreux artistes inuit du Nunavik, mais constituera aussi un élément important de la célébration par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien du 50e anniversaire de l'Initiative de l'art contemporain inuit, qui se tiendra le 1er avril 1999.

Un projet de reconstruction d'habitations de Thulé fera participer six jeunes [redacted] des activités d'examen et d'identification de sites d'habitations traditionnelles, de cartographie et de photographie.

Un programme de cartographie de Nunatop offre des postes de techniciens et de gestionnaires à quatre jeunes qui dresseront la carte d'une des dernières zones du Nunavik.

Les jeunes du Nunavik toucheront éventuellement des salaires équivalant à 33 pour cent du coût total des projets qui dureront de 1996 à 1998 inclusivement.

L'Institut culturel Avataq est un organisme enregistré à but non lucratif depuis 1980. Son conseil d'administration se compose d'aînés qui représentent les 14 collectivités du Nunavik, un vaste territoire dans le Nord québécois situé en bordure des côtes de la baie d'Hudson, du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava.

Natali Lefebvre

Ébauche

Suite de la page six

les Premières Nations du traité 8, les Métis du South Slave et les Métis du North Slave. Il est possible d'ajouter des sièges à ce nombre mais pas d'en retrancher.

La nouvelle Constitution ne déterminera pas si le système de gouvernement restera basé sur le consensus ou bien sur la politique de parti.

L'adoption de nouvelles lois est possible si la majorité des 14 députés du grand public et la majorité des huit députés autochtones donnent leur appui. Si cette double majorité n'est pas atteinte, la loi passe à un deuxième vote. Les deux tiers de l'ensemble des 22 députés peuvent adopter la loi à la suite d'amendements ou telle que soumise.

Une nouvelle loi ne peut en aucun cas modifier ou être préjudiciable aux ententes territoriales ou aux traités.

Le cabinet des ministres comptera [redacted] minimum six membres dont deux proviendront de l'assemblée autochtone et quatre de l'assemblée publique.

Une entente parallèle à la Constitution devra être adoptée par le gouvernement fédéral, le gouvernement territorial et les nations autochtones. Cette entente portera sur les gouvernements autonomes autochtones et prendra effet en même temps que la nouvelle Constitution.

Devenez correspondant pour L'Aquilon



Le journal L'Aquilon offre des conditions concurrentielles à ses journalistes pigistes soit 15¢ du mot. Si vous désirez obtenir plus d'information sur les conditions offertes par L'Aquilon, écrivez-nous au :

C.P. 1325, Yellowknife, NT X1A 2N9
Tél.: (403) 873-6603
Téléc.: (403) 873-2158
aquilon@internorth.com

1986 L'aquilon 1996

Rétrospective de l'année 1993

Francophonie

La population francophone grandit dans les TNO. Un recensement effectué en 1991 par Statistique Canada démontre que le nombre en termes absolus de francophones dans les Territoires est passé de 1290 à 1385 en cinq ans. Cela représente une augmentation de 7 pour cent, alors que la population totale des TNO a subi, elle, une hausse de 10 pour cent. Parmi les 1385 franco-ténois, il n'y en aurait que 80 qui ne parleraient pas l'anglais en plus du français, et [redacted] moitié de [redacted] personnes unilingues francophones seraient des enfants de moins de 10 ans.

À Yellowknife, la population francophone ayant dépassé la barre des 500, le gouvernement est désormais obligé d'introduire le français dans les services-clés, tels la poste, l'emploi et l'immigration. Il en [redacted] de même pour les parcs nationaux de Wood Buffalo, Reindeer, Grazing, Ellesmere et Auyuittuq.

On espère que l'instauration de ces services en français améliorera la situation qui sévit dans les TNO. En effet, le rapport annuel sur les langues officielles conclut que l'année 1992 n'a pas été un grand millésime; 22 plaintes, dont 19 ont été retenues, ont été déposées auprès du Commissariat aux langues officielles contre 6 l'année précédente.

Plusieurs francophones blâment le gouvernement pour son inertie face à la question du français. Mais la coupe déborde quand on apprend que près d'un quart du budget provenant de l'accord de coopération Canada-TNO pour les services en français et en langues autochtones n'a pas été dépensé et est retourné à Ottawa. Ce budget était de 4,3 millions de dollars pour 92-93. Donc, 980 000 dollars mis à la disposition de [redacted] francophonie ténoise n'ont pas été utilisés. Pourquoi? Selon [redacted] personne bien au fait, mais qui souhaite garder l'anonymat, la plupart du temps, les services sont là, mais aucune publicité n'est faite autour si bien que personne n'est au courant. Même [redacted] la FFT, on ne connaissait pas le montant énorme d'argent qui retournait au fédéral.

Cependant, malgré les problèmes, on trouve toujours des gens qui [redacted] donnent à la cause francophone. Cette fois, c'est les jeunes qui décident de fonder une association jeunesse franco-ténoise. Le but de cette association est de promouvoir le français et sa culture auprès des jeunes de 13 [redacted] 20 ans. Les règlements et conduites à suivre sont simples; «tu dois faire comme si tu étais chez toi. Tu dois respecter les gens, salles et objets, ainsi que les opinions des autres. Le plus important est de parler français». Au programme, parlement franco-canadien de l'Ouest, danses, cinéma et activités diverses qui seron financées par des levées de fonds telles ventes de chocolat, bingo et tirage.

De son côté, le tout nouveau comité de radio francophone de Yellowknife tente tant bien que mal de structurer son émission hebdomadaire «À propos d'autre chose». Les bénévoles sont difficiles à trouver. Pourtant, même si les débuts ont été un peu difficiles, le jeu en a valu la chandelle; la radio se porte aujourd'hui on ne peut mieux, et les bénévoles se bousculent aux portes.

À la FFT, un nouveau directeur général fait son entrée. Daniel Lamoureux est entré en poste le 23 août 93. Il s'y trouve toujours...

De jeunes élèves de l'école Allain St-Cyr qui conservent leur langue et leur culture mais qui ont perdu quelques dents.



Éducation

Un colloque intitulé «L'école francophone, le miroir de nos enfants», est organisé [redacted] Yellowknife. On y discute d'école française et d'école d'immersion, ainsi que de l'éducation des enfants issus d'une mère francophone et d'un père anglophone, ou vice versa. La question vitale qui en ressort est l'importance de la préservation d'une culture, d'une langue, mais surtout celle de [redacted] préservation d'une identité.

On conclut que le problème majeur auquel on est confronté est qu'on enseigne aux enfants dans les écoles d'immersion une langue vide de sens, alors que les enfants cherchent aussi une identité culturelle. À l'école française, on apprend une culture, c'est une réalité; à l'immersion française, on est obligé d'apprendre une deuxième langue. D'ailleurs, dans l'espace de treize mois, jusqu'en février 93, le taux d'abandon des élèves en immersion [redacted] atteint 26 pour cent. L'abandon n'est pas un fait nouveau, mais [redacted] crise d'une telle ampleur porte à croire qu'il faut repenser les objectifs du programme.

Il y a aussi la famille mixte, où la difficulté d'implanter le français est presque incontournable. À preuve, un seul anglophone marié à une francophone a fait l'effort de participer au colloque. Bref, la question de l'identité culturelle transmise à travers l'école et la famille est fort complexe et on n'a toujours pas fini de la retourner dans tous les sens, d'en examiner chaque facette dans l'espoir de trouver des solutions aux trop nombreux problèmes.



Le groupe musical «The Gumboots» participait aux cérémonies d'ouverture du nouvel édifice de l'Assemblée législative des TNO.

Politique

Le Nunavut devient enfin une réalité. En 92, les Inuit avaient massivement voté oui lors d'un référendum sur sa création. Mais ce n'est que le 4 juin 93 que le Parlement du Canada [redacted] accepté les deux projets de loi qui vont concrétiser le troisième territoire du Nord, le Nunavut, le pays des Inuit. C'est un rêve qui a mis 20 ans [redacted] se réaliser.

C'est [redacted] époque de signatures d'ententes territoriales; le sort de 280 238 kilomètres carrés de terrain dans la région du Sahtu est réglé. Les Dénés et Métis ont officiellement signé une entente qui touche une population d'environ 2000 personnes.

En 93, c'est la troisième fois seulement en ce siècle que l'on célèbre l'ouverture d'une nouvelle Assemblée législative au Canada. Et Yellowknife est le théâtre de cet évènement. Le nouveau bâtiment de 25 millions de dollars se veut le reflet de l'histoire des TNO. Plusieurs critiques sont émises par la communauté ténoise à l'effet que cette dépense est extravagante et qu'un fois le Nunavut établi, le territoire de l'Ouest n'aura pas besoin d'un aussi grand édifice pour loger son Assemblée législative. Mais selon Mike Ballantyne, le président de l'assemblée, le nouveau bâtiment est un symbole de démocratie qui devrait avoir son importance aux yeux du public, et il croit qu'à long terme, il permettra d'économiser.

Société

Le samedi 26 juin 93 est une journée historique à Yellowknife. À travers toute l'Amérique du Nord, cette fin de semaine est réservée aux homosexuels, et pour [redacted] première fois a lieu à Yellowknife une manifestation pour la défense de leurs droits. Une ligne téléphonique est aussi établie pour permettre aux gais et lesbiennes de se rencontrer et de s'informer.

Un film d'Alan Booth et Lanny Cook, propriétaires de Yellowknife Film, est acclamé à travers le monde. «Northern lights», a gagné cinq prix cinématographiques internationaux [redacted] cours de l'été 93, dont celui du meilleur film scientifique [redacted] festival de Melbourne en Australie. Booth et Cook ont mis cinq ans et 585 000 dollars dans leur projet. Le film dure 48 minutes et [redacted] pour sujet les aurores boréales. On tente d'y démontrer le lien existant entre les explications scientifiques et les légendes autochtones. «Northern lights» a été produit par l'Office national du film.

À suivre...1994

Soit dit en passant

«Les diamants, ça a beaucoup de potentiel. J'ai acheté des actions.»
Michel Ouellette, «Michel Ouellette, un pied dans le taxi, l'autre dans la cuisine», no. 3, 29 janvier, p.5.

«Travailler avec les autochtones, c'est fantastique. Parce que les francophones, nous sommes un groupe minoritaire comme eux. On peut davantage partager certaines choses.»
Jean-Guy Bouvrette, «Des services en français à l'hôpital Stanton de YK. Jean-Guy Bouvrette, coordonnateur des langues officielles», no. 5, 12 février, p.5.

«Je n'essaie pas de faire plaisir au public, j'essaie de me faire plaisir. Quand je suis satisfait de mon travail, je sens que je peux le montrer au public.»
Dolphus Cadieux, «Dolphus Cadieux expose au musée Prince de Galles, Progressions», no. 28, 6 août, p.8.

«L'autre soir, je sors de mon shack vers 22h. Y'avait un ours noir assis juste devant moi sur son derrière. Je lui ai dit : «Qu'est-ce que tu fous là, toi?», Il est parti tranquillement.»
René Gaudreau, «René Gaudreau, employé à la décharge», no. 30, 20 août, p.3.

L'équipe de 1993

Directrice : Louise Doren
Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Agnès Billa, Daniel Cuerrier, Marina Devine, Georgia, Karen Lajoie, Gordon McBride
Coopérant français : Emmanuel Carcano
Correctrices : Agnès Billa, Pascale Labbé
Correspondant national : Yves Lusignan
Collaborateurs :Daniel Coulombe, François Jacquet, Judy Langford, Daniel Loyer, Joël Tremblay

Merci à tous!

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'Aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 38, vendredi 1er novembre 1996

Songe d'un matin d'hiver



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Voilà un banc public qui passera bien des petits matins solitaires et glacés... et qui ne verra pas d'amoureux se bécotter pour quelques mois à venir.

Bonnes nouvelles pour les résidents et entreprises nordiques

Accord entre BHP et le GTNO

La mine [redacted] diamants de [redacted] à Lac de Gras est de plus [redacted] plus près de devenir réalité. En effet, les dirigeants de la compagnie australienne et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ont signé, le 22 octobre dernier, un accord selon lequel les résidents et les entreprises du Nord tireront le maximum d'avantages de la réalisation de ce méga projet.

Stephen Kakfwi, ministre des ressources, de la faune et du développement économique, et Jim Excell, directeur du projet BHP dans les TNO ont officiellement signé au nom du GTNO et de BHP, cet accord socio-économique, qui jumelé à l'accord environnemental des gouvernements fédéral et territorial annoncé le 11 octobre, à l'accord [redacted] les impacts et bénéfices signé par BHP et les Dogrib le 21 octobre, ainsi qu'aux autres accords socio-économiques présentement en progression, représente un pas de plus vers la construction de la mine.

Parmi les points les plus importants de l'accord de 22 pages, on retrouve les éléments suivants :

Pendant la période de construc-

Accord BHP
Suite en page 2

Les parents francophones réclament un meilleur partage des fonds

Où sont les milliards?

La Commission nationale des parents francophones (CNPF) demande au gouvernement fédéral de réviser «d'urgence» son Programme des langues officielles dans l'enseignement, de façon à financer adéquatement l'éducation en langue française dans les provinces.

Selon une étude dévoilée par l'organisme qui représente les parents francophones, les cinq milliards de dollars versés aux provinces par le gouvernement fédéral au cours des 25 dernières années pour l'éducation dans les deux langues officielles, ont surtout été dépensées pour l'éducation des anglophones du Québec et du Canada.

Entre 1970-1971 et 1988-1989, 62 pour cent des fonds ont été destinés aux anglophones du Québec et du Canada, comparativement à 38 pour cent pour les francophones du Québec et du Canada. Durant 25 ans, les provinces et territoires ont utilisé les fonds du programme pour réduire le coût moyen de l'éducation de chaque élève inscrit dans un programme de langue seconde, alors que l'objectif du programme était au départ de contribuer aux frais supplémentaires qu'entraînait l'enseignement dans les langues officielles.

Selon cette étude, les provinces n'ont pas toujours utilisé l'argent disponible pour améliorer la qualité de l'éducation en langue française. Au début du programme en 1970-71, la subvention fédérale est allée directement dans les coffres des provinces. Elle a ensuite servi [redacted] payer les salaires des enseignants et des fonctionnaires responsables de l'éducation en langue française, le transport, l'entretien des écoles et même le chauffage: «Il y a eu des abus évidents» selon l'auteur de l'étude, M. Gérard Lécuyer du Manitoba. On raconte même dans les coulisses que la subvention fédérale [redacted] déjà servi à payer un feu de circulation devant une école de langue française!

Les provinces et territoires ont aussi empoché plus de 154 millions de dollars entre 1970-71 et 1982-83 à titre de frais d'administration pour les programmes de français langue première, alors que cette somme devait servir à l'éducation de la minorité.

Encore aujourd'hui, souligne M. Lécuyer dans son étude, les gouvernements font preuve d'un manque de bonne foi: «Les subventions destinées à l'implantation de la gestion scolaire servent à l'achat d'établissements scolaires et de fournitures scolaires déjà existants et pour lesquels la minorité [redacted] payé comme tout le monde». En Saskatchewan, les Fransaskois ont été obligés de racheter leurs propres écoles, parce que la province a refusé de les céder aux nouveaux

CNPF
Suite [redacted] page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Booo !

Le 31 octobre au soir, plusieurs petits et grands monstres, fantômes, ogres, martiens, ninjas et autres personnages de même acabit parcourent les rues et les partys à la recherche de friandises. Pour l'occasion, certains ont recours à des hôtes plus ou moins accueillants...



Les jeunes [redacted] Parlement

La sixième édition du Parlement franco-canadien de l'Ouest aura lieu [redacted] Edmonton les 8-9-10 [redacted] 11 novembre prochain. Pour l'évènement, une ciquantaine de jeunes des quatre provinces de l'Ouest et des territoires s'envoleront [redacted] la capitale de l'Alberta. Ces jeunes, âgés de 16 [redacted] 25 ans, profiteront de ce rassemblement pour [redacted] familiariser [redacted] les procédures parlementaires et débattre des sujets chauds.

En français donc, les participants s'exprimeront entre autres choses sur divers projets de loi, sur le statut des sidéens [redacted] sur une nouvelle orientation pour les relations internationales du Canada.

Pendant leur séjour, les jeunes [redacted] verront aussi offrir un banquet avec une soirée dansante, une initiation à l'Internet, et une visite guidée d'Edmonton.

Du jazz au NACC

Le Northern Arts and Cultural Centre sera l'hôte, samedi le 9 novembre prochain, du premier spectacle [redacted] Yellowknife du jazzman John Stetch. Ce jeune pianiste, né à Edmonton et installé [redacted] New York depuis quatre ans, célèbre le lancement de son quatrième CD, «Stetching Out», par une tournée de 14 villes canadiennes.

John Stetch [redacted] vu deux fois ses albums mis en nomination aux prix Juno. Son spectacle solo comprend des interprétations de jazz classique, quelques pièces originales, et des arrangements de chansons du folklore ukrainien.

Les billets sont au coût de 16 dollars pour les non-membres, de 14 dollars pour les membres du NACC, et de 12 dollars pour les jeunes de moins de 18 [redacted]

L'art nordique sur Internet

Les artistes du Nord peuvent désormais exposer leurs oeuvres devant le monde entier, et ce sans quitter leur communauté. Cela est rendu possible grâce à un nouveau site Internet, Nor-Art International Gallery, créé par Kenneth Huss de Yellowknife.

Pour le moment, le site présente les oeuvres d'Archie Beaulieu et de Wendy Lee. On y retrouve une courte biographie des deux artistes et des photos et descriptions de leur travail. Il est aussi possible de commander une oeuvre directement par Internet.

Le site est ouvert à tous les artistes du Nord qui désirent y présenter leurs oeuvres.

Pour visiter cette galerie virtuelle, il faut se rendre à l'adresse Internet «http ://www.ducttape.nt.ca/norart».

Des magazines à la bibliothèque

Tout un éventail de magazines canadiens sera disponible à partir de ce mois-ci, et ce jusqu'en novembre 97, à la bibliothèque municipale de Yellowknife, située [redacted] deuxième étage du Centre Square Mall.

La bibliothèque de Yellowknife est l'une des dix bibliothèques canadiennes à avoir été choisies dans le cadre d'un projet intitulé «Great Canadian Magazines», lancé par la «Canadian Magazine Publishers Association», visant à mieux faire connaître les périodiques canadiens.

Pendant l'année, la bibliothèque prendra note des publications les plus populaires auprès de sa clientèle afin de continuer à les lui offrir dans le futur.

Cette initiative permettra aussi [redacted] gens de découvrir de nouveaux magazines auxquels ils pourront s'abonner à la maison.

Natali Lefebvre

Accord BHP

Suite de la une

tion, le taux d'emplois octroyés [redacted] résidents du Nord sera de 33 pour cent, dont 44 pour cent seront réservés aux autochtones.

Pendant [redacted] phase opérationelle de [redacted] mine, les résidents du Nord représenteront 62 pour cent de la force totale de travail, et jusqu'à 72 pour cent lorsque la production [redacted] maximale. Au moins 50 pour cent de ces emplois seront réservés [redacted] résidents aborigènes. BHP et le GTNO devront collaborer dans le but d'augmenter ces chiffres encore davantage.

La compagnie minière et le gouvernement territorial verront aussi, avec le Conseil du Statut de la femme des TNO, [redacted] développer des stratégies qui permettront de former et d'embaucher des femmes dans des emplois traditionnels et non-traditionnels.

De plus, le GTNO continuera d'offrir des programmes de formation à l'emploi, et s'engage à fournir les ressources nécessaires afin que les résidents du Nord aient les compétences inhérentes [redacted] postes offerts.

Pendant la période de construction de [redacted] mine, BHP devra se procurer auprès des entreprises du Nord, au moins 28 pour cent des biens et services dont elle aura besoin. Ce chiffre devra augmenter jusqu'à 70 pour cent lors de la phase opérationelle.

La compagnie minière devra produire des relevés annuels faisant état du succès des objectifs préétablis quant à l'emploi et [redacted] recours aux entreprises du Nord. Des rapports annuels sur la santé et le bien-être devront aussi être produits. Le gouvernement territorial mettra sur pied une liste de standards à cet effet. Les relevés seront révisés, et des plans d'amélioration devraient être ensuite élaborés selon les résultats.

Selon M. Kakfwi, cet accord encourage l'esprit de coopération et le respect mutuel de nos aspirations et buts collectifs. «J'ai été très impressionné par la volonté de BHP de collaborer avec le gouvernement et les gens du Nord dans ce projet afin que toutes les parties puissent bénéficier du développement de la mine», a-t-il affirmé.

De son côté, M. Excell semble aussi satisfait de la tournure que prennent les évènements : «nous croyons que les initiatives contenues dans l'accord auront des retombées positives pour le Nord et ses résidents».

Natali Lefebvre

Droits scolaires

Suite de la une

conseils scolaires francophones.

Au Manitoba, la nouvelle commission scolaire francophone a dû acheter de nouvelles fournitures scolaires, parce que les conseils anglophones avaient vidé leurs écoles [redacted] moment de leur transfert en 1994.

Selon M. Lécuyer, le gouvernement fédéral est en bonne partie responsable de ces abus, «puisqu'il n'a jamais eu le courage d'exiger un haut degré d'imputabilité de la part des provinces parce que l'éducation relève de la juridiction de ces dernières».

Même si on admet du côté de la Commission que le gouvernement fédéral a été «très généreux» et que le programme a atteint ses objectifs de promotion des deux langues officielles, on estime qu'il faut maintenant penser à un nouveau partage des fonds: «La CNPF soutient que s'impose d'urgence la création de régimes de financement différents et spécifiques pour les établissements de la minorité linguistique..»

Les parents sont prêts [redacted] traîner toutes les provinces devant les tribunaux pour revendiquer un financement adéquat pour l'enseignement en français en milieu minoritaire. Ils veulent que la subvention serve maintenant à financer des programmes de francisation, de façon à permettre au système scolaire francophone de récupérer une partie des 100,000 jeunes francophones qui poursuivent leur éducation en anglais.

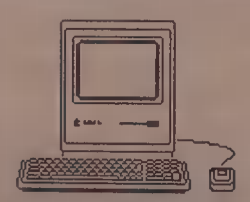
La ministre du Patrimoine, Sheila Copps, a indiqué que le gouvernement fédéral allait exiger des provinces des plans d'action lors de la renégociation du Programme des langues officielles dans l'enseignement: «On va demander des plans d'action même avant de donner de l'argent». Pour s'assurer d'un meilleur partage, le gouvernement fédéral cessera aussi de calculer sa subvention en fonction du nombre d'élèves inscrits dans les programmes de langue seconde. Elle soumettra sa proposition au conseil des ministres le printemps prochain, en vu du renouvellement du protocole d'entente avec les provinces, qui prend fin le 31 mars 1998.

La ministre ne croit cependant pas que le gouvernement fédéral devrait totalement cesser de financer l'enseignement en langue seconde et ne financer que l'enseignement dans la langue maternelle: «C'est un faux débat. Si on veut avoir vraiment un pays bilingue...»

AEJ



Courrier électronique : aquilon@internorth.com



Site WEB : http://www.nunanet.com/~afi/AQUILON/

Horaire de CFRT-MF

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi
7 :30 à 9 :00 Les p'tits matins d'Iqaluit avec Daniel Cuerrier				
18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Apprenons l'inuktitut avec Rhoda Pudlat et Louis McComber 20 :00 Laboratoire radiophonique CFRT-MF 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18:30 Francoforme avec Gaétan Samson 19 :00 L'envol avec Réjean Ouellet 20 :30 À l'écoute du développement 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Le ranch à Roger avec Roger Dubé 20 :00 Mungo Live and Louder with Mungo Ireland 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	17 :00 Entre les lignes avec Todd Philips et Louis McComber 18 :30 Nunavut : case départ avec Anne-Marie Coulombe et Louis McComber 20 :00 D'un sujet à l'autre avec Nicole Beaulieu 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Nat-Is avec Claude Martel

Samedi	Dimanche
14 :00 Ça me dit de quoi 18 :30 Top Shape with Gaétan Samson 19 :00 Jamane with Jane, Neeve and Mary-Elyse	20 :00 Au pays des rêves avec Louis McComber 21 :00 Au sud du Sud avec Louis McComber



Viviititut... yes sir!

À Iqaluit, des francophones passent à l'attaque!

Création de nouveaux commerces

Surprise sur le «ring road» d'Iqaluit. Ces dernières [redacted]emaines, [redacted] nouvelle boutique DJ Sensations s'est pointé le bout du nez. DJ Sensations, propriété de Mme Claire Kennedy, opérait depuis plusieurs années dans le complexe Astro, profitant autant de l'achalandage des deux tours d'habitation que de la présence dans l'édifice Brown de nombreux fonctionnaires du gouvernement territorial. Mme Kennedy y a développé un marché de cadeaux, de souvenirs, de mets préparés pour gourmets, et aussi de bijoux Inuit.

Pour le moment, la deuxième boutique est à l'essai. En plus de l'inventaire régulier, produits de bain, paniers, chandelles, produits gourmets, bijoux... on y trouve tout ce qu'on veut pour les déguisements d'Halloween, mais aussi pour les décorations de Noël.

Mme Kennedy veut en faire [redacted] boutique à thème, où le consommateur peut trouver tout ce dont il a besoin pour les différentes fêtes du calendrier: St-Valentin, fête des mères, Pâques... «J'aime bien écouter mes client(e)s et savoir ce qu'ils(elles) veulent. C'est ce qui [redacted] fait notre force à DJ Sensations», dit-elle.

La fermeture récente du Party Shop dans ce secteur de la ville, qui se spécialisait aussi dans la vente de cadeaux, va peut-être permettre à la deuxième boutique de Mme Kennedy de se rentabiliser plus rapidement. Ce qui ne laisse pas du tout présager la fermeture de la boutique-mère [redacted] l'édifice Astro. Il s'agit d'un ballon d'essai pour Mme Kennedy qui évaluera après Noël si le jeu en vaut la chandelle.

Suite à l'abandon des affaires du Party Shop, qui offrait aussi un choix de fleurs coupées, Suzanne Laliberté, membre du conseil d'administration de l'AFI, [redacted] diversifié les opérations de son commerce de coiffure; le Baffin Hair Salon est maintenant devenu le Baffin Hair and Flower Salon.

Avec l'aide d'Isabelle Benoît et de Jan Riddel, Suzannne compose maintenant des bouquets pour toutes les occasions. Tous les convives de la soirée d'huîtres de l'AFI se rappelleront du magnifique arrangement floral offert par Baffin Hair and Flower Salon, qui avait d'ailleurs ironiquement été gagné par le président de l'AFI en personne, M. Jacques Fortier!

Trouver des fleurs coupées à Iqaluit, en provenance des quatre coins de [redacted] planète, c'est déjà étonnant, mais la vrai surprise c'est de voir la fantaisie et l'imagination dont Suzanne, Isabelle et Jan font preuve dans la composition de leurs bouquets!

La troisième initiative commerciale francophone [redacted] Iqaluit, et non la moindre, c'est le nouveau commerce de nettoyage [redacted] de M. Jean-Yves Bélanger, qui devrait ouvrir ses portes au public d'une semaine à l'autre.

L'idée est brillante quand on pense que des institutions aussi importantes que l'hôpital ou les hôtels de la ville doivent faire nettoyer toute leur literie dans le sud, ce qui entraîne automatiquement des coûts de transport élevés. Certains imaginent déjà que le style vestimentaire sur les lieux de travail va se transformer vers des tenues moins sportives, plus habillées, compte tenu de la nouvelle possibilité de faire nettoyer tout ce beau linge à Iqaluit!

Pour le moment la boutique de monsieur Bélanger, tout en face du Navigator, bourdonne d'activités. Certains finissent de tirer les joints de placo-plâtre, des plombiers s'affairent à rabouter tous ces bouts de tuyau qui surgissent d'un peu partout, tandis que des spécialistes de Montréal installent ces gigantesques machines [redacted] nettoyer, à laver, à repasser... arrivées il y a à peine quelques jours à bord du dernier cargo de l'année.

Un autre chantier de construction accouchera bientôt d'un nouveau commerce dans [redacted] même secteur de la ville, tout en arrière du Kamotik. La nouvelle place d'affaires de Mme Chantale Therrien en est à la finition intérieure. Cette fois c'est un nouveau salon de coiffure qui aura pignon sur rue sous le nom de Nunavut Hair Studio. Chantale offrira aussi des services de bronzage dans son nouvel établissement, pour ceux qui se trouvent la couenne trop pâle pendant les longs mois d'hiver.

À constater ces récentes initiatives commerciales, on peut en déduire que la petite entreprise francophone [redacted] Iqaluit est en plein essor.

Louis Mc Comber

Des idées de reportages à Iqaluit et dans le Nunavut ?
Contactez Louis Mc Comber
au(819) 979-4606 ou au (819) 979-3387
adresse électronique: afi@nunanet.com

Erratum

L'Aquilon annonçait erronément [redacted] semaine dernière dans ses échos, un concours pour la promotion des langues officielles créé par le bureau des langues officielles des TNO. Toutes nos excuses.

L'Aquilon

Économie des TNO

1996 : une année difficile

En 1995, les TNO ont connu une hausse de 2,8% de leur produit intérieur brut. Ce ne sera pas le cas en 1996.

Selon un rapport publié par le Bureau des statistiques du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, couvrant le premier trimestre de 1996, la situation [redacted] loin d'être encourageante.

Ce rapport publié en octobre indique que les investissements en capital pour les TNO diminueront de 26 pour cent en 1996. Cette diminution est dûe à la réduction de 18 pour cent des investissements en immobilisation du secteur public et aussi en raison de la baisse de 34 pour cent des investissements du secteur privé.

De plus, le nombre d'emplois [redacted] diminuer durant le premier trimestre de 1996. Il s'agissait d'une diminution de un pour cent par rapport au trimestre précédent. Malgré cette diminution, le niveau d'emploi demeure deux pour cent plus élevé qu'à pareille date l'an passé. Le nombre d'emplois au premier trimestre de 1996 était estimé à 23 136 pour l'ensemble des TNO. De ce nombre, 19 803 emplois provenaient du secteur des services.

Les ventes au détail, ajustées sur une base saisonnière, ont augmenté de huit pour cent lors du premier trimestre. Les investissements dans la construction domiciliaire ont diminué de 72 pour cent dans le premier trimestre, passant de 14 millions de dollars au dernier trimestre de 1995 à 4 millions. Sur un an, cette diminution est de 70 pour cent.

Pour le secteur minier, le prix du minerai était généralement à la hausse. Ces hausses étaient de trois pour cent pour le zinc, huit pour cent pour le plomb et quatre pour cent pour l'or. Par contre, la production de produits pétroliers [redacted] connu une baisse. La production de pétrole brut a diminué de trois pour cent, alors que la production de gaz naturel a baissé de sept pour cent.

Alain Bessette

Concours de logo

Le Mackenzie Valley Environmental Impact Review Working Group (Conseil d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie) lance un concours qui [redacted] pour but de trouver le logo le plus représentatif du mandat et des fonctions du nouveau Mackenzie Valley Environmental Impact Review Board -MVEIRB- (Bureau d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie).

Le MVEIRB [redacted] le bureau central d'évaluation environnementale et de révision des développements dans la région de la vallée du Mackenzie. Ses fonctions principales sont de protéger l'environnement et le bien-être économique, social et culturel des résidents et des communautés de la vallée du Mackenzie. Le MVEIRB devra aussi collaborer avec d'autres organismes d'évaluation environnementale pour la révision du développement.

Éligibilité: Ce concours est ouvert au public ainsi qu'aux étudiants des écoles secondaires de l'Artique de l'Ouest.

Conditions: Les logos doivent être dessinés sur du papier d'une largeur maximum de 28cm x 43 cm (11po x 17po). Les originaux seulement seront soumis au Conseil d'examen. Les photocopies ou copies envoyées par fax, ainsi que les photographies ne seront pas acceptées.

Prix: Un prix de 200 dollars sera remis au gagnant.

Pour plus d'information, contactez Heidi Klein, directrice générale par intérim, Conseil d'examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie, au numéro de téléphone (403) 873-9636, ou au numéro de fax (403) 920-4761.

S.V.P., envoyez les logos à: **Interim Executive Director, Mackenzie Valley Environmental Impact Review Working Group, Box 938, Yellowknife, NT X1A 2N7. L'adresse postale est 5125-50th Street, 2nd Floor, Yellowknife, NT X1A 1S1.**

Date limite: 15 novembre 1996

Le Conseil et le Bure[illegible] examen des répercussions environnementales de la vallée du Mackenzie se réservent les droits sur le logo gagnant, ainsi que le droit de le modifier selon ses besoins.

ÉDITORIAL

Rééquilibrer l'économie nordique

La signature d'une entente socio-économique entre le gouvernement territorial et la compagnie BHP nous laisse entrevoir des jours meilleurs pour l'économie du Nord en 1997. Un à un, les obstacles au démarrage des travaux sur le chantier minier tombent en raison des accords signés par cette compagnie.

C'est que l'économie nordique a véritablement besoin de ce coup de pouce.

D'une part, la lutte au déficit des différents niveaux de gouvernement oblige ceux-ci à sabrer de plus en plus dans les dépenses. Il ne faut pas se le cacher, l'économie nordique dépend grandement de l'État. D'année en année, les gouvernements sont responsables d'environ la moitié des dépenses d'investissement en immobilisation dans le Nord.

Il est donc rassurant de voir que le secteur privé sera en mesure de prendre la relève en cette période d'austérité fiscale.

D'autre part, l'ouverture d'une nouvelle mine pourrait permettre de diversifier l'économie du Nord. Le secteur des services (incluant les gouvernements) regroupe 85 pour cent de l'ensemble de la main d'oeuvre du Nord. Le secteur de production de biens n'en compte qu'un maigre 15 pour cent.

La création de plusieurs emplois dans le secteur minier aura aussi des conséquences sur le secteur des services car les différentes ententes socio-économiques prévoient des pourcentages déterminés d'utilisation des services présents dans le Nord. Ces ententes ne transformeront pas nécessairement l'importance relative des deux grands secteurs de l'économie.

Pour y parvenir, il faut que des entreprises de transformation des produits miniers se développent dans le Nord. Tant que les matières premières s'achemineront en vrac vers le Sud, les retombées économiques de ces mines ne seront pas aussi déterminantes pour l'économie.

Alain Bessette



«Ça pitonne!»



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Marie-Laure Chavanon est très concentrée sur la console de mixage de la radio CKLB. C'était son premier entraînement comme technicienne pour l'émission «À propos d'autre chose».

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre

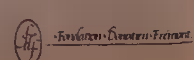
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditi[illegible] franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone







Variation et fixation

Peu de gens s'opposeraient à une définition de la langue considérée comme un ensemble de règles fixes préservant sa pureté. Pourtant, trop de rigidité fige une langue au point de la stagnation. En fait, les changements de prononciation, de sens, de grammaire, etc. — bref, la variation dans une langue — en garantit la survie, en la faisant évoluer.

Pour illustrer l'évolution sonore, retenons la graphie oi comme dans le mot roi. Aujourd'hui, on dit le rouwa, mais cette prononciation avait été précédée de roué et rouè. Autrement dit, moé et toé trahissent des prononciations (xviie siècle) désuètes, bien que parfaitement françaises, tout comme [redacted] souère (soir), j'vas le vouère (voir) et ben crére (bien croire).

Le mot ordinateur, lui, a varié de signification. Le sens actuel n'a que 40 ans d'existence; le mot signifiait autrefois «rôle de Dieu», que les théologiens appelaient ordinateur du monde (mettre de l'ordre). Sans cette évolution de sens, nous aurions peut-être simplement francisé le computeur.

Les régionalismes expriment aussi la variation dans une langue. Selon la région, le même mot peut traduire des réalités fort différentes. Au Canada, la barboteuse désigne une piscine peu profonde où barbotent les enfants. En France, c'est un vêtement pour enfants en bas-âge. S'il s'agit d'une «femme bavarde», elle habite probablement la Suisse. Même chose pour quéquette, qui désigne familièrement un pénis dans l'expression canadienne Grosse Corvette, petite quéquette. En Suisse, le petit plateau servant à la quête à l'église s'appelle quéquette!

Le français du Sénégal prend des raccourcis avec la grammaire, grâce à un mini-système de verbes. Là où le français standard n'a que des périphrases à offrir : gaucher et droiter, pour préciser le sens de tourner; damer veut dire jouer aux dames; enceinter (faut-il expliquer ce dernier?); camembérer ajoute une autre dimension à puer des pieds; et toubabiser, c'est-à-dire se conduire comme un Blanc (un toubab).

Certains sénégalismes resteront probablement toujours des mots locaux, mais il n'est pas exclu de penser que droiter et gaucher pourraient s'imposer un jour. Après tout, la vogue de la fondue a fait entrer au dictionnaire l'humble caquelon suisse, cette petite casserole dans laquelle [redacted] fait fondre le fromage ou le chocolat!

Tous ces changements (combinés à d'autres non mentionnés ici, notamment l'accent) traduisent l'évolution du français, actuelle ou passée. La survivance de vieilles prononciations ou de sens vieillots révèle l'histoire de la langue. Les régionalismes, qu'on les trouve [redacted] dictionnaire ou pas, reflètent une immense richesse linguistique et sociale. Ils manifestent également le dynamisme de la langue, capable de se plier aux réalités locales et de les communiquer.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'une langue doit être à la fois fixe (règles invariables) et flexible (la variation). Comparez les français parlés en Ontario, au Nouveau-Brunswick, en Suisse et au Maroc. Ce qui les distingue appartient à la variation. Ce qui les rapproche relève de la fixation.

Annie Bourret, APF

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@vcn.bc.ca.

Commission des accidents du travail

Quelques faits à noter

La commission des accidents du travail (CAT) déposait plus tôt cette année son rapport annuel pour 1995. En plus de décrire leurs activités de l'année 1995, le rapport présente quelques statistiques intéressantes sur les accidents rapportés ayant fait l'objet de réclamations.

En 1995, c'est 3871 réclamations qui ont été reportés à la CAT, une légère baisse par rapport à l'année précédente (3903). De ce nombre, 1837 réclamations concernaient des incidents qui n'ont occasionné aucune perte de temps de travail, 898 ont occasionné des perte de temps de travail modéré et 12 réclamations concernaient des accidents mortels. Le nombre total de réclamations acceptées a été de 3608, une hausse de deux pour cent par rapport à 1994.

Parmi les accidents ayant entraîné des pertes de temps de travail ou le décès de l'accidenté, 187 étaient dûs à un surmenage dans la levée d'un poids, 123 en raison d'une réaction physique, 103 en raison d'une chute et 66 à la suite d'une friction avec un objet.

Quelles parties du corps ont été le plus souvent l'objet d'un accident ayant causé une perte de temps de travail? Le dos vient au premier rang. C'est un total de 258 accidents qui ont eu des conséquences douloureuses pour le dos. Dans 121 autres cas, ce sont les doigts ou les pouces qui ont été touchés. Les pieds et les chevilles comptent pour 106 cas de réclamations. Viennent ensuite les accidents causant des dommages à la poitrine (71), aux genoux (66), aux mains (60), aux épaules (60) et aux yeux (59). Pris ensembles, les doigts, les mains et les poignets comptent pour plus de 209 accidents.

Quels emplois ont été le plus touchés par ces accidents? On se s'étonnera pas de constater que les emplois manuels sont les plus touchés par les accidents du travail. Les travailleurs de la construction viennent au premier rang avec 85 cas de réclamations pour des accidents ayant occasionné des pertes de temps. Viennent ensuite les menuisiers (53 cas), les travailleurs manuels (43), les opérateurs d'équipement (42) et les mineurs (38).

Les lecteurs seront heureux de constater qu'aucun journaliste n'a été victime d'accident, ce qui fait de notre métier un emploi plus sécuritaire que celui de professeur (sept cas), de chauffeur de taxi (deux cas), de libraire (un cas) et de gardienne d'enfant (un cas).

Alain Bessette

COURRIER DU LECTEUR

Défense de la langue française

Monsieur Alain Bessette

Permettez-moi d'ajouter mon petit grain de sel à votre article «L'Aquilon sous examen». J'étais abonné à quatre hebdomadaires des Territoires du Nord-Ouest incluant votre journal car je désirais sortir de mon encadrement de l'Outaouais québécois et apprendre à connaître mes voisins du grand nord.

Si je suis demeuré abonné uniquement à votre journal, ce n'est pas de préférence à cause de la langue écrite (je suis parfaitement bilingue), mais parce que j'ai admiré l'utilisation dont vous faites de cet outil, votre petit journal, pour défendre et supporter l'utilisation de la langue française dans votre belle grande région, vous qui êtes la couronne sur la tête de notre grande nation canadienne. Je ne suis pas séparatiste, mais bien au contraire, un fédéraliste bien ancré. Je crois mordicus à l'unité canadienne quelque soit la langue écrite [redacted] parlée.

L'Aquilon semble si bien servir la cause dans votre environnement immédiat, et je suis persuadé qu'il est assez mature pour se diversifier vers le grand Québec, mais c'est uniquement votre décision. Quelque soit la direction sur laquelle vous allez vous diriger, continuez quand même votre beau travail si bien accompli.

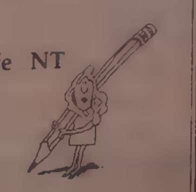
Je suis confiant de votre avenir, et je suis persuadé que je pourrai continuer de vous lire pendant plusieurs années à venir. Mes meilleurs voeux et souhaits de réussite vous accompagnent tous et chacun de vous dans cette belle entreprise, L'Aquilon.

Veuillez accepter monsieur mes voeux les meilleurs.

Marcel Geick, journaliste
Masson-Angers (Québec)



Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9



Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Chronique bouffe

Les chaudrons de la Petite Boulotte

Le pistou (ou pesto)

Un jour, lors d'un voyage, une vieille mexicaine dont la popote était un pur délice m'a dit : «Il n'y a qu'un cuisinier sans imagination pour suivre les recettes à la lettre; le bon cuisinier fouille dans ses réserves et compose avec ce qu'il y trouve!». Ça m'a fait sourire. J'étais bien d'accord, moi qui ai toujours cru que les livres de recettes existaient pour qu'on s'en inspire, et non pour qu'on en suive religieusement chaque directive. Cuisiner, c'est créer, et chaque artiste doit développer son propre style.

Pour cette première chronique, je me propose donc de vous expliquer les grandes lignes de la fabrication du pistou, ou pesto, comme l'appellent les Italiens qui ont eu le génie de l'inventer. Ensuite, vous pourrez l'ajuster selon vos préférences personnelles.

Le pistou, c'est une purée de basilic très parfumée qui sert en premier lieu à arômatiser les pâtes, mais on peut aussi l'utiliser dans les pizzas à la place de la sauce tomate, pour tartiner le pain, relever les salades, donner une touche spéciale au poisson, bref, il a une personnalité bien versatile.

Voici ce qu'il faut pour la préparation du pistou :

- du basilic frais
- de l'huile d'olive
- de l'ail
- des noix de Grenoble ou des noix de pin (facultatif)
- du sel et du poivre noir(facultatif)

D'abord, il faut une botte de basilic frais que l'on défait en petits morceaux. Dans un mélangeur électrique, ou à l'aide d'un mélangeur à main comme par exemple ceux de Braun ou Moulinex, on réduit en purée le basilic [illegible] y incorporant graduellement assez d'huile d'olive pour obtenir une pâte.

Toujours dans le mélangeur, on ajoute de l'ail. L'ail sert à appuyer la saveur du pistou; il faut donc faire attention à ce que son goût prononcé ne prenne pas le dessus sur celui du basilic, qui est l'ingrédient principal.

On pourrait s'arrêter ici, mais certains préfèreront continuer de mélanger en additionnant quelques noix de Grenoble, qui viendront adoucir le tout.

On peut saler et poivrer légèrement le pistou, ou attendre de voir l'utilisation qu'on [illegible] fera avant de l'assaisonner.

Une cuillérée ou deux de pistou mélangé à une portion de pâtes sont une alternative délicieuse à la sauce. Avec un peu de fromage italien comme le parmesan ou le romano, une bonne salade à base d'épinards et une bouteille de vin rouge, c'est tout simplement divin!

La Petite Boulotte

Portrait de francophones du Nord

Se la couler douce

Jocelyne Liboiron est Acadienne. Toute [redacted] famille est encore au Nouveau-Brunswick, mais elle, il y a longtemps qu'elle est partie vers d'autres horizons. Au début des années 70, elle et Claude, son mari, ont passé deux ans et demi à Inuvik, puis ils ont déménagé [redacted] Saskatchewan pour environ six ans. C'est en 83 qu'elle revenait dans le Nord, à Hay River, où elle habite avec son fils qui a maintenant 17 [redacted]. Son mari est avec eux d'octobre à mai, puis il repart travailler à Churchill pour le reste de l'année. C'est d'ailleurs la course à l'emploi de ce dernier qui a entraîné la petite famille sur le chemin qui l'a menée jusqu'à Hay River.

Le fait que ce soit la recherche de travail qui motive la plupart des gens à venir [redacted] Hay River crée des changements constants au coeur de la petite ville. En treize ans, Jocelyne a vu bien du monde, dont quelques francophones, arriver, ramasser un peu d'argent et repartir : «Y'a toujours des nouveaux visages autour, mais ils ne feront pas une carrière ici, alors ils partent».

Au début, Jocelyne restait [redacted] la maison pour s'occuper de son fils. Quand il [redacted] commencé à aller à l'école, elle s'y est impliquée et a fini par devenir assistante de classe [redacted] programme de français. Ce travail [redacted] duré sept ans, puis les conditions d'embauche ont changé, et elle n'a pas pu continuer. Après un bout de temps [redacted] la maison à faire de la couture, une amie, aussi ancienne employée de l'école, lui [redacted] offert du travail dans sa bijouterie. Les jeunes vont les visiter après les classes. «C'est moins de pression, beaucoup plus relax. Ah, j'ai du fun!», dit-elle.

Dans les années 80, Jocelyne [redacted] été l'une des initiatrices de l'Association francophone de Hay River, dont elle s'est maintenant retirée pour se reposer un bout de temps après y avoir investi beaucoup d'efforts. Tout [redacted] commencé quand le gouvernement [redacted] décidé de couper le programme de français. Un petit groupe s'est alors formé et a travaillé à ce que cela [redacted] [redacted] produise pas. Les évènements se sont enchaînés, et depuis, l'Association [redacted] accompli beaucoup de choses pour la communauté francophone; par exemple, l'obtention d'un poste de télévision en français et la création d'une guilde artistique permettant [redacted] artisans de se faire connaître et de partager leurs connaissances.

Jocelyne est fière d'être francophone dans un milieu essentiellement anglophone :«J'ai un p'tit bout au-dessus de bien des gens, quand tu y penses!», s'exclame-t-elle. À la maison, avec son mari, elle parle français. Quant à son fils, il a subi le même sort que bien d'autres enfants de francophones qui doivent aller à l'école [redacted]glaise; quoiqu'il comprenne le français, il le parle [redacted] peine. Malgré cela, Jocelyne ne croit pas que le français soit en danger dans les Territoires : «Le français disparaîtra pas plus que le slavey ou le cris ou n'importe quoi. Y va toujours y avoir quelqu'un qui va parler français. C'est pas quelque chose qui m'inquiète». Elle ne croit pas non plus qu'il y ait de problèmes reliés aux relations entre les différents groupes ethniques : «On a des amis qui sont Cris. On se comprend pas, mais on se parle avec nos mains, puis [redacted] joue aux cartes. Y'a pas de langage pour jouer [redacted] cartes».

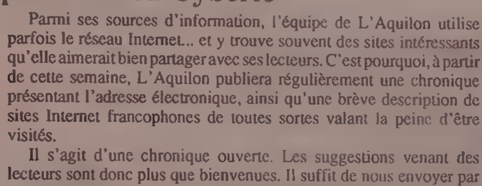
La division prochaine des Territoires ne la touche pas beaucoup. Pour elle, c'est une question technique; tout dépend de l'effet de l'accord sur la compagnie pour laquelle travaille son mari. Au pire, ils devront déménager dans l'Arctique de l'Est. «J'suis pas mal bonne vivante. Ça [redacted] fait pas de différence. Où j'accroche mon chapeau, j'suis chez nous», dit Jocelyne.

La vie dans le Nord lui plaît beaucoup. Lors des trois ou quatre voyages [redacted] Edmonton que sa famille fait chaque année, bien qu'elle admette y profiter pleinement de la vie culturelle, elle [redacted] toujours hâte de revenir. «Ici, ça ressemble à chez nous. Au bord du lac, tu voies pas de l'autre côté. C'est comme voir la mer», dit-elle rêveuse...

Natali Lefebvre

Chronique Internet

Un p'tit tour en Cybérie



Parmi ses sources d'information, l'équipe de L'Aquilon utilise parfois le réseau Internet... et y trouve souvent des sites intéressants qu'elle aimerait bien partager avec ses lecteurs. C'est pourquoi, à partir de cette semaine, L'Aquilon publiera régulièrement une chronique présentant l'adresse électronique, ainsi qu'une brève description de sites Internet francophones de toutes sortes valant la peine d'être visités.

Il s'agit d'une chronique ouverte. Les suggestions venant des lecteurs sont donc plus que bienvenues. Il suffit de nous envoyer par courrier électronique l'adresse du site Internet francophone que vous voudriez faire connaître, [redacted] nous l'inclurons dans la chronique.

Donc, pour [redacted] première, il nous [redacted] semblé approprié de présenter un site-outil permettant [redacted] nouveaux utilisateurs de [redacted] familiariser avec le réseau, et aux habitués de se perfectionner.

Sur une note plus légère, nous vous proposons aussi un site où l'on fait un survol des divers aspects de la chanson francophone du Québec.

UNGI (Un Nouveau Guide Internet)

UNGI est un site qui a pour but, comme le décrit son auteur, Gilles Maire, de «fournir aux nouveaux utilisateurs un manuel complet et évolutif sur Internet, comme il [redacted] existe en librairie, mais avec une touche de dynamisme en plus».

Gilles Maire est un français qui a lancé [redacted] propre entreprise de conseil et d'information sur Internet. Il [redacted] créé son guide sur le cyberespace il y a un an, et y apporte régulièrement des améliorations. On retrouve son site en référence dans plus de 1000 pages web. Il existe aussi une version publiée de UNGI, disponible en librairie.

Le site UNGI expose en 46 chapîtres l'utilisation de base du réseau et la conception de documents sur Internet.

On y retrouve une introduction au système, des méthodes de recherche, et la manière d'utiliser les divers outils. Il y [redacted] même un chapître consacré aux jeux cyberspaciaux.

Dans la section conception, on apprend entre autre à construire sa page web, à créer des liens hyper texte et à utiliser le Java Script.

Enfin, on retrouve en annexe un glossaire, un index, des annonces et des suggestions de sites à visiter.

L'adresse de UNGI : http ://www.imaginet.fr/~gmaire/toc.htm

La chanson francophone



Ce site fait un survol aussi intéressant qu'amusant de la chanson francophone au Québec.

Pour commencer, Danielle Tremblay nous offre une histoire de l'industrie de la chanson, à partir des veillées du bon vieux temps, jusqu'aux technologies d'aujourd'hui, en passant par les crises économiques et culturelles à travers lesquelles le Québec a dû passer.

Elle nous propose également des chroniques sur différents thèmes touchant la musique, des critiques de disques, des trouvailles, ainsi que des entrevues.

On peut ensuite consulter une historiographie, qui traite entre autre de l'apport de la littérature, des ethnologues et des musicologues dans le développement de la chanson.

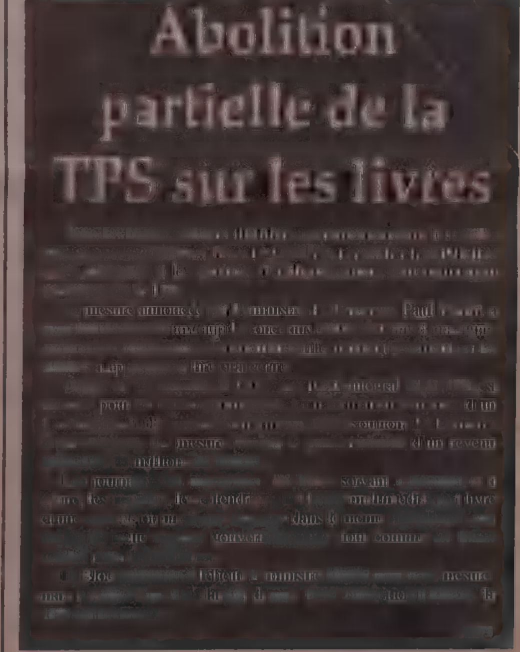
Le coin des musicothérapeutes présente des textes tirés de la revue de musicothérapie «Interventions sonores».

Une section où il est particulièrement agréable de fouiner s'intitule «Les bâtisseurs de la chanson québécoise». On y trouve des dicographies, biographies, extraits sonores et paroles de chansons, des références à des ouvrages et à d'autres sites sur les artistes qui ont le plus marqué l'histoire de la chanson au Québec, comme la Bolduc, Félix Leclerc, Jean-Pierre Ferland, Plume Latraverse, Richard Desjardins et plusieurs autres.

Il est possible de consulter ou de s'inscrire [redacted] un bottin des chansonniers, ainsi qu'à un répertoire des diffuseurs de la chanson au Canada, en Belgique, aux États-Unis, en France et en Thaïlande.

Finalement, des liens internautes permettent de contacter d'autres sites concernant divers sujets reliés à la chanson et à la musique. L'adresse : http://www.total.net/~lanevil/chanfran.htm

Natali Lefebvre



Les contaminants dans les TNO

Couper dans le gras

La pollution est devenue un problème de société auquel plus personne n'échappe, nulle part sur la planète. Les contaminants produits par l'industrie [redacted] répandent dans l'air, dans l'eau, et à travers les animaux dont l'homme se nourrit, affectant les peuples et l'environnement jusque dans les coins du monde les plus isolés de toute «civilisation», dont l'Arctique.

Dans plusieurs régions où l'on se nourrit des ressources de la mer, selon un mode de vie traditionnel, on [redacted] doute pas que les animaux et les poissons qui ont toujours assuré la survie de la communauté sont en train de devenir une source de risque pour la santé. L'Arctique est l'un de ces endroits où les habitants et tout leur environnement sont menacés par les contaminants, dont entre autres les BPC. (voir encadré ci-bas).

Les polluants pénètrent dans le corps humain principalement par la nourriture que l'on absorbe. Pour la majorité des communautés du Nord, l'alimentation de base est composée de graisse d'animaux marins comme le béluga, la baleine, le morse, le phoque et l'ours polaire, ainsi que de poissons prédateurs comme [redacted] truite et le brochet. Les animaux et poissons qui se nourrissent d'autres animaux et poissons emmagasinent les contaminants qui se trouvent dans le gras de ce qu'ils mangent. Ces contaminants restent dans les tissus adipeux pendant de longues périodes, ce qui signifie que chaque fois qu'un animal en mange un autre, suivant la chaîne alimentaire, la concentration de polluants dans le gras devient plus élevée. Comme l'humain se trouve au sommet de la chaîne, les contaminants s'accumulent de plus en plus dans son système à mesure qu'il vieillit.

Il reste beaucoup de recherche à faire avant de bien comprendre les effets à long terme de l'exposition à diverses quantités de contaminants sur le corps humain. Cependant, on sait qu'un foetus est plus sensible à ce genre de pollution à cause de son développement accéléré, et que les effets sont relatifs à la quantité de contaminants contenus dans le corps de la mère. On croit par exemple que les polluants peuvent affecter le poids à la naissance, les réflexes, la capacité d'attention et le développement intellectuel de l'enfant. Mais comme l'abus d'alcool, de tabac et une mauvaise alimentation peuvent causer des effets similaires, définir avec certitude la source des déficiences devient très difficile.

Jusqu'à présent, les effets des contaminants absorbés en petites quantités ne sont pas mesurables sur les adultes et les enfants d'âge plus avancé. Cependant, puisqu'on ne sait toujours pas avec précision quelle est la quantité limite que l'on peut absorber sans danger, on porte une attention particulière aux femmes en âge de porter un bébé.

En sachant que les polluants sont emmagasinés dans les tissus adipeux, et que le lait de la mère contient du gras, on serait peut-être porté [redacted] conclure qu'il ne faut pas nourrir l'enfant au sein. Ce n'est pas le cas. Effectivement, d'infimes quantités de contaminants peuvent être transmis par le lait maternel, mais les avantages de nourrir un enfant au sein dépassent largement les risques de contamination.

Il n'existe aucun médicament permettant de nettoyer le corps des contaminants qui s'y trouvent déjà. Le seul moyen d'effectuer un contrôle est de limiter la quantité de gras animal dans son alimentation.

Natali Lefebvre

BPC ?

Les BPC, ou biphényls polychlorés, sont sans doute l'un des contaminants dont on [redacted] le plus entendu parler. Ce sont des composés chimiques huileux qui sont depuis plusieurs années utilisés à des fins industrielles. Pourtant, ils ne sont qu'un des nombreux produits chimiques fabriqués par l'homme, connus sous le nom d'organochlorines.

C'est dans les année 30 qu'on [redacted] commencé à utiliser les BPC. On s'en servait d'abord dans les transformeurs électriques, mais leur usage s'est vite étendu à la production d'encres, adhésifs, papiers et plusieurs autres produits.

Le Canada les [redacted] interdit dans les années 70, lorsqu'on a découvert qu'ils étaient un contaminant global persistant. Cependant, ils continuent d'être utilisés dans de nombreux pays. Et comme les masses d'air et les courants marins ne tiennent pas compte des frontières, les contaminants se répandent dans toutes les parties du monde, qu'ils y soient interdits ou non. Ce phénomène de transport à longue portée des polluants atmosphériques est la cause principale de pollution environnementale dans le Nord.

Natali Lefebvre

Les contaminants du Nord

Il faut continuer la recherche

Le ministère de la Santé et des Services sociaux, en collaboration avec des organismes régionaux de santé, [redacted] participé activement depuis 1990 au programme de recherche du gouvernement fédéral sur les contaminants du Nord, dans le cadre de la Stratégie environnementale de l'Arctique.

Un des buts pincipaux de ce programme est de déterminer la quantité moyenne de certains contaminants contenus dans le sang des mères et de leurs nouveaux-nés. On pense que les bébés sont particulièrement sensibles aux polluants environnementaux, comme par exemple les BPC et divers pesticides tels le DDT, qui circulent dans le Nord circumpolaire [redacted] travers les courants marins et les vents qui les transportent partout dans le monde.

L'étude sera terminée en mars 97 dans les régions de Mackenzie, Kitikmeot, Keewatin et Baffin. Les résultats devront aider à conseiller les gens, et surtout les femmes en âge de procréer, sur les manières de réduire leur consommation de graisse d'animaux tels le morse ou le béluga, qui contient des concentrations de plus en plus importantes de produits chimiques dont les effets à long terme sont encore indéterminés.

Les échantillons prélevés dans les régions de Mackenzie et Kitikmeot ont confirmé que le sang des habitants du Nord contient effectivement des contaminants. Il faudra maintenant déterminer des limites acceptables d'absorbtion de polluants qui permettront de protéger les gens des effets nocifs potentiels.

Le problème, c'est que ces effets à long terme sont toujours inconnus et que les fonds pour la Stratégie environnementale de l'Arctique seront épuisés en mars 97. Les études des entreprises jusqu'à maintenant démontrent pourtant qu'il reste énormément de choses à découvrir sur cette question complexe, et qu'un support financier gouvernemental est indispensable. Le gouvernement fédéral a affirmé que le Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien est présentement en quête de financement pour poursuivre le programme de recherche sur les contaminants du Nord.

Natali Lefebvre

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 39, vendredi 8 novembre 1996

BHP obtient l'appui du fédéral

Un grand pas vers la grande mine

Le ministre des Affaires indiennes [redacted] du Nord canadien, Ronald A. Irwin, [redacted] Premier ministre des Territoires du Nord-Ouest, Don Morin, ont annoncé le 1er novembre dernier, que le projèt de mine [redacted] diamants [redacted] la compagnie BHP avait reçu un appui entier [redacted] la part du gouvernement fédéral.

En août 1996, le gouvernement fédéral avait annoncé qu'il approuverait [redacted] projet minier de BHP dans les TNO à la condition que des progrès satisfaisants soient accomplis au cours des 60 jours durant lesquels [redacted] négocierait une entente environnementale entre le Canada, les Territoires du Nord-Ouest et la BHP Diamonds Inc. Cette période devait permettre la progression de la négociation des ententes de partage des bénéfices [redacted] les groupes autochtones [redacted] la BHP.

L'entente de partage des bénéfices entre la BHP et les Dogribs [redacted] déjà été signée. Les négociations entre les Premières nations assujetties au Traité no [redacted] et la BHP sont quant [redacted] elles en cours, et on espère la conclusion très prochaine d'une entente. Il en [redacted] de même pour la négociation des [redacted] de partage des bénéfices avec les Métis des TNO, ainsi qu'avec les Inuits touchés par le projet.

L'entente environnementale a

Appui à BHP
Suite en [redacted] 2

En pleine création...



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Aviva est bien concentrée... Une vingtaine de jeunes de l'école Allain St-Cyr participent chaque mardi à un atelier d'art dramatique dirigé par Michelle Carrier.

Rencontre de gens d'affaires et d'élus municipaux à St-Georges de Beauce

Les bonnes affaires se brassent aussi en français.

Est-ce que [redacted] francophonie pourrait devenir un atout majeur pour l'ensemble [redacted] l'économie du pays?

Voilà une des questions que [redacted] posaient en fin de semaine dernière plus de trois cents congressistes réunis dans la ville de St-Georges de Beauce au Québec pour le premier Forum national des gens d'affaires et des élus municipaux francophones du Canada.

«Dans le Canada hors-Québec, on était tellement occupé à revendiquer des écoles, et plus tard la gestion scolaire, qu'on [redacted] laissé à d'autres l'initiative du développement économique dans nos communautés», d'expliquer un délégué manitobain. Or, une fois que les jeunes [redacted] des institutions scolaires, ils doivent s'expatrier des petites communautés pour trouver de l'emploi, aller [redacted] Edmonton ou Winnipeg, par exemple.

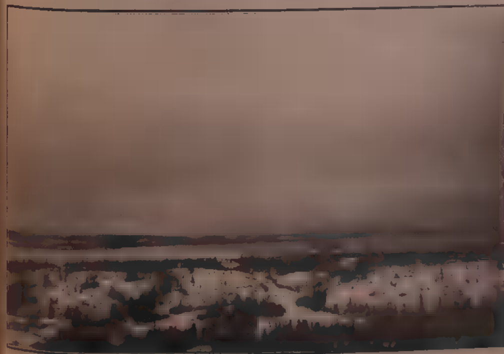
M. Raymond Poirier, président du comité d'organisation du forum, d'entrée de jeu a souligné l'importance d'utiliser les ressources de la francophonie pour créer de l'emploi en français dans les communautés. Il a insisté sur la nécessité de développer des maillages d'entreprises, au cours de ce forum, qui puissent déboucher sur des partenariats réels avant [redacted] fin de [redacted] rencontre.

Le comité organisateur avait choisi St-Georges de Beauce comme ville-hôte du forum, offrant ainsi en exemple aux délégués cette région entreprenante, sinon téméraire, au plan des affaires. Avec un taux de chômage de près de trois pour cent de moins que la moyenne canadienne, les Beaucerons peuvent aussi se vanter d'être propriétaires de près de 90 pour cent des sièges sociaux des compagnies qui opèrent dans leur région.

Madame Sheila Copps, vice-première ministre du Canada, a décrit dans son discours d'ouverture l'explosion de l'entrepreneurship dans la Beauce comme un *success story* qui montre la voie du développement économique pour tout le reste du Canada.

Il faut transformer la perception du fait français [redacted] Canada, de

Gens d'affaires
Suite en page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Brrr !

Lentement mais sûrement la ligne des glaces fait son avancée dans la baie de Yellowknife. Bientôt, la route de glace reliant la capitale au village de Dettah s'ouvrira et les motoneiges commenceront à s'aventurer là où seules les embarcations pouvaient nous mener. Bonne pêche sur la glace!



Snare Lake obtient le statut de bande

Monsieur Ronald A. Irwin, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien félicite la collectivité de Snare Lake (Wekweti) pour l'obtention du statut officiel de bande et pour la création des Premières nations Dechi Laot'i.

Une collectivité peut obtenir [redacted] statut de bande en en faisant [redacted] demande au MAINC, avec l'approbation de [redacted] bande mère. Le MAINC n'accédera [redacted] la demande que si cela n'entraîne pas de nouvelles dépenses de [redacted] part du gouvernement.

«Le fait d'obtenir le [redacted] bande constitue un succès immense pour les habitants [redacted] Wekweti», [redacted] déclaré [redacted] chef Judas. «Notre engagement [redacted] matière de développement ouvrira de nombreuses portes [redacted] peuple. C'est pour nous le début d'une ère nouvelle».

La collectivité de Snare Lake est située [redacted] 195 km en ligne droite au nord de Yellowknife, [redacted] le Grand lac des Esclaves et le Grand lac de l'Ours. Elle compte 107 membres.

Sauvons les caribous, mais quand?

Un Hercules du 435e Escadron de Winnipeg devait transporter des caribous appartenant à une espèce rare, de Resolute Bay jusqu'au zoo de Calgary. L'opération «Sauvons les caribous» avait pour but de sauver 25 caribous de l'île Bathurst, où ils sont menacés de disparition.

Une équipe spécialisée dans [redacted] capture d'animaux [redacted] été transportée par avion [redacted] Resolute Bay, où à l'aide d'un hélicoptère et de filets, elle devait prendre les caribous de manière sécuritaire. Mais les conditions météorologiques ont empêché les biologistes d'accomplir leur mission. De plus, le temps d'ensoleillement diminuant d'environ 20 minutes par jour, la sécurité, autant de l'équipe que des animaux était mise en péril. Il n'y a à cette période de l'année que trois heures d'ensoleillement dans [redacted] région visée. Pour l'instant, il est impossible de prévoir si une [redacted] tentative de sauvetage des caribous [redacted] réalisable cet hiver.

Les besoins de l'Ouest

Moins de 900 jours [redacted] séparent de la division des Territoires du Nord-Ouest, qui devrait avoir lieu le 1er avril 1999. Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral s'est beaucoup concentré sur le Nunavut et a dépensé des millions de dollars pour son implantation.

Selon les membres du Caucus de l'Ouest, il est temps que le Canada commence à tenir compte des besoins du nouveau territoire de l'Ouest, résultant lui aussi de cette division qui aura des impacts majeurs sur l'économie, les structures gouvernementales, les finances, et les deux territoires.

Les membres du Caucus de l'Ouest veulent s'assurer que la division sera juste [redacted] équitable, et que les revendications de l'Ouest seront entendues. Ils prévoient aussi collaborer avec leur collègues du Nunavut afin que la date de [redacted] division soit respectée.

Un timbre pour l'alphabétisation

Cet automne, un projet d'alphabétisation familiale [redacted] été lancé à travers tout le Canada : 10 millions de timbres ont été imprimés, et si tous sont vendus lors des six mois [redacted] cours desquels ils seront distribués, un total de 500 000 dollars sera mis à la disposition des projets d'alphabétisation familiale [redacted] Canada.

Cette collaboration entre Poste Canada et la Fondation ABC Canada pour l'alphabétisation est l'un des plus grands efforts de promotion dans l'histoire de l'alphabétisation.

Le timbre représente un casse-tête dont une pièce manque au milieu. Les livrets contiennent dix timbres valant chacun 50 sous, dont 5 sous vont à l'alphabétisation. Chaque timbre porte le message «Litteracy begins at home», l'alphabétisation commence chez soi.

Il devrait normalement être possible de se procurer sans problème le timbre pour l'alphabétisation dans les territoires du Nord-Ouest. Sinon, insistez auprès de votre bureau de poste local.

Natali Lefebvre



Appui à BHP

Suite de la [redacted]

été élaborée et acceptée par le GTNO, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la BHP Diamonds Inc. Elle est maintenant sous examen technique et juridique. Un protocole de mise en oeuvre y a été ajouté à titre d'annexe. Ce protocole assure la participation des groupes autochtones touchés par le projet à la mise au point de l'entente finale et prévoit les étapes qui mèneront [redacted] la création d'un organisme indépendant de surveillance de l'environnement.

Une entente socio-économique a déjà été conclue entre la BHP et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. De plus, le Canada, le GTNO, les groupes autochtones et les organisations environnementales sont en train d'élaborer [redacted] stratégie relative aux zones protégées qui mettra l'accent [redacted] la protection des terres dans la région géologique des Esclaves.

M. Irwin a fait preuve de beaucoup d'enthousiasme face à la perspective de la réalisation de la mine : «Le projet minier de la BHP est important pour [redacted] population du Nord et pour l'ensemble du Canada. Nous récolterons toutes les retombées économiques de cette vaste entreprise, retombées qui prendront la forme de création d'emplois et d'investissements en capitaux au cours des 25 années de durée du projet», [redacted] déclaré M. Irwin.

Monsieur Morin s'est également montré satisfait des progrès réalisés dans la négociation des ententes : «Je suis optimiste quant [redacted] l'avenir de ce projet», a-t-il affirmé, «et je n'ai aucun doute que les rapports de plus en plus étroits avec la BHP et la population du Nord s'avéreront constructifs et fructueux pour tous les participants».

Certaines recommandations du Comité d'évaluation et d'examen en matière d'environnement seront prises en considération dans le cadre du permis d'utilisation des eaux, de l'achat-bail de terrains, du permis d'utilisation des terres et d'autres instruments réglementaires fédéraux. D'autres recommandations seront traitées dans le cadre de l'entente environnementale, des ententes de partage des bénéfices ou de l'entente socio-économique entre le GTNO et [redacted] BHP.

Natali Lefebvre

Points saillants de l'ébauche d'entente environnementale

Voici quelques points saillants de l'ébauche d'entente, lesquels sont cependant susceptibles de changer :

Un organisme indépendant de surveillance de l'environnement sera créé. Cet organisme permettra d'adopter une approche intégrée en vue de l'atteinte des objectifs de l'entente environnementale, et il servira de chien de garde du processus réglementaire et de la mise en oeuvre de l'entente. Il s'agira d'un organisme [redacted] but non lucratif, conformément à la Loi sur les sociétés des Territoires du Nord-Ouest, et il travaillera de façon indépendante de la BHP, du gouvernement canadien et du GTNO.

La BHP devra soumettre un rapport annuel au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, [redacted] GTNO, à l'Organisme indépendant de surveillance de l'environnement et aux Autochtones à compter du 30 avril 1998 et chaque année subséquente jusqu'à la fin du projet. Le rapport comprendra entre autres des rapports de conformité aux modalités prévues dans le cadre du permis d'utilisation des eaux, de l'achat-bail de terrains, des permis d'utilisation des terres et d'autres instruments de réglementation, ainsi que les résultats et les constatations obtenus au titre d'études, de recherches et de programmes de surveillance de l'environnement.

Des plans de gestion environnementale seront élaborés [redacted] comprendront des plans particuliers et généraux portant sur des questions environnementales durant les étapes de la construction et de la production du projet. Ces plans porteront par exemple [redacted] la gestion de la qualité de l'air, le déversement accidentel sur les routes du site et les routes d'hiver, la gestion de la faune, la gestion des milieux aquatiques, les réclamations et la fermeture.

La BHP se chargera de la surveillance de l'environnement et de la conformité aux normes pendant la réalisation du projet. Les programmes de surveillance seront revus et approuvés conjointement dans le cadre des plans de gestion de l'environnement et par l'Organisme indépendant de surveillance de l'environnement.

Dans un délai de deux ans à partir de la date de mise en oeuvre de l'entente environnementale, la BHP soumettra un plan de réclamation au MAINC, au GTNO et [redacted] l'Organisme indépendant de surveillance de l'environnement, où seront précisés les plans de réclamation visant l'emplacement du projet. En vertu de l'entente, la BHP devra aussi fournir des garanties financières pour l'exécution de ses obligations.

Le projet sera réalisé par la BHP, conformément [redacted] toutes les lois et [redacted] tous les règlements environnementaux applicables, à tous les instruments réglementaires et à tous les plans et programmes environnementaux soumis et approuvés dans le cadre de l'entente environnementale.

Les incidences [redacted] les sites archéologiques, patrimoniaux et historiques seront réduites au minimum, et on identifiera les sites significatifs pour les Autochtones. La BHP consultera les groupes et les collectivités autochtones touchés afin d'assurer que les connaissances traditionnelles des Autochtones soient prises en considération dans les levés archéologiques et que les lieux de sépulture soient identifiés. Dans la mesure du possible, les levés seront effectués en consultation avec les groupes et les collectivités autochtones touchés.

Les connaissances traditionnelles des Autochtones seront intégrées à tous les plans de gestion environnementale et de surveillance environnementale.

Un protocole de mise en oeuvre [redacted] été rédigé et présenté en annexe à l'entente environnementale, afin d'assurer la participation des groupes autochtones touchés à la version finale de l'entente. Le protocole définit les étapes menant à la création de l'Organisme indépendant de surveillance de l'environnement.

Gens d'affaires

Suite de la [redacted]

commenter plusieurs conférenciers. La question linguistique ayant longtemps été perçue comme une zone de tension au pays, [redacted] faut maintenant apprendre à en découvrir les avantages économiques [redacted] plan national et international.

En guise d'exemple, le Nouveau-Brunswick, et plus récemment le Manitoba, ont attiré chez eux d'importantes entreprises en téléphonie ayant besoin de main d'oeuvre bilingue pour répondre aux demandes des abonnés de numéros 800, créant ainsi des milliers de nouveaux emplois. Or, où se retrouvent les populations bilingues au Canada si ce n'est dans les communautés francophones du pays?

M. Raymond Dutil, PDG de Procycle (fabriquant de CCM) et président d'honneur du forum, a aussi fait remarquer que dans des rencontres internationales d'industriels, les francophones se rapprochent naturellement des autres intervenants non anglophones d'à travers le monde, qui ont tendance à socialiser spontanément ensemble, même en anglais, et que ces rencontres informelles aboutissent souvent à des contrats très lucratifs.

Le ministre des affaires intergouvernementales du Québec, Jacques Brassard, a par ailleurs réitéré la politique de son ministère à l'égard des communautés francophones hors-Québec, soulignant aussi l'importance d'unifier et de développer la francophonie canadienne. Il [redacted] tenu à préciser que le Québec, à cause de la majorité francophone de [redacted] population, reste le moteur de la francophonie au Canada et sur le continent, et que son gouvernement reconnaît toute l'importance de cette mission.

Le programme de subvention de son ministère [redacted] accepté près de 40 projets à travers le Canada pour sa première année d'application. Ce programme exige un partenariat québécois pour tout projet provenant d'une communauté francophone hors-Québec. Le ministre a cru bon de rappeler que mai 1997 sera la prochaine date d'échéance pour les propositions de projets.

Comme pour répondre aux voeux des organisateurs, près d'une trentaine d'ententes entre entreprises ainsi que deux jumelages de municipalités, résultant du forum, ont été annoncées en guise de clôture à la rencontre.

Louis Mc Comber

Discussion constitutionnelle à Yellowknife

Des opinions tranchées rouge et blanc

Les quatre députés des circonscriptions de Yellowknife ont tenu un forum public sur le projet de Constitution pour l'Ouest des TNO.

Ce forum a eu lieu le 5 novembre dernier. La salle du *Northern United Church* était pleine à craquer. Il y avait peu d'autochtones présents dans la salle, [redacted] l'exception des représentants des médias couvrant l'événement.

Dans l'ensemble, les réactions étaient extrêmement négatives face [redacted] l'ébauche de Constitution de l'Ouest présentée il y [redacted] quelques semaines.

C'est surtout la notion d'inclure deux chambres distinctes (les élus du gouvernement public et les élus des gouvernements autochtones) dans une seule assemblée législative qui a le plus été attaquée par les citoyens présents.

De plus, il a été rappelé à maintes reprise qu'il fallait absolument inclure le gouvernement fédéral dans toutes les étapes de l'adoption d'une constitution car, [redacted] bout de ligne, c'est le gouvernement fédéral qui décidera du [redacted] de [redacted] constitution.

Dès le départ, les députés [redacted] souligné le caractère extraordinaire du présent processus. Peu [redacted] gens [redacted] la chance de pouvoir développer leur propre constitution. Le député de Yellowknife Centre, Jake Ootes a souligné l'importance pour les citoyens et les groupes communautaires de soumettre des mémoires tout au long du processus de consultation.

Il a de plus remis en question [redacted] notion proposée d'assemblée législative qui rassemble sous un même toit deux formes distinctes de gouvernement.

Sur cette question, le député de Yellowknife Frame Lake, Charles Dent, [redacted] demandé aux gens d'examiner le modèle des deux chambres présenté en annexe de l'ébauche.

Certains citoyens [redacted] sont interrogés sur la question des deux droits de vote dont pourraient jouir les autochtones dans la vie démocratique des TNO, un droit de vote exclusif dans la nomination des représentants au gouvernement autochtone et un droit de vote pour élire les membres du gouvernement public. Le constitutionnaliste invité, Bernie Funston, a éclairci [redacted] point en [redacted]tionnant qu'il s'agissait plutôt d'une question que la loi électorale peut régler, une constitution ne couvrant généralement pas ce genre de détail.

À quelques reprises, les députés [redacted] rappelé [redacted] citoyens et citoyennes dans [redacted] salle, qu'un simple rejet [redacted] formule [redacted] deux gouvernements, public [redacted] autochtone, sans offrir de formule alternative serait désastreuse. La notion de gouvernement autonome autochtone [redacted] garanti par la constitution canadienne et les [redacted] de revendications territoriales viennent appuyer ce principe. Dans l'éventualité d'une Constitution de l'Ouest ne faisant pas place aux gouvernement autochtones, on pourrait [redacted] retrouver dans une situation d'un gouvernement territorial ayant une juridiction très limitée, en compétition avec sept gouvernements autonomes autochtones disposant des même pouvoirs, avec chacun leur appareil gouvernemental. On ne pourrait plus s'offrir que 70 [redacted] 75 pour cent du niveau des services actuels car il faudrait alors soutenir huit différentes structures gouvernementales.

L'ébauche de Constitution n'indique nullement que les huit sièges du gouvernement autochtone seront nécessairement détenu par des autochtones, a indiqué Me Garth Wallbridge lors d'une intervention. «Ce document ne doit pas être vu comme un plan définitif», a-t-il précisé. Le constitutionnaliste Bernie Funston a abondé dans le même sens. De son côté, le député Roy Erasmus a expliqué que le mode [redacted] nomination des représentants du gouvernement autochtone ne [redacted] encore établis. Plutôt que [redacted] résultat d'élections, les représen[redacted] pourraient aussi bien être nommés par leur gouvernements autochtones régionaux respectifs.

Un autre aspect négatif souligné par un membre de l'assistance, c'est le risque de voir tous les travaux de l'Assemblée législative bloqués par les huit députés du gouvernement autochtone. Dans sa version actuelle, le document d'ébauche renferme bien ce danger, [redacted] reconnu Bernie Funston. Pour adopter une loi, il faudrait les deux tiers des membres de l'Assemblée législative soit 15 membres. Les 14 membres du gouvernement public pourraient donc perdre la bataille si les huit députés du gouvernement autochtone agissaient de concert pour bloquer les travaux de l'Assemblée.

L'ex-député de Yellowknife Centre, Brian Lewis, [redacted] mentionné qu'il faut faire attention avec le modèle de constitution qui [redacted] présenté [redacted] gouvernement fédéral pour son approbation. Si ce modèle ne se conforme pas [redacted] principes fondamentaux de démocratie et de justice reconnus dans la Constitution canadienne, [redacted] seulement la Constitution [redacted] l'Ouest pourra-t-elle être contestée en cour, mais aussi on risque de voir le gouverne[redacted] fédéral refuser de l'accepter. Selon Seamus Henry, le projet qui [redacted] acheminé vers le gouvernement fédéral devra d'abord recevoir l'assentiment d'une majorité des électeurs et des électrices de l'Ouest. M. Henry estime que le gouvernement fédéral serait [redacted] mauvaise position pour rejeter un tel projet approuvé par une majorité de la population.

Quant au projet de hausser le nombre de députés [redacted] 22, un citoyen s'est dit surpris. Il rappelle que le gouvernement est en pleine période de coupure de ses effectifs mais que d'un autre côté il propose de haus[redacted] le nombre de députés. Selon ce citoyen, cela n'a aucun sens.

En bref, l'ébauche de Constitution a reçu un très mauvais acceuil de la part des membres de l'assitance et il semble que les membres du [redacted] de travail sur la Constitution ont encore beaucoup [redacted] pain sur [redacted] planche avant qu'un projet de constitution ne reçoive l'assentiment de la population blanche des Territoires [redacted] l'Ouest.

Alain Bessette

Des jeunes Ténois et Ténoises en session parlementaire

Le journal *L'Aquilon* tient à souligner [redacted] participation de quatre jeunes Ténois et Ténoises au VIe Parlement franco-canadien de l'Ouest qui [redacted] déroulera à Edmonton du 8 [redacted] 11 novembre. Les jeunes représentant les TNO sont: Caelly Simpson, Imtee Baksh, Leanne Nickerson et Jesse Miller. Jeanne Arseneault est l'accompagnatrice du groupe.

Une cinquantaine de jeunes des quatre provinces de l'Ouest [redacted] des territoires [redacted] retrouveront dans la capitale de l'Alberta pour se familiariser avec les procédures parlementaires et débattre de sujets chauds. De plus, les jeunes se verront offrir toute une gamme d'activités en dehors des heures parlementaires.

ÉDITORIAL

La complexité démocratique

À entendre les commentaires émis lors du forum plublic des citoyens et citoyennes de Yellowknife, on s'aperçoit qu'il y [redacted] loin de la coupe aux lèvres pour les tenants de la réforme constitutionnelle de l'Ouest.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le droit autochtone à l'autonomie gouvernementale n'est pas [redacted] notion très bien ancrée dans la culture politique des Blancs du Nord. Une citoyenne s'est même demandé d'où venait, qu'il y ait des documents pour appuyer cette thèse. Que ce soit une protection fournie par la Constitution canadienne [redacted] semblait pas plus important qu'il ne le faut pour plusieurs intervenants.

En tant que francophones, on s'imagine bien qu'une protection constitutionnelle ne représente pas nécessairement des acquis réels. On sait qu'il faut souvent lutter des années pour assujettir les lois provinciales et territoriales aux droits constitutionnels.

Devant le triste scénario d'un territoire de l'Ouest comprenant huit gouvernements, bien peu ont frémis d'angoisse malgré le potentiel désastreux d'une telle situation. On préfère penser que cela n'est pas possible, «que personne ne laissera les Indiens s'en tirer à si bon compte en leur accordant ces droits injustes». Et pourtant, si une institution est protégée, c'est certainement celle des gouvernements autonomes autochtones; ils ont une protection constitutionnelle. Un gouvernement public territorial [redacted] tient [redacted] légitimité que d'une simple loi fédérale, sans aucune protection constitutionnelle.

La possibilité d'un gouvernement fédéral qui percevrait la Constitution de l'Ouest comme une enfreinte aux principes démocratiques canadiens, et qui refuserait d'adopter celle-ci, est la seule garantie que la Constitution sera juste et équitable, tout en reconnaissant la spécificité des Peuples autochtones. Même adopté par une majorité dans le Nord, le gouvernement fédéral a aussi à répondre à l'ensemble des Canadiens et il [redacted] montrera prudent quant aux conséquences

Alain Bessette



Halloween!



Michelle Carrier / L'Aquilon

Mais que vois-je? Un nuage, de la barbapapa, un banc de neige, un Q-tip, un mouton? Ou serait-ce plutôt Jojo Médium, Lady Godiva ou Gilda? Rien de tout ça. C'est un elfe de la forêt à tendance [redacted] tout petit peu disco.

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

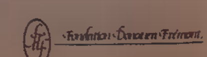
Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée [redacted] accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée [redacted] condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone







Jungleries en cri majeur

Le français associe de nombreuses émotions [redacted] des cris d'animaux: la surprise se coasse, le rire [redacted] glousse, la douleur fait glapir, hululer voire beugler. Les bramements évoquent la colère, tout comme les rugissements, les grondements, les grognements. On couine de peur, on grogne son désaccord, on [redacted] roucoule des mots tendres. Une gorge serrée fait croasser ou coasser. Même les éléments empruntent [redacted] règne animal : [redacted] dit-on pas que le vent mugit?

Aux hommes les rugissements [redacted] douleur [redacted] de colère, aux femmes les gémissements et les feulements. Remarquez, c'est toujours de chats qu'il s'agit, mais de timbre de voix différents : rugir exige une voix grave alors que feuler fait appel à l'aigu. Heureusement, tout le monde peut aboyer des ordres!

Mais revenons [redacted] nos moutons, c'est-à-dire l'aspect éducatif de cette chronique. Saviez-vous que plusieurs animaux ne possèdent pas de cri? C'est le cas de la girafe, de l'hippopotame, de la moufette et du castor. Encore que, dans ce dernier cas, certains fins finauds classiques [redacted] diraient que le castor polluxe... Et les féministes exigeraient de savoir pourquoi [redacted] mouffette est muette, alors qu'on peut crier comme un putois. Remarquez, on pourrait ajouter que l'oie cacarde et que son mâle, [redacted] jars, jargonne.

Le lièvre et le crocodile poussent des vagissements, comme les nouveaux-nés. Remarquez, puisqu'on parle de larmes de crocodiles... Le chat miaule, ronronne et feule, tandis que le tigre feule, râle et rauque. Le bélier et le chameau blatèrent; seuls les êtres humains déblatèrent. Les bêlements du mouton et de la brebis sont bien connus; ceux de la chèvre beaucoup moins. Le rhinocéros et l'éléphant barissent.

Rien saurait être plus banal que l'expression le «gazouillis des oiseaux». À l'instar des enfants, plusieurs oiseaux babillent, notamment le merle, [redacted] pie et la corneille. Le coucou coucoule, la bécasse croule, la tourterelle caracoule et roucoule. Le pigeon roucoule, mais il peut aussi hurler de rage quand il découvre l'escroquerie dont il est la victime. Blague [redacted] part, les verbes caracouler, roucouler, coucouler sont des onomatopées, des mots visant à évoquer le son produit par ces oiseaux.

Ce n'est par hasard que l'aigle et le cygne trompètent, que les poules caquètent et que les dindes gloussent. Savoir que la pie et le geai jasent donne un nouvel éclairage sur le canadianisme piquer une jasette, puisque le verbe jaser signifie «pousser une succession de petits cris» (bavarder, pour les êtres humains).

Terminons sur le cas de la souris qui, comme le lapin, poussent des couinements. Là s'arrête la similarité, car la souris peut également chicoter (je n'invente rien, c'est dans Des mots aux idées. Des idées aux mots, un thésaurus de Larousse)! Voilà qui dépasse mon jeu de mot «informatique», voulant que la souris moderne «traqueballe» allégrement!

Annie Bourret , APF

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@vcn.bc.ca.

Supplément à l'article principal sur BHP

Ébauche d'une stratégie relative aux zones protégées

L'ébauche de la stratégie relative aux zones protégées a pour but d'établir une stratégie globale visant à la création et à la gestion de zones protégées dans les TNO.



Le travail sera basé sur le système des parcs, des sanctuaires et des réserves fauniques déjà mis [redacted] place par les gouvernements fédéral et territorial, mais aussi en partenariat avec les organisations autochtones et environnementales. On commencera par enregistrer les zones protégées, cerner les lacunes et proposer des moyens à prendre pour les corriger.

La stratégie mettra particulièrement l'accent sur la province géologique des Esclaves, laquelle pourrait faire l'objet d'une accélération des activités minières au cours de la prochaine décennie.

Le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Patrimoine canadien et Environnement Canada, de concert avec les groupes autochtones, l'industrie minière, les organisations environnementales et les autres parties intéressées, participeront [redacted] l'élaboration de cette stratégie.

L'un des objectifs est de sensibiliser la population et d'obtenir son appui relativement [redacted] système des zones protégées, [redacted] moyen de vastes consultations publiques. On espère repérer les zones à protéger sur [redacted] base de consultations avec les collectivités, des connaissances traditionnelles, de la recherche scientifique [redacted] d'autres moyens pour ensuite élaborer et mettre [redacted] la disposition du public une base de données et une carte indiquant l'emplacement [redacted] les caractéristiques des zones protégées actuelles ou à venir dans les TNO, y compris les secteurs non encore soustraits au développement.

Un site Internet sera mis sur pied pour fournir de l'information et favoriser la discussion [redacted] sujet de cette initiative, faisant appel tant aux écoles des TNO qu'aux spécialistes des affaires circumpo-laires, aux conseils de bande et aux particuliers. On pourra aussi consulter un manuel décrivant brièvement les caractéristiques de chaque zone, et une revue des désignations possibles des terres selon le système mis [redacted] point par l'Union mondiale pour la nature des Nations Unies.

Le soutien financier proviendra de diverses sources, dont le GTNO, le gouvernement du Canada, des organisations autochtones, des conseils de gestion de la faune et de planification de l'utilisation des terres, des groupes environnementaux non gouvernementaux, des membres du secteur privé, des particuliers et des fondations.

Natali Lefebvre

COURRIER DU LECTEUR

«Jamais aussi francophone et bilingue que cette année»

Cher éditeur,

Premièrement, je veux féliciter les nombreux citoyens du Canada qui sont ambitieux d'apprendre une deuxième langue, particulièrement le français. Je suis une étudiante d'immersion moi-même, et je suis contente de dire que je fais ma part, pour l'unité des deux cultures dominantes de notre pays.

Je veux féliciter aussi l'APF (Association de la presse francophone) d'avoir écrit cet article dans L'Aquilon le 11 octobre 1996, et d'avoir ainsi encouragé les personnes qui sont bilingues.

Je pense qu'une des grandes inspirations pour les Canadiens d'être bilingue cette année, était le référendum [redacted] 1995 qui avait comme but la séparation du Québec du Canada. Peut-être qu'ils avaient besoin d'un «choc de réalité» pour bien comprendre qu'on doit travailler un peu pour l'unité dans ce pays.

Je veux encourager particulièrement les étudiants [redacted] s'impliquer dans les programmes bilingues. Il y a les programmes disponibles, et parfois gratuits. Nous sommes les membres des gouvernements et les travailleurs de l'avenir. Les pourcentages de bilinguisme augmentent maintenant, et avec la coopération de tout le monde, les pourcentages pourront augmenter encore.

D'être bilingue au Canada, il y [redacted] des avantages : plus de communication, plus d'opportunités, et plus de paix.

Sara Turner
Étudiante de l'école secondaire Sir John Franklin



Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9

Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Les contaminants dans les TNO

Un bénéfice réel versus un risque potentiel

La semaine dernière, L'Aquilon présentait deux articles où il était question de la recherche sur les contaminants du Nord, effectuée dans le cadre de la Stratégie environnementale de l'Arctique. Cette semaine, pour approfondir le sujet, le journal [redacted] rencontré le Dr André Corriveau, médecin responsable de la santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux dans les TNO.

Les contaminants absorbés par les résidents de l'Arctique sont contenus dans la graisse des animaux marins dont ils se nourrissent. Les polluants déversés dans l'eau par les industries remontent la chaîne alimentaire jusqu'à l'homme, gagnant en quantité et en concentration chaque fois qu'ils passent d'un échelon de la chaîne à l'autre. Faudra-t-il un jour que la population arctique trouve des substituts à l'alimentation basée sur la consommation de poisson et de mammifères aquatiques qui a depuis toujours assuré [redacted] santé et [redacted] survie?

Jusqu'à présent, peu de recherches ont été poursuivies sur le sujet, mais d'après le Dr Corriveau, on [redacted] quand même pu conclure qu'avec le taux d'absorbtion actuel de contaminants chez les humains, le danger pour les enfants et les adultes est très faible. Les risques d'effets graves sont plutôt courus par [redacted] foetus. (voir encadré)

«On pouvait déjà prévoir que les populations dont [redacted] nutrition était davantage constituée d'animaux marins révèleraient des taux de contaminants plus élevés que celles où l'on se nourrit de caribous», affirme le Dr Corriveau, «les caribous sont des animaux maigres qui se nourissent de lichen, qui [redacted] contient pas de contaminants. Les mammifères marins, eux, sont placés haut dans la chaîne alimentaire, et chaque fois qu'ils mangent un autre animal, ils absorbent d'un coup tous les contaminants qu'il contient. Donc, plus un mammifère marin est vieux, plus la concentration de contaminants dans [redacted] graisse est élevée».

Malgré le fait que l'on ai[t] bel et bien établi que le sang des résidents de l'Arctique contient des contaminants, le Dr Corriveau n'est pas prêt à demander aux communautés de modifier leur alimentation de façon majeure. De toute manière, cela serait bien plus difficile que dans le Sud, où les substituts à quelque aliment que ce soit sont nombreux. De plus, les huiles contenues dans le phoque ou la baleine constituent une bonne protection contre certaines maladies, comme par exemple le cancer du sein, de l'intestin, ou les maladies cardiaques. Selon le Dr Corriveau, on ne peut pas se débarasser d'un bénéfice réel à cause d'un risque potentiel. «Si une femme s'inquiète de la santé de son enfant à cause de la quantité [redacted] contaminants auxquels elle s'expose, je lui suggère des moyens de diminuer le gra[s] dans son alimentation comme décanter le bouilli par exemple», dit-il.

Le programme de recher[che]

Contaminants
Suite en page 7

Danger pour les foetus

Le foetus, dont le sytème nerveux central et [redacted] cerveau sont [redacted] plein développement, est beaucoup plus vulnérable qu'une personne ayant déjà atteint un certain niveau de croissance.

La recherche [redacted] les contaminants du Nord effectuée dans le cadre de la Stratégie environnementale de l'Arctique a donc porté jusqu'à maintenant sur l'étude du sang de 230 mères volontaires, ainsi que sur le sang contenu dans le cordon ombilical de leur bébé. Il s'agit de la première étude de ce genre dans les TNO, ce qui signifie que les données antérieures sont inexistantes et qu'il faut établir des standards. Grâce aux résultats obtenus, il sera possible de déterminer les taux de contaminants absorbés [redacted] moyenne dans chaque région, et ensuite de se concentrer sur les effets à long terme de l'ingestion de polluants.

Selon le Dr Corriveau, quand on parle de parties par million ou par milliard de contaminants, il s'agit évidemment de quantités infimes qui agissent dans l'organisme au même niveau qu'une hormone. L'effet produit dépend des récepteurs qui interagissent dans le processus et de combien de molécules sont mises en cause. «Un foetus formé de quelques milliers de cellules pourra être affecté par seulement une ou deux molécules de contaminants, puisque ces molécules seraient en contact avec peu de récepteurs. Lors de la formation du système nerveux, quelques interactions chimiques peuvent être déterminantes pour le développement futur de l'enfant», explique-t-il.

Pourtant, il est difficile d'identifier avec certitude les effets causés par l'absorbtion de polluants Des études menées depuis les années 70 dans la région des Grands Lacs sur des des enfants qui avaient été exposés à des contaminants tendent à démontrer des différences de quotient intellectuel. Cependant, sur le plan individuel, il est pratiquement impossible d'affirmer qu'un quotient intellectuel légèrement plus bas que la moyenne est dû à un contact avec des contaminants plutôt qu'à d'autres facteurs.

«Ce qui est inquiétant, c'est quand les taux de contamination augmentent et qu'on se met à découvrir des effets similaires notables chez plusieurs individus d'une même population», affirme le Dr Corriveau, «mais comme c'est la première fois que l'on mesure les taux de contaminants dans le Nord, on ne peut pas encore dire s'ils sont en train de monter ou de baisser».

Natali Lefebvre

Le Dr André Corriveau

Pour la santé du Nord

C'est à l'automne 94 que le Dr André Corriveau arrive à Yellowknife pour assurer la fonction [redacted] médecin responsable de la santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux pour l'ouest des TNO.



Originaire de Montréal, le Dr Corriveau n'en était pourtant pas à [redacted] première expérience du Nord; il avait déjà passé huit ans comme médecin généraliste et responsable de [redacted] santé publique à Povungnituk, petite communauté de 1100 personnes, située dans le Nunavik, Arctique de l'Est.

André Corriveau et sa famille aiment le Nord, mais Povungnituk ne semblait pas être l'endroit idéal pour l'éducation des enfants. «Nous n'étions pas tentés de retourner dans le Sud, alors quand la possibilité s'est [redacted] pour moi de travailler en santé publique à Yellowknife, nous avons décidé d'y venir», dit le Dr Corriveau.

Le rôle du Dr Corriveau en tant que médecin hygiéniste ou médecin de la [redacted] publique pour l'ouest des Territoires du Nord-Ouest est d'abord centré sur le contrôle des maladies infectieuses et des épidémies.

Au ministère [redacted] la Santé et des Services sociaux, il s'occupe de la prévention des maladies, et de la planification et évaluation des programmes de santé. Sa position d'épidémiologiste comprend la responsabilité de rassembler des statistiques sur les divers problèmes de santé rencontrés dans l'ouest des Territoires, de faire des analyses, et de remettre de l'information aux communautés et aux régies régionales de santé sur ce qu'on peut faire pour minimiser l'impact de la maladie dans notre société.

Le Dr Corriveau ne prévoit pas quitter Yellowknife dans un avenir rapproché : «tant que le travail est intéressant et que les besoins familiaux sont satisfaits, il n'y a aucune raison [redacted] partir», dit-il. Il est cependant souvent appelé à voyager dans les Territoires [redacted] cause de son travail. Depuis son arrivée à Yellowknife, il [redacted] fait pas de consultation générale régulière, mais il lui arrive d'intervenir auprès des individus dans les communautés où il n'y [redacted] pas de médecin.

Son expertise en matière de maladies infectieuses fait que les médecins des TNO [redacted] recours [redacted] ses connaissances quand ils se trouvent face à des cas de maladies plus rares. [redacted] est aussi [redacted] personne ressource pour les médias et le porte-parole pour tout ce qui touche la santé communautaire.

Le travail du Dr Corriveau lui demande beaucoup de son temps, mais malgré cela, il a voulu s'impliquer au sein de la communauté francophone de Yellowknife : «Cette année, j'ai été élu au Conseil scolaire de l'école Allain St-Cyr, que fréquentent [redacted] enfants. C'est [redacted] manière de m'intégrer à la vie des francophones d'ici».

Natali Lefebvre

Allégations de conduite douteuse contre la députée Ethel Blondin-Andrew

La FFT l'appuie

Alors que les députés d'opposition et les médias du Sud dénoncent [redacted] députée du Western Arctic, la Fédération franco-ténoise lui exprime un vote de confiance.

Selon les faits établis, Mme Blondin-Andrew aurait utilisé [redacted] carte de crédit gouvernementale pour acheter quelques effets personnels. Peu de temps après, elle émettait des chèques personnels au gouvernement pour rembourser ces achats. Les députés d'opposition et quelques médias ont surtout mis l'accent sur les achats, omettant parfois de souligner le remboursement.

Dès le début de la crise, le premier ministre du Canada, Jean Chrétien, [redacted] déclaré son support inconditionnel à la députée du Western Arctic.

Dans une lettre adressée [redacted] premier ministre du Canada, le président de la Fédération franco-ténoise, Daniel Auger, a manifesté [redacted] confiance à l'endroit de la députée.

Selon le porte-parole de la communauté franco-ténoise, «Madame Ethel Blondin-Andrew accomplit avec rigueur, compétence, et générosité son devoir de servir les intérêts de [redacted] circonscription et du Canada. Son intégrité ne saurait qu'être incontestable. Dans ces conditions la communauté franco-ténoise ne doute pas de la bonne foi qui préside à ses actions».

Alain Bessette

Contaminants

Suite de la page 6

...he sur les contaminants des TNO prend fin le 31 mars 97, mais il reste encore beaucoup à découvrir dans ce domaine. Le gouvernement fédéral est présentement en quête de financement pour que l'étude puisse se poursuivre, et un [redacted] programme devrait être ébauché d'ici la fin de celui qui est présentement [redacted]. Une étude du même type que celle menée dans les TNO sur le sang des mères et des nouveaux-nés, effectuée au Groënland, au Labrador et au Nouveau-Québec pourrait faire avancer la recherche poursuivie dans les Territoires. En effet, cette étude ne dépend pas de fonds canadiens, et l'avance qu'elle prend permettra peut-être de reprendre ici un peu plus tard des travaux plus poussés se basant sur les découvertes faites ailleurs. «Quand on fait de la recherche, on trouve des réponses, mais ces réponses font toujours naître de nouvelles questions», remarque le Dr Corriveau.

Natali Lefebvre

Chronique du Net

Natali vous revient la semaine prochaine avec une autre chronique sur l'Internet



Huguette Beaulieu

Un long party de Noël!

Après plus de 10 [redacted] dans [redacted] Nord, Huguette Beaulieu quitte les TNO.

Arrivée [redacted] Yellowknife le 23 décembre 1985, chez son frère, pour y passer le temps des fêtes, Huguette Beaulieu y habitait toujours 10 ans plus tard. «Hey! Ça c'est un long party de Noël!» indique Huguette Beaulieu.

Depuis, [redacted] frère est déménagé en Saskatchewan et Huguette a passé 10 années [redacted] se faire de bons amis. «Les amis que l'on [redacted] fait dans le Nord, c'est des amis pour longtemps. C'est des amitiés durables, solides», explique Huguette Beaulieu. Lorsqu'elle retourne [redacted] Montréal pour y visiter sa famille, elle [redacted] profite toujours pour y rencontrer plusieurs amis connus dans le Nord.



Peu de temps après son arrivée à Yellowknife, Huguette Beaulieu s'est mise [redacted] la recherche de boulot. Son premier emploi, ce fut [redacted] L'Aquilon, de janvier à mars 1986. Puis elle [redacted] trouvé un emploi au ministère de la Justice des TNO, aux affaires législatives. Elle fut la première employée francophone du GTNO rémunérée en vertu d'un poste budgétaire 4, c'est [redacted] dire, une employé rémunérée grâce [redacted] l'entente Canada-TNO sur les langues officielles. Elle a occupé ce poste jusqu'en 1991.

Par la suite, pendant quelques mois, elle a travaillé au ministère de l'Éducation. Elle était en charge de [redacted] ligne 1-800 sur les services en français.

Puis, retour [redacted] sources, au journal L'Aquilon, où elle aura la responsabilité du secteur de la vente de publicité. Pendant un an, elle a mis le journal sur [redacted] du Commissariat aux langues officielles. Pas une seule publicité du fédéral ne passait dans un journal anglophone sans que Mme Beaulieu ne s'assure qu'elle ait sa contrepartie française dans L'Aquilon. Les ministères récalcitrants devaient bientôt répondre de toute omission auprès du Commissariat [redacted] langues officielles du Canada. Au même moment, Huguette Beaulieu ouvrait aussi quelques dossiers au Commissariat aux langues des TNO en raison du maigre volume de publicité dans le journal en provenance du gouvernement des TNO.

Au moment de son départ du journal, le nombre de plaintes logées auprès du Commissariat aux langues officielles a subi une chute dramatique. Certains de ces ministère fédéraux récalcitrants annoncent toujours dans L'Aquilon.

Ses derniers emplois l'ont amenée à travailler au Secrétariat d'État du Canada (qui devint le ministère du Patrimoine canadien) puis au Mackenzie Lounge, dernier emploi en titre.

Dans le cadre de ses différents emplois, Huguette Beaulieu [redacted] pu visiter plusieurs communautés autres que Yellowknife. Ce fut principalement les communautés représentées par des associations de francophones : Fort Smith, Hay River et Iqaluit.

Elle [redacted] pu se faire plusieurs amis autochtones, en provenance d'un peu partout dans les TNO. Ce sont ses amis d'Iqaluit et du Nunavut dont elle se sent le plus près. «Les Inuits sont beaucoup plus comme nous autres. (...) quant ils te voient, ils s'essaient [redacted] parler les quelques mots français qu'ils connaissent, c'est fin de leur part», explique Huguette. D'ailleurs, [redacted] de ses buts [redacted] Toronto, c'est d'y suivre des cou[rs] d'Inuktitut. Elle retournera aussi [à] l'université afin de prendre des cou[rs] pour polir son anglais.

Parmi les anecdotes qui ont par[...] semé [redacted] vie à Yellowknife, la pre[...]mière visite du groupe La bottin[e] souriante en 1987 est la plus mar[...]quante. Les francophones et fran[...]cophiles avaient dansé toute la nuit. Quelques durs à cuire s'étaien[t] même retrouvés pour le déjeuner [à] la maison du leader du gouverne[...]ment de l'époque, Dennis Patterson.

Un dernier mot d'Huguett[e] Beaulieu «Dis bonjour à tous ceux que j'ai pas eu le temps de voir».

Alain Bessett[e]





Chantelle est la toute dernière venue de la famille Duval-Loubert. Elle est née le 16 octobre à Yellowknife et pesait 8 lbs et 2 oz. Sur la photo, de gauche à droite, Daniel Duval, Nikole Loubert, Chantelle et Amélie, ainsi que Aliette Duval. Chantelle est le 20e petit-enfant d'Aliette Duval.

Pour obtenir [redacted] trousse Premiers pas, contactez le (403) 920-2919

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 40, vendredi 15 novembre 1996

Grrr...

Natali Lefebvre/L'Aquilon

Non, ils ne sont pas dangereux... Les élèves de l'école Allain St-Cyr s'adonnent simplement à un petite séance de grimaces amicales pour le plaisir des lecteurs .

Grand ménage dans le Baffin

Ça brasse à QIA!

Grand ménage à Qikiqtani Inuit Association. On change de nom, de président, de siège social et peut-être de système comptable!

Il y a beaucoup de brasse-camarade [illegible] QIA ces temps-ci. QIA, c'est le nouveau nom de BRIA, la Baffin Region Inuit Association. Mais comme certaines communautés débordaient de l'île de Baffin, comme Igloolik et Hall Beach, le conseil d'administration de BRIA [illegible] décidé de lancer un concours afin de renommer l'association. On s'est finalement entendu [illegible] Qikiqtani Inuit Association.

Mais ce n'est pas [illegible] le seul changement qui affecte l'organisation. On sait qu'après un recomptage des votes aux dernières élections de QIA, Lazarrus Ariak a bel et bien été élu président alors qu'on avait déjà publiquement annoncé l'élection de Gerry Ell. Depuis qu'Ariak est entré en poste, il a eu le temps de faire grincer des dents plusieurs de ses collègues en posant des questions précises et dures sur l'état actuel de l'association.

Lors du dernier conseil d'administration tenu à Iqaluit par exemple, Andy Waywell, un vérificateur de Mackay Landau, a annoncé qu'il était impossible de vérifier les états financiers de l'association inuit, étant donné le trop grand nombre d'erreurs et le manque de rigueur dans la tenue des livres comptables. Ariak a voulu connaître les respon-

QIA
Suite en page 2

45 pour cent des PME ont de la difficulté à recruter du personnel qualifié

La PME et l'emploi

Pas moins de 45 pour cent des petites [illegible] moyennes entreprises au pays disent avoir de la difficulté à recruter du personnel qualifié, indique une étude [illegible] Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.

Ce pourcentage tombe cependant à 37 pour cent au Nouveau-Brunswick, à 37,6 pour cent en Nouvelle-Ecosse et à 34,6 pour cent à Terre-Neuve. C'est [illegible] Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest où il est le plus difficile pour les entreprises d'embaucher du personnel qualifié.

La rareté des compétences précises, l'indifférence et l'attitude médiocre face au travail, les prestations gouvernementales trop généreuses et les attentes salariales irréalistes sont les quatre principales raisons évoquées par les PME pour expliquer la pénurie de la main-d'oeuvre qualifiée.

Ce sont surtout les entreprises oeuvrant dans les transports et les communications, dans le secteur manufacturier et dans le secteur primaire qui disent avoir de la difficulté à recruter du personnel qualifié.

Les qualités que les employeurs recherchent le plus chez les jeunes ont trait à [illegible] personnalité, plutôt qu'à la scolarité. La discipline, la fiabilité, la polyvalence et l'intérêt [illegible] conserver son emploi, une bonne éducation de base et de bonnes compétences en communication sont, dans l'ordre, les principales qualités que les entreprises recherchent chez les jeunes, loin devant les compétences techniques, les idées innovatrices ou l'obtention d'un diplôme ou d'un baccalauréat.

C'est au Nouveau-Brunswick où les employeurs (17 pour cent) accordent le plus d'importance au diplôme et au Québec où ils accordent le moins d'importance [illegible] compétences en communication chez les jeunes. C'est en Colombie-Britannique où les employeurs tiennent le plus à la discipline chez les jeunes. La fiabilité est une qualité importante en Saskatchewan. A l'Ile-du-Prince-Edouard, on tient beaucoup à ce que les jeunes se montrent intéressés à conserver leur emploi. La polyvalence est un atout dans les Territoires du Nord-Ouest. Au Yukon, on insiste sur les compétences en communication, alors que les employeurs du Nouveau-Brunswick accorde une certaine importance à l'esprit d'équipe.

On apprend aussi dans cette étude que plus de 70 pour cent des employeurs interrogés se fient surtout sur des amis et des employés pour recruter du nouveau personnel. Un peu plus du tiers, 36 pour cent, placent une annonce dans le journal local et seulement 14 pour cent passent par le Centre d'emploi du Canada. Moins de 1 pour cent des employeurs utilisent les services informatisés de recherche d'emploi du gouvernement fédéral.

PME et employé
Suite en page 2

Les roues ou les skis

«Bon, ben, ça à l'air que c'est le temps de serrer mon char pis de sortir mon skidoo...»

Natali Lefebvre/L'Aquilon



Semaine de sensibilisation aux toxicomanies

L'Aquilon se joint à la Nation dénée dans sa volonté d'encourager [redacted] gens à participer en grand nombre [redacted] activités organisées pour la semaine nationale de sensibilisation aux toxicomanies qui [redacted] lieu du 17 au 23 novembre prochain.

Bill Erasmus, chef de [redacted] Nation dénée, pense qu'il est important de promouvoir et de participer à la sensibilisation [redacted] toxicomanies dans [redacted] communautés : «La sensibilisation [redacted] toxicomanies [redacted] vise pas uniquement l'abus d'alcool et de narcotiques, mais aussi la dépendance au tabac, au jeu, [redacted] nourriture [redacted] aux médicaments sur prescription. Les individus et familles [redacted] communautés ont besoin de mieux équilibrer leur vie, et une meilleure compréhension des diverses toxicomanies peut nous aider à y arriver».

Comme par les années précédentes, la Nation dénée est fière d'être l'hôte cette année encore, d'un dîner prévu pour le 19 novembre à midi [redacted] l'Office national déné, situé [redacted] deuxième étage du Discovery Inn.

Prévention du suicide

Jack Anawak, député de Nunatsiaq a déjà déclaré que «le suicide était [redacted] grave problème de santé chez les jeunes»...

Malgré ce lapsus pour le moins remarquable, M. Anawak continue d'avoir [redacted] coeur la [redacted] de la prévention du suicide chez les jeunes. C'est donc en ces termes qu'il souhaite s'adresser [redacted] la population :

«Un autre jeune a été enterré [redacted] Rankin Inlet, la fin de semaine dernière, victime du suicide. Un [redacted] jeune, brillant et doué, qui aurait pu faire [redacted] contribution appréciable [redacted] sa collectivité et [redacted] l'ensemble du Nunavut, s'est enlevé la vie et nous [redacted] privé pour toujours de sa présence.

On compte trop de décès. Nos jeunes, qui constituent [redacted] plus grand et plus bel espoir pour l'avenir, se suicident dans une proportion alarmante. Il faut que cela cesse.

Je demande à tous les habitants des TNO, jeunes et vieux, individus et collectivités, [redacted] travailler ensemble pour faire de la prévention du suicide un objectif majeur. Nos jeunes [redacted] besoin de nous, et nous avons besoin d'eux».

Politiques d'emploi

Le député de Yellowknife South, Seamus Henry, est d'avis que le gouvernement territorial ne devrait pas décider des politiques d'emploi des compagnies privées qui cherchent des opportunités d'affaires dans les TNO, [redacted] par exemple BHP.

«Je reconnais qu'il est important que le gouvernement s'assure que certains emplois et bénéfices soient garantis aux résidents du Nord, mais le pouvoir de décision finale doit rester entre les mains de la compagnie», a-t-il affirmé.

M. Henry croit qu'il y a déjà assez de régulations imposées [redacted] compagnies, spécialement dans le secteur minier. «Plutôt que d'essayer de dicter à BHP sa conduite [redacted] matière de politiques d'emploi, le gouvernement devrait voir à ce que les résidents du Nord aient les qualifications nécessaires pour les emplois qui seront créés par l'ouverture de la mine», conclut-il.

Au travail, les enfants!

Le 6 novembre dernier, des élèves de neuvième année de partout dans les TNO, ont accompagné pour une journée [redacted] parent, [redacted] ami adulte ou un volontaire dans [redacted] milieu de travail du secteur public ou privé.

L'évènement, intitulé «Take Our Kids To Work», a été organisé par «The Learning Partnership», un organisme à but non-lucratif qui se concentre sur le développement d'alliances entre le milieu de l'éducation, le milieu des affaires et les communautés.

L'expérience [redacted] permis aux élèves de voir l'environnement de travail dans lequel évoluent leurs parents et de mieux comprendre ce qu'il font pour subvenir à leurs besoins.

Natali Lefebvre

QIA

Suite de la une

sables de ce bourbier [redacted] travers lequel [redacted] dépensent 3 millions de dollars annuellement. Plusieurs directeurs ont réagi négativement à la démarche du nouveau président.

Selon un article du Nunatsiaq News du 1er novembre, la présidente sortante, Blandina Tulugarjuk, [redacted] déclaré que le conseil pourrait démettre Ariak de ses fonctions s'il se faisait trop insistant. Par ailleurs, Paul Quassa, le directeur exécutif de QIA, s'est porté responsable du fouillis comptable en expliquant que sa position le rend responsable des agissements de [redacted] le personnel.

Nouveau développement dans l'édition du [redacted] novembre du Nunatsiaq. On y apprend dans un article de Jim Bell qu'au cours de l'été dernier, un groupe de bénéficiaires de [redacted] région de Baffin a fait circuler une pétition pour rendre plus transparentes les opérations de [redacted] corporation Qikiqtaaluk, le bras corporatif de QIA. Le texte de la pétition réclamait des comptes sur les activités de développement économique de l'organisation et accusait Qikiqtaluk et BRIA de ne pas fournir suffisamment d'informations aux membres.

Dans [redacted] rapport annuel au conseil d'administration de QIA, Gerry Ell, le président de Qikiqtaluk, [redacted] annoncé que l'édifice en forme d'igloo qui abrite le siège social de l'organisation à Iqaluit devra sans doute être livré aux pics des démolisseurs après seulement trois ans d'utilisation. Depuis [redacted] construction qui a coûté près de $1.4 million aux bénéficiaires, l'édifice craque, coule, et pour le rafistoler, ça coûterait au moins $200, 000 d'argent neuf pour parer [redacted] plus pressant.

Selon Ell, la meilleure solution reste encore de tout jeter ça à terre et de planifier [redacted] construction d'un nouvel édifice sur le même site. QIA et Qikiqtaluk doivent de toute façon déménager dans [redacted] nouvelle section de l'édifice Parnaivik aussitôt [redacted] construction achevée.

QIA est la plus importante des trois associations régionales Inuit qui découpent le territoire du prochain Nunavut et donc le membre le plus important de Nunavut Tungavik Inc. On se rappelera que le dernier président élu avait été contraint de démissionner pour avoir loué un charter de Yellowknife à Igloolik, puis Iqaluit, après avoir manqué son avion pour cause d'ébriété.

Il semble que plusieurs leaders Inuit ainsi qu'une majorité de bénéficiaires ont décidé de mettre de l'ordre dans la maison.

Louis McComber

PME et employés

Suite de la [redacted]

Ce sont surtout les jeunes entreprises qui embauchent de jeunes travailleurs.

Pendant la première année d'exploitation, elles en comptent, en moyenne, jusqu'à 30 pour cent. Cette proportion tombe à 15 pour cent dans les entreprises établies depuis plus de 11 ans.

La plupart des entreprises s'opposent [redacted] des mesures gouvernementales directes pour créer de l'emploi, comme le programme national d'infrastructures, et préfèrent une réduction des taxes sur [redacted] salariale.

Plus de [redacted] moitié des propriétaires [redacted] d'entreprises ont affirmé qu'ils embaucheraient des employés, si les taxes sur la masse salariale étaient réduites. De 30 à 40 pour cent des répondants pensent que la réduction des taxes et des impôts, les compressions des dépenses publiques et [redacted] réduction de la paperasserie sont des mesures qui favoriseraient la création d'emplois.

Malgré tout, les trois quarts des répondants avaient embauché au cours des 12 derniers mois, ou prévoyaient le faire au cours de l'année à venir.

APF

Communauté gaie

Le point de vue d'une nouvelle venue

Tout bon Couteaujaunois [redacted] certainement déjà croisé Marie-Laure Chavanon dans les rues de la capitale territoriale. Depuis qu'elle [redacted] débarqué à Yellowknife en mai dernier, cette Française originaire de la région de Dijon, et aussi piquante que la célèbre moutarde, sillonne à vélo la ville qu'elle connaît déjà comme le fond de [redacted] poche.

Il y a longtemps que Marie-Laure voyage. C'est en partant qu'elle a commencé à apprivoiser son homosexualité. «La démarche de reconnaissance de l'homosexualité est un long processus et le paquet est souvent lourd [redacted] porter», dit-elle, «moi, j'ai dû partir [redacted] voyage pendant des années».

Marie-Laure est venue ici pour changer d'air, tout en espérant s'intégrer à la communauté gaie dont on lui avait parlé depuis Montréal. Elle aime beaucoup Yellowknife : «On y retrouve toutes les commodités d'une grande ville, et le rythme d'un village», dit-elle. La présence de la communauté gaie [redacted] été décisive dans le choix de sa destination: «Si on m'offrait un emploi dans un petit village isolé des territoires, je ne sais pas si j'irais. Je n'aurais pas envie de me sentir comme une Martienne qui débarque sur une autre planète».

À son arrivée, Marie-Laure s'est donc informée auprès du Centre des femmes pour savoir comment entrer en contact avec la communauté gaie. On lui a donné deux numéros de téléphone... qu'elle n'a pas utilisés. Elle a plutôt attendu la soirée de danse de la Fierté gaie qui avait lieu deux semaines plus tard.

Son intégration s'est faite très rapidement. «On m'a accueillie à bras ouverts», se rappelle-t-elle. «Je ne suis toujours pas amoureuse, mais je suis contente d'être venue!», ajoute-t-elle en souriant. «La communauté est formée de plusieurs couples, et former un couple est pour moi un objectif important à moyen terme».

L'adaptation au nouvel environnement n'a pas été trop difficile. Marie-Laure avait déjà passé trois ans à Montréal avant d'arriver à Yellowknife. «J'ai eu le temps là-bas de m'habituer à la culture nord-américaine. C'est certain que le choc est un peu plus fort ici parce que je dois vivre 60 pour cent du temps en anglais, mais c'est ce que je voulais. Je crois vivre en bon équilibre entre la communauté lesbienne et la communauté francophone, qui est aussi très importante pour moi», dit-elle.

Pour ce qui est de l'attitude des gens devant [redacted] homosexualité, Marie-Laure n'a pas de plainte à formuler : «le Canada a au moins dix ans d'avance sur la France à ce point de vue, peut-être à cause de la proximité des États-Unis, où les lesbiennes sont très politisées». Mais ici ou ailleurs, elle admet n'avoir jamais subi de rejet. Elle s'est souvent par contre frottée à des stéréotypes, ce qui est toujours l'occasion pour elle d'éduquer un peu les gens et de les aider à s'ouvrir face à l'homosexualité.

Marie-Laure Chavanon, en bonne militante, aimerait bien que la communauté gaie de Yellowknife se politise davantage, pour offrir des programmes de support aux jeunes homosexuels par exemple ou pour participer aux revendications des droits civiques des gais. «Il y a encore beaucoup à faire», dit-elle.

Natali Lefebvre

Courrier électronique :
aquilon@internorth.com
Site WEB :
http://www.nunanet.com/~afi/AQUILON/

La communauté gaie de Yellowknife

Vers un monde différent

Yellowknife grandit. De plus [redacted] plus, des gens [redacted] diverses origines viennent s'y installer. La ville devient cosmopolite [redacted] les différences y cohabitent paisiblement. À travers tou[redacted] ce monde, une communauté homosexuelle grandissante se taille un place au soleil. Shelly Strong et Robert Hay, deux membre de cette communauté, ont accepté de nous parler de ce qu'est la vie gaie dans la capitale des Territoires.

La communauté gaie de Yellowknife s'ouvre et se transforme. Elle est aujourd'hui composée essentiellement de femmes, qui évaluent leur nombre à près d'une centaine de lesbiennes fières de s'affirmer. Les hommes y sont maintenant pratiquement asbents; moins d'une dizaine. Ils étaient plus nombreux il y a quelques années, mais la mort de certains membres, due au sida, n'est pas étrangère [redacted] départ des autres.

Pour Shelly Strong et Robert Hay, il est évident que les homosexuels qui ont élu domicile dans la capitale choisissent d'y rester parce que l'atmosphère générale y est positive à leur égard.

Shelly est originaire d'une petite ville conservatrice d'Ontario. Elle est arrivée dans les TNO il y [redacted] quatre ans, et c'est ici qu'elle a vécu presque la totalité de son expérience en tant qu'homosexuelle affirmée. Son choix n'a pas été un hasard; elle savait qu'elle trouverait à Yellowknife une communauté lesbienne considérable. Ici, elle se sent [redacted] sécurité : «J'ai tenu la main de ma partenaire et dansé [redacted] elle en public sans problème. Bien sûr, il y a toujours des gens qui sont réticents, mais si on ne tient pas compte des commentaires faits [redacted] arrière-plan, tout va bien».

Robert, lui, est installé [redacted] Yellowknife depuis dix ans. Il se souvient que quand on lui [redacted] proposé de quitter Montréal pour venir y travailler, l'idée lui a paru complètement repoussante : «J'avais mis assez de temps à m'affirmer en tant qu'homosexuel, je ne voulais surtout pas revenir [redacted] arrière. Je m'imaginais que venir à Yellowknife signifiait retomber dans l'anonymat». De toute évidence, ça n'a pas été le cas, et il est resté.

Au travail comme dans leur entourage en général, on est au courant de l'homosexualité de Robert et de Shelly. Le conjoint de Robert est aujourd'hui décédé, mais lorsqu'il vivait, l'emploi de Robert au gouvernement lui offrait tous les bénéfices reliés [redacted] conjoint, sauf la pension. Shelly travaille dans un milieu plus conservateur. Son employeur lui [redacted] déjà interdit de venir travailler avec la tête rasée. «C'est difficile de dire si c'est parce que ça mettait trop en évidence mon orientation sexuelle, [redacted] si c'est parce qu'une femme sans cheveux est une image socialement difficile [redacted] accepter», remarque-t-elle.

Shelly avoue ne pas parler de sa vie personnelle [redacted] travail : «Personne ne me pose de questions [redacted] où je suis allée en vacances [redacted] avec qui, par exemple. Les gens [redacted] veulent pas vraiment savoir». Robert, lui, se trouve chanceux : «Au travail, on me montre beaucoup de support, même si je dois avouer un certain degré d'auto-censure. Je peux dire que les gens que je côtoie sont confortables avec mon homosexualité. On ne me fait jamais de commentaires négatifs».

Sur un plan plus individuel, les relations entre homosexuels et hétérosexuels [redacted] parfois délicates. «Plusieurs femmes pensent que je les drague», dit Shelly, «les gens réagissent différemment selon que tu es en couple ou non. Ils se sentent généralement moins menacés s'ils savent que tu es engagé dans [redacted] relation stable».

En général, Shelly et Robert trouvent tous les deux que la communauté hétérosexuelle de Yellowknife accepte très bien la communauté gaie. [redacted] y a trois ans, un journal local avait couvert positivement un évènement gai, [redacted] quelqu'un qui [redacted] avait été offusqué avait écrit une lettre de plainte à ce journal. «Plusieurs hétérosexuels ont été très choqués de cette fermeture d'esprit et l'ont laissé savoir. Je trouve que c'est [redacted] attitude très positive [redacted] l'égard de notre communauté», dit Robert.

Cette attitude positive de la population hétérosexuelle donne confiance aux homosexuels de Yellowknife. Depuis longtemps, leur communauté se réunit, mais ce n'est que depuis mai dernier que les endroits où ont lieu les évènements qu'ils organisent sont annoncés publiquement.

«Nous avions peur de la réaction des gens à cause des attaques contre les gais qui se sont produites dans d'autres villes», dit Shelly, «mais notre peur dépassait la réalité; nous avons jusqu'à présent publicisé deux célébrations de la fierté gaie et personne n'est venu lancer de pierres, ou même espionner qui participait [redacted] l'évènement». «L'homophobie est parfois inversée», ajoute Robert, «certains homosexuels ont tellement peur qu'un malheur leur arrive s'ils affirment leur orientation sexuelle, qu'ils arrivent [redacted] [redacted] convaincre que ce malheur est inévitable».

Environ 75 personnes sont allées [redacted] party d'Halloween organisé au Old Town Pub par la communauté gaie. «Il y a des gens que je ne croyais pas voir s'affirmer en tant qu'homosexuels qui étaient présents [redacted] la fête. C'est très encourageant», dit Robert. Un certain nombre d'hétérosexuels étaient aussi de la partie pour montrer leur support. «C'est bon de savoir qui sont tes alliés», commente Shelly.

Une seule ombre sérieuse [redacted] tableau, Shelly a eu connaissance dans les derniers mois de deux incidents malheureux, où des femmes gaies ont été attaquées par des agresseurs s'opposant à leur orientation sexuelle. Une des deux femmes [redacted] porté plainte, l'autre, non. Évidemment, ces évènements sont déplorables, et pour Shelly et Robert, il est très important que les homosexuels aient le courage de dénoncer de tels actes de violence injustifiée.

Heureusement, malgré le fait que l'on rencontre encore certains problèmes, le monde change et la tolérance va vers l'acceptation. Yellowknife semble offrir un environnement de plus en plus approprié à [redacted] communauté gaie. «La communauté gaie de Yellowknife n'est pas stagnante, elle progresse», dit Shelly, «je ne partirais pas maintenant, je veux faire partie de [redacted] qui arrive ici», conclut-elle.

Natali Lefebvre



Louis Mc Comber/L'Aquilon

Réjean Ouellet n'y va pas avec le dos de la cuillère quand il anime son émission hebdomadaire L'Envol!

ÉDITORIAL

Apprendre à mieux se connaître

Dans la société, tous s'entendent pour dire que pour mener une vie saine et équilibrée, il faut d'abord apprendre à mieux se connaître, mieux s'accepter et agir en conséquence. Malheureusement, pour certaines personnes, cette vision ne s'applique pas aux homosexuels. Ils préféreraient que ceux-ci apprennent à vivre une vie en déséquilibre, plutôt que de reconnaître leur homosexualité. Néanmoins, de plus en plus d'hétérosexuels acceptent ce phénomène aussi vieux que l'humanité elle-même.

L'homosexualité est [redacted] phénomène qui ne s'encombre pas de barrières sociales ou familiales. On le retrouve autant chez les ouvriers que chez les professionnels, autant chez les autochtones que chez les ténois et ténoises d'origine européenne ou asiatique, chez les enfants issus de familles permissives comme dans les familles autoritaires, etc.

En tant que citoyen et citoyenne, il faut être fier de cette reconnaissance et de cette acceptation de la différence qui est démontrée de plus [redacted] plus à l'égard de la communauté gaie. Il y [redacted] cependant encore beaucoup de chemin à parcourir. La meilleure solution passe certe par l'éducation. Il faut présenter ce phénomène comme étant normal. Il faut surtout mentionner [redacted] vos enfants que l'acceptation d'autrui, dans toutes [redacted] différences, est importante.

Il faut surtout rejeter les préjugés :

- «Tout gai est pédophile», pourtant, la pédophilie est un phénomène qui se produit plus souvent chez les hétérosexuels.

- «Les lesbiennes haïssent les hommes», non, mais elles n'en veulent pas dans leur lit!

- «Les homosexuels devraient pas avoir le droit d'avoir des enfants car c'est élever des tapettes». Pourtant, chaque gai peut bien vous montrer que leurs parents ne les ont pas élevés [redacted] gais, que leur nature s'est développée d'elle-même, donc n'est pas le résultat d'un choc psychologique qui en ferait tous des névrosés.

Alain Bessette



Brasse-Camarade vient brasser les Territoires

Avec un nom pareil, on ne peut pas s'attendre [redacted] de la musique d'ascenceur! Brasse-Camarade, un trio rock franco-ontarien formé en 1990, s'éclate depuis six ans sur les scènes du Canada, de la Louisiane, de l'Alabama, des Açores au Portugal, et même à l'Olympia de Paris.

Le groupe viendra brasser les Territoires, d'abord la fin de semaine des 15 et 16 novembre à Fort Smith et Hay River, et ensuite à Yellowknife au bar «The Cave», le 23.

Les frères Lamoureux, Pierre à la basse et François à la guitare et voix, accompagnés de François Paré à la batterie, offrent [redacted] musique endiablée et une technique impeccable, en plus d'une présence sur scène remplie à la fois d'humour et de maîtrise, que des gens d'un peu partout ont pu apprécier à travers pas moins de 300 spectacles donnés par le groupe depuis sa formation. On dit d'eux qu'ils ont du charme, du talent, de la sensibilité et du tempérament en plus d'une complicité totale.

Le deuxième album de Brasse-Camarade, «Fonce», lancé en novembre 94, a remporté un indéniable succès, notamment avec la chanson «Sans Elle (sans ailes)».Depuis, en 96, le groupe a réalisé l'album «Princesse des Bayous». Enfin, un quatrième CD est en préparation pour 97.

Partout où il passe, de tournée en festivals, le trio Brasse-Camarade élargit le nombre de ses fans. Le groupe a même fait l'objet de deux films documentaires, l'un produit par l'Office national du Film et réalisé par Valmont Jobin, intitulé «Brasse-Camarade», l'autre, «Bris Lève», filmé aux Açores et traitant du fusionnement entre le groupe et des artistes açoriens, lors d'une tournée [redacted] îles portugaises.

Le passage de Brasse-Camarade va venir nous dégeler le lobe frontal et faire fondre nos bancs de neige. C'est indéniablement un évènement à ne pas manquer.

Natali Lefebvre



C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accédera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.



À bon vin, point de bouchon

Novembre accueille le beaujolais nouveau, un vin rouge à boire dans les mois qui suivent car il vieillit mal. Prétexte parfait pour jouer au taste-vin (ou tâte-vin), un archaïsme qui nous vient du vieux verbe français taste au sens de «goûter». Pour que la prestation ne tourne pas au vinaigre, voici un petit vocabulaire de l'oenologue amateur. N'en abusez pas : avant d'avoir le sens contemporain de dégustateur professionnel, le taste-vin du Moyen âge désignait un ivrogne!

Arôme odeur du vin causée par l'essence du fruit (voir bouquet et nez) Astringent vin dont l'excès de tanin laisse la bouche épaisse Blanc vin dont la couleur vient des raisins noirs leur peau (vinification en blanc) Blanc de blanc vin de raisins blancs Bouquet parfum d'un vin ou d'une liqueur Bouteilles de champagne magnum (2 bouteilles), jéroboam (4 b.), réhoboam (6 b.), mathusalem (8 b.), almanazar (12 b.), balthazar (16 b.), nabuchodonosor (20 b.) Bouteilles en «jupe» d'osier ou de paille bonbonne qui, lorsqu'elle une capacité de 3 bouteilles, s'appelle dame-jeanne en Provence et jaquelin en Belgique

Cadavre n'importe quelle bouteille d'alcool vidée Capiteux vin qui monte à la tête, un degré de plus que le vin généreux Champagne vin blanc de la Champagne, rendu mousseux Corsé vin qui donne laisse en bouche une sensation de consistance (on dit aussi étoffé ou qui a du corps) Doux vin sucré ou liquoreux (voir sec) Fruité vin qui conservé l'odeur du raisin Généreux vin riche en alcool ou fort

Moelleux vin léger, clairet Moût jus du raisin avant la fermentation alcoolique Mousseux vin mis en bouteille avant la fin de la fermentation (mousseux naturel) rendu mousseux par champagnisation Mulled vine vin chaud épicé en français Nez critère de dégustation du vin selon son arôme ou son bouquet Oenologie étude des techniques de fabrication et de conservation du vin (préfixe grec oeno-)

Race décrit les grands vins Robe couleur du vin Rosé vin produit selon la vinification en blanc de raisins rouges (et non un mélange de raisins blancs et de rouges) Rouge vin dont la couleur vient de la peau des raisins noirs (vinification en rouge) Sec vin peu sucré (voir doux) Vin boisson alcoolisée produite par la fermentation du raisin Vinaigre mauvais vin, piquette, vinasse, pinard, gros rouge qui tache et assaisonnement dont on ne saurait se passer Vin et fromage employé au Canada pour des occasions sociales où l'on sert différents vins et fromages, parfois caractère de dégustation professionnelle.

Enfin, terminons sur une petite énigme : quand donc le pot de vin, un bien honnête pourboire départ, est-il devenu synonyme de corruption? À l'origine, il s'agissait réellement de vin passé sous la table. Après 1483, l'expression a désigné de l'argent versé en secret pour obtenir des avantages.

P.S. : Si j'ai laissé des erreurs, j'en assume la responsabilité. Après tout, quand le vin est tiré, il faut le boire...

Annie Bourret, APF

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie», à bourret@vcn.bc.ca.

COURRIER DU LECTEUR

L'Internet, un outil grossier

A l'Editeur,

Je suis très déçue par le point de vue borné et égoïste exprimé par votre journal par rapport l'Internet et ses utilisations. Le premier des trois articles publiés dans le numéro du octobre 1996 («L'ère du Net», «Internet dans les petits villages», et «Bien plus qu'un jeu vidéo») comparait Internet au téléphone et à la télévision. Ce n'est pas du tout une comparaison juste - la grande majorité de l'Internet est une collection de promotions personnelles et de réclames. La masse énorme d'informations trouvée sur l'Internet reste incontestée et non censurée, une source non seulement de méthodes de fabrication de bombes, mais aussi de pornographie, d'échanges illégaux, et une multitude d'autres de ces «occurences d'absence de contrôle du contenu» que vous écartez si facilement dans vos articles.

En fait, l'Internet était créé en 1969 sous le nom de ARPANet. Ce réseau d'ordinateurs était mis en existence par l'armée américaine pour que leur réseau de communications puisse opérer même si une ou plusieurs de leurs liaisons devenaient inopérantes. Ce système est devenu ouvert à l'accès publique seulement parce que le gouvernement avait besoin d'argent, et c'est exactement ce qui apporté les premiers annonceurs sur le «Net». C'est un marché qui continue à grandir, et qui peut seulement ajouter au bombardement médiatique dont notre société est victime.

L'Internet peut être un outil important, oui, mais jamais nécessaire. Pourquoi alors est-ce que l gouvernement est prêt à dépenser 30 000 $ pour assurer que les communautés francophones et acadiennes puissent se brancher sur le réseau Internet? («Internet dans les petits villages»). Est-ce que l'Internet deviendrait plus important que les programmes sociaux? Beaucoup de communautés ont existé jusqu'à maintenant sans même le téléphone... L'importance de l'Internet est une course d'obsession, et non une réalité humaine!

Alors, L'Aquilon, sortez vos têtes des nuages, et réveillez-vous au vrai Internet. Ce n'est pas un miracle, ni une nécessité, et certainement pas une «vitrine sur le reste du Monde». L'Internet est aussi préjugé que n'importe quel autre média, même plus grossier et explicite car les informations y sont incontestées. Pensez-y une deuxième fois avant de chanter les louanges de l'Internet avec tant d'enthousiasme ou, au moins, n'essayez pas de l'imiter en tant qu'information préjugée.

Joslyn Oosenbrug
École Sir John Franklin
Yellowknife

Avis de la rédaction

Au cours des derniers mois, le journal L'Aquilon éprouvé de nombreux ennuis de production en raison de difficultés majeures avec son équipement informatique, notamment son imprimante. De plus, au cours des prochaines semaines nous introduirons un nouveau mode de traitement des photographies et cela risque d'entraîner temporairement des problèmes de présentation visuelle. Nous prions nos lecteurs d'être patients pour encore quelques temps, et nous nous excusons des inconvénients que cela peut vous causer.

Merci!

Appels d'offres - Avis publics - Offre d'emploi



APPELS D'OFFRES

Northwest Territories Ministère des Travaux publics et des Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Rénovation de l'école Attagoyuk - Phase 3

Rénovation [redacted] l'architecture, [redacted] la structure, [redacted] la mécanique [redacted] de l'électricité [redacted] côté est [redacted] l'école et de l'emplacement [redacted] l'ouvrage – Pangnirtung, T.N.-O. –

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique [redacted] l'électricité doivent être déposées à l'Association des constructeurs des T.N.-O. au plus tard [redacted] 14 h, heure de Yellowknife, le 13 décembre 1996.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'une des adresses qui suit à partir du 15 novembre 1996. Les soumissions cachetées doivent parvenir avant :

16 H, HEURE D'IQALUIT, LE 18 DÉCEMBRE 1996
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 18 DÉCEMBRE 1996

Agent de projet : Louis Bourgeois

Nouvelle salle communautaire

Construction d'une salle communautaire (environ 400 m²) [redacted] rénovation de l'aréna – Sanikiluaq, T.N.-O. –

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant [redacted] mécanique et l'électricité doivent être déposées à l'Association des constructeurs des T.N.-O. au plus tard à 14 h, heure de Yellowknife, le 10 janvier 1997.

Les entrepreneurs peuvent [redacted] procurer les documents à l'une des adresses qui suit à partir du 22 novembre 1996. Les soumissions cachetées doivent parvenir avant :

[redacted] H, HEURE D'IQALUIT, LE 15 JANVIER 1997
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 15 [redacted] 1997

Agent de projet : Louis Bourgeois

Ajout à l'école Inuujaq - Phase [redacted]

Ajout de 496 m² [redacted] l'école déjà existante et rénovations de [redacted] partie déjà existante – Arctic Bay, T.N.-O. –

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique et l'électricité doivent être déposées à l'Association des constructeurs des T.N.-O. au plus tard à 14 h, heure de Yellowknife, le 17 janvier 1997.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'une des adresses qui suit à partir du 29 novembre 1996. Les soumissions cachetées doivent parvenir avant :

16 H, HEURE D'IQALUIT, LE 22 [redacted] 1997
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE [redacted] JANVIER 1997

Agent de projet : Noshir Panthaky

Les dispositions de l'Entente définitive du Nunavut s'appliquent aux fins des présents appels d'offres.

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique et l'électricité sont administrées par l'Association des constructeurs pour les présents projets : Association des constructeurs, 201-4817, 49e rue, Yellowknife NT. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec l'Association.

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, a/s du bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 1000, Iqaluit NT X0A 0H0 (ou livrées en main propre au 4e étage de l'édifice Brown) ou à l'agent de contrats, a/s du bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 2040, Yellowknife NT X1A 2L9 (ou livrées en main propre au bureau régional de Yellowknife, 5013, 44e rue).

Un montant de 50 $ non remboursable est exigé pour obtenir les documents.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiquée dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre [redacted] plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements techniques : Agent de projet en charge
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (819) 979-5150
ou Clive Clark, Ferguson Simek Clark
Tél. : (819) 979-0555

Renseignements sur l'appel d'offres : Teresa Chandler
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (819) 979-5150

Tout contrat accordé en vertu des présents appels d'offres le sera sous réserve de l'approbation de fonds par l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest.

Les bureaux du GTNO seront fermés du 23 décembre 1996 au 2 janvier 1997.

Placement publicitaire dans L'Aquilon :
Tél. : (403) 873-6603
Téléc. : (403) 873-2158

OFFICE [redacted] EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Avis de demande

La demande de licence suivante a [redacted] enregistrée auprès [redacted] l'Office conformément [redacted] l'article 16 de la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest.

Demanderesse: Kennecott Canada Inc.

Projet: Projet du Lac [redacted] Gras

Objet: Attribution d'une Licence à Diavik Diamond Mines Inc.

Pour plus de renseignements, contactez Vicki Losier au 669-2773, avant le 2 **décembre 1996.**

Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest

Sous-ministre adjoint

Renforcement de l'autonomie et développement des communautés [redacted] des [redacted] municipales et communautaires **Yellowknife, T. N.-O.**

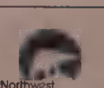
Le traitement varie selon la scolarité et l'expérience. Le titulaire reçoit également une allocation annuelle de vie dans le Nord de 1 750 $.
Réf.: 011-0285-0003 **Date limite :** le 22 novembre 1996

Faire parvenir les demandes d'emploi à l'adresse suivante : Direction générale, Ministère des Affaires municipales et communautaires, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 6e étage, Northwest Tower, bureau 600, 50e Avenue, YELLOWKNIFE NT X1A 3S9. Télécopieur : (403) 873-0373; courrier électronique : shebert@maca.gov.nt.ca

- ***Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.***
- ***Il est interdit de fumer au travail.***
- ***Sauf indication contraire, l'anglais est la langue de travail des présent postes.***
- ***L'employeur préconise un programme d'action positive –*** *Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.*



Northwest Territories



Northwest Territories Travaux publics et Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

APPEL D'OFFRES

Demande de locaux [redacted] bureaux

Le GTNO est [redacted] la recherche de locaux [redacted] bureaux de qualité pour loger le Secrétariat [redacted] Nunavut. Il [redacted] besoin [redacted] louer environ 1 500 pieds carrés de superficie utilisable, du 1er janvier [redacted] au 30 juin 1999. – Iqaluit, T.N.-O. –

Les dispositions de l'Entente définitive du Nunavut s'appliquent aux fins du présent appel d'offres.

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, Bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 1000, Iqaluit NT X0A 0H0 (ou être livrées en main propre [redacted] 4e étage de l'édifice Brown) au plus tard à :

16 H, HEURE LOCALE, LE [redacted] NOVEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'adresse indiquée ci-dessus à partir du 8 novembre 1996.

Afin d'être prises en considération les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres : Teresa Chandler ou Greg Robb
Gouvernement des T.N.-O.
Téléphone : (819) 979-5150
Télécopieur : (819) 979-2967



Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9



Télécopieur :
(403) 873-2158
Courrier électronique :
aquilon@internorth.com



APPEL D'OFFRES

ORDINATEURS/LOGICIELS
WCB\CS\96A-014

Les soumissions cachetées pour ORDINATEURS/ LOGICIELS doivent parvenir au plus tard à :
15 h, HEURE LOCALE, le [redacted] novembre 1996. Prière [redacted] mentionner le numéro de référence dans les documents de soumissions.

Les parties intéressées peuvent obtenir les documents de réfé[redacted] de [redacted] Commission des accidents du travail, 3e étage du Centre Square Mall, Yellowknife, NT dès le lundi 18 novembre 1996 à 9 h.
Téléphone : (403) 920-3888 ou [redacted] frais au 1-800-661-0792
Télécopieur : (403) 873-4596
Prière d'adresser les soumissions [redacted] les demandes de renseignements à:
Commis à l'administration
Commission des accidents du travail
Casier postal 8888
YELLOWKNIFE NT X1A 2R3
OU les soumissions peuvent être livrées aux bureaux de la Commission des accidents du travail, [redacted] 3e étage du Centre Square Mall, à Yellowknife, NT.

La commission n'est pas tenue d'accepter l'offre la plus basse ou toute autre offre reçue.



APPEL D'OFFRES

Northwest Territories Transports
L'hon. James Antoine, ministre

Fabrication et livraison de deux (2) ponts à poutres d'acier

Le projet porte [redacted] livraison [redacted] deux ponts [redacted] 18 mètres de long à caissons d'acier [redacted] – Un [redacted] livré [redacted] de [redacted] route d'hiver [redacted] Mackenzie (route n° 1) et l'autre au km 21, du chemin d'accès [redacted] du lac Trout, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, Bureau du sous-ministre, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 158, Yellowknife NT X1A 2N2 (ou être livrées en main propre [redacted] rez-de-chaussée de l'édifice de la voirie, 4510 avenue Franklin); ou parvenir au surintendant de la région du north et du south slave, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 76 Capital Drive, bureau 201, Hay River NT X0E 1G2 au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 19 NOVEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'une des adresses indiquées ci-dessus à partir du 4 novembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et s'accompagner du montant de la caution indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres : Shelly Hodges
Commis aux contrats
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 920-8978

Renseignements techniques : Ranjit Tharmalingam
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 873-7808

1986 l'aquilon 1996

Rétrospective de l'année 1994

Francophonie

En réunion, en janvier les Elles-ténoises [redacted] penchent sur les mariages exogames (ces mariages liant un [redacted] une francophone à une autre personne de langue et de culture différente): ces unions conduisent-



elles à un suicide culturel ou à une enrichissement mutuel ? De plus, les Elles-ténoises se donnent comme priorité d'accroître leur membership et leur visibilité.

Sur le même thème des unions mixtes, le comité Entre Elles de l'Association des francophones d'Iqaluit rencontrera des femmes inuit lors d'une réunion [redacted] en février.

Iqaluit lance en mars [redacted] radio communautaire francophone : CFRT au 107,3 MF. Quatre années d'effort se voyaient ainsi couronnées. Le groupe Hart Rouge se produit pour cette occasion. Durant l'année, l'ARC appuira cette initiative grâce à de la formation.

La FFT crée trois entreprises qui seront le pivôt de son action vers le financement [redacted] de la francophonie ténoise: Boréal Consultants, Azimut Communications et la Fondation franco-ténoise. Cela se produit alors que le fédéral annonce une autre coupure de 5% dans les subventions. L'évaluation de l'Accord sur les langues apporte de l'eau [redacted] moulin de la FFT qui désire plus d'implication dans la prestation de services directs à [redacted] communauté francophone.

Les pas frette aux yeux présentent leur production «Les binnes sont cuites».

La garderie Plein Soleil vit des heures difficiles durant cette année : tout d'abord le nombre d'inscriptions doit être haussé si la garderie veut survivre. Pour y parvenir, la garderie décide d'offrir un programme d'immersion pour la prématernelle. Afin de réduire [redacted] coûts d'opération, [redacted] garderie décide finalement de déménager dans des locaux moins dispendieux.

Nouveau champ d'intérêt des francophones de Yellowknife, le sport: formation des premières équipes de balle-lente et de volleyball, les Franco-Fun.

Le gouvernement fédéral veut réviser [redacted] rôle face aux communautés minoritaires. Une nouvelle vague de réforme déferle sur la francophonie: le repositionnement de Patrimoine canadien. Patrimoine canadien décide aussi d'impliquer les [redacted] ministères fédéraux dans le soutien de [redacted] francophonie. Au niveau du repositionnement, la communauté franco-ténoise privilégie le principe d'ententes Canada-communauté.

Un nouveau thème entiche la francophonie: l'alphabétisation qui inclut le maintien de la langue. Une ligne téléphonique ALPHA-TNO est offerte.

Les Samedis jeunesse et les soirées rencontres fonctionnent bien à Fort Smith mais le besoin de sang neuf se fait sentir. Il en est de même pour l'Association franco-culturelle de Hay River où cinq femmes dynamiques prennent charge de l'association et s'orientent vers les activités familiales.

Départ des TNO de quelques bénévoles marquants en éducation: Marie-Claire Leblanc, Michel Prince [redacted] Marie Patterson.

De concert avec le CSFY, l'idée d'un centre scolaire communautaire refait surface.

Éducation

Après avoir fonctionné comme entité au sein de l'AFI, le comité des parents francophones d'Iqaluit s'incorpore comme entité distincte en janvier. En septembre, Linda McDonald [redacted] fait élire au Conseil scolaire d'Iqaluit et y représente le CPFI.

Après deux années de négociations, les parents francophones de Yellowknife concluent finalement une entente avec le GTNO et la commission scolaire n°1 de Yellowknife. Cette entente leur accorde une gestion scolaire partielle et an[redacted] la création d'un conseil scolaire francophone. Malheureusement, [redacted] première élection scolaire suscite la controverse [redacted] seuls les parents peuvent voter [redacted] raison de l'absence d'une liste électorale appropriée. Marie Patterson, Marie-Claire Leblanc, Nicole Wallbridge et Denis Milot sont les premiers conseillers élus du Conseil scolaire francophone de Yellowknife. En cours d'année, les départs seront comblés par l'élection de Maryse Perraud et Daniel Duval. Durant l'année le Conseil s'impliquera dans le comité du centre scolaire communautaire, consultera la communauté et établira un énoncé de mission pour l'école Allain St-Cyr.

L'école Allain St-Cyr célèbre ses 5 ans et on souligne l'apport important des bénévoles durant ces cinq années.

En novembre le ministre responsable de l'Éducation, Richard Nerysoo dépose la version



préliminiare de révision de la *Loi sur l'Éducation*

Le Colloque territorial en éducation traite aussi du problème des couples exogames, mais dans la perspective du maintien de la langue et du transfert linguistique.

Politique

Premier forum sur l'avenir constitutionnel de l'Arctique de l'Ouest en janvier: la question de l'heure, quel sera le processus de consultation?

Le programme d'infrastructures du gouvernement Chrétien (plateforme électorale principale [redacted] dernières élections) part sur un mauvais pied dans les TNO alors que la leader du gouvernement, Nellie Cournoyea, estime insuffisant le montant accordé aux TNO. De plus, le ministre Don Morin s'inquiète du peu d'intérêt démontré par le gouvernement fédéral envers la crise du logement social qui prévaut dans le Nord: il serait nécessaire d'en construire 3600 unités pour répondre aux besoins.

Hausse du statut de Mme Cournoyea: elle n'est plus simple leader du gouvernement, mais dès février elle porte le titre de première ministre des TNO.

Année du 10e anniversaire de la *Loi sur les langues officielles des TNO*. La commissaire aux langues des TNO, Betty Harnum, demande en février des clarifications au gouvernement sur l'entrée en vigueur des derniers alinéas de [redacted] Loi concernant les services en langues autochtones. Quelques semaines plus tard, elle demandera au gouvernement de clarifier le rôle du commissariat.

Début du processus de réforme des programmes sociaux du gouvernement fédéral mieux connue sous le nom de la réforme Axworthy. On y envisage la révision du programme d'assurance-chômage.

Ratification de l'entente de revendication territoriale du Sahtu.

Le GTNO rend public un rapport d'évaluation de l'*Accord Canada-GTNO sur le français et les langues autochtones* : la demande de services en français est relativement faible. Les expériences de transfert de responsabilités vers la communauté francophone ont cependant bien été évaluées. En attendant, la signature d'un nouvel accord traîne en longueur et on envisage des coupures de 38% au budget de l'accord.

Au Québec, le Parti Québécois remporte les élections provinciales et pave la voie à un futur référendum sur [redacted] souveraineté.

De passage à Yellowknife, Jean Charest, leader du parti conservateur explique le processus de restructuration de son parti.

Société

Le *Northern Star* dont les ancêtres étaient *The Press Independant* et le *Native Press* ferme ses portes en janvier

Les séquelles de la grève à la mine Giant: enquête préliminaire de Roger Warren dans l'explosion à la mine [redacted] février. Il ira en procès en octobre. Procès de l'émeute à la mine Giant: tous les accusés seront finalement acquittés.

Gerry Goudreau, francophone de Hay River est nommé Citoyen de l'année par la Chambre de commerce pour son implication communautaire.

En août, la reine Elizabeth et le prince Phillip sont de visite [redacted] Yellowknife (Voir photo ci-haut).

À suivre...1995

Soit dit en passant...

Description d'un roman de René Hammann: «Arrivés à bon port, les pieds et le nez gelés, ils constatent que le grand-père ne sent pas vraiment mauvais: il sent le cèdre.» Des castors gros comme des bisons, Alain Bessette, (numéro 2, 14 janvier 1994)

Entretien avec Jacques Braham, Belge en visite chez les Dénés: «Un jour, il me demande si j'ai un couteau. Je sors un petit couteau de poche qu'il regarde, puis il sort les siens, des couteaux à mi-chemin entre le poignard de parachutiste et le sabre de cavalerie». Dix jours dans un camp avec des dénés, Emmanuel Carcano, (numéro 4, 28 janvier 1994)

Le chanteur franco-manitobain Daniel Lavoie au sujet des compagnies de disques: « Beau ou belle? Ça aide énormément, ne serait-ce que pour passer la barrière des compagnies de disques». Il n'est pas nécessaire d'être beau pour avoir du fun, Yves Lusignan (numéro 6, 11 février)

Fable sur les revendications territoriales: Paul et Denise, partis depuis deux mois, reviennent chez eux et découvrent que leur belle pelouse a été tranformée en champ de pommes de terre. «Moi je me sers du terrain mieux que vous, c'est ça le progrès», leur explique le responsable de cette transformation. Paul et Denise veulent l'emmener en procès. «Si ça vous fait plaisir... Mais j'ai déjà promis un tiers de la récolte au juge». Revendications territoriales, René Fumoleau (numéro19, 13 mai 1994)

L'équipe de 1994

Directeur-directrice: Alain Bessette et Agnès Billa
Journalistes: Emmanuel Carcano, Karen Lajoie et Geneviève Gouin
Correspondants nationaux: Annie Bourret, Michel Lavigne et Yves Lusignan
Collaborateurs et collaboratrices: Nicole Beaulieu, Chantal Blanchette, Jean-François Boucher, Stéphanie Boucher, Jean-Guy Bouvrette, Marie-Claire Bradley, Valérie Catrice, Daniel Cuerrier, Louise Doren, Scott Duke, Sylvie Francoeur, René Fumoleau, Line Gagnon, Tanya Gilbey, Isabelle Hachette, Pascale Labbé, Caroline Lafontaine, Josée Laurion, Suzanne Lefebvre, Daniel Loyer, David Mariez, Dina O'Meara, Mario Paris, Lise Picard, Liette Valade, Marie-Élaine Vincent.

Merci !



Natali Lefebvre/ L'Aquilon

C'était le Salon du livre de langue française à l'École Allain St-Cyr les 8, 9 et 10 novembre dernier. Une occasion idéale pour acheter des cadeaux de Noël appréciés.

Chronique du Net



Un p'tit tour en Cybérie

Parmi ses sources d'information, l'équipe de L'Aquilon utilise parfois le réseau Internet... et y trouve des sites intéressants qu'elle aime bien partager avec [redacted] lecteurs. À travers cette chronique, L'Aquilon présente une brève description , ainsi que l'adresse électronique de sites Internet francophones de toutes sortes qui valent qu'on leur jette un coup d'oeil.

Il s'agit d'une chronique ouverte. Les suggestions venant des lecteurs sont donc plus que bienvenues. Il suffit de nous envoyer par courrier électronique l'adresse du site Internet francophone que vous voudriez faire connaître, et [redacted] l'inclurons dans la chronique.

La francophonie canadienne

La FCFA (Fédération des communautés francophones et acadiennes) du Canada offre un site intéressant [redacted] francophones et francophiles de partout. Des renseignements généraux sur la francophonie canadienne y servent d'entrée en matière, suivis d'une foule d'informations plus spécifiques.

Les pages de couleur, un répertoire d'adresses de pages web et de courrier électronique francophones auquel il est possible de s'inscrire, sont l'un des instruments utiles offerts sur le site. On y retrouve aussi une liste des associations francophones canadiennes, ainsi qu'un «centre commercial» regroupant différentes entreprises canadiennes offrant des services en français.

Une section complète est réservée à l'éducation, et une bibliothèque de lectures Internet propose divers articles, une chronique de la francophonie, un bulletin francophone, un état de la francophonie hors Québec, ainsi qu'une banque d'images. Une boîte à outils comprenant les instruments de recherche et de navigation en français sur Internet est mise à la disposition des utilisateurs du réseau, avec une liste de groupes de discussion et une page de correspondance.

Finalement, on peut y consulter le programme d'appui aux langues officielles, et l'incontournable liste de liens reliant le site à d'autres pages d'intérêts similaires.

L'adresse : http ://w.3.franco.ca/

La Boîte Noire

Le site de la Boîte Noire est un vrai régal pour les amateurs de cinéma, puisqu'on y retrouve un répertoire impressionnant de films de tous genres, dont pas moins de 10 000 titres sont disponibles pour l'achat.

Pour trouver un film, il est possible de faire une recherche par titre, ou encore par acteur/trice ou réalisateur/trice, dont on retrouve aussi la filmographie complète.

Une section spéciale regroupe par ordre alphabétique les titres de courts métrages, films d'animation, documentaires, émissions de télévision, vidéo, musique et vidéodisques.

Les films nouvellement arrivés sur le marché sont brièvement décrits dans la section «Quoi de neuf?».

On peut commander par courrier électronique les films disponibles pour l'achat.

L'adresse : http ://www.BoiteNoire.com/

Natali Lefebvre

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 41, vendredi 22 novembre 1996

Brasse-Camarade



Natali Lefebvre/L'Aquilon

François et Pierre Lamoureux, des frères pleins de complicité, sont les piliers du groupe franco-ontarien Brasse-Camarade. François Paré complète la formation.

Deuxième rapport de la a CEN

Une autre pas pour le Nunavut

Un pas de plus a été franchi cette semaine vers la forme définitive que prendra le futur gouvernement du Nunavut. En effet la Commission d'Établissement du Nunavut (CEN) [redacted] rendue publique la semaine passée [redacted] Iqaluit la deuxième partie de son rapport «Des traces de pas dans la neige fraiche».

Ce deuxième rapport de la commission apporte des précisions [redacted] les politiques d'emploi et de [redacted] d'oeuvre du prochain gouvernement et propose certaines échéances en matière linguistique, de financement et de la division des actifs [redacted] 1er avril 1999 entre les deux nou[redacted] territoires.*

Le directeur de la Commission John Amagoalik [redacted] souligné en conférence de presse que les propositions contenues dans le nouveau rapport ne devraient pas soulever d'oppositions majeures parmi les co-signataires de l'Accord politique du Nunavut, soit Ottawa, le GTNO et Nunavut Tunngavik.

Le rapport dresse les grandes lignes d'une politique d'organisation du travail pour le prochain gouvernement. D'abord [redacted] faut s'attendre [redacted] beaucoup moins de création d'emplois que prévu, étant donné les réductions de personnel qui ont déjà cours au GTNO pour arriver [redacted] éliminer [redacted] déficit. La commission

Traces de pas
Suite [redacted] page 2

Le Conseil du Trésor et les langues officielles

Il faut garder l'oeil sur les ministères

Le gouvernement fédéral [redacted] décidé de remettre entre les mains du Conseil [redacted] Trésor la responsabilité [redacted] surveiller les ministères, pour qu'ils [redacted] conforment [redacted] leurs obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles.

«Le gouvernement reconnaît qu'il y [redacted] lieu d'instaurer une responsabilisation plus rigoureuse» écrit la ministre du Patrimoine canadien Sheila Copps, en réponse à un rapport du Comité mixte permanent sur les langues officielles qui a été déposé [redacted] juin dernier. Ce rapport soulignait les lacunes de la stratégie fédérale visant [redacted] appuyer le développement et l'épanouissement des communautés minoritaires francophones et anglophones.

Dans son rapport, le comité recommandait plutôt que le bureau du premier ministre (le Conseil privé) crée une agence responsable de surveiller l'application de la Loi sur les langues officielles au sein des ministères. Il recommandait aussi que le premier ministre réaffirme la détermination de son gouvernement à réaliser son engagement. La ministre Copps confirme dans sa réponse que le premier ministre Jean Chrétien «réitérera publiquement son engagement [redacted] l'égard de cette initiative très prochainement.»

Lors du Congrès mondial acadien en août 1994, l'ancien ministre du Patrimoine, Michel Dupuy, avait annoncé que 26 agences et ministères fédéraux allaient devoir soumettre des plans d'action pour expliquer comment elles entendaient répondre à leurs exigences linguistiques en vertu de la partie 7 de la Loi les langues officielles, qui traite de la promotion du français et de l'anglais. Le contenu des premiers plans d'action avait cependant déçu les associations francophones. Même le Commissaire aux langues officielles, Victor Goldbloom, avait noté dans un rapport d'évaluation que la majorité des dirigeants des institutions fédérales ne comprenaient pas très bien les enjeux et donc, ne savaient pas trop comment répondre [redacted] nouvelles attentes du gouvernement.

Conseil du Trésor
Suite en page 2



Alain Bessette/L'Aquilon

Auteurs du Nord !

Jamie Bastedo, écrivain nordique habitant à Yellowknife, était l'hôte d'une rencontre de promotion des écrivains et auteurs du Nord. Parmi les auteurs invités, Richard Van Camp, originaire de Fort Smith, qui vient tout récemment de publier un livre. On notait aussi la présence de Lee Selleck dont le livre devrait paraître au printemps prochain.



Des sous pour la FFT

Ethel Blondin-Andrew, députée de l'Arctique de l'Ouest et secrétaire d'État à la Formation et à la Jeunesse, [redacted] annoncé le 14 novembre dernier, au nom de la vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, une subvention de développement [redacted] la Fédération franco-ténoise représentant la communauté francophone des Territoires du Nord-Ouest.

Sous la direction de la FFT, cette contribution fédérale aidera [redacted] financer des projets de formation et de développement culturel [redacted] social proposés par les organisations membres à Yellowknife, Hay River, Fort Smith et Iqaluit.

La subvention, qui totalisera 234 211$, découle de l'entente Canada-communauté franco-ténoise, un projet de 1,96 million de dollars s'étendant sur quatre ans et aidant à financer les programmes et le fonctionnement des organismes francophones ainsi que leurs projets de développement communautaire.

Bonne fête!

Le bureau de Yellowknife de l'Institut national canadien pour les aveugles célèbre cette année son dixième anniversaire et invite la population à démontrer son support [redacted] venant participer aux célébrations.

L'évènement [redacted] souligné par des activités spéciales au Musée Prince de Galles, le 26 novembre prochain [redacted] 15 heures. On y présentera un vidéo sur [redacted] cécité dans les Territoires, suivi d'une conférence du [redacted] Euclid Herie, président de l'Institut national canadien pour les aveugles [redacted] de l'Union mondiale des aveugles. On y fera aussi une démonstration des techniques d'aide [redacted] handicapés visuels.

Mauvais numéro

À partir d'octobre 1997, [redacted] ville d'Inuvik changera les trois pre[redacted] chiffres des numéros de téléphone locaux. Le 979 présentement utilisé au début des numéros de téléphone à sept chiffres [redacted] donc remplacé par le 777.

En octobre 1997, les résidents du Nord n'auront plus en commun les codes régionaux 403 et 819 avec le nord de l'Alberta et le Québec. Tout le Nord partagera désormais le même code régional : 867 ou TOP.

Jusqu'à présent les trois premiers chiffres, 979, sont les mêmes à Inuvik [redacted] à Iqaluit. Il devenait donc nécessaire de changer ce numéro pour l'une des deux villes afin d'éviter la confusion lorsqu'elles partageront le même code régional.

Joyeux Noël, Marcel!

Noël est arrivé tôt cette année pour Marcel Blanchet, secrétaire et bibliothécaire à l'école Allain St-Cyr.

En effet, le 16 novembre dernier, M. Blanchet [redacted] vu six des sept numéros de son billet de Lotto 6/49 apparaître à l'écran alors qu'il regardait les nouvelles. Le petit bout de papier chanceux lui [redacted] rapporté pas moins de 613 368$, le second plus gros montant jamais remporté à la loterie dans les TNO.

Ses plans? Il pense prendre sa retraite plus tôt et rembourser ses dettes, mais pour l'instant, il ira passer les fêtes au Québec avec [redacted] famille.

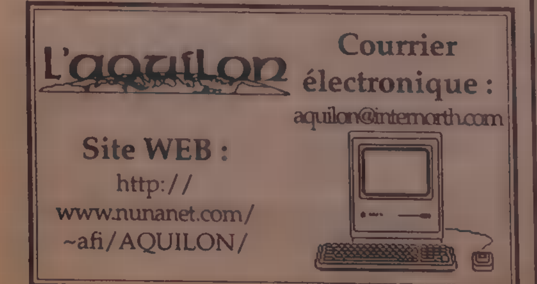
Des fonds pour les Jeux d'hiver de l'Arctique

Mme Ethel Blondin-Andrew, secrétaire d'État, a signé [redacted] 15 novembre dernier un accord de contribution au nom du gouvernement fédéral pour les frais de fonctionnement des prochain Jeux d'hiver de l'Arctique qui auront lieu à Yellowknife en 1998.

Les Jeux d'hiver jouent [redacted] rôle important pour les résidents du Nord canadien et des nations circumpolaires du monde. Ils aident à l'expansion économique, aux affaires sociales et [redacted] développement régional en plus de préserver le sport traditionnel et les valeurs culturelles des autochtones.

Le montant de la contribution fédérale s'élève à 200 000$, mais bien que cette somme soit considérable, la Société d'accueil des Jeux d'hiver de l'Arctique continue de travailler activement à recueillir des fonds auprès du secteur privé.

Natali Lefebvre



Appui à BHP

Suite [redacted] la une

insiste pour conserver un modèle décentralisé d'administration [redacted] travers le territoire [redacted] Nunavut tout en suggérant des approches innovatrices [redacted] l'organisation du travail: travail partagé, temps partiel, travail saisonnier, travail [redacted] la maison...

De plus, la commission recommande de tenir compte de la performance des travailleurs déjà à l'emploi du GTNO avant de les repêcher pour le gouvernement du Nunavut. Le nouveau gouvernement ne devrait pas tenir compte du principe de la sécurité d'emploi, déjà fortement remis en question, en recrutant sa force de travail mais plutôt de la performance passée de chaque employé. La CEN avertit que cette recommendation ne doit pas être perçue comme un appui à la mise en oeuvre d'une grande campagne d'évaluation des postes mais plutôt pour s'assurer que ceux dont la performance est actuellement inadéquate [redacted] puisse s'appuyer sur des acquis antérieurs.

Le prochain Commissaire par intérim du Nunavut devrait d'ailleurs élaborer une formule d'entente sur l'emploi de la fonction publique du Nunavut avec le GTNO.

Ce qui devrait particulièrement retenir l'attention de l'Association Francophone d'Iqaluit et de la Fédération Franco-Ténoise c'est la proposition de la commission d'organiser une conférence sur la politique linguistique du Nunavut dès la deuxième moitié de 1997.

Une autre échéance cruciale prévue [redacted] rapport concerne un projet de formule de financement à être entériné par le commissaire par intérim et le gouvernement central. Le document prévoit qu'une telle entente devrait être signée par les parties avant le premier septembre 1998. La formule de financement devrait permettre d'offrir les mêmes services aux citoyens du Nunavut que dans n'importe quel coin du pays. On devrait d'emblée y inclure un droit de redevances pour le Nunavut sur d'éventuelles exploitations minières et certainement tenir compte du coût de la vie au nord du 60ième parallèle.

Dans le domaine des télécommunications, la commission recommande la mise sur pied d'un système de type Internet, l'Intranet, pour les communications internes des différents services gouvernementaux. Les techniciens requis pour le développement d'un tel réseau devrait être engagés avant avril 1999.

Enfin, une entente entre le Nunavut et le GTNO devrait être signé avant le 1er avril 1999 sur la répartition de l'actif et du passif entre les deux territoires. La Commission insiste pour que le GTNO cesse de vendre des actifs du Nunavut à moins d'avoir au préalable obtenu le consentement du Commissaire par intérim.

Louis Mc Comber

[redacted] Les informations sur le rapport Traces de pas dans la neige fraîche #2 sont tirées d'un article du Nunatsiaq News du 15 novembre dernier : Footprints 2.

Conseil du Trésor

Suite de la une

Pour la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA), la réponse du gouvernement est «un pas dans la bonne direction.» Son président, Jacques Michaud, se dit heureux de constater que le cabinet a tenu compte de l'appel de son organisation: «Enfin, les ministères et les agences visés devront répondre de leurs actions.»

APF

Programme d'emploi pour les jeunes autochtones à risque

Un défi pour les jeunes

Le gouvernement du Canada et le Congrès des peuples autochtones (CPA) ont uni leurs efforts pour venir [redacted] aide aux jeunes autochtones à risque.

Quelques 300 jeunes autochtones participeront à un programme novateur de stimulation à l'emploi pour les jeunes à risque, c'est-à-dire les jeunes qui en raison d'antécédants judiciaires risquent de ne pas trouver d'emploi ou de dépendre indéfiniment de l'aide sociale.

Ethel Blondin-Andrew, secrétaire d'État (Formation et Jeunesse) ainsi que Jim Sinclair, président du Congrès des peuples autochtones ont fait l'annonce officielle de ce programme à Fort Smith le 14 novembre dernier.

«Le taux de chômage, chez les jeunes Autochtones, est deux fois plus élevé que la moyenne nationale, et leur taux d'incarcération est proportionnellement plus élevé que chez les Canadiens non autochtones», a souligné [redacted] secrétaire d'État Ehel Blondin-Andrew. «Je crois que ce programme aidera les jeunes Autochtones à rompre ce cycle malheureux.»

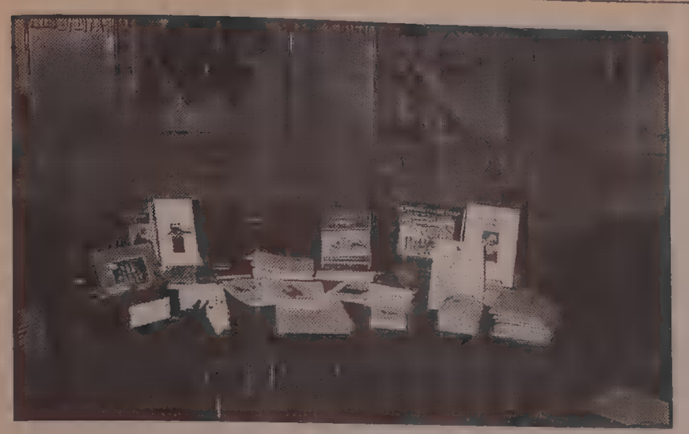
Le programme intitulé «Défi du changement» a été conçu par le CPA, en collaboration avec la nation métisse des TNO, le Native Council of Nova Scotia, Développement des Ressources humaines du Canada et les gouvernements provinciaux et territoriaux. Le programme sera mis à l'essai [redacted] Fort Smith et à Halifax.

«L'expérience démontre que nous obtenons une participation plus massive et de meilleurs résultats lorsque les programmes sont conçus par et pour des autochtones» a expliqué Jim Sinclair du CPA.

Le programme se veut un complément des programmes communautaires existants. Il aidera ces jeunes à intégrer le marché du travail en mettant à profit les programmes actuels. Le programme se compose de quatre éléments pricipaux : réorientation [redacted] matière de culture autochtone, acquisition du sens de l'initiative, élaboration de plans d'action personnels et mise en oeuvre de ces derniers.

Le ministère du Développement des Ressources humaines versera jusqu'à 1,375 million de dollars au CPA afin d'appuyer l'élaboration et la mise en oeuvre du programme au cours des trente prochains mois.

Alain Bessette



Alain Bessette/L'Aquilon

Les oeuvres des auteurs de Yellowknife étaient disponibles lors de la soirée des auteurs du Nord au Centre des visiteurs de Yellowknife.

Autonomie gouvernementale des Inuvialuit et Gwich'in

Signature d'une entente préliminaire

Une importante entente préliminaire [redacted] été signée [redacted] semaine dernière, exposant le processus et le calendrier des négociations relatives à l'autonomie gouvernementale des peuples inuvialuit et gwich'in dans [redacted] région du delta [redacted] Beaufort.

Ethel Blondin-Andrew, ministre d'État à la Formation et [redacted] la Jeunesse et députée de l'Arctique de l'Ouest, représentant le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, s'est jointe à Jim Antoine, ministre territorial des Affaires autochtones, à Nellie J. Cournoyea, présidente de la Inuvialuit Regional Corporation, et à Richard Nerysoo, président du Conseil tribal des Gwich'ins, lors d'une célébration marquant la signature de l'Accord sur le processus et le calendrier des négociations relatives [redacted] l'autonomie gouvernementale. Il s'agit d'une entente cadre qui ouvre la voie [redacted] l'élaboration d'une entente de principe qu'on prévoit achever d'ici deux ans.

«En signant cette entente cadre avec la Inuvialuit Regional Corporation et le Conseil tribal des Gwich'in, le gouvernement du Canada [redacted] clairement démontré [redacted] volonté [redacted] négocier des dispositions d'autonomie gouvernementale», a déclaré Mme Blondin-Andrew, au [redacted] du ministre Irwin.

Les Gwich'ins et les Inuvialuits ont déjà négocié des ententes séparées sur les revendications territoriales. En 1993, ils ont présenté une proposition conjointe portant sur l'établissement d'un gouvernement populaire régional. En juin 1994, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien [redacted] accepté d'amorcer des négociations régionales.

Depuis lors, le gouvernement fédéral, la Inuvialuit Regional Corporation, le Conseil tribal des Gwich'ins et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest ont entrepris des discussions exploratoires. L'entente cadre sur les négociations a été paraphé en mai 1996 et signé en septembre 1996.

Au nombre des sujets qui seront examinés au cours des négociations de l'entente de principe, mention[redacted] la langue et la culture, l'éducation et la formation, les services sociaux et les services aux enfants, les services de santé, la justice et le maintien de l'ordre, le logement et l'utilisation des terres.

Une des principales caractéristiques de cet accord est le fait que la majorité des séances de négociations auront lieu dans les collectivités du delta de Beaufort, ce qui témoigne d'une volonté commune de faire en sorte que l'autonomie gouvernementale des Gwich'ins et des Inuvialuits se modèle [redacted] la structure communautaire existante.

Natali Lefebvre

Réaction du député Jake Ootes au plan constitutionnel

Il faut réviser l'ébauche

Le député de Yellowknife Centre est très insatisfait de la formule gouvernementale présentée dans l'ébauc[redacted] de Constitution de l'Ouest.

Selon le député Ootes, l'ébauche de Constitution pour l'Arctique de l'ouest tente de rassembler sous un même toit trop de types différents de structures gouvernementales. En essayant d'offrir tout pour tout le monde, l'ébauche n'a pas été en mesure d'offrir [redacted] forme simple de gouvernement qui satisferait la diversité des opinions politiques dans le Nord.

«Ça ne fait aucun doute que cette proposition n'aura aucun succès dans ma circonscription» a précisé Jake Ootes. «Plus d'une centaine de personnes ont assisté au forum public et pas une seule n'a parlé en faveur de l'ébauche». Selon le député Ootes, il faut chercher les dénominateurs communs et s'en servir pour bâtir une autre proposition constitutionnelle : «Il y a plusieurs choses positives dans ce projet et on doit les harnacher de façon constructive».

Le député Jake Ootes indique que les résultats du forum sont ve[redacted] appuyer ses propres réflexions sur la proposition constitutionnelle. La proposition d'un mariage entre un gouvernement public et les gouvernements autochtones est une idée novatrice qui doit encore être défrichée. Cela a suscité plusieurs débats animés et cette question doit être étudiée avant que ne débute le processus de consultation sur la Constitution.

«Mes électeurs respectent le principe de gouvernement autonome pour les autochtones, mais c'est une question qui relève du gouvernement fédéral» maintient le député Ootes. «Je crois qu'Ottawa [redacted] en train de nous forcer à tout rassembler dans [redacted] même forum. C'est plus pratique pour eux en terme d'administration, mais il y a de meilleures alternatives.»

Parmi ces alternatives, le député Ootes mentionne le concept des communautés autogouvernées qui seraient en relation avec un gouvernement public central. Ce concept a l'avantage de faire des communautés [redacted] base du pouvoir politique dans les TNO.

Le député Ootes a rappelé qu'il faut se servir du document constitutionnel de façon constructive même si on est en désaccord avec le contenu.

Alain Bessette

Soirée de lecture au Centre des visiteurs

Hommage aux auteurs

Quatre auteurs et trois auteures habitant Yellowknife sont venus lire quelques extraits de leurs oeuvres lors d'une soirée rendant hommage aux écrivains du Nord.

Cette soirée de promotion des auteurs du Nord [redacted] été organisée [redacted] l'initiative du personnel de la librairie Book Cellar. Ces derniers avaient remarqué les nombreux auteurs qui habitaient Yellowknife. L'événement avait pour but de souligner cette présence [redacted] de faire la promotion des auteurs du Nord.

Plus d'une centaine de personnes ont assisté à cette soirée tenue le 16 novembre au Centre des visiteurs de Yellowknife.

Il y avait plus d'une douzaine d'auteurs de Yellowknife tant dans le domaine littéraire que pour la photographie. Jamie Bastedo, Marianne Bromley, Lee Selleck, Elaine Woodward, Michael Kusugak, Jeanne Bushey et Richard Van Kamp [redacted] tour à tour venus lire quelques extraits de leurs oeuvres. Lee Selleck est venu lire quelques extraits de son manuscrit «Dying for Gold», qui devrait être publié au printemps 1997. Ce manuscrit porte sur la grève de 1992 à la mine Giant.

Jamie Bastedo a aussi agi à titre de maître de cérémonie, présentant brièvement, avec humour, chacun des auteurs.

Il était aussi possible d'acheter les oeuvres publiées de ces auteurs.

Alain Bessette

ÉDITORIAL

Sur la piste du Nunavut

Une autre étape a été franchie vers la création du Territoire du Nunavut avec la publication de «Footprints 2», deuxième version du document d'orientation du futur gouvernement du Nunavut.

Cette fois-ci, la Commission d'établissement du Nunavut (CEN) a choisi de ne pas présenter différentes versions de son modèle gouvernemental, et c'est une bonne chose. En effet, le choix de la capitale est déjà fait. Dans l'édition antérieure, on présentait différents scénarios du modèle de gouvernement selon l'une ou l'autre des hypothèses de capitale. De plus, la CEN a maintenant une meilleure idée des tendances fiscales [redacted] Ottawa et des implications sur les futurs budgets du Nunavut.

L'une des recommandations de la CEN mérite d'être approfondie un peu plus. Il s'agit de la recommandation concernant le transfert des employés actuels du GTNO vers l'appareil gouvernemental du Nunavut. La Commission recommande de ne pas tenir compte du principe de la sécurité d'emploi en recrutant sa force de travail mais plutôt de la performance passée de chaque employé.

Le rapport mentionne [redacted] juste titre que la majorité des fonctionnaires occuperont des positions qui existent déjà, le nombre de nouvelles positions devenant de plus en plus marginal. Cette recommandation sur le transfert d'employés devient donc primordiale.

Il faudrait se renseigner sur la portée du Code canadien du travail lors d'un transfert d'employeur. Il [redacted] pourrait que le Conseil canadien des relations de travail décide que l'unité d'accréditation syndicale, et la convention collective, continue de s'appliquer [redacted] la nouvelle unité. Les règles du jeu en matière de mise à pied et de licenciement devraient donc s'appliquer.

De toute façon, la CEN reste consciente des ressources financières limitées et elle précise que sa recommandation ne signifie pas qu'il faut entamer une évaluation complète des performances. Il s'agit plutôt d'identifier les employés dont la performance n'est pas satisfaisante.

Alain Bessette



Solo



Natali Lefebvre/L'Aquilon

François Lamoureux, le chanteur/guitariste de la formation Brasse-Camarade, lâche la bride quelques instants, le temps d'un solo, lors du spectacle donné par le groupe à Fort Smith la fin de semaine dernière.

l'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

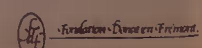
Rédacteur [redacted] chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera [redacted] une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF
Association de la presse francophone





Coupures à Radio-Canada

Edward Picco en croisade

Le député d'Iqaluit, Edward Picco, a accompagné le [redacted] novembre dernier [redacted] ministre des Affaires municipales [redacted] communautaires, Manitok Thompson, à une rencontre avec le directeur général de CBC [redacted] Ottawa, Perrin Beatty.

L'objet de cette rencontre était de discuter des conséquences que pourraient avoir les coupures annoncées par la société d'état sur la qualité de vie et les communications pour les résidents du Nord. Mme Thompson et M. Picco ont demandé que les TNO soient traités comme un cas spécial, puisqu'en cas de coupures, le Nord, contrairement au Sud, ne dispose pas de solutions alternatives pour diffuser l'information.

M. Picco avait déjà annoncé il y a quelques temps son intention de faire pression auprès des ministres fédéraux relativement [redacted] la récente ronde de coupures à Radio-Canada. Le gouvernement territorial appuie le député dans [redacted] croisade; le ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, Charles Dent a récemment recontré la ministre fédérale du Patrimoine canadien, Sheila Copps, pour la sensibiliser au fait que pour plusieurs communautés du Nord, CBC est la seule source d'information radiophonique et télévisuelle disponible. La ministre Copps [redacted] déjà visité Iqaluit, et M. Picco estime qu'elle devrait pouvoir comprendre la situation particulière dans laquelle se trouvent les TNO.

M. Picco est très inquiet des conséquences de ces coupures qui surviennent à [redacted] suite des coupures [redacted] la Inuit Broadcasting Corporation et [redacted] Television Northern Canada. Il [redacted] dit préoccupé par le fait que ces coupures réduiront les services de radio et télévision en Inuktitut. Il serait selon lui désastreux qu'on vienne mettre un point final [redacted] services de télévision et de radio pour les autochtones.

«Avec la création du Nunavut et celle du nouveau territoire de l'ouest, les espoirs et aspirations des gens du Nord doivent être maintenus et mis en valeur, pas mis de côté», [redacted] indiqué le député d'Iqaluit.

De plus, le député craint que sa circonscription électorale souffrira de ces coupures puisque les bureaux de CBC Eastern Arctic sont situés à Iqaluit.

Alain Bessette
Natali Lefebvre

En bref D'Iqaluit

La différence entre une bougie d'allumage et un carburateur ?

Les amateurs pourront enfin se familiariser avec ce qui [redacted] passe sous le capot de leur motoneige ! L'Association Francophone d'Iqaluit a en effet mis sur pied un atelier de mécanique de motoneige. La première session aura lieu le 30 novembre prochain à compter de 10:00 heures au centre de l'AFI. On a limité [redacted] dix le nombre de participants afin que tous et toutes puissent profiter de l'attention de l'instructeur, Robert Bertrand. Il y a des frais d'inscription de 20$ et on peut s'inscrire en téléphonant au bureau de l'AFI à 979-4606 ou au studio de la radio à 979-1073.

L'arrivée du père Noël en français à Iqaluit !

L'AFI organisera une petite fête de Noël le 15 décembre prochain au centre de l'AFI. Le père Noël devrait normalement se pointer un peu après le brunch pour placoter [redacted] tous et toutes nos petit(e)s ami(e)s et surtout vérifier si tout ce beau petit monde a été sage durant l'année. Bien sûr que comme [redacted] l'habitude on ne posera [redacted] la même question [redacted] parents!

C'est ce que les administrateurs ont décidé au dernier CA de l'AFI tenu dimanche le 17 novembre dernier.

Louis Mc Comber

Le journal français Libération

Un intérêt pour le Nunavut

Dans la salle de rédaction du journal Libération [redacted] Paris, Nicole Pénico vérifie sa messagerie sur son ordinateur, [redacted] cas où le Nunavut aurait répondu en français. Surprise, elle y découvre un message de Stéphane Cloutier... elle lance un cri de joie! Plusieurs collègues s'approchent de son bureau, ils n'en reviennent pas. «Il y a quinze personnes autour de moi qui n'y croyaient pas!» Le 14 novembre dernier, elle débarquait à l'aéroport d'Iqaluit accompagnée de son photographe, Patrick Artignan.

Le projet de reportage au Nunavut [redacted] germé à la suite d'un interview qu'a donné Jean Malaurie [redacted] journal Libération au moment de la parution de son CD Rom sur le monde Inuit . Jean Malaurie s'est d'abord fait connaître en France par la publication de "Les derniers rois de Thulé", un ouvrage qui relate son séjour parmi les Inuit du Groenland. "Monsieur Inuit en France!", ajoutera Nicole Pénico pour souligner l'énorme réputation de l'ethnographe. Dans cet entretien, il souligne le rôle très important qu'aura la télématique dans le développement du nouveau gouvernement du Nunavut, mais aussi dans la sauvegarde de la langue et de la culture Inuit.

Nicole Pénico [redacted] tout de suite trouvé le sujet très intéressant et s'est braquée sur l'Internet où elle a découvert, entre autre chose, le site de l'Association Francophone d'Iqaluit. En entrevue à CFRT, elle a expliqué comment l'Internet devrait être le média par excellence pour développer tout genre de communication entre les communautés Inuit.

Par exemple, en éducation, les petites communautés ne peuvent avoir toutes les compétences pédagogiques sur place. Or avec une caméra vidéo rattachée à l'ordinateur, il est possible pour un professeur [redacted] de donner un cours en temps réel dans plusieurs communautés [redacted] la fois et de recevoir les questions des étudiants. Il en va de même pour toute concertation administrative, ou encore pour des consultations médicales spécialisées. Avec ces hypothèses en tête, Nicole Pénico est curieuse de découvrir les plans et les projets du Nunavut [redacted] matière de télématique.

Elle ne pouvait arriver à un meilleur moment puisque la Commission d'Établissement du Nunavut vient de rendre public son deuxième rapport, «Des traces de pas dans la neige fraîche #2», où elle dévoile ses plans en matière de télécommunication.

Nicole reconnaît toutefois que l'accès aux ordinateurs et [redacted] l'Internet n'est pas donné à tous. Par exemple, sur les 500 abonnés de Nunanet à Iqaluit, une bonne majorité d'utilisateurs actuels doivent être non-Inuit. Faut d'abord pouvoir s'acheter [redacted] ordinateur puis savoir s'en servir. Autre difficulté, "aussi le souci légitime des Inuit est que ça puisse être écrit [redacted] Inuktitut".

La journaliste de Libération s'est dit étonnée de trouver tant de francophones à Iqaluit : «moi j'étais persuadée que c'était sinon anglophone, sinon pas du tout francophone...de fait, quand on se ballade, on tombe souvent sur des gens qui parlent français ici !»

Louis Mc Comber



Services en français sur les vols intérieurs

Pas toujours facile

Les mésaventures d'un couple venu visiter leur fille vivant dans les TNO auraient pu prendre une tournure très désagréable sans l'intervention de bons samaritains.

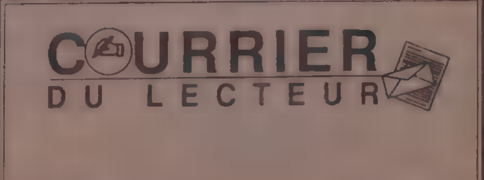
Un couple vivant dans en Estrie, au Québec, est venu visiter sa fille vivant depuis quelques années à Yellowknife. Ils sont francophones et n'ont une connaissance que très limitée de la langue anglaise.

Pour s'en venir dans le Nord, les choses se sont bien passées. Ils voyageaient grâce à Air Canada et ils ont reçu des services en français. À leur retour, les choses se sont gâchées. Ils voyageaient par une autre compagnie aérienne, compétitrice de la précédente (pour ne pas la mentionner). Malheureusement pour ce couple, le service était unilingue anglais. Dans ces conditions, il est facile de ne pas comprendre tous les détails du voyage, tels qu'annoncés par les agents de bord et le pilote. Un premier vol devait les amener de Yellowknife à Calgary. Ensuite, ils devaient s'envoler vers l'Est dans un autre vol. Petit détail du trajet entre Yellowknife et Calgary, une escale à Edmonton est de rigueur.

Lorsque l'avion atterrit à Edmonton, le couple en question se prépare à quitter l'avion, se croyant rendu à destination, Calgary. Fort heureusement, deux voyageurs québécois surprennent leur conversation et les informent de la méprise. Le couple a pu ainsi éviter de se retrouver à Edmonton alors qu'il se croyait déjà à Calgary.

Les services [redacted] français sur les lignes aériennes : pas évident!

Alain Bessette



Cp. 1325
Yellowknife NT
X1A 2N9



Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Appels d'offres - Offres d'emplois



Rénovation de l'école Attagoyuk - Phase 3

Rénovation de l'architecture, de la structure, de la mécanique [redacted] de l'électricité du côté est de l'école et de l'emplacement [redacted] l'ouvrage – Pangnirtung, T.N.-O. –

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique et l'électricité doivent être déposées à l'Association des constructeurs des T.N.-O. au plus tard à 14 h, heure de Yellowknife, le 13 décembre 1996.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'une des adresses qui suit à partir du 15 novembre 1996. Les soumissions cachetées doivent parvenir avant :

16 H, HEURE D'IQALUIT, LE 18 DÉCEMBRE 1996
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 18 DÉCEMBRE 1996

Agent de projet : Louis Bourgeois

Nouvelle salle communautaire

Construction d'une salle communautaire (environ 400 m²) et rénovation de l'aréna – Sanikiluaq, T.N.-O. –

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique et l'électricité doivent être déposées à l'Association des constructeurs des T.N.-O. au plus tard [redacted] 14 h, heure de Yellowknife, le 10 janvier 1997.

Les entrepreneurs peuvent [redacted] procurer les documents [redacted] l'une des adresses qui suit à partir du 22 novembre 1996. Les soumissions cachetées doivent parvenir avant :

16 H, HEURE D'IQALUIT, LE 15 [redacted] 1997
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 15 JANVIER 1997

Agent de projet : Louis Bourgeois

Ajout à l'école Inuujaq - Phase 4

Ajout de [redacted] m² à l'école déjà existante et rénovations de la partie déjà existante – Arctic Bay, T.N.-O. –

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique et l'électricité doivent être déposées à l'Association des constructeurs des T.N.-O. au plus tard à 14 h, heure de Yellowknife, le 17 janvier 1997.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'une des adresses qui suit à partir du 29 novembre 1996. Les soumissions cachetées doivent parvenir avant :

16 H, HEURE D'IQALUIT, [redacted] 22 JANVIER 1997
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 22 JANVIER 1997

Agent de projet : Noshir Panthaky

Les dispositions de l'Entente définitive du Nunavut s'appliquent aux fins des présents appels d'offres.

Les soumissions portant sur les corps d'état du second oeuvre concernant la mécanique et l'électricité sont administrées par l'Association des constructeurs pour les présents projets : Association des constructeurs, 201-4817, 49e rue, Yellowknife NT. Pour de plus amples renseignements, communiquer avec l'Association.

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, a/s du bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 1000, Iqaluit NT X0A 0H0 (ou livrées en main propre au 4e étage de l'édifice Brown) ou à l'agent de contrats, a/s du bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 2040, Yellowknife NT X1A 2L9 (ou livrées en main propre au bureau régional de Yellowknife, 5013, 44e rue).

Un montant de 50 $ non remboursable est exigé pour obtenir les documents.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiquée dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements techniques : Agent de projet en charge, Gouvernement des T.N.-O., Tél. : (819) 979-5150
ou Clive Clark, Ferguson Simek Clark, Tél. : (819) 979-0555

Renseignements sur l'appel d'offres : Teresa Chandler, Gouvernement des T.N.-O., Tél. : (819) 979-5150

Tout contrat accordé en vertu des présents appels d'offres le sera sous réserve de l'approbation de fonds par l'Assemblée législative des Territoires du Nord-Ouest.

Les bureaux du GTNO seront fermés du 23 décembre 1996 au 2 janvier 1997.

Des éléphants dansants sur l'autoroute du Mackenzie

Une histoire de croûte

Une équipe de chercheurs canadiens en sciences de la Terre parcourt actuellement l'autoroute du Mackenzie entre Fort Providence et Yellowknife afin d'étudier les caractéristiques de la croûte terrestre dans cette région. Ce projet est intitulé Lithoprobe.

Cinq «éléphants dansants» sont mis [redacted] contribution pour conduire cette recherche. Il s'agit de cinq énormes camions ainsi baptisés par un journaliste qui avait observé leur travail dans un projet antérieur. Ces camions géants transportent une plaque vibratoire qui est déposée au sol et [redacted] met à vibrer. Les ondes créées par ces plaques se répercutent dans la croûte terrestre jusqu'à des profondeurs de 50 km. D'autres camions auxiliaires sont équipés de senseurs appropriés, des géophones, qui capteront les échos répercutés par la croûte terrestre. Les signaux reçus par ces [redacted] sont alors enregistrés numériquement.

L'étude de ces enregistrements permettra aux chercheurs de créer un reproduction en trois dimensions de [redacted] croûte terrestre. Il s'agit d'un genre de radiographie de l'écorce terrestre.

L'itinéraire de ce groupe de chercheurs le conduira ensuite vers le Yukon et l'océan pacifique. En chemin, ils auront l'occasion d'enregistrer les vibrations de différentes formations de la croûte terrestre. Par exemple, dans la région entre Yellowknife et Fort Providence, le bouclier précambrien est l'une des formations rocheuses les plus vieilles du monde. À l'opposé, les Rocheuses forment un massif montagneux parmi les plus jeunes du monde, qui en fait, est toujours en formation.

La portion spécifique de la croûte terrestre sous étude est la lithosphère. Une meilleure connaissance de cette lithosphère permettra de mieux comprendre les tremblements de terre, les failles géologiques et même la présence de minerai. La lithosphère est cette portion externe de la croûte terrestre et est d'une épaisseur moyenne de 100 km. La lithosphère nous sépare et nous protège de l'intérieur brûlant du globe, en même temps qu'elle est le moteur des séismes.

Le Canada agit à titre de chef de file mondial dans l'étude géologique de la lithosphère. En effet, non seulement le Canada tire-t-il une grande partie de sa richesse des minéraux et du pétrole que renferme la lithosphère mais également près d'un dizième de toute la croûte continentale du globe se trouve en territoire canadien. C'est plus de [redacted] scientifiques canadiens qui seront à un moment ou l'autre impliqués dans ce projet.

Si un jour vous vous promenez sur la route du Mackenzie et que vous apercevez ces gros camions, les «éléphants dansants», ne vous inquiétez pas, il s'agit simplement d'une équipe de scientifiques au boulot.

Alain Bessette

Flash nouvelles

Entente Canada communauté

Le ministère du Patrimoine canadien est prêt à verser aux organismes franco-ontariens plus de 12,8 millions de dollars d'ici 1999 dans le cadre d'une entente Canada-communauté-Ontario.

L'offre, qui [redacted] été présentée [redacted] la Coalition pour le développement et l'épanouissement de la communauté franco-ontarienne et des minorités raciales, pourrait toutefois être rejetée par la cinquantaine d'organismes franco-ontariens. Déjà, l'Alliance culturelle de l'Ontario et la Table féministe de concertation provinciale francophone rejettent cette proposition. Le gouvernement demande une réponse à son offre d'ici le 5 décembre.

Outre les 12,8 millions de dollars, Patrimoine Canada [redacted] déjà accordé ou engagé près de 5,3 millions de dollars pour des projets d'infrastructures, dont 2 millions iront à la construction de salles de spectacle à Ottawa et Sudbury. Ottawa est aussi disposé [redacted] verser 525,000$ pour des projets complémentaires

La Dictée des Amériques

C'est Arlette Cousture, l'auteure des Filles de Caleb, qui rédigera et lira la quatrième Dictée des Amériques.

Toujours aussi populaire, la quatrième édition de cette compétition internationale regroupera au moins huit pays. La finale aura lieu le samedi 5 avril 1997, en direct de la salle du Conseil législatif de l'Assemblée nationale du Québec.

On couronnera cinq champions parmi les finalistes et des centaines de prix seront remis aux participants lors des diverses étapes de la compétition.

Découverte d'un nouveau talent inuit

Jason Akearok innove en musique contemporaine

Le public d'Iqaluit a pu découvrir le talent de Jason Akearok qui jouait en première partie de John Kimura Parker au théâtre Astro d'Iqaluit, le 28 octobre dernier.

Les Inuit se sont toujours adaptés à de multiples courants musicaux pour composer une musique bien à eux. Au contact des baleiniers, ils ont adopté l'accordéon, le «squeeze box» comme ils le nomment, et se sont rapidement créé un genre de musique dansante à résonnance celtique. Avec l'arrivée de milliers [redacted] militaires américains durant la dernière guerre ils ont développé un style country-western. Enfin, avec l'implantation récente de media dans le Nord ont surgi des rockers, rappers et discos de tout acabit. Jason Akeorak, lui, a choisi d'incorporer le chant traditionnel de ses ancêtres [redacted] la musique contemporaine.

Originaire de Hall Beach près d'Igloolik, Jason complète son secondaire à l'école Inukshuk d'Iqaluit. C'est à l'occasion d'un stage d'été pour étudiant à Banff (1989, Banff Center of Fine Arts) qu'il attrape la piqûre de la musique classique et plus particulièrement de la guitare. Il prend donc la décision de pousser plus loin son intérêt artistique et s'inscrit à la faculté de musique de l'Université Victoria en Colombie-Britannique pour finalement y décrocher [redacted] baccalauréat.

Au début de ses cours de composition, nous confie-t-il, il s'inspirait beaucoup de ses musiciens favoris, comme Bartok, Claude Vivier ou Xénakis. Il tenta d'abord de reproduire une musique d'accent occidental, ce qui lui rendait le travail [redacted] création quelque peu laborieux. Jusqu'à ce qu'il arrive à reconnecter avec des sources d'inspiration beaucoup plus nordiques.

Les souvenirs de son enfance remontèrent peu à peu à la surface. Le tambour, les ayayas, les katajjait, ou chants de gorge, reprirent leur place dans sa musique. Dès lors, la composition devint un geste plus naturel. Plus près du pays original, celui des ancêtres qui pouvaient passer de si longues heures en silence sur la banquise à attendre un phoque avec le bruit du vent comme seule musique.

Dès lors, une aventure passionnante s'offrit à lui : traduire sa propre culture dans le langage de la musique contemporaine. Pourquoi la musique contemporaine ? A cause de l'inattendu que [redacted] créateur peut susciter en utilisant l'imprévu, l'insolite. C'est un genre musical qui n'est pas limitatif et qui se prête bien à l'intégration d'influences culturelles différentes.

En 1995, Jason Akearok rafle le prix Murray Adaskin pour la meilleure composition parmi les étudiants en musique de l'Université Victoria pour sa pièce «IKII», mot inuktitut qui veux dire «j'ai froid». La même pièce lui fait remporter en 1996 le deuxième prix du concours national de la SOCAN [redacted] musique contemporaine.

Jason Akeorak ne s'attend pas à une reconnaissance immédiate de ses concitoyens Inuit. Par exemple, [redacted] dernier concert de John Kimura Parker au théâtre Astro d'Iqaluit, le 28 octobre dernier, où Jason jouait en première partie, l'assistance se composait en écrasante majorité de non-Inuit.

«Ça va prendre du temps avant que mes compatriotes Inuit apprécient mon travail, mais ça va venir, je ne suis pas pressé», de nous avouer un Jason confiant et surtout tranquille.

S'il n'y avait que très peu d'Inuit au concert, il n'y avait d'ailleurs pas vraiment plus de francophones, mais ceux qui y étaient sont sortis ravis et impressionnés par le talent de Jason Akeorak, qui interprétait à la guitare quelques pièces classiques et modernes de [redacted] répertoire.

Louis McComber

Brasse-Camarade en tournée dans les TNO

Du rock à fondre une banquise

Le groupe rock franco-ontarien Brasse-Camarade débarquait [redacted] Hay River le vendredi 15 novembre dernier pour [redacted] première visite dans les TNO. Le trio, très heureux de cette petite escapade dans le Nord, s'est dirigé le lendemain vers Fort Smith pour un deuxième spectacle, avant de mettre le cap sur la capitale.

Brasse-Camarade, c'est Pierre et François Lamoureux et François Paré, des gars super sympathiques et des musiciens accomplis qui s'éclatent depuis six ans sur les scènes du Canada, de la Louisiane, de l'Alabama, des Açores au Portugal, et même à l'Olympia de Paris. Ils [redacted] du charme, de la sensibilité, du caractère et de l'humour.

À Hay River, on n'avait pas vu le resto-bar «Back Eddy» aussi plein depuis longtemps. Une bonne partie de la communauté francophone de la petite ville était au rendez-vous. Plusieurs anglophones et quelques autochtones s'étaient aussi déplacés pour venir assister à cette soirée de rock en français.

Dans une ambiance détendue et sous un éclairage tamisé, les gars de Brasse-Camarade ont donné un show à saveur plus acoustique qu'électrique qui a bien su plaire au public.

On peut sans aucun doute affirmer que le spectacle à Hay River a été tout un succès pour un évènement francophone dans une petite communauté.



Une foule animée à Hay River le 15 novembre dernier

À Fort Smith, samedi soir, on avait misé davantage sur la présence des familles et des adolescents, et on avait pour cela choisi de présenter le spectacle dans le hall de l'école secondaire plutôt que dans un bar.

La publicité de l'évènement [redacted] plus ou moins bien fonctionné avec les adolescents, mais plusieurs petites familles étaient de la partie. Là aussi, des membres des communautés anglophone et autochtone sont venus faire un tour et apprécier le talent et l'énergie des musiciens.

La salle étant plus grande qu'à Hay River, Brasse-Camarade s'est permis de faire plus de bruit en présentant plus de pièces dans leur version électrique. Les gens se sont montrés assez tranquilles pendant une bonne partie du spectacle, mais ils se sont lentement dégelés et à la dernière chanson, la moitié du public dansait tout autour de la salle.

Après le spectacle, plusieurs personnes sont restées pour discuter avec le trio. Un couple a même appris au chanteur/guitariste, François Lamoureux, une chanson traditionnelle dénée.

À Hay River comme à Fort Smith, les gars de Brasse-Camarade ont joué des pièces de leur nouvel album prévu pour février prochain, ainsi que des pièces de leurs albums précédents. On a aussi eu droit à quelques très belles chansons en portugais.

Depuis lundi, Brasse-Camarade est arrivé à Yellowknife où ses membres donnent des ateliers dans les écoles avant de présenter leur dernier spectacle dans les TNO demain soir au bar «The Cave».

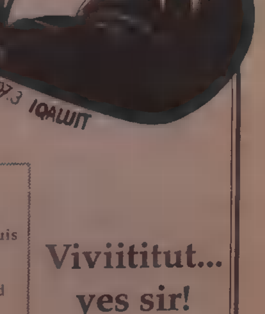
Vite, vite, achetez vos billets; vous ne voulez surtout pas manquer ça!

Natali Lefebvre

Horaire de CFRT-MF

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi
7 :30 à 9 :00 Les p'tits matins d'Iqaluit avec Daniel Cuerrier				
18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Apprenons l'inuktitut avec Rhoda Pudlat et Louis McComber 20 :00 Laboratoire radiophonique CFRT-MF 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18:30 Francoforme avec Gaétan Samson 19 :00 L'envol avec Réjean Ouellet 20 :30 À l'écoute du développement 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Le ranch à Roger avec Roger Dubé 20 :00 Mungo Live and Louder with Mungo Ireland 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	17 :00 Entre les lignes avec Todd Philips et Louis McComber 18 :30 Nunavut : case départ avec Anne-Marie Coulombe et Louis McComber 20 :00 D'un sujet à l'autre avec Nicole Beaulieu 21 :00 Tusauti avec Oleena et Jimmy	18 :30 Boulot-Toto-Dodo avec Louis McComber 19 :00 Nat-Is avec Claude Martel

Samedi	Dimanche
14 :00 Ça me dit de quoi 18 :30 Top Shape with Gaétan Samson 19 :00 Jamane with Jane, Neeve and Mary-Elyse	20 :00 Au pays des rêves avec Louis McComber 21 :00 Au sud du Sud avec Louis McComber

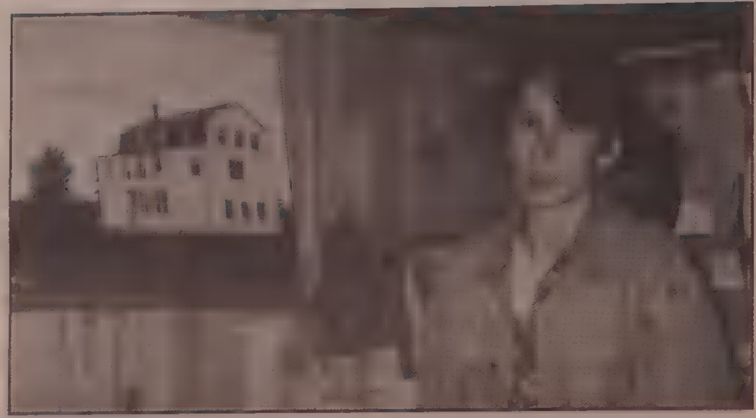


Viviititut... yes sir!

Hélène Croft, artiste-peintre

En quête de perfection

Hélène Croft a quitté Rimouski pour le Nord il y a dix ans. L'année dernière, elle s'installait à Fort Smith avec [redacted] petite famille et commençait à peindre à plein temps. Son atelier est [redacted]tenant rempli de ses tableaux de style réaliste représentant des scènes du Nord, et elle continue toujours à peindre de plus belle.



C'est vers la musique qu'Hélène s'est d'abord dirigée. Elle a complété des études [redacted] violon, mais c'est un [redacted] de ses talents, la peinture, qui devait prendre le dessus.

En 1986, elle et [redacted] conjoint Bruno décident d'apprendre l'anglais. Bruno, étant biologiste, [redacted] sent très attiré par le Nord. Le couple choisit donc Yellowknife pour destination. À leur arrivée, ils travaillent tous les deux comme moniteurs de français dans les écoles. Ils n'ont alors aucune idée qu'ils n'aurait toujours pas quitté les Territoires dix ans plus tard.

[redacted] un premier enfant arrive, puis un autre. La petite famille prend racine. Bruno travaille en biologie et Hélène [redacted] à la maison [redacted] les enfants. Elle peint de temps en temps des toiles qu'elle donne en cadeau, mais Bruno pense que son talent vaudrait la peine d'être exploité, [redacted] il l'encourage à peindre plus sérieu[redacted].

Ce n'est que l'année dernière qu'Hélène a commencé à consacrer beaucoup de temps [redacted] peindre. «La plus jeune est entrée en maternelle; j'avais donc tous les avant-midis libres pour [redacted] peinture. Maintenant qu'elle est en première année, je passe mes journées entières à peindre. C'est un travail à temps plein», dit-elle.

Hélène [redacted] une artiste autodidacte. À part des [redacted] du soir en dessin et en aquarelle qu'elle a pris à Saskatoon il y a deux ans alors que Bruno achevait sa maîtrise, elle n'a jamais étudié les [redacted] plastiques [redacted] l'école. «J'ai appris beaucoup sur des choses comme [redacted] dimension et la profondeur dans [redacted] cours de dessin», se rappelle-t-elle, «mais le reste, je l'ai appris dans les livres. J'ai lu [redacted] les livres d'art de la bibliothèque de Yellowknife. J'y ai pris des idées ici et là et c'est en essayant différentes approches que j'ai développé [redacted] technique».

Sa technique, elle la maîtrise magnifiquement bien. Elle peint à partir de photographies qu'elle prend à Forth Smith ou que Bruno et des amis lui rapportent de voyages dans le Nord. «J'aime que ce soit réaliste, qu'on ait l'impression d'être là. Je peins à partir de photos parce que je travaille à l'acrylique et qu'il me faut environ une trentaine d'heures pour compléter une toile. Peindre les scènes sur place serait trop compliqué», dit-elle. Quand c'est possible cependant, elle aime voir l'endroit qu'elle peint pour bien en comprendre les couleurs, la lumière. «Une photo ne peut pas tout capter», remarque-t-elle, «si je ne peux pas me rendre dans un endroit que je peins, il me faut plusieurs photos de cet endroit».

Ce qui lui importe le plus, c'est d'être le plus fidèle possible à la réalité sur le plan visuel. Elle [redacted] passé des heures à faire des recherches pour découvrir que le reflet dans l'eau d'un personnage qu'elle avait peint n'aurait pas dû [redacted] trouver là; le «défaut» sera corrigé sous peu Sans doute que personne ne l'aurait jamais remarqué, mais pour Hélène ce genre de détail est primordial. Elle est très auto-critique et juge sévèrement ses oeuvres. Quand quelque chose l'agace dans une de [redacted] toiles, elle peut passer des heures [redacted] faire des corrections, à y penser la nuit et à chercher des solutions, pour finalement décider de la mettre de côté, cachée dans un coin où elle [redacted] poussière, laissant son auteure en paix. «Mais ça ne fait rien», dit-elle, «c'est de l'expérience, ça fait partie du processus de création».

Hélène est d'autant plus critiq[ue] quand elle jette un coup d'oeil s[ur] ses premières oeuvres : «Au débu[t] il y en avait trois ou quatre que j[e] trouvais super bonnes. Maintenan[t] quand je les regarde, je les trou[ve] super laides! Il y a des toiles que [je] [redacted] peux pas croire que j'ai vendue[s]. Je me demande si dans quatre o[u] cinq ans je trouverai laides les toil[es] que je peins aujourd'hui... C'e[st] que je m'améliore encore et je sa[is] ce que je suis capable de faire».

Même si elle joue maintena[nt] moins de violon, la musique a to[u]jours une grande importance p[our] Hélène et elle ne peint jamais sa[ns] écouter quelque oeuvre musical[e]. «S'il n'y a pas de musique, c'e[st] très difficile pour moi de travailler», remarque-t-elle, «Parfois je fa[is] rejouer le même morceau plusieur[s] fois. C'est très étrange ce que ça m[e] fait, je ne pourrais pas vraime[nt] l'expliquer...».

Le Conseil des arts des TNO l[ui] a accordé une bourse; elle do[it] compléter 35 toiles pour février [en] vue d'une exposition. Le musée d[e] Fort Smith prévoit aussi expose[r] ses toiles en juin prochain. La ca[r]rière de peintre d'Hélène Cro[ft] semble bien démarrer, et tout l[e] mérite lui revient.

Natali Lefeb[vre]

Les chaudrons de la Petite Boulotte

Les potages

Pas de doute, l'hiver est bel et bien arrivé, les jours se font irrémédiablement de plus en plus courts, [redacted] l'on rentre chez soi après une journée de travail, le visage tout rouge de froid et le ventre creux.



L'hiver, [redacted] bouffe se fait réconfortante. C'est tellement bon de s'installer devant un bol de soupe chaude après avoir été en contact avec l'air glacé. Il y a là-dedans quelque chose de presque folklorique... La soupe, c'est la maison, le confort, la chaleur.

Il est très facile de réaliser un bon potage. Tout ce qu'il faut, c'est quelques légumes, frais ou congelés. On peut aussi utiliser des légumes un peu défraîchis; c'est une très bonne façon de les récupérer, et une fois cuits, on ne voit pas la différence.

Voici donc un exemple de recette de potage absolument délicieuse, en plus d'être d'une simplicité désarmante.

Le potage aux pois verts et [redacted] feta

Un sac de petits pois verts congelés
De l'eau
Un oignon
Une pomme
Un bloc de feta
Du sel et du poivre

On met les petits pois, l'oignon et la pomme tranchés dans un chaudron avec [redacted] d'eau pour couvrir le tout. Quand c'est cuit, on passe au mélangeur, en ajoutant le feta, le sel et le poivre. Si le mélange est trop épais, on remet un peu d'eau. C'est tout!

Il ne faut pas oublier que quand on suit une recette, on peut toujours remplacer des ingrédients par d'autres. On y va selon [redacted] goûts personnels [redacted] selon ce qu'on [redacted] sous la main au moment où l'on cuisine.

Pour les potages, il est possible de cuire les légumes dans le bouillon de poulet ou de boeuf plutôt que dans l'eau. Ajouter une ou deux pommes de terre lors de la cuisson donnera à la soupe une texture plus crémeuse. Les fruits donnent aussi des résultats intéressants.

Les ingrédients que l'on peut utiliser en passant les légumes au mélangeur sont nombreux; il suffit de faire confiance à son imagination. On peut par exemple ajouter du lait, ou du jus de fruits ou de légumes, de la mayonnaise ou de la sauce à salade, du fromage cottage, de la crème fraîche ou sûre, et bien entendu, des herbes, épices et aromates de toutes sortes.

Bref, le potage est un plat facile à cuisiner et difficile à rater, alors n'ayez surtout pas peur d'expérimenter et d'y mettre un peu de folie...

Bon appétit!

La Petite Boulotte

Le lauréat du Prix littéraire du Gouverneur général en poésie règle ses comptes:

«A partir du moment où un Acadien quitte l'Acadie, il [es]t considéré comme un traître.»

Serge Patrice Thibode[au]

On l'imagine fou [redacted] joie. Pourtant, le poète acadien Serge Patrice Thibodeau a des sentiments partagés depuis qu'il [redacted] reçu le Prix littéraire du Gouverneur général.

D'un côté, il est extrêmement fier d'être le premier lauréat acadien à recevoir ce prix depuis Antonine Maillet...il y a 25 ans! Il trouve même «logique» d'avoir remporté ce prix, lui qui en est à sa cinquième récompense depuis 1991 et qui [redacted] gagné il y a quelques mois le Grand Prix du Festival international de poésie de Trois-Rivières pour ses livres Nous l'étranger et Le Quatuor de l'errance. N'empêche. Il ne s'attendait pas à recevoir si jeune, il [redacted] 37 ans, un prix aussi prestigieux: «Je ne pensais pas l'avoir maintenant. C'était pas un objectif, ni même un souhait. A [redacted] moment donné, tout cela nous dépasse.»

Il faut dire que Serge Patrice Thibodeau, originaire de Rivière-Verte dans le nord-ouest du Nouveau-Brunswick, a créé quelques précédents dans le monde littéraire. Il fut le premier francophone originaire de l'extérieur du Québec à recevoir le Prix Emile Nelligan en 1992 pour son livre Le cycle de Prague. Il est aussi le premier «francophone hors Québec» à recevoir cette année le grand prix du Festival international de poésie.

Il a été ému de recevoir le prix du Gouverneur général des mains de Roméo LeBlanc, un Acadien comme lui: «un homme formidable, incroyable pour le peupl[e] acadien.»

De l'autre côté, il trouve extr[ê]mement regrettable que les grand[s] écrivains acadiens que so[nt] Herménégilde Chiasson, Géral[d] LeBlanc Jacques Savoie ou Dian[e] Léger n'aient jamais reçu une tel[le] consécration.

«On publie en moyenne de dix [à] quinze livres par année. Il y a un[e] littérature acadienne très dynam[i]que, très moderne, très originale. J'ai l'impression qu'on ne s'est [ja]mais aperçu qu'il y avait cette for[ce] littéraire en Acadie.»

Il est particulièrement peiné po[ur] Herménégilde Chiasson, pour qui [il] a beaucoup d'admiration, et qui éta[it] en nomination pour la deuxièm[e] fois.

Cela dit, Serge Patrice Thibodea[u] est un homme amer, qui garde un[e] certaine rancoeur à l'endroit de ce[ux] qui ont levé le nez sur son oeuvre. [Il] voulait que son livre soit publié e[n] Acadie, avec une coédition a[u] Québec: «J'ai [redacted] une réaction p[lus] qu'un refus. Ça été l'indifférence. On n'a jamais répondu à mes de[]mandes.» Résultat: c'est une m[ai]son d'édition québécoise qui profi[te] maintenant de la publicité entour[ant] le Prix du Gouverneur général.

A[P]

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 42, vendredi 29 novembre 1996

En route, les toutous!



Natali Lefebvre/L'Aquilon

C'est un départ! Les gars de Brasse-Camarade sont prêts pour leur première ballade en traîneau tiré par un attelage de chiens.

Sommet 1996

sur l'éducation [redacted] français dans les Territoires du Nord-Ouest

Voir cahier spécial pages 5 à [redacted]

La CEN consulte les chefs politiques du futur territoire

Un gouvernement à définir

Louis Mc Comber

Iqaluit - Samedi le 23 novembre dernier à Iqaluit, la Commission d'établissement du Nunavut (CEN) avait invité les principaux leaders politiques du Nunavut à une consultation sur la forme que prendra le prochain gouvernement qui devrait entrer en fonction au premier avril 1999. La CEN avait spécialement invité pour l'occasion un représentant de l'Association Francophone d'Iqaluit à se joindre aux délibérations.

Taille de l'Assemblée

Il s'agissait d'abord de se mettre d'accord sur la taille de la prochaine Assemblée Législative du Nunavut. La région du Nunavut est pour le moment divisée en dix districts électoraux et donc élit dix députés à l'Assemblée de Yellowknife. Or, [redacted] plus petite assemblée législative [redacted] Canada se trouve au Yukon avec seize députés.

La Commission suggère qu'une assemblée ne peut fonctionner à moins. D'abord, ça prend un leader de la Chambre, ce qui fait perdre un joueur, puis une bonne demie-douzaine de ministres. Si on imagine que quelques membres de l'Assemblée s'absentent pour des réunions [redacted] pour [redacted] de maladie, même [redacted] 16 élus, [redacted] resterait plus grand monde en chambre pour discuter des projets de loi. Sans compter les démissions éventuelles en cours de mandat. La CEN recommande donc d'élire au moins une vingtaine de députés. Un consensus s'est dégagé rapidement sur cette question. Goo Arlooktoo, député de Sud-Baffin [redacted] GTNO, a toutefois fait remarquer qu'il en coûte près de 150 000 [redacted] par année par député au gouvernement territorial et que chaque député supplémentaire détourne des argents des services offerts [redacted] la population.

Double représentation

Il y a une population approximative de 22 000 personnes dans le territoire du Nunavut avec 11 000 votants potentiels. Une des solutions envisagées par la Commission, c'est [redacted] double représentation par circonscription: un homme et une femme. Cette proposition a soulevé beaucoup de controverse parmi les participants.

Manitok Thompson, députée de Aivillik et ministre des Affaires municipales [redacted] communautaires (MACA), [redacted] fermement affirmé qu'elle [redacted] tenait pas à être élue en tant que femme, mais bien [redacted] tant que meilleure personne pour accomplir la tâche.

Edward Picco, député d'Iqaluit, [redacted] expliqué que c'était [redacted] introduire une restriction liée à un groupe social en particulier dans le processus démocratique, et qu'il ne fallait pas discriminer sur la base du sexe ou de la langue pour élire un candidat. L'élection doit se faire au mérite, a-t-il souligné. C'est le seul critère à considérer.

Par ailleurs, Jack Anawak, dé-

CEN
Suite [redacted] page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Au repos

«Fait pas chaud, chaud...
Allez courir vous autres;
moi je reste à la maison!»



Programme d'éducation [redacted] milieu de travail

Le ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, Charles Dent a annoncé que les employeurs, les unions de travailleurs, les collèges publics des TNO, ainsi que le gouvernement territorial collaboreront bientôt dans le cadre d'une stratégie d'éducation en milieu de travail qui a pour but d'aider les travailleurs à améliorer leurs compétences en lecture, écriture, mathématiques, et organisation des idées.

«Le gouvernement territorial reconnaît qu'il [redacted] essentiel pour la santé économique à long terme des TNO que les employés des secteurs public et privé améliorent certaines compétences», a déclaré M. Dent. «Les travailleurs ont souvent les qualifications nécessaires à l'obtention d'un emploi, mais il peut survenir des lacunes losrqu'il s'agit d'accomplir des tâches plus exigentes ou de s'adapter à des changements. Le programme d'éducation en milieu [redacted] travail offre aux travailleurs l'opportunité d'élargir leurs compétences tout en permettant aux employeurs d'augmenter leur productivité», a-t-il ajouté.

On prévoit qu'un minimum de 100 personnes participeront [redacted] ce programme dans les deux prochaines années.

Festival de films sur le Nord

Le premier festival annuel «Far North Film Festival» aura lieu au Northern Arts and Cultural Centre, les vendredi [redacted] samedi 29 et 30 novembre. Vingt-cinq films ont été sélectionnés pour cette première édition de l'évènement, dont des documentaires, des vidéos et des courts métrages.

Cinq réalisateurs, Zak Kunuk, Vicki Swan, Paul Andrew, Marie Wilson et Andrew Birzen, tiendront un forum samedi matin où ils discuteront du sujet de «la représentation du Nord par des réalisateurs du Sud». Le public pourra poser des questions et rencontrer les participants après la discussion.

Samedi après-midi à 13h, CBC North donnera l'occasion aux gens de rencontrer des producteurs du Nord [redacted] l'hôtel Explorer.

Samedi soir, trois Prix du Public seront remis aux réalisateurs dont [redacted] films auront remporté le plus de popularité.

Fort Smith se démarque

Malgré le fait qu'elle soit composée majoritairement [redacted] «fonctionnaires», la population de Fort Smith démontre son initiative en poursuivant agressivement une série d'activités économiques.

«Les gens de Fort Smith savent que le gouvernement [redacted] peut pas continuer [redacted] dépenser plus d'argent», a déclaré le député de Tebacha, M. Michael Miltenberger, «ils ne sont pas prêts à laisser quelqu'un d'autre contrôler leur avenir, alors ils travaillent ensemble pour trouver des solutions et les appliquer».

Quelques [redacted] de ces solutions [redacted] :

-un symposium visant [redacted] se préparer aux retombées de l'explosion du secteur minier,

-le projet «Challenge for Change» mis sur pied dans le but d'aider les jeunes à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés, tout en créant de nouveaux emplois,

-une participation active [redacted] la planification de la nouvelle Constitution,

-une conférence sur l'hydrogène où les industriels ont cherché des moyens de réduire les dépenses reliées [redacted] l'énergie,

-une recherche de moyens pour faire avancer l'économie locale en partenariat avec la compagnie BHP,

-une utilisation maximale du collège Aurora.

Sondage sur les drogues et l'alcool

Le ministère de la Santé et des Services sociaux rendra bientôt publics les résul[redacted] d'un sondage sur l'usage fait présentement des drogues, de l'alcool et du tabac dans les TNO.

À travers les territoires, 1 500 personnes âgées de 15 ans et plus ont participé à ce sondage qui aidera à dirier les efforts qui sont faits en vue de réformer le système de services reliés aux dépendances et à mettre plus d'emphase sur la prévention.

«Les résultats de ce sondage sont très importants», a déclaré le sous-ministre Don Ellis, «même si nous savons que les statistiques ne peuvent pas illustrer toute la souffrance et la violence qui accompagnent trop souvent l'abus de substances».

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Kelvin Ng, [redacted] pour sa part fait remarquer qu'il faut développer une approche envers les dépendances qui permettrait aux familles et aux communautés de jouer un rôle plus important dans le support aux individus.

Natali Lefebvre



Site WEB : http:// www.nunanet.com/ ~afi/AQUILON/
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

CEN

Suite de la une

puté libéral [redacted] la Chambre des Communes et José Kusugak, président de Nunavut Tungavik Inc. (NTI) ont rappelé [redacted] participants qu'ils ne voyaient aucun problème à innover en matière de fonctionnement du gouvernement. Ce n'est pas grave si aucun autre gouvernement au monde n'a jamais adopté [redacted] telle mesure. Il ne fallait avoir aucune peur de la différence, ont-ils précisé, chacun [redacted] leur façon.

José Kusugak [redacted] fortement motivé les participants à appuyer la proposition sans délai.

Mary Nashook, la représentante de Pauktuutit, l'association canadienne des femmes inuit, a fait remarquer que des représentants masculins ont tendance à oublier les questions familiales et communautaires dans leurs priorités et que dans le territoire du Nunavut, ces questions devraient être en tête de liste du gouvernement. Si on ne s'attaque pas de façon urgente à la crise sociale qui déchire les communautés inuit, [redacted] risque d'hypothéquer sérieusement [redacted] grand rêve du Nunavut. En ayant un nombre égal de femmes et d'hommes parmi les élus, [redacted] telles questions ne pour[redacted] pas [redacted] mises de côté.

La CEN [redacted] aussi présenté des graphiques illustrant [redacted] proportion de femmes élues dans différents parlements. C'est dans les pays Scandinaves que l'on retrouve le plus haut [redacted] de femmes élues. Jack Hicks, directeur [redacted] recherche [redacted] la CEN, a fait remarquer qu'il s'agit de pays où l'on accorde aussi beaucoup d'importance au bien-être des citoyens. En Suède, 41% des membres de [redacted] Riksdag sont des femmes, tandis qu'au Canada seulement 18% de la Chambre des Communes est composé de femmes. C'est la France qu'on retrouve tout [redacted] bas de l'échelle avec 6% de femmes à l'Assemblée nationale.

Le président d'assemblée et aussi président de la Commission, John Amagoalik, [redacted] souligné aux participants que de proposer maintenant [redacted] telle mesure garantirait la participation des femmes [redacted] prochain gouvernement et n'entraînerait aucun coût supplémentaire. Puis, il a suggéré de sonder la position des participants sur la question par un vote secret qui donnerait une indication plus précise aux commissaires. 18 ont voté pour [redacted] double représentation, 3 contre et 4 se sont abstenus.

Premier ministre

Les commissaires voulaient aussi avoir l'avis des participants sur leur proposition d'élire un premier ministre du Nunavut au suffrage universel.

Dans le système actuellement en vigueur dans les Territoires, le premier ministre est élu par le caucus, qui lui est élu par l'ensemble des députés. Le premier ministre se re[redacted] ascendant moral sur le caucus. Il n'a pas l'autorité d'un chef de parti, élu par une convention, et qui peut au moment propice réorganiser [redacted] cabi[redacted]. Le danger d'un tel système, c'est que le caucus se coupe de l'Assemblée [redacted] de l'électorat.

Par contre, si le premier ministre est élu directement, il est redevable à l'ensemble de l'électorat et non seulement [redacted] ses collègues. La CEN propose qu'il ait [redacted] pouvoir de [redacted] de démettre ses ministres.

Il semblait y avoir un [redacted] autour de la table à l'effet d'éviter dans le Nord toute politique de parti. Les participants voyaient là un danger de diviser les communautés. Par ailleurs [redacted] peu près tout le monde [redacted] entériné la proposition de l'élection du président.

Date des premières élections

Un des commissaires, M. Ken Harper, [redacted] fait remarquer qu'au premier avril 1999, donc le premier jour du nouveau territoire, le Nunavut n'aurait ni assemblée élue, ni caucus, ni président. Or de nombreux dignitaires vont affluer à Iqaluit à cette occasion et il n'y aura pas d'élus pour les recevoir, si on procède selon les prescriptions actuelles de l'Acte du Nunavut. Il a ensuite suggéré que les élections soient tenues quelques mois à l'avance afin que le nouveau gouvernement puisse procéder dès le premier jour de son existence. Sa proposition a été unanimement appuyée.

Acte [redacted] Nunavut

Même si la question d'une élection présidentielle, comme la double représentation et la date des premières élections d'ailleurs, exigeait une modification de l'Acte du Nunavut à la Chambre des Communes du Canada, les chefs politiques se sont dits pour la plupart d'accord avec une telle démarche.

Jack Anawak, député de Nunatsiaq à Ottawa, s'est dit confiant qu'une telle manoeuvre pourrait réussir assez bien sans soulever de tempête chez les partis d'opposition, même si le gouvernement libéral doit faire face à l'électorat sous peu. Anawak [redacted] toutefois mentionné qu'il fallait craindre beaucoup plus les questions pressantes du Bloc Québécois que du Reform Party dans une telle éventualité.

La consultation s'est clôturée après deux jours de travail sur un rappel tragique du fléau qui afflige toujours les communautés du Nunavut, le suicide. Lazarus Arreak, le nouveau président de QIA, a évoqué le souvenir de Martin Luther King en disant qu'il fallait faire le tour des communautés et redonner aux jeunes la fierté et la confiance dans leur avenir et celui du Nunavut.

Parution du rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones

«La relation entre autochtones et non-autochtones au Canada doit changer»

Juge René Dussault

La commission royale sur les peuples autochtones a remis son rapport d'enquête le 21 novembre dernier. La constatation principale du rapport est qu'il faut rebâtir la relation entre le Canada et ses peuples autochtones sur des bases nouvelles.

Alain Bessette

C'est un rapport volumineux qui a été récemment rendu public : 3 537 pages présentées en 6 volumes. L'ampleur du rapport est à l'image de la tâche qui attend les gouvernements s'ils décident de mettre en oeuvre les multiples recommandations de la Commission royale sur les Peuples autochtones.

«Il est possible de rompre le cycle du blâme et de la culpabilité; des doléances et de la négation; de la frustration et de la crainte. Il est temps de renouveler cette relation, il est temps de tourner la page», a déclaré le juge René Dussault, co-président de cette Commission, lors [redacted] allocution [redacted] présentation [redacted] rapport à Ottawa.

Les enjeux de ce rapport [redacted] d'une importance financière cruciale. En effet, les solutions trouvées par la Commission exigeraient que le gouvernement canadien investisse plus [redacted] 30 [redacted] de dollars supplémentaires répartis sur 15 ans. À défaut de ce faire, la note pourrait s'avérer beaucoup plus élevée. «La façon dont [redacted] Canada traite ses autochtones se résume à un gigantesque gaspillage de potentiel, d'argent et de vies humaines», [redacted] indiqué le juge Dussault.

Selon la Commission, les répercussions à long [redacted] de leur plan sur les finances publiques seront positives et aideront [redacted] diminuer [redacted] plus [redacted] plus [redacted] dépendance [redacted] autochtones face [redacted] subventions [redacted] l'aide sociale. Si la situation n'est pas rétablie, la note que devra payer le Canada pour soutenir les Peuples autochtones sera de plus de 11 milliards par année dès l'an 2016. Par contre, si le plan de redressement de la Commission est aplliqué, dès la quinzième année du plan (en 2016), les gouvernements recevront des retombées positives de plus de 375 millions de dollars, et cela ira en s'accroissant. Selon les commissaires, le Canada n'a pas les moyens de [redacted] rien faire.

Le sort du rapport de la Commission n'augure pas bien. Tant le ministre des Finances, Paul Martin, que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ron Irwin, ne semblaient pas emballés par les mesures budgétaires proposées. Le ministre Irwin a même mentionné que ce rapport pourrait simplement constituer un outil de sensibilisation auprès des autres membres du cabinet fédéral.

«L'injustice plonge ses racines dans l'histoire [redacted] c'est là qu'on pourra trouver [redacted] clé d'une revitalisation de la société autochtone et d'une relation [redacted] et [redacted] le [redacted] du Canada» [redacted] quant [redacted] lui déclaré Georges Eramus, co-président [redacted] la Commission.

La prémisse de base [redacted] recommandations du rapport est que «pour sortir du [redacted] de [redacted] dépendance qui est [redacted] l'origine de tant de privation et de découragement, les autochtones doivent avoir les ressources qui leur permettront d'être responsables de leur propre destin, [redacted] redevenir des peuples dynamiques et [redacted] des institutions conformes à leurs valeurs». Actuellement, le taux de dépendance [redacted] Autochtones face [redacted] l'aide sociale est de 2 à 4 fois plus élevé que la moyenne nationale.

Le [redacted] de la Commission était de déterminer comment mettre fin au paternalisme qui a dominé la relation entre les peuples autochtones [redacted] les gouvernements canadiens. La Commission devait proposer des mécanismes pour assurer [redacted] respect des traités; examiner les causes de [redacted] myriade de problèmes sociaux et économiques qui sont le lot des peuples autochtones; se pencher sur les questions connexes de l'autonomie gouvernementale, de l'assise territoriale et du développement économique; et déterminer comment améliorer l'éducation.

Dans le cadre de ses activités, la Commission a sillonné le pays, et à la fin de 1993, avait visité 96 localités, tenu 178 jours d'audience, entendu 2 067 intervenants et accumulé plus de 76 [redacted] pages de témoignages. De plus, la Commission [redacted] commandé plus de 350 projets [redacted] recherche.

La stratégie

Le rapport propose [redacted] stratégie détaillée sur 20 ans pour restaurer [redacted] sociale, économique [redacted] politique des peuples [redacted] redéfinir leur [redacted] avec l'ensemble des Canadiens. Cette [redacted] tégie comporte [redacted] cheminement évolutif: créer un nouvel équilibre des pouvoirs politiques et des ressources économiques, complété par un effort en vue de restaurer la santé et l'efficacité des individus, des familles, des collectivités et des nations.

En matière d'autonomie gouvernementale, la position de la Commission est claire. Le droit inhérent des autochtones de se gouverner eux-mêmes est fermement ancré dans l'histoire et dans le droit. «Le droit [redacted] l'autonomie gouvernementale ne peut être retiré. Il [redacted] peut être accordé. Il existe. Il est inhérent. Il est déjà reconnu et confirmé par l'article 35 de la Constitution» ont indiqué les deux co-présidents de la Commission.

La Commission propose que les autochtones forment l'un des trois ordres de gouvernement au Canada dans un contexte de souveraineté partagée. La Commission [redacted] que le système politique canadien est ainsi constitué : différents ordres [redacted] gouvernement, chacun autonome dans sa propre sphère, partageant la souveraineté du Canada dans son ensemble.

La terre, les ressources [redacted] le développement économique forment l'autre composante de [redacted] stratégie énoncée. Les collectivités autochtones d'aujourd'hui n'ont plus que le tiers de l'assise territoriale que leur accordaient les dispositions écrites des traités historiques, un demi pour cent du territoire situé au sud du 60e parallèle. En effet, constate la Commission, toutes les concessions de terres prévues par les traités n'ont pas été octroyées et plusieurs concessions ont par la suite été expropriées ou vendues par les gouvernements.

Selon la Commission, la négociation d'une assise territoriale et de ressources convenables est un préalable au renouveau culturel, [redacted] l'autonomie économique et à l'autodétermination des peuples autochtones. «Reconnaître le droit des peuples autochtones à l'autonomie gouvernementale [redacted] leur donner les moyens de générer leurs propres revenus, c'est courir au [redacted] précisé les co-présidents Erasmus et Dussault.

Selon la Commission, [redacted] processus actuel [redacted] règlement des différends [redacted] les [redacted] et les ressources est foncièrement vicié et il faut [redacted] remplacer. Sa prémisse est que la terre appartient à la Couronne jusqu'à preuve du contraire. Selon la Commission, une telle prémisse est incompatible avec les faits historiques, avec [redacted] doctrine de la pérennité du titre ancestral et avec l'obligation qu'a la Couronne de protéger les intérêts des autochtones.

Le Nunavut retient l'attention d'observateurs internationaux

Louis Mc Comber

D'abord c'est un journaliste de [redacted] revue National Geographic qui s'est pointé [redacted] piste atterrissage d'Iqaluit avec son avion privé pour venir réaliser un reportage sur le Nunavut. Puis quelques jours plus tard, une journaliste du quotidien parisien Libération, accompagnée de son photographe, débarquait aussi dans la capitale du prochain Nunavut. Mais qu'est-ce qu'ils ont donc [redacted] ?

On sait que [redacted] Nord fascine. Sans doute à [redacted] de l'éloignement qui produit toujours un effet d'exotisme, mais certainement aussi à cause de [redacted] culture millénaire des Inuit qui composent la majorité de la population et qui vont bientôt se donner une structure gouvernementale à l'intérieur de l'espace canadien.

Depuis que Martin Frobisher a ramené à Londres un kayakeur inuk pour ébahir les badauds (il n'en est jamais revenu vivant d'ailleurs), le monde inuit [redacted] toujours fasciné les occidentaux. Mais [redacted] ce coup-ci, il y [redacted] un projet politique dans l'air. Il ne s'agit plus seulement d'utiliser la culture inuit pour divertir [redacted] galerie, [redacted] encore pour extorquer des ressources du milieu naturel [redacted] plus grand mépris de la population indigène.

Non, cette fois-ci devrait être [redacted] bonne. De concert avec les leaders inuit, le Canada en principe aurait accouché d'une formule [redacted] gestion politique des territoires inuit du Nunavut qui devrait enfin rendre justice à [redacted] population.

S'agit-il d'une formule qui éloignera pour toujours le spectre de l'assimilitation définitive? De la perte finale de [redacted] langue et de [redacted] culture? De la diabolisation des spiritualité traditionnelles des chasseurs de mammifères marins ? De la dépossession des Inuit des richesses de leur territoire ?

Est-ce que la mécanique d'un gouvernement territorial doublé d'une [redacted] de revendication territoriale suffira [redacted] ce que les Inuit contrôlent les processus politiques qui les concernent ?

Nicole Pénico de Libération est repartie à Paris dimanche dernier très heureuse de son séjour et de cette première mise en situation dans la réalité du Nunavut. "Je ne fais que commencer à comprendre un peu la réalité d'ici, a-t-elle déclaré [redacted] L'Aquilon, je dois absolument revenir!"

Mike Parfit du National Geographic a quitté Iqaluit le même jour non [redacted] expliquer au reporter de L'Aquilon ébahi, que son magazine tire à 10 millions d'exemplaires par mois et est lu par plus de trente millions de personnes sur [redacted] planète! Quand son avion a gagné de l'altitude, Mike a mis le cap sur l'Antarctique pour son prochain reportage.

Comment nous rejoindre ?

Courrier électronique :
aquilon@internorth.com

Site WEB :
http://www.nunanet.com/~afi/AQUILON/

ÉDITORIAL

Un courage de leaders

Il y [redacted] toujours un danger à être un leader de la communauté. L'un des dangers les plus fréquemment rencontrés est celui de faire le mauvais choix et de perdre la faveur de son public.

Les leaders du Nunavut doivent être félicités pour le courage démontré lors du dernier sommet des leaders tenu à Iqaluit. Les questions soulevées prêtent certes le flanc [redacted] la controverse.

La question de la représentation féminine à l'Assemblée législative du Nunavut a particulièrement attiré notre attention. Nulle part [redacted] monde ne retrouve-t-on un tel concept qui vise [redacted] assurer l'élection d'un nombre égal d'hommes et de femmes.

Pourtant, le concept offre des avantages précieux. L'une des intervenantes lors du sommet des leaders a fait mention du fait que les représentants masculins oublient trop souvent les matières familiales et communautaires dans leur ordre de priorité. Il semble établi que les gouvernements ayant plus de femmes dans leurs rangs, ont des préoccupations sociales plus poussées.

Il est rassurant de voir que les leaders du Nunavut ont accepté ce concept par une forte majorité.

Quelques milliers de kilomètres plus au sud, d'autres leaders faisaient preuve de courage, et ce devant le grand public canadien : la Commission royale sur les peuples autochtones.

Le plan de redressement proposé est non seulement osé, mais l'accusation lancée à la population canadienne quant à son traitement paternaliste et assimilateur des peuples autochtones vise juste.

Dans un élan commun et solidaire, la population canadienne a détourné la tête et est passée à autre chose. Avec un peu de chance, les autochtones du Canada reviendront [redacted] la charge pour faire de la question autochtone une question qui sera centrale lors des prochaines élections nationales.

Sans jouer les prophètes de malheur, je ne crois pas que les leaders canadiens auront le courage de se sortir de la petite réalité politicailleuse du Canada pour s'attaquer [redacted] la situation désastreuse de peuples autochtones.

Alain Bessette

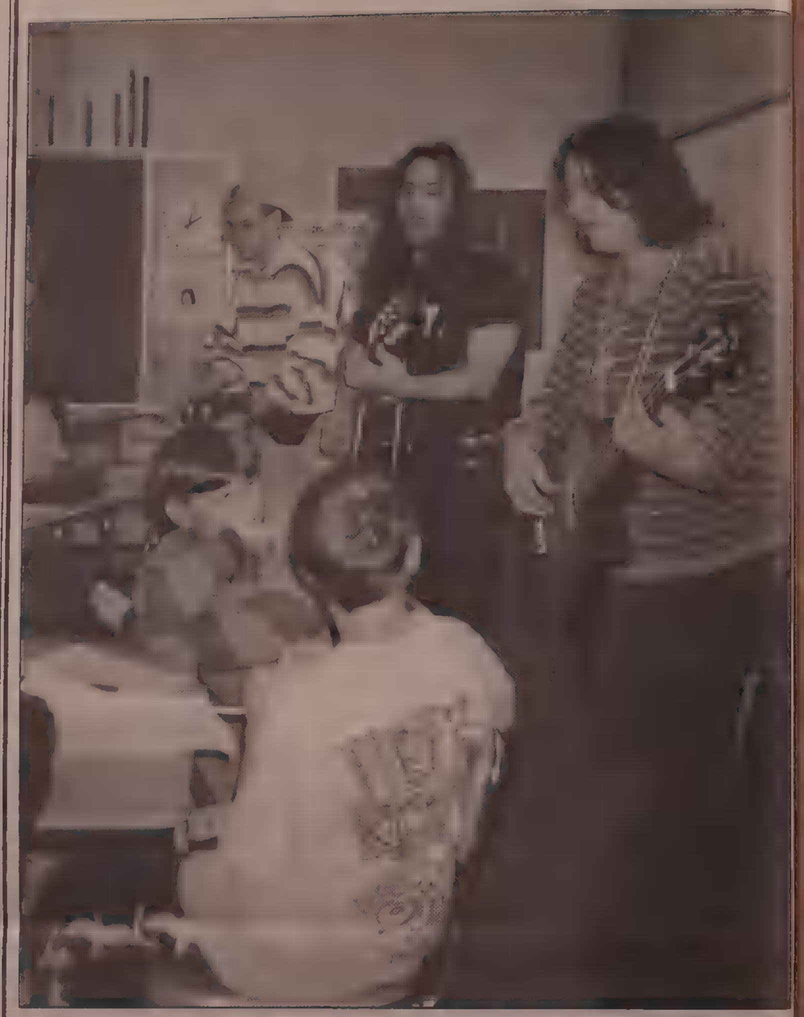
NOUVEAU PROJET DE LOI VISANT À INTERDIRE TOUTE PUBLICITÉ ET TOUTE COMMANDITE DES COMPAGNIES DE TABAC

TANT QU'ON N'INTERDIT PAS DE FUMER, MOI, JE NE ME PLAINS PAS!

MICHEL LAVIGNE ©APF 220



Dans la lune



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Brasse-Camarade a fait le tour des écoles dans les classes françaises et d'immersion pour répondre aux questions des élèves, leur montrer un de leurs vidéos et leur chanter une de leurs compositions, «Lune créole».

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est [redacted] journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où l[redacted] circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée [redacted] condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone





Sommet 1996

Sommet 1996 sur l'éducation en français dans les TNO

Une solidarité réaffirmée

Réunis pendant [redacted] près de quatre jours pour discuter du dossier scolaire dans les TNO, parents et conseillers scolaires francophones ont réaffirmé leur unité de vue sur la gestion scolaire.

Alain Bessette

Yellowknife - «La gestion scolaire pleine et entière», c'est l'objectif que se [redacted] donné les représentants et représentantes de la francophonie ténoise lors du Sommet 1996 sur l'éducation en français. Malgré les contextes différents dans lesquels vivent les parents d'Hay River, d'Iqaluit et de Yellowknife, le Sommet aura permis de concilier ces différences et d'identifier un élément de lutte commun.

Plusieurs représentants des associations de parents francophones et des conseils scolaires francophones d'Iqaluit et de Yellowknife se sont réunis les 21, 22, 23 et 24 novembre dernier à l'occasion du Sommet 1996 sur l'éducation en français dans les Territoires du Nord-Ouest. À ce noyau de participants, plusieurs parties intéressées au dossier scolaire y avaient délégué une panoplie d'experts et d'observateurs. De plus, le comité organisateur du Sommet s'était adjoint les services d'un conseiller juridique, Me Roger Lepage, d'un animateur chevronné bien connu dans les TNO, Richard Barrette, ainsi que d'une des artisanes de la lutte scolaire à Yellowknife, Mme Marie-Claire Leblanc.

Pour obtenir la gestion scolaire pleine et entière dans le cadre actuel de la Loi sur l'Éducation des Territoires [redacted] Nord-Ouest, les parents de Yellowknife et d'Iqaluit ont convenu qu'il fallait travailler à [redacted] mise sur pied d'une commission scolaire francophone de division qui regrouperait le conseil scolaire francophone de Yellowknife et le conseil scolaire francophone d'Iqaluit. Un comité de mise en oeuvre de la commission scolaire [redacted] été créé.

À maintes reprises lors de ce Sommet, Me Lepage [redacted] analysé la lutte pour l'obtention de la gestion scolaire dans les TNO en fonction [redacted] Loi scolaire et [redacted] règlements. L'un des aspects importants [redacted] cette législation, c'est que les conseils scolaires actuels, dans l'esprit [redacted] la lettre de la réglementation, n'ont qu'un contrôle partiel sur des aspects majeurs de la gestion des écoles, du personnel et des budgets. La gestion scolaire pleine et entière ne serait accessible que par la création d'une commission scolaire francophone de division. C'est [redacted] le modèle de gestion qu'a suggéré Me Lepage et qui [redacted] reçu l'assentiment des participants du Sommet.



Alain Bessette/L'Aquilon

La délégation d'Iqaluit a travaille de concert avec Mes Boileau et Lepage dans un atelier visant à identifier les avantages et inconvénients de [redacted] gestion.

Une autre conclusion du Sommet 1996 concerne la pertinence de conserver des associations actives de parents francophones malgré le rôle accru joué par les conseils scolaires. L'un des facteurs militant en faveur du maintien des associations de parents, c'est la nécessité de poursuivre la lutte politique et juridique pour améliorer la Loi scolaire, tâche parfois incompatible avec les mandats et pouvoirs des conseils scolaires. En bref, les conseils scolaires gèrent dans les limites de la loi, tandis que les associations de parents demeurent les chiens de garde du respect des droits constitutionnels des parents francophones tant auprès des gouvernements qu'auprès des conseils scolaires.

L'identification d'une vision commune pour Yellowknife et Iqaluit [redacted] permis de mettre en lumière des différences importantes entre ces deux communautés. Les relations entre le conseil scolaire d'Iqaluit et l'autorité scolaire de district du Baffin sont certes plus cordiales que celles entretenues [redacted] Yellowknife. Les représentants d'Iqaluit [redacted] sont dits convaincus qu'il leur était possible d'obtenir la pleine gestion scolaire car la communauté francophone participe activement à la mise sur pied du nouveau territoire du Nunavut et entretient une excellente relation avec les autorités locales. Néanmoins, en solidarité avec les parents de Yellowknife, Iqaluit [redacted] décidé de s'embarquer dans l'aventure et d'être partie [redacted] requête pour l'obtention d'une commission scolaire francophone de division.

Les parents francophones ont clôturé le Sommet 1996 en émettant [redacted] 14 recommandations (voir en page 7) [redacted] en [redacted] donnant rendez-vous [redacted] journée suivante pour une réunion [redacted] huis clos afin d'y discuter de stratégie. Dans [redacted] cadre des tra[redacted] publics du Sommet, il semble raisonnable de croire que cette stratégie s'articulera [redacted] de la demande de création d'une commission scolaire en y intégrant les préoccupations immédiates des parents concernant l'extension de leurs programmes respectifs et l'acquisition d'établissements scolaires distincts et homogènes.

La Loi sur l'Éducation des Territoires du Nord-Ouest

«Un fromage gruyère, plein de trous»

[redacted] Daniel Mathieu

Selon des avocats participant [redacted] Sommet 1996, la Loi sur l'Éducation des TNO omet de remettre [redacted] parents francophones des droits et pouvoirs qui leur sont garantis par la Constitution canadienne.

Alain Bessette

Yellowknife - Utilisant [redacted] formule colorée, Me Daniel Mathieu du Commissariat aux langues officielles du Canada, a comparé la Loi scolaire des TNO à «une tranche de fromage gruyère». Selon l'avocat Mathieu, cette tranche de fromage contient cinq trous, les cinq points couverts par l'arrêt Mahé de la Cour Suprême du Canada. Me Mathieu ajoute qu'à son avis, ces omissions sont intentionnelles.

Pour mieux comprendre cette référence, il fallait assister à la présentation faite par Me Roger Lepage, avocat de la première cause des parents francophones des TNO et actuel conseiller juridique de la communauté franco-ténoise en matière d'éducation. Pour Me Lepage, une comparaison des pouvoirs des commissions scolaires de division avec ceux des conseils scolaires francophones, permet d'identifier cinq pouvoirs de gestion qui échappent actuellement aux parents francophones. Une comparaison des articles 117 et 118 de la Loi scolaire et des articles 7 et 8 des Règlements sur l'instruction en français langue première, permettait spécifiquement d'identifier ces pouvoirs.

L'étude de la loi scolaire des TNO a été précédée par un exposé sur la portée de l'article 23 de la Constitution canadienne, qui accorde aux parents de la minorité des droits pour l'instruction en français de leurs enfants. Cet article 23 [redacted] reçu en 1990 [redacted] interprétation du plus haut tribunal au pays, la Cour suprême du Canada, dans l'Arrêt Mahé, traitant en autre du droit de gestion des écoles par les parents francophones en milieu minoritaire. Il semble aussi que les tribunaux reconnaissent que le droit à un «établissement d'enseignement» pour les minorités linguistiques ne s'arrête pas à un simple lieu physique, mais inclut également un système de gestion. De plus, l'article 23 est considéré comme étant un article réparatoire, c'est à dire, qui permet aux membres des communautés linguistiques minoritaires de renverser la vapeur après des années de négligence des gouvernements, et doit, par conséquent, recevoir une interprétation large et libérale.



Richard Barette et Me Roger Lepage

Quant aux pouvoirs délégués aux conseils scolaires francophones, Me Lepage les qualifie d'illusoires. «Les droits délégués sont des illusions», a mentionné Me Lepage au moment d'analyser la portée des règlements sur l'instruction en français. Il fait ressortir cinq points, de pouvoirs, ou droits, qui devraient revenir aux parents francophones, mais qui leur sont inaccessibles actuellement, puisqu'organisés en conseils scolaires et [redacted] en commissions scolaires. Cinq points qui ont des effets sur la langue et la culture :

- Le premier pouvoir qui échappe aux parents francophone est celui de l'embauche du personnel, dont le personnel enseignant. Ce sont actuellement les commissions scolaires et les administrations scolaires de district qui détiennent ce pouvoir.
- Le deuxième pouvoir est le contrôle exclusif du budget, et Me Lepage ne croit pas que le contrôle délégué actuellement soit exclusif.
- Troisièmement, le droit d'embaucher une personne qui supervise l'administration, un surintendant, n'est pas un pouvoir délégué à un conseil scolaire.
- Le pouvoir de signer des ententes avec d'autres organisations scolaires est un autre droit qui échappe [redacted] conseils scolaires.
- Finalement, le droit à un lieu physique homogène n'est pas prévu du tout dans la Loi.

Ces cinq droits qui échappent aux parents francophones sont justement ceux identifiés par la Cour Suprême du Canada dans l'Arrêt Mahé.

Pour obtenir ces pouvoirs qui leur échappent, les parents francophones des TNO devront donc recourir aux règlements qui leur permettent de faire une demande de constitution en commission scolaire de division. En vertu de l'article 9, alinéa (3), les deux conseils scolaires francophones des TNO peuvent s'unir pour en faire la demande au ministre. Ce dernier peut accéder à cette demande s'il est convaincu de son bien-fondé, ou si plus de 500 élèves sont inscrits aux programmes (il y a 490 ayant-droits dans l'ensemble des TNO).

À l'issue du Sommet, les parents francophones ont donc décidé de s'unir afin de demander la création d'une commission scolaire francophone de division pour l'ensemble des TNO.

Sommet 1996

Participation du GTNO au Sommet 1996

Une confrontation prisée

Une délégation du ministère de l'Éducation des TNO, forte de cinq personnes, est venue répondre aux interrogations des participants [redacted] Sommet 1996.

Alain Bessette

Il fallait s'y attendre, le point de vue exprimé par les représentants et représentantes du gouvernement des Territoires et celui exprimé par Me Roger Lepage divergeaient sur plusieurs points.

Me Beth Stewart, conseillère juridique de la division des Affaires légales du ministère de la Justice des TNO, [redacted] été la principale interlocutrice dans cette petite argumentation légale qui s'est livrée lors du Sommet.

«Les avocats ne sont presque jamais d'accord. C'est comme ça qu'on gagne notre vie. Je suis [redacted] désaccord avec à peu près tout ce qu'a dit Me Lepage» [redacted] déclaré d'emblée Me Stewart. Ce désaccord est autant sur les droits accordés par la Loi et ses règlements que par l'interprétation qui est faite de l'arrêt Mahé de la Cour Suprême.

Selon Me Stewart, l'arrêt Mahé établit des exigences variables basées sur les nombres, et cette notion de nombre est très importante. À un premier niveau, le droit à l'instruction est lié au nombre d'ayant-droits. À un autre niveau, celui des conseils scolaires autonomes, cette notion est également liée [redacted] nombres. Si le nombre d'élèves est trop faible, il faut alors recourir à une autre méthode de gestion.



Alain Bessette/L'Aquilon

Jean-Marie Mariez et Me Beth Stewart sont venus expliquer la position du gouvernement des TNO dans le dossier scoalire des francophones.

Selon Me Stewart, les nombres en cause dans les TNO justifient le choix actuel. «C'est un droit du gouvernement de faire ce choix» [redacted] précisé Me Stewart.

Me Stewart se dit «confiante que la Loi et les règlements soient constitutionnels». C'est la position du gouvernement des TNO, qui sur cette base, n'est pas effrayé par [redacted] litige devant les tribunaux. Par contre, elle souligne que le fait d'avoir mis l'action [entamée précédemment par les parents] «en veilleuse est la meilleure façon de régler les choses et de travailler ensemble».

La possibilité que la bataille scolaire parvienne devant les tribunaux n'est certe pas une source d'inquiétude pour Me Stewart. Selon elle, si le litige se poursuit, la décision qui sera rendue par le tribunal clarifiera les droits de toute façon. Elle considère que la loi étant encore jeune, les TNO se trouvent dans une position de transition, et que le risque pour le gouvernement est simplement de devoir faire un autre choix.

Interrogée sur la question de l'effet réparateur de l'article 23 et sur les efforts de récupération des enfants ayant-droits encore dans les autres écoles, efforts qui ne sont pas appuyés par le gouvernement, Me Stewart a reconnu que rien n'était prévu pour ça. Elle a ajouté que ce droit de réparation était plus une question de philosophie qu'une question de droit.

De toute façon, a indiqué Me Stewart, le gouvernement des TNO [redacted] répondu à ses obligations constitutionnelles telles qu'elles s'appliquent dans le contexte des TNO. En raison d'un accord préalable conclu avec les parents francophones, la Loi aurait accordé des droits scolaires supérieurs au minimum requis en fonction des nombres

Les interventions de Me Stewart, une anglophone, se sont toutes faites en français tant dans sa présentation que dans [redacted] réponses aux questions des participants du Sommet. À un certain moment, cette hardiesse a failli causer toute une commotion alors que Me Stewart indiquait que le GTNO avait «trop» donné aux parents francophones alors qu'en fait, elle voulait indiquer que le GTNO avait donné «plus que le minimum requis».

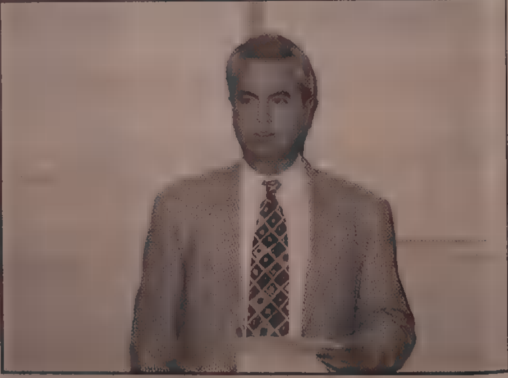
Accompagnant Me Stewart, Jean-Marie Mariez, Janet Grinstead, Gail Joyce et France Benoit représentaient le ministère de l'Éducation. Jean-Marie Mariez [redacted] présenté le portrait financier de l'éducation en français langue première dans les TNO, notamment les sommes versées par étudiant et les budgets totaux accordés durant les années d'existence des deux programmes de français langue première.

Question de budget, la situation d'une élève d'Iqaluit venue poursuivre ses études à Yellowknife, en raison de l'absence de programme après la septième année, [redacted] surgi lors de cette présentation de M. Mariez. En plus de la question du dédommagement pour les dépenses encourues, [redacted] part budgétaire de cette élève se trouve toujours dans le Baffin, et [redacted] l'Autorité scolaire divisionnelle du Baffin que la Commission scolaire no 1 de Yellowknife attendent toujours des directives du ministère. Selon Me Stewart, cette question est plus politique que juridique, et il faudra donc recourir à d'autres façons de forcer les instances divisionnelles à agir.

Selon Jean-François Pitre, du conseil scolaire francophone de Yellowknife, cette dernière situation illustre un manque important de la loi, l'absence de mesures de contrôle. «Il n'y [redacted] pas de police pour cette loi» a souligné M. Pitre. «Actuellement, [les différents intervenants] se renvoient la balle sans que personne ne prenne de décision.»

Dans ce cas, un recours plus politique semble la voie toute désignée pour les parents d'Iqaluit et de Yellowknife.

De plus, la procédure budgétaire, qui consiste à utiliser les nombres actuels pour déterminer les budgets de l'année suivante, a été vertement critiquée lors du Sommet. Il s'agit d'une formule qui pénalise les programmes en expansion. Rien ne permet actuellement d'appuyer la croissance des nombres dans les TNO.



Le ministre Charles Dent

Sommet 1996

Les parents conservent un rôle politique

Le temps des associations de parents est loin d'être révolu, ont conclu les participants du Sommet 1996 sur l'éducation en français. Il y aura toujours de la place pour un chien de garde des droits constitutionnels des francophones.

Alain Bessette

En 1990, lors de la première année d'existence de l'École Allain St-Cyr, le comité de parents des élèves de l'école cherchait à obtenir une injonction devant les tribunaux pour empêcher que la Commission scolaire no 1 de Yellowknife ne s'empare d'une des deux portatives destinées à l'école. Devant les réticences et les craintes exprimées au sein de l'Association franco-culturelle de Yellowknife, le comité s'incorporait en organisation distincte de l'AFCY.

Six ans plus tard, avec un programme d'enseignement plus élaboré et un conseil scolaire en place, les associations de parents devraient-elles se saborder? «Non!», a été la conclusion du Sommet 1996.

Un examen des pouvoirs actuellement dévolus aux conseils scolaires et de la route qui reste à parcourir avant d'obtenir la pleine gestion scolaire, a démontré qu'il y [redacted] toujours une place pour des associations de parents actives et militantes. L'action de ces associations viserait non seulement les gouvernements, par le biais de lobbying ou de poursuites judiciaires, mais aussi les conseils scolaires francophones.

Il peut facilement arriver des situations où un conseil scolaire n'exercerait pas ses pouvoirs ou les exercerait de façon contraire aux intérêts des ayant-droits. Dans ce cas, les associations de parents pourraient intervenir en les rappelant à l'ordre. Me Roger Lepage a souligné que les réunions de conseils scolaires sont publiques et que les associations de parents ont le droit d'être reconnues pour intervenir lors des réunions des conseils.

Il faudra que les associations de parents revisent leur mission et leur mandat en fonction de la présence des conseils scolaires. Puisque la réalité a changé, un travail de révision de leur mandat reste à faire.

Une portion de ce mandat ne change pas, c'est la sauvegarde des droits constitutionnels des parents francophones et leur droit à l'instruction en français.

Sommet 1996

Des témoignages et des interventions au Sommet 1996

Pour bien cerner le sujet

Plusieurs intervenants du dossier de l'éducation sont venus entretenir les participants du Sommet tant sur l'historique du dossier scolaire dans les TNO que sur les implications juridiques de la situation actuelle.

Alain Bessette

Dès le début du Sommet 1996, le président de la Fédération Franco-TéNOise, Daniel Auger, a rappelé la brève histoire de la lutte pour l'instruction en français dans les TNO. Plongé au coeur du problème avec un enfant fréquentant l'École Allain St-Cyr, Daniel Auger a souligné que l'école pourrait facilement «doubler ou tripler ses effectifs» si un bâtiment approprié lui était fourni et s'il était possible d'offrir la 10e, 11e et 12e année.

Marie-Claire Leblanc, qui était présidente de l'Association des parents francophones de Yellowknife au moment de la création du premier conseil scolaire, a témoigné de son expérience. Elle a rappelé que sa première affiliation scolaire dans les TNO était dans le programme d'immersion. Devant le fait que sa fille perdait peu à peu sa langue, elle avait changé de cap pour devenir l'une des pionnières de l'école Allain St-Cyr et s'engager dans la lutte pour la gestion scolaire.

Denis Milot, le premier président du Conseil scolaire de Yellowknife, a aussi partagé son expérience aux premières lignes de la bataille scolaire. Il a notamment souligné les tiraillements qui s'excercaient entre les conseillers scolaires et la Commission scolaire no 1 de Yellowknife.

Lise Picard, du ministère du Patrimoine canadien, est venue présenter les différents programmes fédéraux, notamment les ententes issues du Programme des langues officielles en enseignement. L'un des aspects qui a attiré l'attention des participants au Sommet concerne les ententes bilatérales que signe le gouvernement canadien avec les différentes provinces et territoires. Ces ententes couvrent tant l'enseignement du français langue première que les programmes d'immersion et de français langue seconde.

Certains participants ont souligné que le gouvernement des TNO a toujours la possibilité de tansférer des fonds du secteur français langue première vers les autres secteurs. Lise Picard a reconnu qu'il n'y a aucun mécanisme actuellement en place pour corriger cette situation, mais elle souligne que la marge de manoeuvre du GTNO n'est pas de 100 pour cent et qu'il doit communiquer ces modifications au gouvernement fédéral. De plus, les annexes couvrant les programmes d'enseignement ne sont malheureusement rendues publiques que deux ans plus tard.

Pour éviter que des projets des programmes de langue premières ne soient refusés indûment, les participants ont reconnu qu'il serait bon d'envoyer copie de leurs projets à Patrimoine canadien même si ce dernier n'a pas voix au chapitre. Ils demandent en plus que la FFT participe à l'élaboration des cadres d'évaluation des ententes en éducation.

La voie de la gestion scolaire est souvent pavée de recours judiciaires. C'est une des raisons pour lesquelles Me François Boileau du Programme de contestation judiciaire a été invité à prendre la parole et à présenter les objectifs de ce programme qui sert à soutenir financièrement les organismes aux prises avec des recours judiciaires face à des gouvernements pour faire respecter des droits à l'égalité ou des droits linguistiques.

Daniel Mathieu, du Commissariat aux langues officielles du Canada et Jean Pierre Dubé, de la Commission nationale des Parents francophones, ont fait un rapide survol de la situation de la gestion scolaire partout au Canada.

Ces conférenciers ont participé activement tout au long du Sommet, apportant une expertise considérable qui a assuré le succès de cette rencontre.



Alain Bessette/L'Aquilon

Des participants attentifs: Hélène Lévesque, Denis Milot, Marie-Claire Leblanc et François Boileau.

Affirmations et recommandations du Sommet 1996

Vers la gestion pleine et entière

À l'issue du Sommet 1996, les représentants et représentantes de parents francophones des TNO ont tenu à réaffirmer leur volonté d'obtenir la gestion scolaire pleine et entière. Voici la liste des déclarations d'intention et des recommandations émises par le Sommet.

Il aura fallu composer avec les différences qui distinguent les régions des TNO, et leurs besoins propres, pour en arriver à s'entendre sur une vision commune de l'éducation en français dans les TNO. Malgré tout, c'est la solidarité qui a été la grande conséquence de ce Sommet.

Voici la liste des résolutions et des recommandations émises par les participantes et participants du Sommet 1996 sur l'éducation en français dans les TNO.

Les participantes et participants:

1- affirment le droit des parents francophones résidant dans les Territoires du Nord-Ouest à la gestion de l'éducation en français langue maternelle;

2- expriment leur volonté de créer les outils et conditions indispensables à l'exercice de ce droit;

3- favorisent la création d'une commission scolaire d'envergure territoriale, sur le modèle défini dans les Actes du sommet;

4- dans cette perspective, créent un comité de mise en œuvre de la commission scolaire, composé notamment du Conseil scolaire francophone d'Iqaluit et du Conseil scolaire francophone de Yellowknife;

5- invitent les gouvernements municipal, territorial, et fédéral à contribuer à l'actualisation de la gestion scolaire par et pour la communauté francophone des Territoires du Nord-Ouest;

6- recommandent que la Fédération Franco-TéNOise appuie, en termes de ressources humaines et financières, les deux conseils scolaires dans leurs efforts d'élaboration et de production d'une demande de constitution d'une commission scolaire, via notamment la création et l'actualisation d'un plan d'action à la fois global et concerté;

7- le cas échéant, recommanderaient l'apport de modifications à la Loi sur l'éducation (et à sa réglementation) dans la perspective de la rendre conforme à l'esprit et à la lettre de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés;

8- recommandent que les conseils scolaires informent le ministère du Patrimoine canadien de toute demande de subvention pour des projets spéciaux, présentée au Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest dans le cadre du Programme des langues officielles en éducation;

9- requièrent du ministère du Patrimoine canadien qu'il s'assure de la présence de représentants des parents francophones sur les comités de concertation relatifs aux ententes multilatérales et bilatérales touchant les langues officielles dans l'enseignement;

10- recommandent qu'une personne-ressource (possiblement mandatée par la Fédération Franco-TéNOise ou la Commission nationale des parents francophones) sensibilise la communauté aux conséquences et enjeux d'un éventuel recours judiciaire;

11- recommandent que la Fédération Franco-TéNOise tienne informés le Commissariat aux langues officielles du Canada et celui des Territoires du Nord-Ouest des développements en matière de gestion scolaire dans les TNO;

12- recommandent que les parents francophones sensibilisent les autres communautés culturelles aux enjeux du dossier linguistique;

13- recommandent que le sommaire des Actes du sommet soit adressé à tous les participants du Sommet, et qu'il soit d'autre part traduit vers l'anglais et diffusé dans toutes les communautés culturelles des Territoires du Nord-Ouest;

14- recommandent que la Fédération Franco-TéNOise participe à l'élaboration des cadres d'évaluation des ententes Canada-Territoires du Nord-Ouest sur l'éducation.

Commentaire

Des émotions au service de la gestion

Pendant quelques heures, les participants et participantes au Sommet 1996 se sont prêtés à un exercice visant à identifier les avantages et inconvénients de la gestion scolaire. Cet exercice rappelait une séance semblable que les parents avaient tenue il y a quatre ans pour s'attaquer aux préjugés négatifs des parents francophones face à des écoles de langue française.

À la fin de cet exercice du Sommet 1996, l'animateur a repris quatre concepts soulevés par les participants : fierté, sens de la dignité, survie et relève. Pris ensemble, ils forment la charge émotionnelle qui peut supporter les parents francophones dans leur lutte pour l'obtention de la gestion scolaire.

Les parents auront besoin de beaucoup d'énergie pour parvenir à leurs fins. Que ce soit pour l'obtention d'une institution scolaire indépendante et homogène, l'extension du programme au-delà de la sixième année (Iqaluit), la création d'un programme de français langue première (Hay River), la construction d'une nouvelle école, l'extension du programme au-delà de la neuvième année (Yellowknife), ou la gestion scolaire autonome, les parents des TNO ont du pain sur la planche et méritent notre support total.

Alain Bessette

Sommet 1996

Brasse-Camarade en visite à Yellowknife

Un bon show entre l'avion et le traîneau à chiens

Brasse-Camarade, le groupe rock franco-ontarien, était pour la première fois de passage à Yellowknife du 18 [redacted] 24 novembre dernier. Les gars, d'avance très emballés par l'idée de cette escapade au nord du 60e, n'ont pas été déçus... et la communauté francophone ténoise a découvert avec autant de plaisir le talent et la personnalité des membres de ce sympathique trio.

Natali Lefebvre

Une semaine bien remplie attendait Brasse-Camarade à Yellowknife: visites dans les écoles, dîners, rencontres avec les gens de la communauté francophone, entrevue à la radio, entrevue avec *L'Aquilon*, promenade [redacted] traîneau, spectacle pour les jeunes, et bien sûr, spectacle pour les moins jeunes organisé en parallèle avec le Sommet 1996 [redacted] l'éducation [redacted] français.

François et Pierre Lamoureux et François Paré, les musiciens, accompagnés de leur technicien, François Labelle, avaient commencé le 15 novembre par Hay River leur première visite des TNO, qu'ils avaient attendue avec beaucoup d'impatience -François Lamoureux espérait même depuis l'âge de huit ans le jour où il visiterait Yellowknife!-. Le lendemain soir, ils étaient à Fort Smith pour le deuxième spectacle de leur tournée, avant de prendre la route de la capitale.



Un petit tour de traîneau à chiens pour Brasse-Camarade. Natali Lefebvre/L'Aquilon

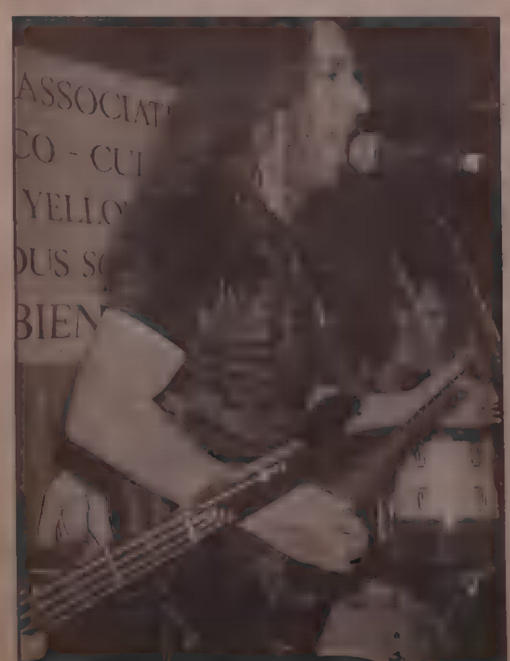
La route? Hum, hum... Petit problème! Les glaces [redacted] formant sur la rivière Mackenzie, le traversier n'opérerait [redacted] que pour une très courte période. Sans traversier pour revenir la semaine suivante, et bien sûr sans route de glace, le camion de Brasse-Camarade risquait d'être prisonnier à Yellowknife pour un bon bout de temps si on ne trouvait pas rapidement une autre solution.

Finalement, tout s'arrange; après Forth Smith, les gars retournent à Hay River, où ils laissent leur camion et une partie de leur équipement dans un entrepôt avant de sauter dans un petit avion qui n'inspire pas tellement confiance au batteur, François Paré, mais qui les emmènera quand même jusqu'à Yellowknife. Le matériel laissé à Hay River sera remplacé par du matériel loué ici, à Pido Productions.

Aussitôt débarqués, ils entreprennent une série d'ateliers en français avec les jeunes dans les écoles. Ils y parlent d'eux, de leur carrière, de leur expérience de la musique et ils répondent aux questions des élèves. Ils y expliquent aussi certains aspects de l'industrie du disque, y montrent un de leurs vidéos et y jouent une de leurs compositions. Toute la semaine, la réponse des jeunes est excellente, et le vendredi après-midi, Brasse-Camarade donne un spectacle au YWCA devant une foule d'adolescents à la fois étonnés et heureux de découvrir ce band rock qui chante en français. À la fin, les gars [redacted] soumettent volontiers à une séance de signature d'autographes.

Samedi soir [redacted] bar «The Cave», c'est rempli [redacted] pleine capacité. La communauté francophone s'est donné rendez-vous. Plusieurs francophiles sont aussi présents, et quelques anglophones assistant pour la première fois à un spectacle en français sont très heureux d'être venus.

Le show devait être surtout accoustique, mais bientôt, le party «pogne» de plus belle, le plancher de danse déborde et Brasse-Camarade y va [redacted] fond de train. Les gars jouent leurs compositions, quelques interprétations, et «jamment» même quelques pièces de blues en inventant des paroles.



Natali Lefebvre/L'Aquilon

François Lamoureux à la guitare électrique.



Ça dansait lors du spectacle au bar The Cave. Natali Lefebvre/L'Aquilon

Plusieurs morceaux ont remporté un énorme succès, notamment «Lune créole», aux accents cajuns, «La Ballade de Jean Filion», un rigodon-rock endiablé, le vieux succès de Christophe, «Aline», popularisé dans les années 60 et retapé par le groupe, «Brisa lève», une très belle chanson en portugais, et «Maudit manège», une pièce inspirée du roman du même nom [redacted] philippe Djian. Des interprétations de Pagliaro et d'Offenbach [redacted] laissaient pas leur place non plus. Bref, autant le band que le public était en pleine forme et le répertoire avait de quoi plaire à chacun. À la fin de [redacted] soirée, tout le monde est allé se coucher épuisé et content d'avoir partcipé à cette soirée des plus réussies.

Le lendemain, Brasse-Camarade rencontrait L'Aquilon pour une entrevue et participait à une édition très dynamique de l'émission de radio «À propos d'autre chose», où ils ont répondu aux questions de Mario Paris et ont joué deux de leurs compositions en direct.

À leur sortie du studio, une activité des plus nordiques les attendait : une promenade en traîneau tiré par un attelage canin, où ils ont découvert, malgré leur nez gelé, que les traîneaux devaient fonctionner au gaz naturel... grâce aux quelques flatulences échappées par les chiens!

Après cette visite mémorable, Brasse-Camarade était prêt à quitter Yellowknife pour la prochaine étape de sa tournée, mais non sans avoir d'abord contacté les organisateurs de «Folk on the Rocks»... À bientôt, on espère!

Le groupe franco-ontarien Brasse-Camarade

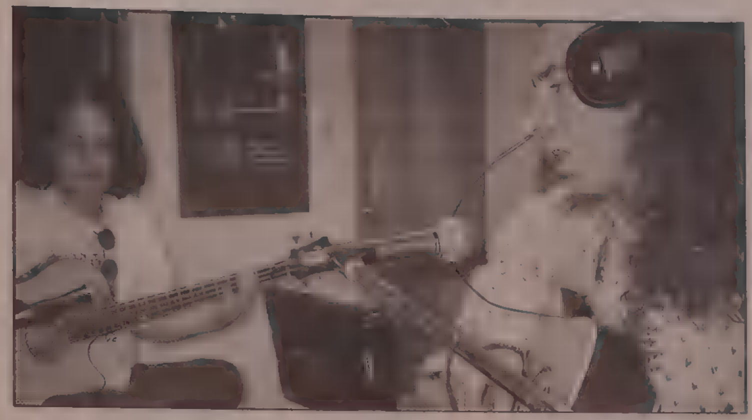
Une langue de rock

Brasse-Camarade est né il y [redacted] bientôt six ans du besoin des frères Pierre et François Lamoureux de faire du rock en français. L'initiative allait bien vite les lancer dans une aventure qui [redacted] cesse de les surprendre.

Natali Lefebvre

Les racines de Brasse-Camarade, c'est les frères Lamoureux, Pierre, le bassiste, et François, le chanteur/guitariste. Depuis ses débuts, la formation [redacted] vu passer cinq ou six batteurs. Mais il y a six mois, le «couple» Lamoureux a adopté par le biais des petites annonces, François Paré, un jeune percussionniste québécois qui semble bien heureux de sa nouvelle famille. «Jusqu'à maintenant, ça va très bien», disent-ils.

Les frères Lamoureux sont nés à Sudbury, en Ontario. De leurs parents francophones, ils ont appris l'amour de la musique. «On [redacted] toujours fait de [redacted] musique ensemble. Il y a eu plusieurs projets avant Brasse-Camarade», dit Pierre. Ils ont commencé très jeunes; François apprenait déjà le violon [redacted] l'âge de trois ans et demi.


Natali Lefebvre/L'Aquilon

Brasse-Camarade en direct sur les ondes de la radio francophone.

C'est aussi leur famille qui leur a transmis l'attachement à la langue française. «Chez nous, on vivait en français dans un milieu anglophone», se rappelle François, «Mon père a mené un combat pour conserver sa langue, et on [redacted] voulu continuer. Après avoir travaillé surtout en anglais, [redacted] a cru important de donner une chance à la langue française. D'ailleurs, même quand j'écrivais en anglais, j'écrivais aussi en français en parallèle parce que les contraintes de la langue ne sont pas les mêmes. J'écris et je chante différemment en français».

Les influences francophones, cependant, se faisaient rares en Ontario, et à part les classiques, les frères Lamoureux ne connaissaient pratiquement rien de ce qui se faisait en français. «À treize ans, j'ai découvert Offenbach parce qu'il y avait deux franco-ontariens dans le groupe. J'ai capoté», s'exclame François, «je pensais que toute la musique francophone était comme ça... J'ai [redacted] une méchante surprise quand je suis arrivé au Québec!». Cette déception a sans doute joué un rôle dans la conception de Brasse-Camarade, qui est venu contribuer à combler le vide dans le rock francophone.

Le choix de faire de la musique en français semble définitivement avoir été le bon. «Il faut croire que c'était une bonne décision parce que ça fait presque six ans qu'on en vit. On [redacted] réussi [redacted] faire beaucoup de choses qu'on nous avait dites impossibles à réaliser [redacted] départ», remarque Pierre.

Il faut dire que les frères Lamoureux n'en était pas à leurs premières armes; ils ont tous les deux étudié la musique à l'université McGill à Montréal. «On a eu une formation classique. McGill est une vieille école très stricte et difficile», dit François, «mais je suis vraiment content d'être passé par là». «Pour l'instant, ça ne paraît pas beaucoup dans notre musique parce qu'on fait du rock», ajoute Pierre, «mais ces études-là vont nous permettre d'avoir une carrière en musique pour le reste de nos vies».

François Paré, le batteur, traîne aussi derrière lui une expérience assez impressionnante pour ses vingt ans; il a étudié la musique à Los Angeles et a fait le tour du monde comme percussionniste sur des bateaux de croisière. Pour l'instant, comme son arrivée au sein de la formation est assez récente, [redacted] n'a pris part qu'à une seule composition de Brasse-Camarade, mais il s'y intègre de plus en plus.

Le centre de création se trouve chez Pierre et François, qui habitent ensemble à Montréal. «C'est plus facile comme ça», remarque François, «tout l'appartement est organisé en studio de création. On peut composer n'importe quand. Si j'ai une idée, je peux tout de suite aller voir Pierre et on commence quelque chose à partir de ça, et c'est la même chose pour lui». Il n'y a pas de doute, les frères Lamoureux ont une très grande complicité et beaucoup de plaisir à travailler ensemble : «On met tout en commun, et tout s'équilibre», disent-ils.

Dans cette bonne entente, ils voyagent beaucoup. «Pour nous, c'est important», note Pierre, «Étant franco-ontariens, nous sommes conscients qu'il existe une francophonie vivante à l'extérieur du Québec et nous avons voulu l'explorer. Il y a aussi beaucoup de francophiles, [redacted] qui est très plaisant à voir. Ça prouve qu'à l'ouest d'Ottawa, il n'y a pas que des gros méchants anglophones anti-francophones».

En voyageant, ils permettent [redacted] à plusieurs jeunes de découvrir que la musique en français ne se fait pas seulement avec des violons et des accordéons. Pour les jeunes, c'est toujours [redacted] agréable surprise. «On est un peu comme une première blonde», rigole Pierre, «ils ne nous oublient pas!».

Leur tournée à Yellowknife et dans les Territoires [redacted] général leur a beaucoup plu : «Notre visite a été très bien préparée. Ça a été très bon de faire partie d'un communauté, on s'est senti comme chez nous. On a eu de beaux échanges avec les jeunes dans les écoles. En fait, tout le monde a été super gentil! Yellowknife, c'est [redacted] peu comme une île; les gens prennent la vie tranquillement».

Partout où ils passent, les gars de Brasse-Camarade laissent ce message aux jeunes : «Deviens le meilleur que tu peux. Tu choisis ce que tu aimes et tu y [redacted] à fond, peu importe ce que tu fais. Si tu veux t'en aller en musique, l'industrie est grande et si tu n'es pas musicien, il existe d'autres possibilités. Si tu es musicien, n'apprend pas juste ton instrument et ne t'arrête pas à un seul style de musique».

Oh, en passant, le nom «Brasse-Camarade» vient, croyez le ou non, de la Soirée du Hockey. L'expression, bien connue des québécois, n'était pas populaire dans le milieu où ont grandi Pierre et François. «Un jour, François m'est arrivé avec ça», dit Pierre, «Il avait trouvé ça drôle quand le commentateur avait dit qu'il y avait du brasse-camarade sur la glace. On a adopté le nom, et depuis, on l'a entendu un peu partout».

Charité bien ordonnée...

Les subventions étant à la baisse, les organismes francophones se tournent vers les dons de charité.

Ottawa - Devant la baisse constante des subventions fédérales, les associations francophones veulent être reconnues par Revenu Canada comme organismes de bienfaisance. Mais voilà: il est plus difficile que par le passé d'obtenir le précieux numéro d'enregistrement.

La Fédération des communautés francophones et acadiennes et l'Assemblée des centres culturels de l'Ontario, pour ne nommer que ces deux organismes francophones, réclament un peu plus de souplesse de la part du ministère du Revenu.

«Ça n'a jamais été une de nos priorités, mais avec la baisse des subventions, on recherche de nouveaux outils d'autofinancement» explique le directeur général de la FCFA, M. Yvon Samson. Devant le comité des Finances qui se penche présentement sur la question des encouragements fiscaux, il a raconté que des organismes francophones qui ont déposé une demande d'enregistrement, ont eu droit à «un refus retentissant» de la part du ministère du Revenu.

Dans le budget du 6 mars dernier, le ministre des Finances annonçait qu'il étudierait «les moyens de faciliter les dons de charité et les activités de bienfaisance, en particulier dans les domaines où, en raison de la situation financière des gouvernements, on demande aux particuliers et aux collectivités d'en faire davantage.»

En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu, les organismes qui poursuivent des fins politiques, en tout ou en partie, ne sont pas admissible à l'enregistrement comme organisme de bienfaisance. Le ministère n'accepte pas non plus «les fins formulées de façon tellement large qu'elles peuvent facilement englober des activités politiques indéterminées» peut-on lire dans le document distribué par le ministère. De plus, l'organisme de charité ne doit pas limiter ses activités à une population-cible, dans ce cas les francophones de l'extérieur du Québec, mais doit oeuvrer pour le bien public.

Il fut une époque où il était facile d'obtenir un enregistrement comme organisme de bienfaisance.

APF

Le vrai problème des francophones hors Québec selon Sheila Copps

L'anglicisation et l'américanisation

La ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, a toute les difficultés au monde à admettre qu'il existe un problème d'assimilation chez les francophones de l'extérieur du Québec.

Ottawa (APF): Mme Copps soutient plutôt que l'assimilation n'est pas un phénomène propre aux communautés francophones et acadiennes. Au mieux, elle concède que «l'effet de la langue anglaise est perturbant [redacted] travers le pays». Le vrai problème, selon elle, c'est «l'anglicisation et l'américanisation», qui existe partout au pays, même [redacted] Québec: «C'est un problème [redacted] travers le Canada.»

Mme Copps a profité de [redacted] comparution devant le Comité mixte permanent des langues officielles pour mettre l'emphase [redacted] les progrès [redacted] sein de la francophonie canadienne depuis 30 ans. Elle affirme, entre autres, que 99 pour cent des étudiants francophones de l'extérieur du Québec qui veulent aller à l'école en français, ont maintenant [redacted] possibilité de le faire.

Le président de la Commission nationale des parents francophones, Armand Bédard, trouve que la ministre «joue avec les mots». Il est possible, dit-il, que 99 pour cent des francophones ont accès à une école de langue française: «mais c'est ignorer le fait qu'il y a des dizaines de milliers de francophones qui sont assimilés.» Selon M. Bédard, le véritable problème est ailleurs. «Le problème, c'est ceux qui veulent y aller (à l'école) mais qui ne peuvent pas s'inscrire parce qu'ils ne parlent pas assez bien le français.»

Selon les chiffres de la Commission qui sont basés sur le recensement de 1991, 59 pour cent des jeunes âgés de 5 à 18 ans fréquentaient l'école de langue française. On estime que plus de 110 000 jeunes qui auraient le droit à une éducation en langue française, étudient plutôt dans des écoles de langue anglaise. Plus de la moitié des enfants qui sont nés de mariages exogames, c'est-à-dire dont le père ou la mère est anglophone, auraient l'anglais comme langue première à la maison.

M. Bédard ne comprend pas que la ministre mélange des concepts comme assimilation, anglicisation et américanisation: «Dans bien des endroits au pays, l'assimilation est assez avancée qu'il n'y [redacted] pas d'écoles françaises.» Au Manitoba, dit-il, on pouvait dénombrer 11 000 élèves francophones dans les écoles en 1970. Aujourd'hui, il n'y en aurait que 5500.

La Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) [redacted] vivement réagi aux propos de la ministre Copps. Selon son président, Jacques Michaud, «Il est impossible de nier le fait que l'assimilation est un problème réel.» Selon la Fé-dération, les politiciens do-vent parler à la fois de [...] vitalité et de l'assimilatio[n] des communautés franco-phones s'ils veulent donn[er] un portrait juste de la situa-tion: «Bien que l'assimilatio[n] soit un fléau, les commu-nautés sont en bonne voie d[e] s'approprier des outils né-cessaires dans le but d'assu-rer leur développement et le[ur] épanouissement.».

Des gestionnaires inuits pour le Nunavut

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, M. Ron Irwin, a souhaité la bienvenue [redacted] neuf participants du Programme de perfectionnement [redacted] gestion de Sivuliuqtit-Nunavut. Ce [redacted] programme d'une durée de trois ans, administré par le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, est conçu pour aider [redacted] former des gestionnaires inuits pour la fonction publique du Nunavut.

«Nous sommes déterminés à mettre à profit le talent et le savoir-faire des Inuits afin de contribuer à créer une équipe de gestionnaires bien informés et expérimentés qui aideront à diriger les institutions publiques du Nunavut après 1999», a déclaré M. Irwin.

Dans le cadre du programme, cinq femmes et quatre hommes auront trois affectations de dix mois chacune. Les tâches qu'ils auront [redacted] exécuter avec les cadres supérieurs du Ministère porteront sur des secteurs clés de la fonction publique, notamment les finances, les ressources humaines, les politiques, la gestion de projet et la gestion opérationnelle. Entre les affectations ministérielles, les stagiaires suivront des cours de gestion d'une durée de deux semaines à l'Arctic College du Nunavut, à Rankin Inlet. Les cadres-surveillants qui travailleront avec les Inuits embauchés assisteront à un atelier de sensibilisation [redacted] la culture inuite.

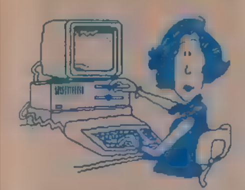
La sélection des stagiaires s'est faite selon les critères suivants : expérience de travail, niveau d'études, connaissance de l'anglais et de l'inuktitut, aptitudes manifestes de leadership et recommandations écrites des employeurs [redacted] des chefs de collectivités. Arctic College recrute des participants [redacted] publiant des annonces dans les journaux du Nord. Les candidats retenus ont été choisis par un comité de sélection [redacted] fonction de leurs aptitudes, de leurs études et de leur expérience.

Le programme est dispensé par Arctic College et le Centre canadien de gestion. Les participants auront la possibilité d'acquérir sur place des connaissances et de l'expérience concernant les structures, les procédures e[t] les rouages du gouverne-ment. Le programme décou[le] de l'Accord sur les revendi-cations territoriales d[u] Nunavut et constitue l'un[e] des initiatives en matière d[e] formation qui visent [redacted] ac-croître le nombre d'Inuits qu[i] travaillent dans [redacted] Fonctio[n] publique du Nunavut. Il e[st] appuyé par les Inuits d[u] Nunavut et leurs associa-tions.

Cette initiative [redacted] été ren-due possible grâce à la coo-pération du Secrétariat d[u] Nunavut, de l'initiative Par-ticipation des autochtones a[u] marché du travail et de [la] Nunavut Tunngavik inc.

Les stagiaires ont été em-bauchés dans le cadre d[u] Programme d'emploi de[s] autochtones du MAINC, d[e] concert avec le Secrétaria[t] du Nunavut. Le PEA a pou[r] but de recruter, de nomme[r] et de former des employé[s] autochtones, ainsi que de vo[ir] à leur avancement et à le[ur] maintien en fonction.

Appels d'offres - Offres d'emplois



Chronique Internet

Un p'tit tour en Cybérie

Natali Lefebvre

Parmi ses sources d'information, l'équipe de L'Aquilon utilise parfois [redacted] réseau Internet... et y trouve des sites intéressants qu'elle aime bien partager avec ses lecteurs. À travers cette chronique, L'Aquilon présente une brève description, ainsi que l'adresse électronique de sites Internet francophones de toutes sortes qui valent qu'on leur jette un coup d'oeil.

Il s'agit d'une chronique ouverte. Les suggestions venant des lecteurs sont donc plus que bienvenues. Il suffit de nous envoyer par courrier électronique l'adresse du site Internet francophone que vous voudriez faire connaître, et nous l'inclurons dans la chronique.

L'Alliance des radios communautaires du Canada

L'ARC est une organisation qui regroupe l'ensemble des radios communautaires francophones du Canada, dont celle d'Iqaluit, CFRT, et celle de Yellowknife, CKLB.

Sur le site internet, on retrouve un résumé de [redacted] mission et des objectifs de l'ARC, [redacted] plus d'une description des nombreux services qu'elle offre, que ce soit des services techniques, de promotion, de formation, de consultation, ou de communication.

L'Alliance rassemble 23 stations membres qui sont toutes introduites sur le site.

En plus de toute l'information sur les radios communautaires francophones du Canada, on peut consulter [redacted] la page de l'ARC des bulletins qui nous renseignent sur l'actualité franco-canadienne. On retrouve entre autres des détails sur les arts et la culture, les évènements sportifs, la politique, les associations francophones, les communications et l'Internet en français.

Les communiqués de presse de l'ARC sont régulièrement transmis à travers le réseau. On peut donc s'y abonner et les recevoir par courrier électronique, ou demander de les recevoir par fax.

Enfin, le site expose le palmarès des dix premiers choix musicaux francophones des stations membres.

L'adresse : http ://w3.franco.ca/arc/

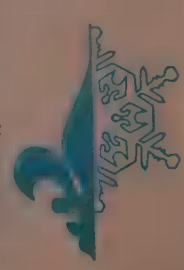
Planète BD

Le site internet de Planète BD saura sans aucun doute plaire aux amateurs de la bande dessinée en français.

La base de données, toujours en développement, comprend un dictionnaire de la bande dessinée francophone et des dossiers sur des personnages, des aventures et des séries cultes. On y présente aussi des bibliographies d'auteurs et de dessinateurs en plus de quelques entrevues.

Planète BD offre enfin quelques «franzines», magazines français de bande dessinée. On retrouve aussi des liens [redacted] d'autres sites d'intérêt similaire.

L'adresse : http ://www.essi.fr/~sauzay/bd/bd.html



LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 43, vendredi 6 décembre 1996

Bravo Sarah !

Natali Lefebvre/L'Aquilon

Sarah Carrière, d'Iqaluit mais étudiante à Yellowknife, a remporté la compétition régionale de la Dictée des Amériques, section junior, le 30 novembre dernier.

Discours du premier ministre

Gardons une vision d'ensemble

Dans son discours inaugural, le 27 novembre dernier, le premier ministre des TNO, Don Morin, a rappelé l'importance pour tous de travailler ensemble à la division des territoires.

Alain Bessette

Le premier ministre Morin a d'abord fait un bref survol des activités de la première année de son gouvernement. À son avis, aucun autre gouvernement des TNO n'a fait face à autant de défis de taille, que ce soit au plan financier (réduction du déficit), économique ou politique (création de deux nouveaux territoires).

Selon le premier ministre territorial, les prévisions établies quant à la réduction du déficit se réaliseront [redacted] le déficit s'élèvera [redacted] 43 millions de dollars pour 1996-1997. Le premier minsitre en a profité pour féliciter tant les députés et ministres que les employés de l'État pour cette réalisation qui s'est faite sans que n'éclate de conflit de travail.

Au niveau du développement économique et de la création d'emplois, Don Morin [redacted] rappelé la signature des ententes concernant l'exploitation de la mine de diamants par BHP, en soulignant les mécanismes d'embauche pour les résidents du Nord et les autochtones.

L'autre défi du gouvernement est celui de la division des territoi-

Discours de Morin
Suite en page 2

John Todd et la division des Territoires

Des questions financières à régler

Dans sa réponse [redacted] discours inaugural du premier ministre Morin, le ministre des Finances des TNO, John Todd, [redacted] soulevé plusieurs questions financières épineuses dans le dossier de la division des Territoires.

Alain Bessette

Le ministre Todd a rappelé qu'il ne reste que 28 mois [redacted] mandat de la présente Assemblée. Selon le ministre, le gouvernement doit revoir ses priorité pour s'attaquer à ce qui peut être effectivement accompli d'ici la fin du mandat. De plus, ces priorité doivent donc être liées à la planification et à la mise en place de la division des territoires.

Cela est d'autant plus important pour John Todd, que le deuxième rapport de la Commission d'établissement du Nunavut, «Traces de pas 2», répond aux questions principales qui étaient encore en suspens.

Selon le ministre Todd, «Traces de pas 2» offre une structure organisationnelle mise à jour et aussi une approche plus pratique des politiques d'embauche du futur gouvernement. Ce rapport est également plus détaillé quant aux structures de communication et au système de justice dans le Nunavut.

Le ministre [redacted] cependant averti les députés qu'il reste encore beaucoup de travail à accomplir. Sa principale préoccupation est donc celle du temps à la disposition des parties car, en deux ans, il leur faudra passer de la théorie à la pratique dans l'établissement de deux nouveaux gouvernements.

Selon John Todd, on doit dès maintenant établir la programmation qui permettra de mettre en place des systèmes de traitement et d'information. On doit établir un plan détaillé de transition du personnel de l'un à l'autre des gouvernements. Et on doit construire des infrastructures pour le siège du gouvernement et les bureaux régionaux.

Le ministre Todd a donc conseillé de revoir l'échéancier de la transition car il est nécessaire de commencer immédiatement le processus d'embauche et de formation. En bref, la division se prépare déjà et occasionne des coûts immédiats.

Il a noté [redacted] longueur d'avance que détient le Nunavut dans son propre cheminement. Mais même si l'Ouest tire de la patte, il faut immédiatement trouver des porte-paroles officiels de l'Ouest pour travailler aux questions encore en suspens entre l'Ouest et l'Est, pour travailler au processus de division, a indiqué le ministre Todd.

Les questions qui restent à régler ne seront pas sans susciter des mésententes : négociation d'accords financiers, allocation de ressources financières additionnelles pour faciliter la transition, et division des actifs et du passif entre les deux futurs gouvernements. Il est primordial d'agir rapidement sur ces

Todd
Suite en page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Bonjour mon lapin!

Ce lapin, pétant de vitalité, se retrouve dans la position classique «aux aguets» pour surveiller les alentours immédiats. On peut le retrouver dans cette même position 365 jours par année, 24 heures par jour au musée du patrimoine septentrional Prince de Galles.



Les lois sur la famille

La loi sur la famille a récemment été l'objet de quelques retouches, et quatre nouveaux règlements sont nés de cette révision :

La loi [redacted] les services à l'enfance et [redacted] famille permettra [redacted] communautés du Nord de prendre en charge elles-mêmes, au niveau local, les questions de bien-être reliées [redacted] l'enfance.

La loi sur l'adoption propose des procédés plus ouverts qui faciliteront les réunions d'enfants adoptés avec leurs parents naturels, quand ces enfants seront adultes.

La loi sur les enfants couvre les questions de statut légal des enfants, d'établissement de parenté, de garde et d'accès aux enfants, de responsabilité des biens appartenant [redacted] enfants, et de support à l'enfance.

La proposition de loi sur la famille prévoit couvrir les contrats domestiques, le support [redacted] conjont, la séparation des biens, et la propriété de [redacted] demeure familiale.

D'autres règlements seront ajoutés dans le futur.

Lutte contre le sida

Dimanche dernier était la journée internationale du sida, [redacted] évènement ayant pour but de renforcer les efforts de lutte contre cette maladie dans tous les pays.

Pour venir en aide aux individus atteints, [redacted] leurs proches, [redacted] communautés et aux organismes d'aide, le ministère de la Santé et des Services sociaux a récemment publié quatre documents. Ces documents servent de cadre de travail en donnant de l'information sur le VIH, en offrant des test de dépistages et des services de traitement et en suggérant des moyens d'éviter la transmission du virus.

Bientôt, le ministère, en collaboration avec Santé Canada et l'Association canadienne pour les soins communautaires, offrira un atelier aux travailleurs donnant des soins [redacted] personnes infectées dans le Nord. Cet atelier leur fournira des moyens d'intervenir de manière plus efficace.

Forum sur la géoscience

La semaine dernière [redacted] eu lieu à Yellowknife, le 24e forum sur la géoscience. Il s'agit d'un évènement important au cours duquel plus de 300 représentants de l'industrie minière font part de leurs découvertes et discutent des sujets touchant le secteur minier.

1996 [redacted] été cruciale pour le développement minier aux TNO, avec le projet de mine de diamant de BHP. «Il y [redacted] énormément de potentiel pour davantage d'activité, et les prospecteurs continuent de sonder nos richesses», a déclaré le ministre des Ressources, de la Faune et du Développement économique, Stephen Kakfwi.

Son ministère [redacted] d'ailleurs fait des présentations sur un certain nombre de ses projets. «Le travail en géoscience, tout comme les recherches sur la faune et l'environnement, est très important dans le développement des plans d'opération minière», a-t-il ajouté.

Les jeux autochtones

Deux nouvelles initiatives ont été prises pour informer sur les jeux traditionnels autochtones.

La première est un livre récemment publié, intitulé «Dene Games Resource Book». On y retrouve la collection des activités sportives et récréatives traditionnelles des Dénés dogribs, chipewyan, gwich'in, sahtu et slavey. Il a été complété par le Dr Michael Heine de l'Université d'Alberta. On le trouve dans toutes les écoles et les bureaux du gouvernement des communautés de l'Arctique de l'Ouest.

La deuxième initiative est le développement d'un manuel technique des sports de l'Arctique qui servira à enseigner les sports inuit. Le projet regroupera tous les importants jeux traditionnels inuit et leur explication culturelle, ainsi que des méthodes d'entraînement pour se préparer aux compétitions.

Natali Lefebvre

Discours de Morin

Suite de la une

res, [redacted] planification et [redacted] préparation. Il a rappelé que d'importantes étapes ont été franchies tant dans l'Est que dans l'Ouest, mais qu'il reste encore beaucoup de travail à faire avant d'atteindre l'objectif du 1er avril 1999. Le premier ministre a tenu [redacted] noter que ces deux gouvernements reconnaîtront le droit inhérent [redacted] l'autonomie gouvernementale pour les autochtones.

Le premier ministre Morin a identifié les trois priorités du gouvernement pour la prochaine année:

- établir deux territoires viables pour avril 1999;
- améliorer les conditions économiques;
- travailler à l'amélioration des condition sociales.

Don Morin [redacted] resitué ces trois priorités en fonction du plan de travail établi en mai 1996 «Construire des assises pour l'avenir». Le travail sur les trois priorités, [redacted] indiqué le premier ministre, se fera en tenant compte de ce plan. Une grande attention sera donc portée sur le contrôle communautaire, le bien-être communautaire, les questions aborigènes, l'amélioration de la structure gouvernementale et l'accès aux conférences fédérales.

Le premier ministre Morin semble souhaiter que le gouvernement [redacted] préoccupe moins des petits problèmes quotidiens pour garder une vision d'ensemble plus large des problèmes que confronte son administration. Il a rappelé [redacted] députés de garder à l'esprit qu'ils gouvernent pour l'ensemble des citoyens, bien que certains individus vont ressentir plus fortement les effets des changements.

Pour Don Morin, il est important de ne pas laisser les effets à court-terme influencer les objectifs à long terme. Selon le premier ministre, les préoccupations quotidiennes doivent être laissées aux employés de l'État alors que les députés et ministres travaillent aux grandes orientations du gouvernement.

À environ 850 jours de la date fatidique du 1er avril 1999, Don Morin a indiqué qu'il est important de travailler sur les trois priorités du gouvernement, de continuer à travailler ensemble en coopération, dans l'esprit d'un gouvernement de consensus, et de prendre une certaine distance par rapport aux questions spécifiques pour mieux porter son attention sur les grandes questions de l'heure dans le Nord.

Todd

Suite de la une

questions pour avoir une idée précise des fonds qui seront disponibles.

De plus, [redacted] indiqué le ministre, il faut établir un mécanisme pour régler les différends qui pourraient survenir dans ces négociations. Il croit néanmoins que la grande majorité des questions feront l'objet d'ententes mais, avertit le ministre, un mécanisme doit être en place pour régler les questions litigieuses.

Contrôle des armes à feu

Aux armes citoyens!

À entendre les commentaires des différents gouvernements de l'Ouest canadien, il semble qu'ils soient prêts à monter aux barricades constitutionnelles [redacted] sujet du contrôle des armes [redacted] feu.

Alain Bessette

Les gouvernements de l'Ontario et de l'Alberta sont [redacted] nombre des provinces qui envisagent de contester la constitutionalité de cette loi devant les tribunaux. Un tollé de protestation [redacted] surgi lorsque le ministre Rock a annoncé son intention d'appliquer unilatéralement la Loi et ses règlements malgré l'opposition de plusieurs provinces et territoires.

Le ministre de la Justice, M. Allan Rock, a annoncé ses intentions sur les projets de règlements d'application de la Loi sur les armes [redacted] feu.

«Les nouveaux règlements visent [redacted] empêcher les criminels d'avoir accès aux armes à feu et à renforcer la sécurité de la population canadienne», a déclaré à la Chambre des Communes, le ministre Rock. Le ministre [redacted] indiqué que le Canada est en bonne voie de se doter de mesures de contrôle des [redacted] à feu qui comptent parmi les plus sévères et les plus efficaces [redacted] monde.

Description de la Loi

D'importants volets de [redacted] nouvelle législation canadienne [redacted] le contrôle des armes [redacted] feu sont déjà [redacted] vigueur, dont les nouvelles peines sévères d'incarcération minimale obligatoires à l'intention de ceux qui se servent d'armes à feu dans la perpétration de crimes.

Le ministre Rock a précisé que les programmes d'enregistrement et de délivrance de permis seraient mis en oeuvre [redacted] début de 1998. La délivrance des permis [redacted] propriétaires d'armes à feu commencera au début de 1998. Les particuliers auront jusqu'en janvier 2001 pour [redacted] procurer un premier permis.

Un des principaux objectifs de la nouvelle loi est d'empêcher l'escalade de la violence dans les situations familiales déjà difficiles ou violentes. Avant qu'un permis d'acquisition d'armes à feu soit attribué, le conjoint de droit ou de fait de l'auteur de toute demande, qu'il s'agisse d'un conjoint actuel ou ancien (deux dernières années), sera avisé.

De plus, deux personnes autres que le conjoint devront signer une déclaration confirmant que, autant qu'elles sachent, les renseignements figurant dans la demande de permis sont exacts et que l'auteur de la demande ne constitue [redacted] danger ni pour lui-même, ni pour les autres.

L'enregistrement et la prévention du crime

Les armes à feu utilisées le plus souvent pour commettre des crimes sont des fusils ou des carabines sans restrictions. Bon nombre de ces [redacted] sont dérobées à leur propriétaire légitime. L'enregistrement aidera la police [redacted] dépister les armes à feu volées et incitera les propriétaires à entreposer leurs armes de façon sécuritaire. Il fournira en outre un moyen d'accroître la sécurité des agents de police qui répondent aux appels découlant de scènes de violence familiale ou comportant des risques.

L'enregistrement des armes à feu s'amorcera parallèlement à la délivrance des permis aux propriétaires, ce qui simplifiera le processus pour les utilisateurs d'armes à feu. Les particuliers auront jusqu'au 1er janvier 2003 pour faire enregistrer toutes leurs armes [redacted] feu.

Le droit à verser pour un permis de simple possession d'armes à feu d'une durée de cinq ans sera de 10 [redacted] en 1998 et passera à 60 $ d'ici à 2000. Comme cela a déjà été annoncé, les particuliers paieront 10 $, en 1998, pour faire enregistrer toutes les armes à feu sans restrictions dont ils seront propriétaires, pourvu qu'ils les enregistrent simultanément. Ce droit d'enregistrement atteindra 18 $ en 2001.

À compter du 1er janvier 2001, seules les personnes détenant [redacted] permis d'armes à feu pourront acheter des munitions. Entre-temps, les règlements proposés autoriseront les personnes qui n'en ont pas à utiliser d'autres documents d'identité approuvés.

Autochtones et chasseurs de subsistance

Les règlements s'appliqueront à tous, mais ils [redacted] été adaptés pour les Autochtones qui poursuivent leurs activités de chasse traditionnelles. Ces adaptations sont conformes aux droits autochtones existants - ancestraux et issus de traités - reconnus à l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982. Les chasseurs et trappeurs de subsistance, autochtones et non autochtones, seront dispensés des ces droits d'enregistrement et de permis, mais ils devront quand même enregistrer leurs armes.

Les règlements traitent de diverses autres questions, dont l'entreposage, l'exposition, le maniement et le transport des armes à feu, la possession et la cession d'armes à feu prohibées et d'armes à feu à autorisation restreinte, l'autorisation de transporter certaines [redacted] feu, l'importation d'armes à feu par les entreprises ainsi que les registres relatifs aux armes de ce type.

Allocution de Jim Antoine

Reconnaître des principes de base

Jim Antoine, ministre du Transport et co-président du Comité de développement constitutionnel de l'Ouest, [redacted] présenté le 28 novembre dernier les grandes lignes de l'action gouvernementale pour l'adoption d'une Constitution [redacted] l'Ouest.

Alain Bessette

Selon le ministre Antoine, une question est primordiale dans l'élaboration de cette constitution de l'Ouest : comment unir les éléments d'un gouvernement public et d'un gouvernement autochtone de façon à inclure la notion de droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des autochtones dans [redacted] structure gouvernementale des TNO, tout en respectant les droits de tous les résidents du nord.

Selon Jim Antoine, il faut de l'équilibre et de [redacted] tolérance pour réussir cette union. À son avis, les opinions exprimées jusqu'à tout récemment ont été plutôt extrêmes et il est temps de trouver un terrain d'entente.

Par le dépôt de l'ébauche de constitution pour l'ouest des TNO, un important débat s'est enclenché, et selon le ministre, il n'est pas nouveau. En effet, le GTNO est déjà le signataire de plusieurs ententes et traités qui reconnaissent la garantie constitutionnelle canadienne de droit à l'autonomie gouvernementale pour les peuples autochtones.

Durant l'année qui s'en vient, le ministre tient donc à s'assurer que le débat ne sera pas contre-productif et que toutes les communautés y participeront. Le ministre Antoine a souligné qu'il fallait «travailler sur les bases actuelles et ne pas perdre son temps sur des principes clairement établis». Il faisait alors référence aux principes suivants : inclusion des gouvernements autochtones dans la structure gouvernementale, à la place prépondérante des communautés dans la structure, et au respect de la Constitution canadienne.

Le débat est ouvert et le ministre Antoine rappelle qu'il faut maintenant inclure le gouvernement fédéral dans le processus de consultation. Le ministre a souligné qu'il fallait connaître ce qui est acceptable pour le gouvernement fédéral car c'est une loi fédérale qui sera adoptée pour établir le nouveau territoire.

Le ministre a de plus identifié les tâches à réaliser dans le processus de création du nouveau territoire de l'Ouest : négocier de nouvelles ententes de financement (qui contiendraient des clauses sur les coûts supplémentaires de la création de deux territoires), s'entendre sur une division des finances et des opérations du GTNO, puis s'assurer d'un loi fédérale qui remplacera la Loi des TNO pour l'Ouest.

Jim Antoine a souligné qu'il existait un mécanisme dans le Nunavut pour se pencher sur les deux premières questions liées au processus de division. L'Ouest doit suivre l'exemple pour que la division se fasse harmonieusement.

Pour le ministre, [redacted] travail de collaboration est la meilleure garantie pour que les deux territoires puissent rencontrer l'échéance du 1er avril 1999.

Watt?

Ben Nind, un comédien qui a étudié à l'École nationale de théâtre à Montréal et qui est bien connu à Yellowknife pour ses productions, notamment avec la compagnie «Stuck in a Snowbank Theater», a dirige avec l'aide de Nina Leonardis, quatre jeunes dans une lecture de textes de l'auteur du Nord, Erik Watt. Meno Tessema, Haslan Escalante, Michelle Hicks, de l'école St-Patrick, et Robin Martin, de Ray, ont travaillé pandant quatre semaines avec Ben pour présenter les vendredi et samedi 6 et 7 décembre à 20h00 au NACC, leur lecture publique de «Bush Pilot», une série de récits sur les pilotes de brousse. Ils y ont mis tout leur coeur et leur talent et n'attendent plus que vous...

Les billets sont au coût de 6$ et sont disponibles chez «Sam the Recordman».

ÉDITORIAL

Nos élus à l'ouvrage

Veni, vidi, vici et pis vite à part de ça!

Nos députés et ministres ont siégé une longue semaine lors de la quatrième session de cette Assemblée législative. Il s'est prononcé maints discours, députés et ministres ont quelque peu joué le jeu des questions-réponses, quelques lois ont été adoptées en première lecture et, [redacted] un tournemain, la session était close.

Ces séances parlementaires de prestidigitation ont toujours de quoi surprendre même les plus assidus observateurs des travaux de l'Assemblée législative.

Il y a même des personnes que cela choque, ces personnes ayant à travailler plus de 48 semaines annuellement pour subvenir [redacted] leurs besoins. Ils raisonnent : «Pourquoi payer près de 100 000 $ annuellement une personne qui ne siègera que deux ou trois mois par année au service de ses électeurs?»

À prime abord, le raisonnement ne semble pas dénué de fondement. Il faut cependant reconnaître que les tâches d'un député débordent largement les cadres des travaux publics de l'Assemblée législative. Ainsi, dans la semaine suivant la fin de la présente session, tous les députés et ministres se sont retrouvés à siéger aux séances des comités permanents de l'Assemblée législative : Comité permanent des Finances, Comité permanent des Affaires sociales, etc. Il existe plusieurs questions de «plomberie» que seuls ces travaux peuvent régler.

De plus, les députés doivent demeurer à l'écoute de leurs électeurs s'ils veulent pouvoir répondre adéquatement à leurs besoins. Pour ce faire, ils se doivent d'être présents dans leurs circonscriptions électorales. Pour Yellowknife, il n'est pas nécessaire d'effectuer un bien grand déplacement mais dans une circonscription comme celle du Sahtu, qui couvre cinq différents villages situés à des centaines de kilomètres l'un de l'autre, la tâche n'est pas une sinécure.

Les députés devraient cependant réaliser que ces courtes sessions laissent néanmoins un goût amer aux petits travailleurs qu'ils représentent.

Alain Bessette



Merde!



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Ben Nind (à l'arrière) a dirigé, aidé de Nina Leonardis (à gauche) quatre étudiants dans la lecture publique de textes de l'auteur Erik Watt, réunis sous le titre de «Bush Pilot». Voir les détails en page 3 (Watt?).

L'aquilon

C.P.1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises*/*L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opi-nion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée [redacted] journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée [redacted] condition de citer la source. *L'Aquilon* [redacted] membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.

APF Association de la presse francophone







Remarques sur la bilingualité

Annie Bourret (APF)

Qu'est-ce que la bilingualité? Tout bonnement le fait de parler deux langues.

Pourtant, sur le plan de la gestion des deux langues dans le cerveau, par exemple, les recherches considèrent le bilinguisme comme étant composé ou coordonné. Chez [redacted] bilingue composé, les deux langues sont complètement intégrées, formant un ensemble unique de notions linguistiques dans le cerveau. Le bilingue coordonné emmagasine les deux langues dans deux ensembles distincts et interactifs. Si on comparait ces bilinguismes à des comptes de banque, on dirait que, pour s'exprimer, le bilingue composé fait des retraits à un compte (de données linguistiques), tandis que le bilingue coordonné puise à deux comptes distincts de notions linguistiques.

Ni l'un ni l'autre de ces bilinguismes n'est supérieur, il ne s'agit que d'une façon d'organiser l'information linguistique dans le cerveau. De plus, le fait qu'une personne ait acquis plusieurs langues durant son enfance ou soit devenue bilingue à l'adolescence ou à l'âge adulte n'influe pas réellement sur sa façon de «gérer» ses langues dans son cerveau.

Le bilinguisme parfait est rare: il implique une maîtrise équivalente des deux langues dans toutes les situations (placer une commande, communiquer au travail, prendre un cours d'informatique, etc.). En général, le niveau d'aisance est différent selon la langue et la situation : les bilingues n'utilisent pas les deux langues en tout temps ni à la même fréquence. Les linguistes appellent diglossie ce phénomène bien connu en milieu minoritaire, où l'emploi de chaque langue se «spécialise» en quelque sorte (écouter la radio en français en revenant du travail, jouer [redacted] hockey en anglais, parler français à l'école et anglais [redacted] la maison, etc.).

Il arrive souvent qu'une des deux langues domine, surtout durant l'apprentissage de la deuxième langue et durant l'enfance en milieu bilingue. Une réalité bien connue dans nos écoles depuis l'avènement de l'article 23 de la Charte des droits et libertés: pour répondre à des besoins d'apprentissage différents, on classe fréquemment les élèves en anglo-dominants ou franco-dominants.

Les bilingues du monde entier produisent souvent ce que les linguistes appellent des alternances de codes, ou changements de langue temporaire dans une phrase [redacted] conversation (je travaille dans les computers; So, comment c'était ton film?).

Le premier exemple illustre le «mot juste», il pourrait être énoncé par un francophone qui ne travaille qu'en anglais [redacted] pour qui la notion d'ordinateur renvoie au mot le plus fréquemment utilisé pour cette notion, c'est-à-dire computer. Fort courant, le second exemple met en cause les mots-charnières (alors, et, comme, then, and, so, etc.), qui sont souvent l'objet d'alternance de langue.

Avant de condamner l'alternance comme une interférence indésirable, rappelez-vous qu'il ne s'agit pas nécessairement d'un mélange linguistique «incontrôlé». L'alternance de langue peut servir à affirmer son identité, comme demander que son nom de famille soit prononcé à la française (Bérubé, pas «Bayrubb»). Elle peut symboliser la rébellion, à témoin cet enseignant de Toronto demandant à un élève de parler français dans le corridor et qui s'est fait répondre «It's not nine o'clock yet, monsieur»!

Faites parvenir vos commentaires en «Cybérie» (abourret@bc.sympatico.ca) ou [redacted] la rédaction du journal.

La Dictée des Amériques

Sarah et Natali s'en vont à Québec



Cette année encore, deux personnes iront représenter Yellowknife [redacted] la finale de la Dictée des Amériques, qui aura lieu [redacted] l'Assemblée nationale, [redacted] Québec, [redacted] la [redacted] du mois de mars prochain.

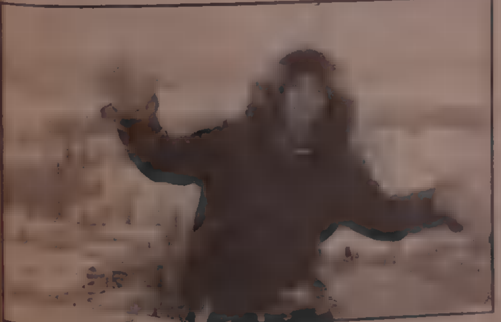
Natali Lefebvre

La présélection a eu lieu samedi dernier à l'école Allain St-Cyr, où une douzaine de personnes se sont réunies pour mettre à l'épreuve leurs compétences en grammaire, conjugaison et orthographe.

La période allouée pour faire la dictée, qui était présentée sous forme d'examen objectif, était d'une heure, ce qui n'était pas de trop. Le crayon entre les dents et le cerveau bouillant, les participants s'escrimaient sur le genre des mots «arpège» et «azalée», et essayaient de se rappeler si l'on doit dire «contredisez» ou «contredites».

Sarah Carrière [redacted] remporté l'épreuve chez les juniors, ce qui lui a presque tiré des larmes de joie. Votre journaliste l'emportait de justesse chez les seniors.

Merci à tous ceux qui ce sont prêtés à cette difficile épreuve!



La journaliste Natali Lefebvre, gagnante chez les seniors



En direct du Net

Bonjour à toute l'équipe de L'Aquilon. Même si je n'ai jamais habité dans votre bout du pays, je dois vous avoué que je me suis régalé à lire votre journal sur Internet. Je compte bien visiter votre site régulièrement.

Félicitation à votre équipe et longue vie à L'Aquilon.

Michel Guimond
Fredericton, N.-B.

Pour traverser la crise
Les Canadiens pigent dans leur REER

Ottawa (APF)

Un nombre record de Canadiens ont retiré des fonds d'un REER avant l'âge de 65 ans, ce qui pourrait avoir [redacted] impact considérable sur leur revenu lorsque viendra le temps de la retraite.

Pas moins de 700,000 personnes de moins de 65 ans ont retiré en moyenne 5,500$ d'un REER en 1994, [redacted] qui représente une somme colossale de 3,9 milliards de dollars. Le nombre de personnes qui retirent des fonds d'un REER avant d'avoir atteint l'âge de la retraite a d'ailleurs augmenté de 16 pour cent entre 1991 et 1994.

Selon Statistique Canada, la plupart des personnes qui puisent dans leurs économies le font par nécessité financière, soit parce qu'elles sont [redacted] chômage, soit pour payer les études des enfants, pour fréquenter l'école ou même, pour lancer une entreprise.

Ce sont surtout les personnes âgées entre 45 [redacted] 5[...] ans qui, depuis 1991, retirent une partie de leur REER. En 1994, ce groupe formait 4[...] pour cent de toutes les personnes qui ont retiré des fonds de leur régime enregistré d'épargne-retraite. Plus de la moitié avait moins de 45 [redacted].

Le Régime d'accession [...] la propriété compte aussi beaucoup dans les retraits. Depuis le lancement du programme en 1992, 466,00[...] personnes ont retiré près de 4,4 milliards de dollars pour s'acheter une première maison.

Northwest Territories

APPEL D'OFFRES

Ministère des Travaux publics et des Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Services de courrier interne et externe du GTNO

Fournir les services [redacted] courrier interne [redacted] externe, ainsi que précisé [redacted] l'appel d'offres
– Yellowknife, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir à l'agent des contrats, a/s du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 2040, Yellowknife NT X1A 2L9 (ou livrées [redacted] main propre au bureau régional de Yellowknife, 5013, 44e rue) avant :

[redacted] H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 13 DÉCEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'adresse susmentionnée [redacted] partir du 19 novembre 1996.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres : Donel Gagnon
Commis aux contrats
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 873-7324

Renseignements techniques : Bill Kaip/Vince Dixon
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 873-7230

Il y aura rencontre avant appel d'offres pour les entrepreneurs, le 4 décembre 1996, à 13 h 30, au bureau régional de Yellowknife, 5013, 44e rue.



APPEL D'OFFRES

Ministère des Transports
L'hon. James Antoine, ministre

Charger, transporter [redacted] entasser du gravier concassé

Charger, transporter et entasser 1 500 m³ de gravier de rechargement du kilomètre 121 [redacted] route 3, et [redacted] 250 m³ de gravier d'obturation pour un revêtement d'asphalte du kilomètre 86,5 de la route 3 au camp de services d'entretien de Fort Providence
– Du kilomètre 121 au kilomètre 86,5; la route 3 des T.N.-O. (la route de Yellowknife) et le camp de services d'entretien de Fort Providence, T.N.-O. –

Charger, transporter et entasser du gravier de rechargement

Charger, transporter et entasser 5 000 m³ de gravier de rechargement
– Du kilomètre 24,5 [redacted] kilomètre 2,0; la route 5 des T.N.-O. (la route de Fort Smith), T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, a/s sous-ministre, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 158, Yellowknife NT X1A 2N2 (ou être livrées en main propre au 1er étage, édifice Highways, 4510 Av. Franklin), ou parvenir [redacted] surintendant régional du Slave Nord et du Slave Sud, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 76, rue Capital, bureau 201, Hay River NT X0E 1G2 au plus tard à :

15 H, HEURE LOCALE, LE 12 DÉCEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'une des adresses indiquées ci-dessus à partir du 2 décembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues [redacted] cet effet.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres : Diana Field, agent aux finances
Gouvernement des T.N.-O.
Téléphone : (403) 874-5010

Renseignements techniques : Fred Lamb, directeur de projets
Gouvernement des T.N.-O.
Téléphone : (403) 874-5028

Avis aux entrepreneurs : Le ministère des Transports tiendra une réunion sur cet appel d'offres le 6 décembre 1996, à 13 h 30, dans la salle de réunions du Ministère, bureau 201, 76, rue Capital, Hay River, T.N.-O.



APPEL D'OFFRES

Ministère des Transports
L'hon. James Antoine, ministre

Fabrication d'un pont à poutres d'acier

Fourniture, fabrication et livraison d'un pont à poutres d'acier avec tablier en bois
– Rivière Prince, Baker Lake, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir à l'administrateur des contrats, a/s du sous-ministre, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 158, Yellowknife NT X1A 2N2 (ou livrées [redacted] main propre au 1er étage de l'édifice Highways, 4510, avenue Franklin) ou [redacted] surintendant régional, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 02, Rankin Inlet NT X0C 0G0 (ou livrées en main propre [redacted] l'édifice Siniktarvik) avant :

14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 17 DÉCEMBRE 1996
15 H, HEURE DE RANKIN INLET, LE 17 DÉCEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'une des adresses susmentionnées à partir du 2 décembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions cachetées doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiquée dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements généraux : Shelly Hodges
Administratrice des contrats
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 920-8978

Renseignements techniques : Ranjit Tharmalingam, agent de projet
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 873-7808

Northwest Territories

APPEL D'OFFRES

Ministère des Transports
L'hon. James Antoine, ministre

Fourniture, fabrication et livraison de structures d'un quai fixe

Les structures du quai fixe sont composées de colonnes d'acier et contreventement avec poutres de bois traitées au créosote
– Arviat et Whale Cove, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir à l'administrateur des contrats, a/s du sous-ministre, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 158, Yellowknife NT X1A 2N2 (ou livrées en main propre au 1er étage de l'édifice Highways, 4510, avenue Franklin) ou au surintendant régional, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 02, Rankin Inlet NT X0C 0G0 (ou livrées en main propre à l'édifice Siniktarvik) avant :

14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 17 DÉCEMBRE 1996
15 H, HEURE DE RANKIN INLET, LE 17 DÉCEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'une des adresses susmentionnées [redacted] partir du 2 décembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions cachetées doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiquée dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements généraux : Shelly Hodges
Administratrice des contrats
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 920-8978

Renseignements techniques : Boris Mihov
Gouvernement des T.N.-O.
Tél. : (403) 873-7344



Commissariat aux langues des T.N.-O.

DÉCLARATION D'INTÉRÊT

La commissaire aux langues des Territoires du Nord-Ouest veut étudier la possibilité de se servir de la télévision comme moyen d'expression pour faire la promotion des langues officielles des T.N.-O.

Nous invitons donc toute entreprise ou tout particulier qui auraient des idées innovatrices à proposer à nous faire parvenir une déclaration d'intérêt.

Il ne s'agit pas ici d'un appel d'offres. Nous communiquerons avec les personnes qui auront propose des idées originales pour en discuter plus à fond. Les déclarations d'intérêt doivent parvenir au plus tard à :

15 h, heure locale, [redacted] vendredi [redacted] décembre 1996

à l'adresse suivante : Madame Judi Tutcho, Commissaire aux langues, 2e étage, Centre YK, C.P. 1320, Yellowknife NT X1A 2L9. Téléphone : (403) 873-7034 ou 1-800-661-0889. Télécopieur : (403) 873-0357.



APPEL D'OFFRES

Travaux publics et Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Vente de tas de gravier
– Quinze localités de l'ouest de l'Arctique, T.N.-O. –

Vente de cribleuses mécaniques portatives
– Cinq localités de l'ouest de l'Arctique, T.N.-O. –

Appel d'offres [redacted] CGRFP/96-15

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, Bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 2040, Yellowknife NT X1A 2L9 (ou parvenir par télécopieur ou être livrées en main propre au bureau régional de Yellowknife au 5013, 44 Street).

Nous acceptons les soumissions pour le Fonds renouvelables (Programme du gravier) et l'équipement de criblage jusqu'à :

15 H, HEURE LOCALE, LE MERCREDI 15 JANVIER 1997 PAR TÉLÉCOPIEUR AU (403) 873-0218

Veuillez bien indiquer le numéro de l'appel d'offres sur votre soumission.

Les entrepreneurs intéressés peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'adresse indiquée ci-dessus à partir du 2 décembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres : Donel Gagnon
Commis aux contrats
Gouvernement des T.N.-O.
Téléphone : (403) 873-7662

Renseignements techniques : Fred Collins
Agent de projets et de géotechnique
Gouvernement des T.N.-O.
Téléphone : (403) 920-6923
Télécopieur : (403) 873-0226

Votre motoneige, c'est d'abord une machine!

Louis Mc Comber

On ne vit pas dans un genre de pays où on rencontre des maisons et des cabines téléphoniques à tous les deux cents pieds! C'est pour ça que quand tu pars en motoneige, il faut emporter des bougies d'allumage... au cas où! Une courroie de secours? Incontournable! Il faut aussi s'assurer que sa machine soit [illegible] excellent ordre de marche. Voilà pourquoi l'AFI a proposé à ses membres un atelier d'entretien de motoneige.

Pour Nicole Beaulieu, une motoneige à Iqaluit, c'est indispensable. «C'est notre liberté! Nous, on ne pourrait pas vivre ici sans motoneige.» Pour être vraiment libre, il faut pouvoir faire confiance à sa machine dans toutes les situations. Que faut-il donc vérifier avant de partir en randonnée?

Une motoneige, c'est une bougie d'allumage

Robert Bertrand, notre mécanicien en chef, a d'abord expliqué qu'à ce temps-ci de l'année, il fallait installer des bougies d'allumage d'hiver, pour le gros froid, des BR-8 qui s'échauffent plus facilement. Tandis que les BR-9 s'utilisent par temps plus clément.

Il a ensuite expliqué que si la bougie d'allumage s'encrasse de carbone noir, c'est que la combustion des gaz se fait mal dans le cylindre. Le mélange provenant du carburateur est trop riche en essence.

De même, si la tête de la bougie tire sur le blanc, le mélange est trop pauvre en essence.

Dans les deux cas, il faudrait ajuster le carburateur. La tête de la bougie, si tout fonctionne normalement, devrait être d'un brun chocolat.

Très important aussi, c'est l'espacement (gap). Une bougie de motoneige devrait avoir un espacement d'environ 1/16 de pouce pour donner son plein rendement. Réjean Ouellet a suggéré qu'au beau milieu de la toundra, si on n'a pas le petit instrument à mesurer l'espacement, on peut toujours utiliser un carton d'allumettes.

Louis Mc Comber

Robert Bertrand explique les rudiments de la mécanique des motoneiges.

Une motoneige, c'est aussi [illegible] courroie de transmission

Autre vérification très importante avant de prendre le large c'est la courroie [illegible] transmission. À vue d'oeil si elle est effilochée ou inégale à certains endroits, c'est qu'il y a de l'usure. Si la courroie est basse entre les poulies secondaires du système d'embrayage, c'est aussi le temps de la changer. Il est très important d'avoir toujours [illegible] courroie de remplacement en parfaite condition avec soi.

Enfin, les mécaniciens en herbe ont eu la chance de démonter la suspension sur une motoneige dont la lisse avait besoin d'être changée. Robert en a profité pour montrer comment ajuster l'alignement de la chenille. La tension s'ajuste par deux écrous qu'on doit resserrer ou desserrer pour produire l'alignement voulu. En faisant rouler la chenille dans le vide on peut constater si elle est bien ajustée ou non. Si la tension [illegible] inégale, la chenille va se déplacer plus d'un côté. La chenille doit dépasser également des deux côtés des roues arrières. Il s'agit de réajuster la tension jusqu'à ce que la chenille ne se déplace plus.

À la prochaine session, Robert Bertrand nous enseignera les principes de la carburation.

«Prendre les airs de la maison»

Une visite dans une maisonnée Qallunaat et inuit

Peut-être cela vous est-il déjà arrivé d'entrer dans une maison inuit et de vous sentir un peu «gauche». Vos références en matière de comportements ne semblent plus s'appliquer lorsque vous êtes en visite chez eux.... Tout cela vous donne un sentiment vague d'étrangeté....

Stéphane Cloutier

Les comportements sont un peu comme les mots, ils ont des règles et prennent leur sens dans un contexte social et culturel bien particulier. Malheureusement, il n'existe pas de grammaire écrite sur nos gestes physiques et verbaux et encore moins sur le sens de ces comportements dans un contexte interculturel.

D'après mon expérience à Iqaluit et à Igloolik, l'univers de la maison chez les francophones ou les anglophones et chez les Inuit est totalement différent. Je présente ici deux visites, l'une chez les Qallunaat et l'autre chez les Inuit. Les noms de personnes et la description des demeures sont fictives. La réalité décrite s'inspire toutefois d'un mélange condensé de nos propres expériences, ma conjointe, née à Igloolik, et moi, à Sainte-Perpétue du Comté de L'Islet, au Québec.

C'est la fin de semaine. Nous avons été invités pour le souper chez un couple exogame franco-anglophone. Le rendez-vous a été fixé samedi à 18h30. Nos hôtes sont dans le Nord depuis trois années. Cynthia est de Toronto (elle parle un peu français) et Michel est du Québec.

À notre arrivée, on cogne à la porte car celle-ci est barrée. Cynthia et Michel nous reçoivent. Puisqu'ils sont de bons amis, je me sens à l'aise de faire la bise à Cynthia, malgré que celle-ci ne s'y fait pas toujours. Je serre la main à Michel et il fait la bise à Jeela, ce qui la laisse un peu froide. La maison est spacieuse. Il y a des tableaux sur les murs. Il y a aussi des sculptures inuit et un peu d'artisanat amérindien. Il y a des plantes et d'autres objets appartenant à leur mythologie personnelle.... La maison est bien meublée. Tout semble si propre. Et ça sent bon.... ça sent qallunaat, comme dirait Jeela.

On passe au salon. Michel nous offre quelque chose à boire; thé, tisane, café, jus, vin, bierre, fort. Je prend volontier une bierre et Jeela du thé. Cynthia nous présente à deux de ses amis anglophones, Hugh et Cristal de la Saskatchewan. Ils ont fait du Nord leur demeure depuis 10 ans. Il y a trois fauteuils et un grand sofa. Cristal et ma conjointe sont sur le sofa, Cynthia, Hugh et moi occupons les trois fauteuils. Michel s'est tiré une chaise pour se joindre à nous. Jeela est d'abord un peu silencieuse. Elle ne connaît pas vraiment Hugh et Cristal. Tout le monde est là et nous discutons d'université, de livres, de voyages, de la vie dans le Nord, du coût de la vie, des coupures du GTNO, du Nunavut, etc.

Nous poursuivons la discussion à la table. On se fait servir le repas par nos hôtes. Ils insistent pour ne pas nous gêner à en demander une deuxième fois. C'est délicieux et on couvre d'éloges nos deux cuisiniers. Après le dessert, nous avons droit à un digestif. On discute toujours.

Le temps de retourner chez-soi est arrivé. Il est entre 21h30 et 22h00. On s'excuse et remercie Cynthia et Michel du souper. Ils nous reconduisent à la porte et nous parlons toujours un peu de la température qu'il fait et de nos enfants. Puis finalement, nous nous saluons tous comme il se doit. Nous marchons maintenant au grand air, Jeela et moi, sous le clair de lune, dans le silence de la nuit arctique.

Être inivités chez des gens et ne presque rien dire durant toute la soirée rendrait possiblement nos hôtes mal à l'aise. Ils se demanderaient, «est-ce qu'on [illegible] dit ou fait quelque chose qui l'aurait offensée?», etc. Le but de la rencontre est bien de pouvoir socialiser, ce qui veut dire discuter et manger ensemble à un moment que l'on fixe d'avance.

Lorsque nous allons visiter des amis inuit ou des membres de la famille de Jeela, il n'y a jamais de rendez-vous de prévu. On met son manteau et on va tout simplement visiter, sans prévenir. De plus, on ne cogne pas à la porte. On entre comme chez-soi. On enlève son manteau qu'on dépose sur le plancher dans un coin. On dit bonjour [illegible] bien on fait un [illegible] sourire (surtout avec les aînés, un sourire est l'equivalent de bonjour).

On retrouve beaucoup de photos des membres de la famille sur les murs; les parents, les enfants, les petits-enfants... et quelques photos du passé datant du début du siècle. Il y a un peu de désordre dans la maison, mais ce n'est rien comparé à ma chambre!!!

On ne nous dit pas quoi manger. Si nous avons faim, nous sommes les bienvenus de manger de la viande, de la bannique et de boire du thé sans poser de questions. Nous nous servons nous-mêmes, point. Agir ainsi est le signe que nous sommes à l'aise chez-eux. Ils seront fiers. Ils en feront d'ailleurs autant chez-nous.

La viande est généralement déposée sur le plancher sur une surface de carton avec des couteaux autours. Il y a parfois du «uujuq» (viande bouillie) dans une grosse marmite sur le poêle. La bannique est sur le comptoir. Il y a toujours du thé de prêt. Ici, ça sent l'«esquimau».... ça sent la viande, les peaux de phoque...

On n'est pas obligé de discuter ou d'avoir un sujet de discussion. On peut s'assoir et regarder la télé en buvant du thé ou du café. L'important est d'être ensemble. Par ailleurs, faire trop de verbiage lors de votre première visite serait irritant. Le mi-silence est une marque de respect. On vous donne la chance de «prendre les airs de la maison.»

Lorsqu'il y a beaucoup de monde, on s'asseoit parfois sur le plancher. Si je quitte ma place pour me verser une tasse de café, une autre personne peut prendre ma place et vice versa.

À la sortie, on ne dit pas au revoir et personne ne nous reconduit à la porte. Traditionnellement, les gens se voyaient à tous les jours. Ils n'avaient donc pas besoin de se dire «bonjour, comment ça va?, au revoir» tout le temps! On se reverra assez tôt de toute façon...

Que diriez-vous maintenant d'une petite visite chez vos amis inuit? Vous connaissez maintenant les «airs de la maison», comme dirait [illegible] grand-mère. Il faut vous sentir [illegible] l'aise et ne pas vous gêner d'aller visiter. Ils seront heureux que vous leur portiez un intérêt personnel...

Tavvauvusi!

Cinars, le mondial des arts de la scène

Mario Paris en croisade

Cinars, un carrefour où les professionnels des arts de la scène de tous les coi[redacted] du globe se réunissent pour échanger et amorcer des liens d'affaires, a lieu cette semaine, du 4 [redacted] 7 décembre, à Montréal. Mario Paris, l'agent de développement culturel de l'AFCY, y est allé pour mettre Yellowknife «sur la carte» du monde des achcteurs de spectacles.

Natali Lefebvre

Le marché Cinars en est [redacted] sa septième édition, et cette année, des représentants de plus de 25 pays y sont présents pour acheter et vendre des spectacles de danse, théâtre, musique et variétés. Les contacts se font [redacted] travers des prestations sur scène, un marché et des ateliers et conférences.

Plus de 70 spectacles sont offerts aux professionnels des arts de la scène et au grand public lors des quatre jours de l'évènement, soit en extraits ou en version intégrale. Des artistes et compagnies venus de huit pays se produisent sur scène, en journée comme en soirée.

Le marché est organisé sous forme de salon, où regroupés dans plusieurs stands, les représentants d'artistes offrent leur produit aux diffuseurs et agents d'artistes venus de partout.

Les ateliers et conférences ont été mis sur pied pour informer les représentants d'artistes désireux de mieux comprendre les rouages des différents marchés et le contexte de la diffusion mondiale, afin de percer la scène internationale.

Cinars est donc un évènement à grande portée et une occasion rêvée de faire des contacts pour inclure Yellowknife dans le cercle des marchés et des échanges de l'industrie du spectacle, que ce soit sur le plan national ou au niveau mondial. C'est pourquoi Mario Paris, en bon agent de développement culturel, y est parti en mission.

«Je m'en vais mettre l'AFCY et Yellowknife sur la mappe des endroits où l'on peut donner un spectacle dans l'Ouest du Canada», nous [redacted] dit Mario avant son départ, «je vais donc donner de l'information aux représentants d'artistes, comme ça, quand quelqu'un préparera une tournée canadienne, il pensera à Yellowknife».

Selon Mario, l'AFCY pourrait devenir l'agent de promotion ou le moyen de diffusion des arts de la scène dans le Nord. Ainsi, les artistes et compagnies intéressés à venir contacteraient l'AFCY plutôt que la Ville de Yellowknife par exemple, pour savoir ce qu'ils doivent faire pour organiser leur visite. «Je vais essayer de vendre le Nord, Yellowknife, le spectacle en français. Mais comme c'est plus gros que ce que l'AFCY est capable de prendre, j'ai contacté Folk on the Rocks et le NACC, et je vais aussi magasiner pour eux», dit-il.

Jusqu'à présent, c'est surtout Folk on the Rocks qui a contribué à faire connaître Yellowknife dans le milieu du spectacle. «Folk on the Rocks a fait beaucoup d'efforts et de publicité, et c'est [redacted] force de travail qu'ils arrivent [redacted] faire venir des artistes comme par exemple Buffy Sainte-Marie qui était là l'été [redacted]nier, et qui, quand ils sont venus une fois, veulent revenir», fait remarquer Mario. «Il faut que plus d'organismes contribuent à faire connaître le Nord, et l'AFCY est prêt à s'impliquer».

Les chaudrons de la Petite Boulotte

Petit pot de beurre

«Le beurre est irremplaçable», vous diront les puristes, dégoutés devant cette odieuse substance à base d'huile végétale qu'est la margarine. Le lait de [redacted] vache reste la seule source de gras digne de tartiner leur pain quotidien. Moi, ça m'est plutôt égal. J'ai grandi à la margarine, et je ne m'en porte pas plus mal. Mais, je reconnais que le beurre [redacted] une petite personnalité bien particulière et attachante, et que depuis que j'y ai été initiée, je reluque assez régulièrement de son côté.



La petite Boulotte

Le beurre est plutôt versatile; on le retrouve sous différentes formes, dont le beurre salé ou non salé, le beurre fouetté, ou encore le beurre léger.

La plupart des gens choisissent le beurre salé pour l'utilisation générale qu'ils en font dans la cuisine. Le beurre non salé, quant à lui, est utilisé surtout dans les desserts. Il ne contient pas du tout de sel, donc il se conserve moins longtemps que le beurre salé.

Pour ce qui est du beurre fouetté, il a été battu afin que de l'air y pénètre, augmentant ainsi son volume et le rendant plus facile à étendre lorsqu'il est froid. Le beurre léger, finalement, contient environ la moitié du gras du beurre régulier, qui a été remplacé par de l'eau, du lait écrémé, ou de la gélatine. On [redacted] peut utiliser le beurre léger pour [redacted] friture, puisque celle-ci n'est possible que grâce aux corps gras.

Comme le beurre absorbe les saveurs comme une éponge, il devrait toujours être bien enveloppé, peut importe si [redacted] le conserve au réfrigérateur [redacted] à la température de la pièce.

La cuisine française fait grand usage de beurre. Voici donc quelques préparations classiques de ce beurre que nos cousins d'Europe apprêtent [redacted] toutes les sauces...

Le beurre noisette

Pour obtenir du beurre noisette, on fait [redacted] simplement fondre du beurre, le cuisant jusqu'à ce qu'il soit d'un brun pâle doré.

Le beurre noir

On l'obtient de la même manière que le beurre noisette, mais on le cuit plus longtemps, jusqu'à ce qu'il soit brun foncé... pas noir, évidemment! Tout comme pour le beurre noisette, on y ajoute habituellement un peu de vinaigre ou de jus de citron, des capres et du persil, et on le sert sur des oeufs, du poisson ou des légumes.

Le beurre blanc

Il s'agit plutôt d'une sauce que l'on prépare en fouettant du vinaigre ou du vin réduit avec des petits morceaux de beurre, jusqu'à ce que le mélange soit épais. Attention, c'est une sauce qui ne tient pas longtemps! C'est d'ailleurs pourquoi certaines versions modernes y ajoutent une touche de crème qui la stabilise pendant [redacted] plus longue période. Le beurre blanc est délicieux avec le poisson et la volaille.

Le beurre manié

Le beurre manié est un mélange de beurre et de farine formant une pâte lisse qui sert à ajuster la consistance des sauces et ragoûts. Une fois additionné [redacted] sauce, [redacted] doit la bouillir brièvement pour faire disparaître le goût de féculent de la farine. On [redacted] l'utilise qu'en petites quantités.

Le beurre clarifié

Le beurre clarifié est un beurre non salé qui a été fondu très lentement, laissant ainsi s'évaporer presque toute l'eau qu'il contenait, et se séparer les solides du lait (qui descendent au fond de la poêle), du liquide doré qui reste sur le dessus et que l'on utilise pour cuisiner. Les solides du lait, qui brûlent rapidement, étant éliminés, on peut chauffer le beurre clarifié à plus haute température. De plus, il se conservera plus longtemps que le beurre régulier, mais il n'aura pas une saveur aussi riche.

Le ghee est un beurre hautement clarifié utilisé dans la cuisine indienne.

Bon, eh bien voilà qui devrait prendre soin de votre taux de cholestérol pour un bout de temps...

Je vous laisse sur une petite fable amusante d'une consoeur adorable.

À la prochaine!

La petite fille, la Bretagne et le beurre salé...

L'autre Petite Boulotte

Il était une fois la petite histoire vraie d'une petite fille de 10 ans, originaire d'une région frontalière à la Suisse.

En juillet de cette année-là, ses parents l'envoient dans un camp de vacances en bord de mer, en l'occurrence, à l'extrême ouest de la Bretagne, à Plougastel Daoulas. À sa grande surprise, elle découvre que Plougastel Daoulas est la capitale de la fraise. Aux champs d'artichauts qu'elle pensait trouver, viennent se substituer des champs de fraises. Youppi!!! C'est aussi l'occasion de découvrir cette magnifique région de la France qu'est la Bretagne. Et de s'apercevoir, par la même occasion que le beurre y est salé. Eh oui, en France, le beurre est en général non salé, sauf sur la côte Atlantique et aux bords de la manche; c'est à dire en Normandie, en Bretagne, et dans le Poitou Charentes.

L'imagination des enfants est très fertile, et ils ont leur propre logique. Alors notre petite fille s'imagine bien innocemment que si le beurre est salé, c'est parce qu'elle se trouve au bord de la mer..., que si l'air est chargé en sel marin, l'herbe que broutent les vaches bretonnes doit être bien salée... et comme on fait le beurre à partir du lait...

Une vingtaine d'années plus tard, cette petite fille devenue plus grande, toujours amoureuse de la Bretagne et de son beurre salé, décide d'émigrer [redacted] Québec. C'est peu de temps après son arrivée, à l'occasion d'une soirée où elle a préparé une crème au beurre pour un gâteau d'anniversaire, un moka au café, qu'elle découvre avec désarroi que sa crème est SALÉE... Son gâteau d'anniversaire est foutu et elle ne comprend plus (Montréal étant bien loin de l'Atlantique...).

Ses amis lui ont expliqué avec tendresse et amusement qu'il n'y avait pas forcément de relation entre le beurre salé et la côte atlantique, et que si le beurre est salé, c'est peut-être tout simplement parce que on y a rajouté du sel...

Cette petite fille bien innocente, c'était moi. Je suis un peu plus vieille maintenant, un peu plus sage, un peu moins innocente, mais j'ai toujours l'imagination débordante, et je pense que c'est une drôle d'idée que de rajouter du sel dans le beurre!

Chaque fois que je raconte cette petite histoire, les gens sourient... L'hiver est long et froid ici à Yellowknife, alors, je n'ai pas pu résister au plaisir de vous réchauffer un petit peu...

Le National en bref

Un livre pour les parents

L'Association des enseignants franco-ontariens vient de lancer un guide de lecture [redacted] foyer, qui s'adresse aux parents qui ont des élèves [redacted] niveau élémentaire.

L'Alphabétisme pour la vie/Guide de lecture au foyer a été conçu pour aider les parents «à créer un milieu familial qui favorise et soutient la lecture et l'écriture» lit-on en introduction de ce guide de vingt pages, qui compte une bibliographie de livres pour les enfants. Le guide a d'abord été élaboré par la Newfoundland and Labrador Teachers' Association et adapté en français par la Manitoba Teachers' Society. L'AEFO a adapté à son tour le guide pour les parents ontariens.

Pour le président de l'AEFO, Roger Régimbald, «un enfant qui lit bien et qui aime bien lire [redacted] de meilleures chances de bien réussir à l'école.» M. Régimbald dit espérer que le guide aide les parents à poursuivre à la maison le travail que font les enseignants à l'école.

Il sera distribué prochainement aux parents par les enseignants des écoles élémentaires de langue française. (APF)

Une radio en Alberta

Depuis le 16 novembre, les Franco-Albertains de Rivière-la-Paix et des environs peuvent écouter leur radio communautaire. Il s'agit de la 17e radio communautaire francophone à entrer en ondes depuis 1988.

Sept autres radios communautaires sont en implantation et la prochaine à émettre sera Radio Fredericton en mars 1997. (APF)

Une acadienne au CNA

La grande chanteuse classique acadienne Rosemarie Landry, a été nommée au conseil d'administration du Centre national des arts.

Titulaire d'un baccalauréat en piano de l'Université de Montréal et d'une maîtrise en chant de l'Université Laval, elle a donné des ateliers partout dans le monde et a enseigné aux universités d'Ottawa, de Moncton et de Toronto.

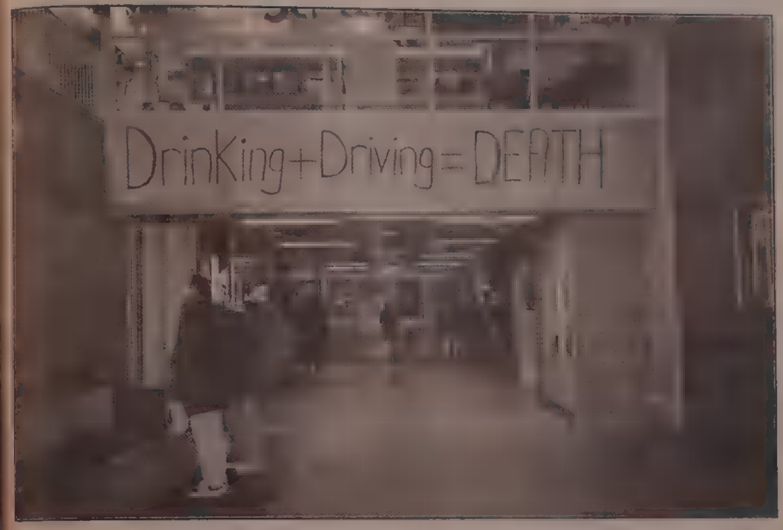
Elle a été décorée de l'Ordre du Canada en 1990 et fut faite Chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres de France en 1995.

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 44, vendredi 13 décembre 1996

Alcool au volant



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Les étudiants de Yellowknife combattent l'alcool au volant. À Sir John Franklin, les membres de SAAD ont installé dans le hall un message difficile à manquer.

Les contaminants dans l'Arctique

«Une bombe à retardement!»

\- Whit Fraser

La santé à long terme des habitants de l'Arctique canadien reste le défi le plus important auquel doivent s'attaquer les paliers de gouvernement du Canada, de concert avec les organismes autochtones et inuit a indiqué Whit Fraser, le président de la Commission des Affaires polaires.

Louis Mc Comber

Iqaluit - M. Whit Fraser , le président de la Commission canadienne des Affaires polaires, a lancé cet avertissement lors d'une conférence de presse tenue à Iqaluit, le 9 décembre dernier.

Il a souligné l'importance d'un programme de recherche nordique au Canada sur la question des contaminants dans la chaîne alimentaire. Dans le sud, il existe des contrôles très serrés sur la nourriture. Dans le nord, les populations se nourrissent de poissons et de viandes sauvages sans qu'on ait une connaissance suffisante de la qualité de ces aliments.

Les polluants dans l'environnement représentent une menace très sournoise pour la santé en vertu de leurs effets à long terme.

M. Fraser a fait allusion à l'échéance prochaine du programme quinquennal de subvention du gouvernement canadien à la Stratégie pour l'environnement

Contaminants
Suite en page 2

Par les airs, les eaux et la gravelle

Le GTNO ménage ses transports

Le ministre des Transports du gouvernement des TNO a comparu au début du mois devant le comité sénatorial permanent des Transports et des Communications.

Alain Bessette

En raison de la particularité géographique des TNO, le ministre des Transports, Jim Antoine, a expliqué aux sénateurs du Canada les raisons pour lesquelles la sécurité et la fiabilité des transports dans le Nord devaient recevoir la plus haute priorité. En effet, les grandes distances parcourues, l'isolement général des communautés et le climat rigoureux sont des facteurs qui incitent le GTNO à rechercher l'établissement d'infrastructures de transport les plus sécuritaires possibles.

À lui seul, le GTNO est responsable de plus de 52 aéroports, de 2200 km de routes permanentes, de 1300 km de routes d'hiver et des installations portuaires dans la majorité des communautés. Le gouvernement fédéral a de plus délégué les responsabilités suivantes au GTNO : sécurité dans le transport aérien et maritime ainsi que dans le transport inter-provincial pour les camions.

Transport routier

Sur les 2200 km de routes permanentes, seuls 560 km font partie du Réseau d'autoroutes du Canada et ils ne rencontrent même pas les normes canadiennes, a souligné le ministre Antoine. Les TNO possèdent le seul tronçon routier de ce réseau qui soit en gravier. Le traversier de Fort Providence est aussi le seul du réseau ... et il ne fonctionne même pas toute l'année. Le plan du ministère des Transports pour améliorer ces sections ne sera pas terminé avant 2010. En tout, il en coûterait 90 millions de dollars pour achever la réfection et le pavement de la route et 75 millions pour la construction d'un pont enjambant le fleuve Mackenzie. Selon le ministre, les TNO devraient recevoir une considération spéciale lorsque se développera le Programme canadien des autoroutes, programme visant à l'amélioration du Réseau d'autoroutes du Canada.

Transport aérien

La situation du transport aérien est un peu meilleure. En général, les aéroports du Nord rencontrent les normes canadiennes. Par contre à Nahanni Butte, Colville Lake et Grise Fiord, les trois aéroports ne rencontrent pas les normes et il s'agit de petites communautés qui ne sont pas reliées par une route. À Pangnirtung et Clyde River, piétons et véhicules civils traversent régulièrement la piste d'atterrissage. Il y a donc encore du travail à faire pour améliorer le réseau d'aéroports dans le Nord, a indiqué le

Transports
Suite en page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Sayonara!

Avec les aurores boréales qui sont de retour dans nos cieux, toute une flopée de touristes japonais viennent contribuer à l'économie du Nord . Ces deux jeunes femmes maniant le flash sur le lac étaient bien surprises de se faire prendre en photo!



Alcool [illegible] volant

Les forces policières locales ont mis en place pour tout le mois de décembre des arrêts routiers sur les routes et autoroutes de toutes les communautés des TNO afin de faire de la prévention contre l'alcool au volant.

Les conducteurs dont le taux d'alcool dans le sang dépassera la limite permise de .08 pour cent devront subir les conséquences prévues par la loi.

«L'alcool au volant est l'une des causes majeures de décès lors des accidents routiers dans les TNO», a noté M. Gary Walsh du ministère des Transports. «la GRC travaillera de concert avec le ministère pour renforcer la loi contre l'alcool au volant dans toutes les communautés».

À Yellowknife, les étudiants impliqués dans le mouvement SAAD (Students Against Drinkink and Driving) prendront part [illegible] une campagne de sensibilisation en intervenant auprès des conducteurs pour leur donner de l'information. Ils ont aussi écrit des textes qu'ils liront à la radio commerciale et communautaire.

Conditions d'emploi des professeurs

Le ministre des Finances, John Todd, a annoncé que le Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest opérera des changements dans les conditions d'emploi des professeurs, tel que prévu dans l'offre du 31 octobre 1996.

«L'offre finale propose des conditions d'emploi raisonnables pour les professeurs», [illegible] affirmé le ministre, «ces conditions sont semblables à celles des autres employés du gouvernement, qu'ils soient syndiqués ou non. Elles correspondent aussi aux recommandations contenues dans le rapport du médiateur, daté du 22 octobre 1996».

M. Todd a ajouté qu'il trouvait malheureux que les professeurs aient refusé de signer cette entente finale, mais que le gouvernement ne peut rien offrir de plus et que le processus de négociations n'ira pas plus loin.

Le GTNO se prépare pour les Fêtes

Plusieurs bureaux du gouvernement seront fermés pour la période des fêtes, alors que d'autres resteront ouverts afin d'assurer le bien-être des citoyens.

Bien que les ministères de la Santé et des Services sociaux, de la Justice, des Affaires municipales, de la Sécurité et des Services publics, et celui des Transports seront fermés, les services suivants opérés par ces ministères resteront ouverts :

Hôpitaux et centres de santé, bureaux des travailleurs sociaux, centres correctionnels, aéroports, autoroutes et traversiers (selon les conditions), services des véhicules motorisés (sauf à Yellowknife et Iqaluit), mesures d'urgence pour les incendies, débits d'alcool du GTNO à Inuvik et Iqaluit.

Les ministères qui seront fermés pour la période des fêtes incluent :
Les ministères de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi, de l'Executif, des Finances, l'Assemblée législative, la Société d'habitation des TNO, le ministère des Services et Travaux publics, ainsi que celui des Ressources, de la Faune et du Développement économique.

Toutes les opérations des ministères seront rétablies à partir du 2 janvier.

Loi sur l'accès à l'information

Le GTNO implantera bientôt sa propre loi sur l'accès à l'information, a annoncé le ministre de la justice, Kelvin Ng.

Selon cette loi, les résidents du Nord pourront accéder aux dossiers du gouvernement qui ne sont pas de nature confidentielle ou qui ne contiennent pas de renseignements personnels sur d'autres personnes.

Cette nouvelle législation vient compléter les moyens déjà existants qui permettent d'obtenir de l'information du gouvernement et a pour but d'être utilisée si ces moyens ne sont pas suffisants.

De nouveaux postes ont été créés pour répondre aux questions du public et un répertoire de leurs numéros de téléphone sera bientôt disponible auprès du gouvernement. Les réponses aux demandes d'informations devraient être fournies à l'intérieur d'une période de 30 jours.

Festival des films de montagne

Le festival des films de montagne de Banff aura lieu encore cette année et les résidents de Yellowknife pourront y visionner les meilleurs films d'aventure en montagne de 1996, en plus de films sur la faune et l'environnement.

L'événement se tiendra au NACC le 18 janvier prochain à 19h00, et sept films y seront présentés en deux heures et demie.

Le prix des billets sera de 14.50$ et il y aura des prix de présence.

Les billets sont disponibles à Blachford Lake Lodge au 873-3303, ou chez Overlander Sports au 873-2474.

Natali Lefebvre

Contaminants

Suite de la [illegible]

arctique(SEA). Le gouvernement du Canada ne s'est pas encore engagé à renouveler son support financier pour pousser plus loin les recherches scientifiques.

Suite à la conférence «Pour les générations à venir» qui s'est tenue à Iqaluit du 8 au 10 octobre, la Commission a publié un rapport qui recommande «que le gouvernement crée un nouveau programme national de lutte contre les contaminants dans le Nord pour protéger l'environnement nordique et la santé des populations du Nord.» À la conférence de presse, le rapport a été remis aux journalistes.

Cette fois il faut travailler avec une petite équipe de scientifiques hautement qualifiés, qui concentreront leurs efforts sur les nourritures sauvages et la santé des gens.

«Nous espérons que tous les groupes autochtones et inuit vont aussi consacrer leur attention à cette question», a indiqué le président de la Commission.

«Nous pensons que les chefs autochtones ont un rôle très clair à jouer, ils devraient être subventionnés pour porter ce message à l'échelle internationale», a-t-il ajouté.

M. Fraser a ensuite fait remarquer qu' on ne peut pas véhiculer deux messages contradictoires. D'une part dire aux habitants du Nord qu'il y a plus d'avantages que d'inconvénients à manger de la nourriture sauvage, et d'autre part entreprendre une campagne mondiale de sensibilisation où on insiste sur la gravité de la situation pour la santé.

Il ne faut pas cacher les faits a[...] populations nordiques. Mais, il [...] aussi important de ne pas créer [...] panique. «Les habitants des régio[...] nordiques sont assez grands po[...] voir la vérité en face», [illegible] ajouté [...] Fraser.

Il a ensuite expliqué qu'un no[...]veau programme de financeme[...] du gouvernement central ne devr[...] pas augmenter les budgets annue[...] qui étaient auparavant alloués, s[...] autour de 5 à 6 millions par anné[...]

Il est possible d'obtenir une c[...]pie du rapport «Pour les généra[...]tions [illegible] venir: les contaminants, l'e[...]vironnement et la santé humai[...] dans l'Arctique» en communiqua[...] avec la Commission canadienne d[...] Affaires polaires au numéro su[...]vant :

(613) 943-8605.

Transports

Suite de la une

ministre Antoine.

D'autres avenues d'améliorations et d'ajustements ont été soulignées par Jim Antoine. Il estime qu'il est probablement inutile et coûteux de continuer les procédures d'inspection de sécurité des passagers, procédures mises en place à la suite de la flambée d'attentats terroristes dans les régions au sud du Canada. Il faudrait aussi conduire des études sur la résistance de l'asphalte aux conditions de froid extrême du Nord et [illegible] pergélisol.

Transport maritime

Pour plusieurs communautés, dont celles du Nunavut, l'approvisionnement par voie maritime est le seul possible à l'exception de l'approvisionnement coûteux par avion. De plus, ce type de transport peut devenir très important dans le développement minier du Nord et l'exportation du minerai.

Le ministre a aussi rappelé que l'utilisation des embarcations légères est extrêmement répandu tant pour le loisir que pour les activités traditionnelles de subsistance. À ce sujet, le ministre a souligné la situation malheureuse des TNO qui détiennent le plus haut taux de noyade accidentelle au Canada. Il a encouragé le gouvernement canadien à poursuivre ses programmes de se[...]sibilisation à la sécurité nautique[...]

Jim Antoine a finalement ind[...]qué que la réduction du service [...] brise-glaces dans les TNO aura [...] impact négatif sur les communa[...]tés nordiques. Il [illegible] dit souhaiter q[...] le gouvernement fédéral consu[...] davantage les communautés lo[...] que de telles décisions budgétair[...] sont prises.





Rencontre d'information organisée par le Comité des parents d'Iqaluit

L'avenir pour le programme de français

Plus de 25 parents ont répondu à l'appel du Comité de parents et se sont présentés à la séance d'information sur les droits scolaires, dimanche le [redacted] décembre dernier, au centre de l'Association Francophone d'Iqaluit.

Louis Mc Comber

Iqaluit - Me Daniel Mathieu, conseiller juridique du Commissariat aux Langues Officielles du Canada était venu de la capitale nationale pour expliquer les tenants et aboutissants des droits constitutionnels de la minorité francophone dans les TNO.

Un ministère de l'Éducation délinquant ?

Il a rappelé aux parents le droit pour tous à l'éducation en français partout au Canada, tel que clairement stipulé à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés. Si un tel service n'est pas accessible dans la région immédiate, le gouvernement responsable doit fournir une alternative aux parents même en relocalisant le ou les étudiants là où le service est offert.

Revenant sur des questions déjà exposées lors du dernier Sommet de l'éducation à Yellowknife, Me Mathieu a réaffirmé sans aucune équivoque le droit des parents de la minorité d'une des langues officielles au Canada à la gestion complète de leurs établissements scolaires.

Me Mathieu a cru bon de spécifier que la loi scolaire actuelle des TNO déroge clairement aux prescriptions de la charte canadienne en ce qu'elle subordonne les conseils scolaires à un pouvoir discrétionnaire du ministre de l'Éducation.

Les nouveaux règlements à la loi scolaire des TNO, adoptés en juillet dernier par l'Assemblée législative (article 9), érigent des obstacles à la gestion autonome des parents prévue dans la Constitution et confirmée par plusieurs jugements subséquents de la Cour suprême du Canada.

D'une part le règlement exige 500 étudiants inscrits pour motiver une demande de commission scolaire. Il y a environ 90 inscrits actuellement aux 2 programmes de français dans les TNO sur une possibilité de 490 ayant-droits. D'autre part toute autre requête peut être examinée par le ministre et la décision est laissée à sa discrétion.

Toutes ces procédures exigées par le gouvernement territorial restreignent le droit des parents à la gestion scolaire et sont anticonstitutionnelles, au dire de Me Mathieu.

Problèmes de cohabitation à Nakashuk

Suzanne Levebvre, enseignante au programme de français à l'école Nakashuk, a ensuite décrit les problèmes vécus par étudiants et enseignants dans l'école. D'abord, il y a un grave problème d'espace à Nakashuk. La population scolaire augmente d'année en année, mais dispose toujours de la même superficie.

Cette année, le programme de français a dû déménager dans des locaux plus exigus. L'an dernier, un espace central aux deux classes permettait d'utiliser du matériel commun. Maintenant, tout ce matériel est rangé dans chacune des classes, et chaque fois qu'un professeur a besoin de quelque chose, il doit soit prévoir à l'avance, soit déranger l'autre classe.

Aussi les autres étudiant(e)s de l'école s'interrogent toujours sur ce régime différent pour la clientèle francophone. Être différent n'est pas toujours facile à assumer tant pour les écolier(e)s que pour les enseignantes. Les professeurs doivent aussi fournir du temps pour les activités générales de l'école, temps qui n'est pas consacré aux enfants du programme.

Question plus délicate, ce sont les graves problèmes à caractère social qui affectent la qualité de vie à l'école Nakashuk. L'école est située en plein centre ville et dessert des quartiers plus défavorisés. La violence fait partie du quotidien. Dans le reste de l'école, trop d'étudiants ne sont pas dans leur salle de classe et vagabondent dans les corridors. Les professeurs doivent parfois accompagner les enfants aux toilettes, même durant les heures de cours parce que les enfants ont peur d'y aller seuls. À la récréation les plus vieux doivent protéger les plus jeunes.

De temps à autre, les enfants assistent à des crises de nerfs perturbantes qui font malheureusement partie de la vie à Nakashuk. La conclusion de l'équipe de professeur c'est qu'il est grand temps que les parents pensent à une école homogène pour leurs enfants, et qu'une demande devrait etre acheminée au plus tôt au ministère de l'Éducation.

Que faire dans le dossier scolaire ?

Hélène Lévesque, la présidente du Comité de parents a clôturé la rencontre en proposant une marche à suivre. Avant le 1er janvier 1997, le Comité de parents devrait faire la demande d'une école homogène à Iqaluit pour septembre 1997 au ministère de l'Éducation, de même que d'une extension du programme de français à la huitième et neuvième année.

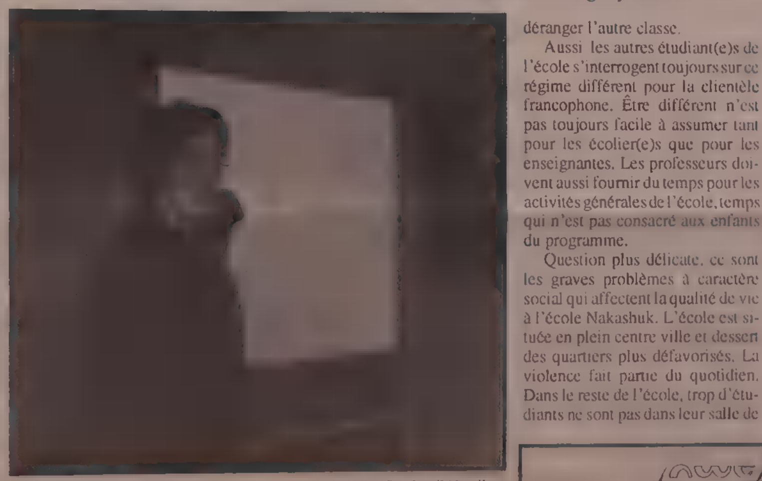
On devrait aussi réclamer de concert avec le Conseil scolaire de Yellowknife une commission scolaire francophone territoriale de même qu'une nouvelle extension du programme à la 10-11-12ième année pour septembre 1998.

En mars prochain, l'assemblée générale de la FFT pourra évaluer les réactions du ministère aux demandes formulées par le Comité des parents d'Iqaluit. Comme il s'agissait surtout d'une séance d'information, aucune résolution formelle n'a été entérinée.



Louis Mc Comber/L'Aquilon

Me Daniel Mathieu, à gauche, était le conférencier invité. On le voit ici en compagnie d'Hélène Lévesque, Nicole Beaulieu et Gregory Keas



Louis Mc Comber/L'Aquilon

Hélène Lévesque a expliqué la stratégie territoriale en matière de gestion scolaire

EDITORIAL

Une arme très meurtrière

Un résident de Tulita fait feu sur un jeune homme et l'atteint en pleine poitrine. La tragédie qui a frappé Tulita dernièrement remet à l'avant-scène politique toute la justesse de la nouvelle Loi sur le contrôle des armes à feu. Dans ce cas, la consommation de boisson alcoolisée a aussi joué un rôle important.

Si les armes à feu avaient été rangées proprement, la tragédie ne se serait probablement pas produite. Si le jeune homme avait été sobre, on aurait aussi pu éviter le drame.

En cette saison du temps des fêtes, les sorties avec les ami(e)s se multiplient. On pense d'abord ne consommer qu'une ou deux bières et on se retrouve avec trois ou quatre «dans le corps». Les clés de la voiture à la main, un peu éméché(e), peut-être même vacillant(e), une décision s'impose. À qui remettre les clés de la voiture?

Si vous décidez néanmoins de conduire, sachez que votre comportement est tout aussi criminel que celui du jeune homme qui a fait feu sur son ami. En cas d'accident mortel, le juge vous enverra au même pénitencier que tous les autres meurtriers et criminels du Canada. Sachez qu'un véhicule automobile entre les mains d'un ivrogne est tout aussi dangereux qu'un pistolet entre les mains d'un idiot.

Il suffit pourtant d'un peu de jugement pour prévenir une erreur aux conséquences potentiellement désastreuses : désigner préalablement un chauffeur qui évitera de consommer des boissons alcoolisées ou simplement de laisser la voiture dans son aire de stationnement et de prendre un taxi.

Les boissons alcoolisées sont une arme à deux tranchants. Elles suscitent une sensation d'euphorie qui se marient bien socialement avec les rencontres entre amis. Elles causent aussi, en plus grandes quantité, une modifications de votre capacité de percevoir convenablement votre environnement et elles diminuent vos réflèxes. La boisson et le volant ne font pas bon ménage. Évitez-donc de devoir y réfléchir du fond d'une cellule.

Alain Bessette

DÉMISSION DE MICHEL GAUTHIER, CHEF DU BLOC QUÉBÉCOIS

EUH... POURRIEZ-VOUS RÉPÉTER VOTRE NOM?

JOURNALISTE

MICHEL LAVIGNE ©APF222

Ça flotte?



Natali Lefebvre/L'Aquilon

La maison bateau de Tony Foliot dans la baie de Yellowknife, se trouve maintenant bien ancrée dans les glaces. Au lieu de sculpter des arbrissaux, Tony se fait plutôt un aménagement paysager éphémère à base de scuptures de glace et de neige.

L'aquilon

C.P. 1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TeNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accédera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834 1443



OPSCOM





Fantaisie inhabituelle pour Noël

nnie Bourret (APF)

En route vers Qu'Appelle, Mi-hel mord dans son sandwich à la ortadelle tout en maudissant cette uit de Noël qu'il passera seul dans n motel. La vente de logiciels est aiment un métier qui vous ronge squ'à la moelle. Métier qu'il tro-erait volontiers ce soir pour un avail intellectuel au gratte-ciel du ège social, si cela lui valait de sser Noël avec la parentèle, helles et varicelle comprises.

Cruelle, la radio joue des ritour-lles de Noël dont il martèle les ribels de façon obsessionnelle. u moment où commence le Mes- d'Händel, la Coccinelle s'arrête ec un hoquet. "Pas la panne d'an-tigel!" hurle Michel, abandonnant tout comportement rationnel.

Le voilà pris dans une situation démentielle : rien, rien, rien à l'horizon! Michel se résigne à passer la nuit dans la Coccinelle, laquelle n'offre qu'un abri bien frêle contre cette neige qui s'amoncelle et le vent qui bêle. Il en sera quitte pour une veille de Noël mémorable, passée à rêver d'un dîner aux chandelles avec une donzelle n'ayant pas peur de la bagatelle entre deux draps... de flanelle, ne peut-il s'empêcher d'ajouter, tout en rentrant le cou dans son écharpe couleur sarcelle.

Le son d'une querelle le sort de sa torpeur. Des voix! Quelqu'un est là, tout près dans l'obscurité, qui pourrait bien le tirer de cette situation. Michel sort de la Coccinelle et entre dans un tunnel. Les murs ronds du tunnel lui renvoient les échos d'une chaude discussion sur les mérites comparés des ailes traditionnelles et des nouveaux modèles couleur pastel. Michel s'approche et [illegible] retrouve face à une ribambelle d'êtres aux longs cheveux blonds, avec des ailes fixées à des corps qui semblent immatériels. Remarquant Michel, l'un d'eux s'écrie "Ciel! vous venez pour le gospel de Noël? Vite, c'est près de l'arc-en-ciel". D'un coup d'aile, il s'attelle à Michel et s'envole. De Michel, on ne voit plus que les semelles.

Mais une voix les hèle avec un son de crécelle. "Gabriel! Gabriel! Celui-là est classé confessionnel à cause de sa clientèle!" Aussitôt, l'ange met le cap sur un édifice dont les nombreuses tourelles ont des enseignes comme Péché originel, Crime passionnel, Enfer occasionnel.

De [illegible] tourelle Purgatoire éternel, Michel a regardé durant plusieurs jours des enfants pousser des rondelles sur de la glace naturelle avant que sa Coccinelle ne soit retrouvée par un criminel. Talonné par la police, celui-ci jette l'homme mort dans le fossé et tente de démarrer la Coccinelle. Cet homme véniel sera par la suite acquitté de façon officielle, parce que l'analyse de la mortadelle révèle une quantité effarante de salmonelles. Le mystère de son arrivée au ciel élucidé, Michel écoute les formules rituelles consacrant son passage à l'état immortel.

Ne vous mettez pas martel en tête! La seule justification de cette chronique peu traditionnelle, c'est l'usage de mots qui riment avec Noël avec, pour séquelle, que vous connaîtrez à tout jamais comment s'épellent les graphies auxquelles le son 'ÈL' se prête (el, elle, elles, èle, aile, etc., sans oublier el!).

Faites parvenir vos commentaires à abourret@bc.sympatico.ca ou à la rédaction du journal.

Traces de pas 2

La langue dans le Nunavut

Tout un chapitre de la récente version de «Traces de pas 2» traite des futures langues officielles dans le Nunavut. Nous tentons ici d'exposer les grandes lignes de cette section du rapport.

ain Bessette

Le rapport présente succinctement rôle majeur joué par les deux gues officielles du Canada, l'an-is et le français, dans la défini-n des lois et de la Constitution du nada. Les politiques de lticulturalisme ont aussi apporté r support à d'autres langues in-ant les langues aborigènes. On y aussi un exposé de la Loi sur les gues officielles des TNO qui re-nnaît huit langues officielles. ns les faits, certaines langues sont s officielles que d'autres : l'an-s et le français sont les langues doption des lois, l'usage du fran- est garanti devant les tribu-x. L'anglais est aussi la langue travail du gouvernement.

Le statut des langues autochto- dans les TNO semble plus fai- que celui du français selon un nt de vue légal, indique le rap-. Ainsi, dans certains cas, l'uti-tion des langues autochtones est rmise» plutôt qu'«obligatoire». ns les faits, le statut de certaines gues est autrement plus fort que i du français. Par exemple, il-re le rapport, il existe des bu-x dans le Nunavut qui opèrent une base bilingue, anglais et ktitut, en raison de la forte pro-tion de la population inuit dans régions.

L'inuktitut est la première lan- du Nunavut, première dans le ps et première dans les nom-», souligne le rapport. Près de pour cent de la population du avut est d'origine inuit. Parmi Inuit, seuls 6 pour cent ne par- pas inuktitut. L'anglais a fait grande percée dans cette popu-n alors que 78 pour cent de la ulation inuit parle aussi l'anglais. Le français est absent de ce tableau.

La communication en inuktitut n'est pas une chose aisée puisqu'il en existe plus de sept dialectes et 17 sous-dialectes. Ce problème de communication orale, loin d'être insurmontable, n'est rien comparé à la situation de la langue écrite puisqu'il existe deux systèmes d'écriture totalement différents : le syllabique et le romain. Si la majorité des Inuit de tous les pays utilisent surtout l'orthographe romain, dans le Nunavut, c'est surtout le syllabique qui est utilisé.

Le rapport rappelle l'importance de l'anglais tant dans le Nunavut, que dans le Canada et aussi dans le monde entier. Cette importance n'est pas sans avoir un impact négatif, notamment par l'attraction que cette langue exerce sur les jeunes inuit.

La situation du français dans le Nunavut est marginale, indique le rapport. L'usage du français est extrêment limité et seule la ville d'Iqaluit compte une communauté francophone d'importance.

Après 1999

«La création du Nunavut ne modifiera pas le statut de l'anglais et du français en tant que langues officielles du Canada», souligne le rapport, notamment en terme de droit à l'instruction.

Au niveau territorial, La Loi du Nunavut contient aussi des dispositions sur le statut des langues. La Loi sur les langues officielles des TNO sera simplement transposée au nouveau territoire jusqu'au moment ou des amendements législatifs viendront la modifier. Toutes modifications de cette loi, qui auraient pour effet d'enlever des droits linguistiques, ne peuvent être adoptées sans le consentement du parlement canadien. Seules des modifications positives pourront être adoptées de façon autonome par le futur gouvernement du Nunavut.

La question des langues en est une qui est délicate, souligne le rapport. Malgré tout, il faudrait envisager immédiatement des politiques linguistiques, puisque ces politiques aideront à déterminer l'ensemble des pratiques du futur gouvernement du Nunavut.

Selon le rapport, les étapes à suivre pour redéfinir les politiques linguistiques du Nunavut ne porteront pas sur une redéfinition du statut de l'anglais et du français comme langues officielles mais plutôt sur la façon de préserver et de promouvoir l'inuktitut. Ces politiques devront encourager une utilisation sociale étendue de cette langue dans le respect des valeurs sociales telles la diversité culturelle, la liberté d'expression, etc.

La seule recommandation de ce chapitre de «Trace de pas 2» concerne la necessité de tenir une conférence sur le développement d'une politique linguistique pour le Nunavut.



Appels d'offres - Offres d'emplois

[redacted] des Territoires du [redacted]

Agent de planification communautaire
Ministère [redacted] municipales et communautaires **Rankin Inlet, T. N.-O.**
(Poste d'une durée de deux ans)
Le traitement initial est de 54 626 $ par année, auquel on ajoute une allocation annuelle de [redacted] dans [redacted] Nord de [redacted] 321 $. **Il s'agit d'un poste non traditionnel.**
Réf. : 011-0311-0003 **Date limite :** le 20 décembre 1996

Faire parvenir les demandes d'emploi au : Section des ressources humaines, Ministère des Affaires municipales et communautaires, 6e étage, Northwest Tower, bureau 600, 5201, 50e av., YELLOWKNIFE NT X1A 3S9. Télécopieur : (403) 873-0373; courrier électronique : shebert@maca.gov.nt.ca

Spécialiste en communications
Ministère [redacted] la [redacted] et [redacted] Services sociaux **Yellowknife, T. N.-O.**
Le traitement initial est de 48 358 [redacted] par année, auquel on ajoute une allocation annuelle de vie dans le Nord de 1 750 $. Pour obtenir plus d'information, veuillez communiquer avec M. Tom Williams [redacted] (403) 920-8965 [redacted] Mme Vicki St. Germaine [redacted] (403) 873-7168.
Réf. : 011-0310TRW-0003 **Date limite :** le 20 décembre 1996

[redacted] parvenir les demandes [redacted] Ressources humaines, Ministère de la Santé et des Services sociaux, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 7e étage, Centre Square, C. P. 1320, YELLOWKNIFE NT X1A 2L9. Télécopieur : (403) 873-0280; courrier électronique : tomwilliams@gov.nt.ca

- *Nous prendrons [redacted] considération [redacted] expériences équivalentes.*
- *Il est interdit de fumer au travail.*
- *Sauf indication contraire, l'anglais [redacted] la langue de travail des présent postes.*
- *L'employeur préconise [redacted] programme d'action positive – Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.*



[redacted] des Territoires du [redacted]

Surintendant régional

Ministère des [redacted] municipales et communautaires **Fort Smith, T. N.-O.**

Le ministère des Affaires municipales [redacted] communautaires est à la recherche d'un professionnel dynamique et motivé pour assumer les responsabilités relatives [redacted] l'exécution de ses programmes et [redacted] la prestation de ses services dans la région de Fort Smith. Le surintendant régional est basé à Fort Smith; il administre [redacted] prestation des services par le biais de son bureau et de deux autres bureaux situés l'un à Hay River, l'autre [redacted] Fort Simpson.

Le candidat choisi devra faire face [redacted] de nombreux défis, dont l'élaboration et la mise sur pied de stratégies régionales dans le but d'offrir efficacement des programmes ministériels au niveau régional et communautaire de façon qui soit conséquente avec la mission du ministère et qui réponde aux besoins particuliers de la région de Fort Smith; il devra gérer de façon équitable les ressources du ministère à l'échelle de la région, tout en permettant une participation et un contrôle maximum de la communauté. La personne choisie devra également établir et entretenir des partenariats de coopération et de collaboration avec les intervenants à l'interne et à l'externe, surveiller et évaluer si les programmes et les services répondent à la mission du ministère et aux objectifs du GTNO.

Le candidat possédera de l'expérience de gestion dans différents postes de responsabilités. En plus d'une grande expérience en gestion, il possédera une connaissance technique et de grandes qualités de communicateur et de leader pour guider la région dans les changements majeurs qu'elle connaîtra dans les prochaines années. De l'expérience dans un milieu nordique serait un atout. La personne choisie aura à effectuer de nombreux déplacements.

Le salaire sera négocié en fonction des qualifications et [redacted] l'expérience.

Il s'agit d'un poste [redacted] direction.

Réf. : 011-0312-0003 **Date limite :** le 20 décembre 1996

Faites parvenir votre demande d'emploi [redacted] l'adresse suivante : Section des ressources humaines, Ministère des Affaires municipales et communautaires, Northwest Tower, 6e étage, 5201, 50e avenue, YELLOWKNIFE NT X1A 3S9. Télécopieur : (403) 873-0152, E-mail : shebert@maca.gov.nt.ca

- *Nous prendrons en considération des expériences équivalentes.*
- *Il est interdit de fumer au travail.*
- *Sauf indication contraire, l'anglais est la langue de travail du présent poste.*
- *L'employeur préconise un programme d'action positive – Afin de se prévaloir des avantages accordés en vertu du Programme d'action positive les candidat(e)s doivent clairement en établir leur admissibilité.*



OFFICE DES EAUX DES TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Avis [redacted] demande

La demande [redacted] licence suivante [redacted] été enregistrée auprès de l'Office conformément à l'article 16 [redacted] la Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest.

Demanderesse:	Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
Projet:	Gotcha Creek (Sud) Route d'hiver de l'autoroute du Mackenzie
Objet:	Construire un pont permanent

Pour plus de renseignements, contactez Vicki Losier [redacted] (403) 669-2773, avant le **30 décembre 1996**.



APPEL D'OFFRES
Northwest Territories Ministère des Travaux publics et des Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Rénovation d'une école

Rénovation de l'intérieur de l'école pour refaire les divisions des salles [redacted] classe. Des travaux en charpenterie, [redacted] [redacted] de cloisons sèches, [redacted] électricité [redacted] en mécanique sont requis. – [redacted] Bay, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, a/s du bureau du surintendant régional, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 1000, Iqaluit NT X0A 0H0 (ou livrées [redacted] main propre au 4e étage de l'édifice Brown) avant :

16 H, HEURE D'IQALUIT, LE [redacted] JANVIER 1997

Les dispositions de l'Entente définitive du Nunavut s'appliquent aux fins du présent appel d'offres.

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'adresse susmentionnée à partir du 13 décembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet.

Aucune caution n'est exigée pour le présent appel d'offres seulement.

Le Ministère n'est [redacted] tenu d'accepter l'offre [redacted] plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres :	Teresa Chandler Gouvernement des T.N.-O. Tél. : (819) 979-5128
Renseignements techniques :	Louis Bourgeois Gouvernement des T.N.-O. Tél. : (819) 979-5150

Les bureaux du GTNO seront fermés du 23 décembre 1996 au [redacted] janvier 1997.

Le Gaboteur Inc., seul journal [redacted] langue française [redacted] Terre-Neuve et au Labrador, recherche une personne dynamique et mobile, parfaitement bilingue, pour occuper le poste de:

Représentant(e) des ventes

Responsabilités:
- Développer le marché publicitaire local et provincial: solliciter les annonce[redacted], négocier et conclure les contrats, assurer le suivi et le service à la clientèle.
- Développer la distribution par abonnement [redacted] réaliser [redacted] campagnes de promotion du journal.
- Rechercher et développer de nouvelles sources de revenus par le [redacted] spéciaux, levée de fonds, partenariat avec des commanditaires...

Compétences requises:
La personne recherchée possédera une formation en vente ou en marketing, avec une première expérience pertinente dans la vente de publicité.
Elle devra être capable de travailler en équipe, tout en faisant preuve d'autonomie et d'initiative.
Une connaissance du domaine de la presse, de l'informatique et des communautés francophones du Canada est un atout.

Exigences particulières:
Être sans emploi, sous-employé ou employé à temps partiel (-de 25 h/semaine).

Lieu de travail:
Poste basé à Stephenville, avec fréquents déplacements dans la province. Ce poste requiert donc l'utilisation d'un véhicule et d'un permis de conduire valable.

Rémunération:
Salaire de base + commissions

Entrée en fonction:
Début 1997

Faites parvenir votre lettre de candidature, votre curriculum vitae et vos références au Gaboteur Inc. avant le 10 décembre 1996.

Représentant(e) des ventes - Le Gaboteur Inc.
41, rue Main Stephenville (Terre-Neuve) A2N 1H5
Tél: (709) 643-9585 Fax: (709) 643-9586
Adresse électronique: gaboteur@atcon.com



APPEL D'OFFRES
Northwest Territories Ministère des Transports
L'hon. James Antoine, ministre

Fabrication d'un pont [redacted] poutres d'acier

Fourniture, fabrication [redacted] livraison d'un pont à poutres d'acier [redacted] tablier en bois – Rivière Prince, Baker Lake, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir à l'administrateur des contrats, a/s du sous-ministre, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, C.P. 158, Yellowknife NT X1A 2N2 (ou livrées en main propre au 1er étage de l'édifice Highways, 4510, avenue Franklin) ou au surintendant régional, Ministère des Transports, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, Sac postal 02, Rankin Inlet NT X0C 0G0 (ou livrées en main propre à l'édifice Siniktarvik) avant :

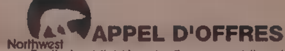
14 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 17 DÉCEMBRE [redacted]
15 H, HEURE DE RANKIN INLET, LE 17 DÉCEMBRE 1996

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents d'appel d'offres à l'une des adresses susmentionnées [redacted] partir du [redacted] décembre 1996.

Afin d'être prises en considération, les soumissions cachetées doivent être présentées sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiqué dans les documents.

Le Ministère n'est pas tenu d'accepter l'offre la plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements généraux :	Shelly Hodges Administratrice des contrats Gouvernement des T.N.-O. Tél. : (403) 920-8978
Renseignements techniques :	Ranjit Tharmalingam, agent de projet Gouvernement des T.N.-O. Tél. : (403) 873-7808



APPEL D'OFFRES
Northwest Territories Ministère des Travaux publics et des Services
L'hon. Goo Arlooktoo, ministre

Centre correctionnel Dene K'ónia pour jeunes contrevenants

Amélioration de [redacted] sécurité du centre correctionnel [redacted] K'ónia pour jeunes contrevenants – Hay River, T.N.-O. –

Les soumissions cachetées doivent parvenir au commis aux contrats, Division de la gestion des projets, Ministère des Travaux publics et des Services, 8, Capital Drive, Hay River NT X0E 1G2 (ou livrées en main propre [redacted] Bureau régional de service, Palais de justice) Tél. : (403) 874-2631, ou au commis aux contrats, Ministère des Travaux publics et des Services, Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, 5013, 44e rue, C.P. 2040, Yellowknife NT X1A 2P5 (ou livrées en main propre au bureau régional de Yellowknife) Tél. : (403) 873-7662, avant :

15 H, HEURE DE YELLOWKNIFE, LE 7 JANVIER 1997

Les entrepreneurs peuvent se procurer les documents à l'une des adresses susmentionnées à partir du [redacted] décembre 1996.

Un montant de 50 $ non remboursable est exigé pour obtenir les documents.

Afin d'être prises en considération, chaque soumission doit être présentée sur les formules prévues à cet effet et être accompagnées de la caution indiquée dans les documents.

Le Ministère n'est [redacted] tenu d'accepter l'offre [redacted] plus basse ou toute offre reçue.

Renseignements sur l'appel d'offres :	Audrey Mabbitt Commis aux contrats Gouvernement des T.N.-O. Tél. : (403) 874-2631
Renseignements techniques :	David MacPherson, ingénieur Agent de projet Gouvernement des T.N.-O. Tél. : (403) 874-2189 ou Stephen Cumming Ferguson Simek Clark Engineers & Architects Tél. : (403) 920-2882

Il y aura rencontre avant soumissions pour les entrepreneurs le 16 décembre 1996, à 13 h 30, au Centre correctionnel Dene K'ónia pour jeunes contrevenants, pour déterminer les travaux à exécuter.

Les bureaux du GTNO seront fermés du 23 décembre 1996 au 2 janvier 1997.

Les étudiants contre l'alcool au volant

«Il faut éduquer les adultes»

Depuis trois ans, des jeunes de Yellowknife ont décidé d'agir devant l'ampleur des accidents causés par l'alcool au volant. Ils ont d'abord orienté leurs efforts vers les étudiants, mais ils sentent maintenant le besoin de sensibiliser aussi les adultes. L'Aquilon a rencontré Leanne Nickerson, une étudiante de l'école Sir John Franklin impliquée dans le projet.

atali Lefebvre

À Sir John Franklin, une entaine de jeunes font par- e du groupe de sensibilisa- on aux dangers de l'alcool u volant, portant le nom de AAD (Students Against rinking and Driving). C'est année dernière que ces étu- iants ont décidé de s'inté- rer dans le projet, suite à ne initiative prise par un roupe de l'école St-Patrick, eux ans auparavant.

Le but de SAAD? «Faire tout ce que l'on peut pour éduquer les gens», nous dit Leanne Nickerson. Les jeunes se rencontrent donc pour trouver divers moyens de sensibiliser la population, et d'aider de façon concrète à la réduction du nombre de conducteurs intoxiqués.

Jusqu'à récemment, les étudiants contre l'alcool au volant s'étaient concentrés sur les jeunes, et selon Leanne, bien qu'elle soit consciente de l'importance des ravages causés par l'alcool chez les adolescents, leurs efforts de sensibilisation aux dangers de la conduite en état d'ébriété ont porté fruit : «On ne peut pas arrêter les jeunes de boire, ça ne marche pas. Alors, il faut faire tout ce que l'on peut pour leur faire comprendre que s'ils veulent boire et se déplacer dans un véhicule, ils doivent désigner un conducteur. Jusqu'à maintenant, le projet fonctionne bien avec eux. C'est sûr qu'on ne peut pas forcer tous les étudiants à être sensibles, mais je suis témoin que de plus en plus de jeunes désignent un conducteur. C'est pourquoi nous voulons maintenant concentrer nos efforts à sensibiliser les adultes».

Natali Lefebvre/L'Aquilon

Leanne Nickerson, membre du SADD

Et ils en ont bien besoin, ces adultes. Alors que les jeunes d'aujourd'hui ont grandi dans un monde où la propagande contre l'alcool au volant est très répandue, les adultes, eux, doivent encore pour plusieurs s'habituer à l'idée. Il y a vingt ans, il n'était pas rare de prendre un petit verre pendant la promenade en voiture du dimanche. Les dangers de l'alcool au volant, on n'en entendait jamais parler.

Récemment, donc, pour commencer leur campagne de sensibilisation auprès des adultes, les jeunes de SAAD ont attaché au plus grand nombre de voitures possible un ruban rouge servant à rappeler aux conducteurs qu'il peut être fatal pour soi-même ou quelqu'un d'autre de conduire en état d'ébriété.

Pendant la période des fêtes, la GRC opère des arrêts routiers dans les TNO afin de réduire le nombre de conducteurs intoxiqués. Les jeunes contre l'alcool au volant se sont impliqués dans ce projet en se portant volontaires pour faire connaître à la population l'existence et la raison d'être de ces arrêts routiers. Ils ont aussi écrit des textes qu'ils iront lire à la radio.

D'autres projets sont présentement en gestation, dont un semblable à l'«Opération Nez rouge» que l'on retrouve dans le Sud. Les jeunes de SAAD signeraient un contrat où il s'engageraient, sur une base hebdomadaire par exemple, à reconduire chez elle toute personne leur téléphonant, croyant qu'il serait plus sécuritaire de ne pas conduire.

«La sensibilisation auprès des adultes nous semble très importante, mais celle auprès des jeunes continue toujours», nous dit Leanne, «chaque vendredi, la dernière cloche signifiant la fin des cours sera accompagnée d'un message leur rappelant de ne jamais conduire en état d'ébriété».

Et comme aucune cloche ne sonne pour les adultes, il en va de la responsabilité de chacun de toujours bien garder à l'esprit cet important message.





1986 l'aquilon 1996

Rétrospective de l'année 1995

En 1995, le journal entre dans sa dixième année. La maturité du journal l'aidera grandement dans sa couverture d'évènements importants pour la francophonie.

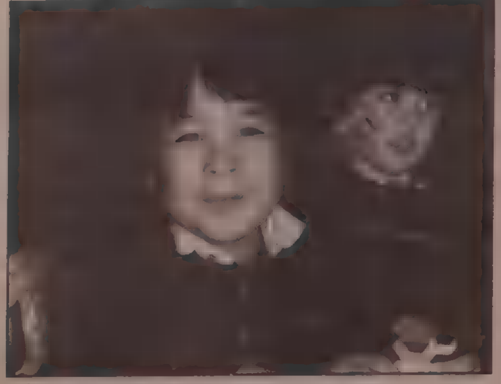
Francophonie

Après de nombreuses années de représentations et de négociations, communauté hôte pour les rencontres de la francophonie ténoise. En effet, les Elles-ténoises et le Colloque territorial sur l'éducation en français ont aussi lieu à Iqaluit.

Le projet de centre scolaire communautaire pour Yellowknife poursuit son petit bonhomme de chemin. Malgré tout, il est question d'aller immédiatement de l'avant



Un spectacle de grande envergure se déroule à Yellowknife. En juillet le groupe La Bottine souriante fait danser le tout Yellowknife.



À Iqaluit, la Garderie multi-culturelle lutte pour [illegible] survie.

le ministère du Patrimoine canadien annonce finalement en novembre la signature d'une entente Canada-communauté dans les TNO. Cette entente accorde près de deux millions de dollars à la communauté franco-ténoise pour les quatre prochaines années.

Plusieurs autres communautés francophones provinciales se verront aussi accorder des millions dans des ententes Canada-communauté : la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Ecosse. L'Alberta, le Manitoba et la Saskatchewan profitent déjà de telles ententes.

Des bénévoles marquants de la francophonie ténoise quittent les TNO. Julie Bernier de Hay River, Bernadette Leblanc-Fortier de Yellowknife et Daniel Loyer d'Iqaluit verront tous leur départ souligné dans L'Aquilon.

Lors de l'Assemblée générale extraordinaire de la Fédération Franco-TéNOise tenue à Iqaluit, les représentants de la communauté francophone rencontrent les leaders inuit du Nunavut, ces derniers expriment le souhait de voir les francophones du Nunavut s'impliquer dans la création du nouveau territoire.

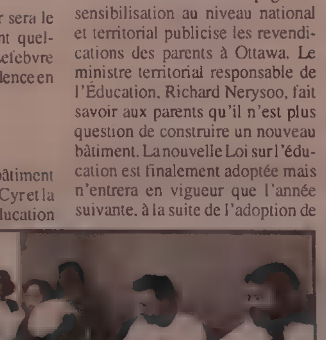
Iqaluit aura été active à titre de avec un centre communautaire en attendant que n'aboutisse le projet global.

Pour la première fois de façon officielle, l'Association franco-culturelle de Yellowknife envisage un regroupement des différentes associations francophones de Yellowknife.

À Iqaluit, Daniel Auger sera le président de l'AFI pendant quelques mois, puis Suzanne Lefebvre effectue un retour à la présidence en décembre.

Éducation

La construction d'un bâtiment neuf pour l'école Allain St-Cyr et la révision de la Loi sur l'Éducation sont au coeur de l'actualité dans le milieu de l'Education des TNO. En tout début d'année, le ministère de l'Éducation, de la Culture et de l'Emploi annonçait que 3,7 millions de dollars seraient engagés afin de construire un nouveau bâtiment pour l'École Allain St-Cyr d'ici l'an 2000. Puis débute le processus d'adoption du projet de loi de révision de la Loi sur l'Éducation. Les parents franco-ténois estiment que la loi proposée ne rencontre pas les exigences de la Constitution canadienne. Une campagne de sensibilisation au niveau national et territorial publicise les revendications des parents à Ottawa. Le ministre territorial responsable de l'Éducation, Richard Nerysoo, fait savoir aux parents qu'il n'est plus question de construire un nouveau bâtiment. La nouvelle Loi sur l'éducation est finalement adoptée mais n'entrera en vigueur que l'année suivante, à la suite de l'adoption de la réglementation appropriée qui devrait répondre aux inquiétudes des parents franco-ténois.





Déménagement: l'École Allain St-Cyr suscite bien des débats.

Au niveau local, le conseil scolaire francophone de Yellowknife envisage pendant quelque temps de passer sous la tutelle de la Commission scolaire catholique de Yellowknife mais le GTNO les ramène à l'ordre et cette idée est abandonnée.

À Iqaluit, le ministre donne son accord au Comité des parents francophones pour la création de leur propre conseil scolaire. La possibilité d'une commission scolaire francophone dans les TNO devient plus tangible.

Politique

La lutte au déficit, les élections territoriales, le plébiscite sur le choix d'une capitale du Nunavut et le référendum québécois sont les événement majeurs qui ont marqué l'actualité politique du Nord.

Avec un budget déficitaire de 14 millions de dollars et une dette accumulée d'environ 40 millions, les membres de l'Assemblée législative décident de consulter la population sur les méthodes d'élimination du déficit.

À la suite des élections territoriales, 15 nouveaux députés sont élus. Un candidat, Jim Antoine de Nahendeh, est élu par acclamation. Réunis une première fois, les députés procèdent à un scrutin secret: Don Morin est élu premier ministre.

Cambridge Bay, Iqaluit et Rankin Inlet sont les trois communautés qui s'embarquent dans lutte pour obtenir le titre de capi du Nunavut. En cours de ro Cambridge Bay se désiste. Le nistère des Affaires indiennes et Nord canadien décide qu'un p biscite sera la méthode choisie p effectuer le choix. À la suite plébiscite, Iqaluit est choisie t de future capitale du Nunavut.

La population des TNO et ce du Canada dans son ensemble s tenues en haleine par le référend sur la souveraineté du Québec. D manifestations publiques ont l dans les TNO en soutien de l'u canadienne. Finalement le camp non l'emporte, mais de justesse.

Société

Le contrôle des armes à feu e ban de l'importation des fourru canadiennes sont deux évèneme qui soulèvent bien des émotions la part des députés et des regrou ments d'autochtones. Ces deux é nements viennent heurter de pl fouet les activités traditionnelles populations autochtones du can et des TNO.

Mine de rien, l'exploitation ressources minérales du Nord vient un thème chaud de l'actu La controverse du développem économique versus la protection l'environnement se dessine aut du projet de mine de diamant d compagnie BHP Diamond Inc.

La semaine prochaine : Rétrospective de l'année 1996

Soit dit en passant...

«Les activités comme **être sur le téléphone, travailler sur le troisième étage, siéger sur un comité, passer sur un feu rouge et accrocher un tableau sur le mur** demandent une agilité peu commune».
Sur le bout de la langue: À l'aff0t d'une erreur, Annie Bourret (numéro 11, 17 mars 1995)

Propos de Rollande Carson sur sa vie dans le Nord: «On a vu le progrès du Nord. À ma première visite à Iqaluit en 1974, il y avait trois autos en ville».
Rollande Carson tire sa révérence, Agnès Billa (numéro 11, 17 mars 1995)

Compte-rendu d'une rencontre sur la formation professionnelle des francophones en milieu minoritaire: «Les participants (...) ne tiennent pas à ce que le ministère identifie les francophones comme une clientèle, sauf «si ça rapporte de l'argent» ...»
Les francophones ne veulent pas être identifiés comme une clientèle cible, Yves Lusignan (numéro 18, 5 mai 1995)

L'équipe de 1995

Directrice: Agnès Billa
Journalistes: Alain Bessette, Isabelle Hachette
Correspondants nationaux: Annie Bourret, Michel Lavigne et Yves Lusignan
Collaborateurs et collaboratrices: Jeanne Arseneault, Chantal Blanchette, Jean-François Boucher, Stéphanie Boucher, Lynne Bradley, Stéphane Cloutier, Daniel Coulombe, Éric Deschénes, Line Gagnon, Geneviève Harvey, Francine Labrie, Marc Lacharité, Suzanne lefebvre, Barb Medland, Philippe Méla, Julie Montigny, Mario Paris, Johanne Thibeault, Joël Tremblay.

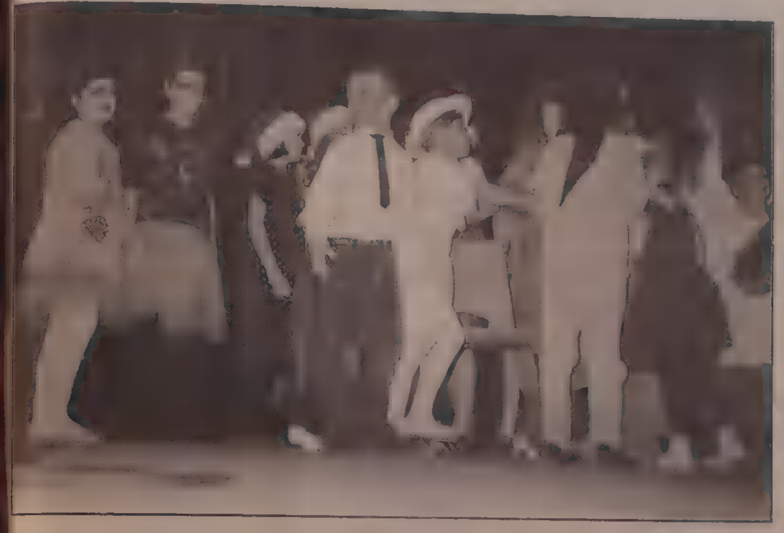
Merci !

LE SOUFFLE FRANCOPHONE DES TERRITOIRES

L'aquilon

50¢ Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 1325 Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9 Volume 11 numéro 44, vendredi 13 décembre 1996

Joyeux Noël!



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Les élèves de l'École Allain St-Cyr ont réalisé un spectacle samedi le 14 décembre dernier à l'occasion de Noël.

Coupures à CBC North

Le moral est au plus bas

La dernière vague de coupures à CBC North n'est pas sans créer [illegible] climat d'insécurité parmi le personnel de la société.

Alain Bessette

C'est depuis déjà 1985 que la société Radio-Canada opèrent des coupures dans ses services. La dernière vague de coupure annoncée le 11 décembre par la direction de CBC North offre des perspectives pas du tout réjouissantes en cette veille de Noël et du jour de l'An.

D'ici avril 1998, la radio de CBC North subira une réduction de budget de l'ordre de 35 pour cent alors que le secteur télévision se fera couper de 39 pour cent.

Ce qui a été annoncé le 11 décembre, ce sont les décisions quant au personnel : abolitions de poste, retraites anticipées et mises à pied. Ces décisions prennent effet le 1er avril prochain.

En tout, ce sont 27 postes permanents et 7 postes temporaires qui seront éliminés du réseau nordique et qui affecteront Whitehorse, Inuvik, Yellowknife, Rankin Inlet et Iqaluit. Le secteur radio est visé par 27 des postes abolis (20 postes permanents et 7 temporaires) alors que le secteur télévision perd sept postes permanents.

Tous ces postes ne feront pas l'objet d'une mise à pied directe. En effet, des 27 postes permanents, huit seront éliminés grâce à des

CBC North
Suite en page 2

Entente de service du Bureau de Santé de Baffin et l'université Mc Gill

Faire face à la séparation du Québec

Certaines personnes craignent les effets de l'éventuelle indépendance du Québec et travaille en conséquence.

Louis Mc Comber

(Iqaluit) Quelles conséquences pourraient avoir l'indépendance du Québec sur les services offerts au Nunavut? C'est le genre de question que se pose le Bureau de Santé Régional de Baffin(BRHB) dans les dernières semaines. Les administrateurs imaginent déjà la situation où ils devraient faire affaire avec un pays étranger pour continuer à obtenir des soins de santé [illegible] Montréal.

La région de Baffin au Nunavut dépend de plusieurs ententes de service avec des institutions québécoises pour offrir certains services [illegible] sa population. On peut penser au Collège de l'Arctique du Nunavut, qui [illegible] lié par des ententes différentes à l'Université Mc Gill ou [illegible] l'Université Laval. Mais c'est du côté du Bureau de Santé de Baffin que d'étonnantes questions ont récemment fait surface.

Le Bureau de Santé de Baffin, en effet, a aussi des ententes de services avec l'Université Mc Gill et ses hôpitaux universitaires, le Royal Victoria et le Montreal General, pour fournir des soins spécialisés aux patients référés par l'hôpital Régional de Baffin. Or cette entente devra être renouvelé en 1997 et le Bureau de Santé étudie déjà une autre alternative impliquant un nouveau partenariat avec l'Université d'Ottawa ce qui détournerait les patients de Baffin vers la région d'Ottawa.

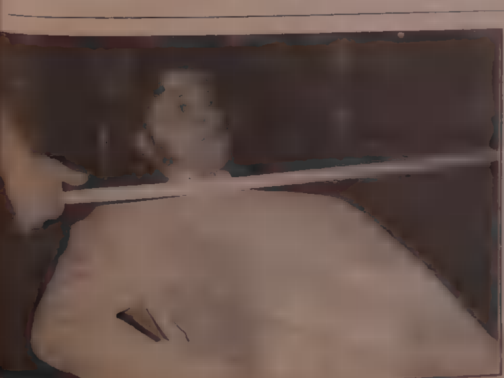
Selon Ann Hanson qui est présidente de cette organisation, la remise en question de cette entente ne vient pas du fait que les Inuit ne parlent pas français et qu'ils peuvent en être incommodés à circuler dans les rues de Montréal. «Nous n'avons entendu parler que de deux plaintes en ce sens, [illegible] ma connaissance, dans les quatorze dernières années.»

Pour madame Hanson, l'incertitude politique au Québec est un facteur beaucoup plus sérieux. «Est-ce que le GTNO ou bientôt le prochain gouvernement du Nunavut vont accepter d'acheter des services avec de l'argent des payeurs de taxes canadiens dans [illegible] pays étranger? Ce sont des questions que nous devons considérer.»

Par ailleurs, dans une entrevue au Nunatsiaq News, la directrice du BRHB, Pat Kermeen a plutôt affirmé que le gros problème c'est la difficulté qu'ont les Inuit a se faire comprendre en anglais à Montréal. La question de l'éventuelle souveraineté du Québec ne lui semblait qu'un facteur très mineur dans la démarche de l'organisation.

De toute façon, une telle décision aurait de lourdes conséquences tant pour Montréal que pour les habitants de Baffin. La compagnie First Air [illegible] déclaré au journal d'Iqaluit que si les patients de Baf-

Maison de Baffin
Suite en page 2



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Limbo!

Ghislain Plourde a fait preuve de grande souplesse dans le concours de limbo. Lui et Daniel Auger se sont livrés une chaude lutte. C'est finalement Daniel qui a remporté la victoire. Cette activité a énormément plu aux participants et participantes.



Gestion des ressources

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, RonaldA. Irwin, a annoncé que le projet de loi intitulé Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie a été présenté à la Chambre des communes. La loi prévoira l'établissement de conseils de gestion afin de coordonner les évaluations environnementales et la réglementation des terres et des eaux dans la vallée du Mackenzie.

Le projet de loi créera deux conseils d'aménagement, un pour la région visée par le reglement des Gwich'ins et un pour celle du Sahtu. l'Office des terres et des eaux (de la vallée du Mackenzie), avec des commissions régionales permanentes pour chacune des regions, et le Conseil d'examen des répercussions environnementales. Le projet de loi définit le mandat, les tâches et les responsabilités de chaque conseil.

Le projet de loi prévoit que la moitié des membres des conseils seront nommés par les Premières nations et que les autres membres seront nommés par le GTNO et le gouvernement fédéral, donnant ainsi aux Autochtones et aux autres résidants du Nord un plus grand rôle dans les décisions touchant la gestion des ressources partout dans la vallée du Mackenzie.

Modifications à la Loi sur les Indiens

Le Projet de loi C-79, Loi sur la modification facultative de l'application de la Loi sur les Indiens, a été présenté par M. Ronald A. Irwin, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

«La Loi sur les Indiens est une mesure qui reconnaît les rapports entre les Premières nations et la Couronne. Elle est paternaliste, dominatrice et archaïque et a grandement besoin d'être revue», a déclaré le ministre Irwin.

Les modifications facultatives sont de faible importance, mais ensemble, elles auraient une incidence favorable sur la vie quotidienne des Premières nations qui les choisissent car celles-ci pourraient en appliquer les dispositions à l'administration locale et aux affaires journalières. L'actuelle Loi sur les Indiens continuerait à s'appliquer aux Premières nations qui préfèrent ne pas adhérer à la mesure proposée. Elle continuerait également à s'appliquer à toutes les Premières nations pour les domaines qui ne sont pas traités dans la loi proposée.

Les modifications facultatives augmenteraient les pouvoirs des gouvernements locaux et auraient des effets favorables sur le plan de l'efficacité. Elles ne modifieraient pas essentiellement le rapport fiduciaire avec la Couronne ni les obligations que celle-ci a contractées en vertu des traités. Pour plus de clarté, le projet de loi contient une disposition de non-dérogation. Cette clause apporte la garantie que la Loi sur la modification facultative de l'application de la Loi sur les Indiens ne doit pas être interprétée de façon à déroger aux droits des Autochtones ou à ceux découlant des traités, dont le droit inherent à l'autonomie gouvernementale, qui sont protégés par la Constitution.

Comité pour étudiants

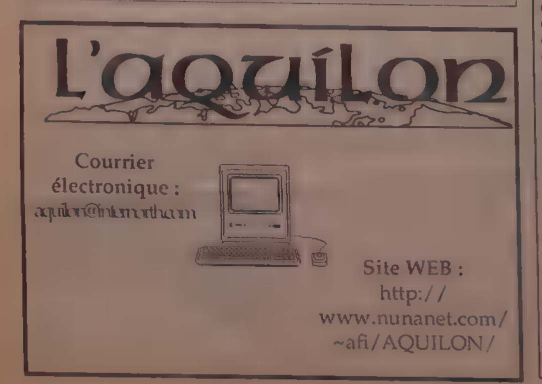
La Commission scolaire de Yellowknife Education District No.1 recrute présentement des membres pour son «Comité pour les besoins futurs des étudiants» et apprécierait l'aide de personnes créatives, orientées vers le futur et dédiées à l'éducation.

Ce petit comité servira à guider la recherche sur les besoins en éducation au XXIe siècle ainsi qu'à diriger le développement des stratégies élaborées pour rencontrer les besoins identifiés. Les membres seront encouragés à lire sur des sujets reliés (mais non limités) à l'education, au travail au XXIe siècle et au rôle de l'école dans l'avenir. Ils seront ensuite appelés à en discuter.

Le Comité devrait être prêt à présenter son premier rapport à la Commission scolaire à l'automne 1997. Pour ce faire, les membres devront se rencontrer environ deux fois par mois à partir de janvier prochain.

Les personnes intéressées à faire partie de ce comité doivent remplir une demande et fournir leur C.V. à Yellowknife Education District No.1.

Natali Lefebvre



CBC North

Suite de la une

départs volontaires, six postes vacants ne seront pas comblés et il y aura 13 mises à pied.

Localité par localité, les abolitions de poste se feront de la façon suivante :

- à Yellowknife, le service de radio perd cinq postes permanents et deux postes temporaires. Le service de télévision perd six postes.
- à Whitehorse, le secteur radio perd cinq postes permanents et un poste temporaire.
- à Inuvik, trois postes permanents et trois postes temporaires disparaissent du service radio.
- à Rankin Inlet, un poste technique permanent disparait mais il y aura un transfert de poste en provenance de Yellowknife.
- à Iqaluit, trois postes permanents en radio, un poste permanent en télévision et un poste temporaire en radio seront éliminés.
- à Montréal, un poste permanent a été aboli et un autre a été transformé en un poste à temps partiel.

Le service de radio voit aussi son budget de dépense réduit de 70 000 $

Dans le secteur télévision, la série Northlands sera suspendue. Il y aura aussi une réduction des dépenses directes de 15 pour cent, élimination du poste à temps partiel de recherchiste et des postes temporaires d'entretien. Pour parvenir à l'objectif de réduire de 39 pour cent le budget de la télévision, il est probable que CBC North devra éliminer sept autres postes.

Marie Wilson, directrice régionale de CBC North, a indiqué dans sa lettre au personnel qu'elle «réalise que l'annonce de coupures aussi sérieuses se fait sentir durement sur chacun de nous».

De son côté, Pierre Lebel, représentant syndical à CBC North pour le Syndicat des Communications, de l'Énergie et du Papier, l'un des trois syndicats en place, ne peut encore spéculer sur les impacts futurs de ces coupures sur la programmation. «Il y a encore trop d'histoires qui circulent pour savoir exactement ce qui va se passer».

M. Lebel vit depuis 1985 ces coupures et opérations de rationalisation à Radio-Canada, lui qui avait vu son poste éliminer en 1985 alors qu'il travaillait à Régina.

Il a pu constater que le moral des troupes est à son plus bas actuellement à Radio-Canada. «On se demande "Pourquoi garder mon poste?", tout le monde disparait autour de toi», a expliqué M. Lebel.

Dès janvier s'organisera un comité pour déterminer les possibilités de supplantation et de transfert des employés en fonction de leur ancienneté, en autant qu'ils satisfassent aux exigences normales de la tâche. La mécanique varie d'un syndicat à l'autre, en fonction de leurs clauses de mises à pied. Parfois, il est possible de passer d'un secteur à l'autre (comme de la télévision à la radio) mais d'autre fois, il est seulement possible de tranférer d'une localité à l'autre.

Selon M. Lebel, il est possible que l'on voit la disparition de l'une des deux émissions actuellement produites à la télévision. À son avis, continuer avec les deux émissions dans le contexte d'une coupure de 39 pour cent conduirait à offrir deux émissions de moins bonne qualité.

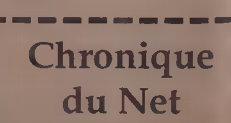
Maison de Baffin

Suite de la une

fin sont dirigés vers Ottawa, il n'y aurait sans doute plus de raison pour maintenir un service de vols quotidiens vers Montréal. Qu'adviendrait-il alors de l'approvisionnement en nourriture transporté par First Air, en provenance du Québec?

Des employés de Baffin House à Montréal, résidence qui héberge les patients de Baffin durant leur séjour, n'ont pas voulu donner d'entrevues sur cette question à CFRT-Iqaluit. Cependant, il semble que tout le monde était très satisfait des soins de santé et des services offerts à Montréal.

De plus, plusieurs Inuit questionnés par le journaliste de l'Aquilon ont affirmé aimer beaucoup Montréal parce que c'est une ville très vivante, mais aussi parce que c'est la ville du "Montreal Canadian"!





Natali vous revient en janvier 1997 avec une autre chronique sur l'Internet

La fête de Noël à l'AFI:

S'agissait-il du vrai père Noël ?

Louis Mc Comber

(Iqaluit) Le père Noël est en retard. Nous a-t-il oubliés? Rien ne peut ébranler la confiance des enfants venus nombreux l'attendre à la fête de Noël organisée par l'Association francophone d'Iqaluit, le 15 décembre dernier. Ça court entre les tables, ça crie, ça saute et surtout ça rit...Il y a même un petit débrouillard qui a fait le tour par l'extérieur pour découvrir à travers la fenêtre de l'agent de développement de l'AFI, la fameuse poche rouge du père Noël remplie à craquer!

Si la poche est là, c'est que le gros bonhomme à la longue barbe blanche devrait se pointer bientôt. Une chance que Réjean Ouellet et Thérèse Danis avaient prévu le coup! Ils réussissent à faire mettre tous les enfants en rang pour participer à des compétitions dans le genre tenir une balloune entre ses genoux et la passer à l'autre le plus vite possible...Ça marche. Jusqu'à ce que Réjean propose aux enfants d'appeler le père Noël pour voir s'il n'arriverait pas plus vite.

Quelle participation! Raphaël, Lysandre, Michel, Simon, Isabelle, Nathalie se sont mis à scander en choeur : Père Noël! Père Noël!... vous comprendrez que le journaliste de L'Aquilon n'a pas pu retenir les noms de toute cette joyeuse ribambelle... Il y avait même Rachel dans sa chaise roulante qui s'époumonait avec les autres... même les adultes joignaient leurs voix à l'appel.

Et puis voilà que le père Noël arrive. Il entre par la porte comme tout le monde, à pied, contrairement à toute attente... sans rennes, sans lutins, même pas la fée des étoiles... faut dire qu'on reste pas très loin de chez lui, peut-être que dans le Nord il n'a pas besoin de son attelage?

Il s'arrête et fixe un peu les enfants pour être bien sûr qu'il est à la bonne place. Il y a comme un silence tout à coup dans le centre francophone. Oui! oui! T'es à la bonne place mon vieux! Amène ta poche par ici...Tire-toi une bûche à côté de l'arbre de Noël!

Ça y est! Il s'assoit. Suzanne Lefebvre me fait remarquer que ça lui rappelle la belle époque où sa grand-maman l'amenait chez Eaton à Montréal pour voir le père Noël et qu'on y faisait un petit tour de train au pays de la fée des étoiles. À sa grande surprise, elle devra aussi aller s'asseoir sur les genoux du père Noël car il y a aussi un cadeau pour elle dans la grande poche...ainsi que, assez curieusement, pour Daniel Cuerrier.

Le papier d'emballage revole à droite et à gauche. Les parents prennent des photos. En entrevue, le père Noël a déclaré au journaliste de l'Aquilon: «C'est pu comme avant! A peu près tous les enfants se sont essayés à tirer sur ma barbe pour voir si c'était une vraie!»


Louis Mc Comber/L'Aquilon
On se bousculait pour accueillir le père Noël.


Louis Mc Comber/L'Aquilon
Y a pas que les jeunes qui ont reçu des cadeaux : Daniel Cuerrier sur les genoux du père Noël.

ÉDITORIAL

Une fierté qui s'étiole

Au cours des dernières années, nous avons été témoins de plusieurs opérations de rationalisation et de réductions des dépenses à tous les niveaux gouvernementaux ainsi que dans notre propre cour, dans les organisations communautaires francophones.

Les raisons qui motivent ces coupures budgétaires sont sérieuses et c'est avec une certaine amertume que l'on consent à absorber les coups (sans jeu de mot intentionnel) de ces opérations. Oui, il faut éliminer les déficits budgétaires des gouvernements! Oui, nous devons souffrir pour ensuite pouvoir nous attaquer à cette bête que représente la monstrueuse dette nationale! On en a probablement pour plusieurs décennies avant que la situation ne revienne à la normale.

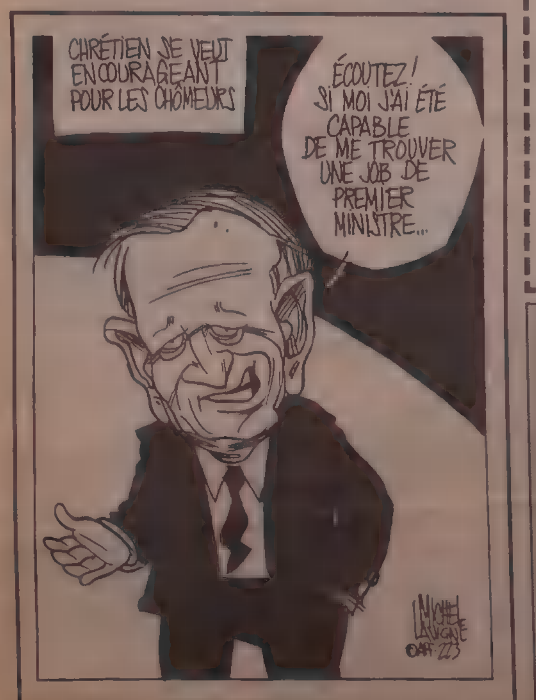
À chacune des annonces des gouvernements, un tout petit bout de plus est arraché à ce qui est cher aux Canadiens et Canadiennes : un système social juste et équitable.

Parmi les liens qui unissent ce pays, Radio-Canada est un de ceux qui me tiennent particulièrement à coeur. On prenait Radio-Canada pour acquis avec sa soirée du hockey, le samedi soir et ses feuilletons populaires en semaine. Il ne faut pas oublier ses bulletins de nouvelles qui sont un des fleurons de notre société.

C'est toujours un peu plus pénible de devoir accepter que l'on touche à Radio-Canada, de voir disparaître de grands segments des productions régionales, de voir une partie de notre fierté vendue à rabais au comptoir de la lutte au déficit. Tant que la réorganisation interne ne touchait que le surplus ou le gras accumulé, et il y en avait un tas, personne ne se plaignait trop. Avec la disparition d'émissions régionales, les choses risquent d'être un peu différentes.

Je ne peux en toute consciense prétendre qu'on doive épargner Radio-Canada. Par contre, j'aimerais tellement que des solutions viables puissent être trouvées de façon à minimiser l'impact des restrictions budgétaires sur sa programmation.

Alain Bessette



Toutes jolies!



Natali Lefebvre/L'Aquilon

Les élèves de l'école Allain St-Cyr avaient tous et toutes revêtu de beaux habits pour le spectacle organisé samedi le 14 décembre dernier.

l'aquilon

C.P. 1325, Yellowknife, T.N.-O., X1A 2N9
Tél. : (403) 873-6603, Télécopieur : (403) 873-2158
Courrier électronique : aquilon@internorth.com

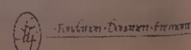
Rédacteur en chef : Alain Bessette
Journaliste : Natali Lefebvre
Collaborateur-trice : Louis Mc Comber
Correspondant (Ottawa) : Yves Lusignan, Annie Bourret

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 1000 exemplaires. *L'Aquilon* est la propriété de la Fédération Franco-TéNOise par le biais de la société les *Éditions franco-ténoises/L'Aquilon* et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de *L'Aquilon*. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, *L'Aquilon* accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. *L'Aquilon* est membre associé de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443

APF





1986 L'aquilon 1996

Rétrospective de l'année 1996

Éducation

Janvier

En janvier, l'Association des parents francophones de Yellowknife (APFY) débute une série d'ateliers qui visent à donner aux enfants le goût de s'instruire et d'apprendre.



La gestion scolaire et le déménagement de l'école ontcanalisé les énergies des parents francophones de Yellowknife.

Février

Après avoir envisagé d'étendre son programme à la dizième, onzième et douzième année, le Conseil scolaire francophone de Yellowknife (CSFY) se ravise.

Mars

Au compte-goutte: les parents d'Hay River réclamaient une classe de français langue première. Ils obtiennent plutôt une heure de cours en français par jour.

À Iqaluit, élections du tout premier conseil scolaire francophone pour cette localité. Daniel Cuerrier, Thérèse Danis, Jean Lemieux, Claude Martel et Gilles Verrault en sont les premiers membres élus.

Avril

Les parents francophones des TNO demandent à l'avocat Me Roger Lepage son opinion sur les règlements scolaires proposés par le GTNO.

Mai

Le CSFY informe la communauté de son intention de négocier un transfert de l'école Allain St-Cyr vers l'école William MacDonald. Une demande officielle est déposée auprès de la Commission scolaire. La proposition de la commission scolaire sera rejetée, ne correspondant pas aux besoins de l'école.

Les parents francophones et la FFT comparaissent devant le comité de l'Assemblée législative étudiant le projet de loi modifiant la Loi sur l'Éducation.

Le Comité des parents francophones d'Iqaluit se dote d'un nouvel exécutif intérimaire.

Juin

Une rencontre avec le ministre Charles Dent est qualifiée de «positive» par les représentants du comité du centre scolaire communautaire. Le ministre Dent se dit conscient des besoins des parents mais rappelle que la question financière est de taille.

Dans un autre dossier, le ministre Dent rejette la création d'une commission scolaire francophone territoriale.

Septembre

Des élections ont lieu au CSFY et à l'APFY. On se rend compte que l'école Allain St-Cyr contribue le tiers de tout le budget de recrutement de la Commission scolaire District No.1.

Octobre

Même s'ils ont obtenu le droit de gérer leurs écoles dans presque toutes les provinces, les parents francophones devront se résoudre à passer encore beaucoup de temps devant les tribunaux s'ils veulent faire progresser les droits scolaires. La Commission nationale des parents francophones (CNPF) entend convaincre le gouvernement fédéral d'investir les sommes nécessaires pour sauver de l'assimilation la génération des jeunes francophones qui fréquenteront l'école française entre 1997 et 2009.

Novembre

La CNPF demande au gouvernement fédéral de réviser d'urgence son programme des langues officielles dans l'enseignement, de façon à financer adéquatement l'éducation en langue française dans les provinces.

Selon une étude, les cinq milliards de dollars verses aux provinces par le gouvernement fédéral au cours des 25 dernières années pour l'éducation dans les deux langues officielles, ont surtout été dépensés pour l'éducation des anglophones du Québec et du Canada.

Réunis pendant près de quatre jours pour un Sommet sur l'éducation, parents et conseillers scolaires francophones des TNO réaffirment leur unite de vue sur la gestion scolaire. À l'issue du Sommet, 14 recommandations visant a obtenir la gestion scolaire pleine et entière sont émises.

Décembre

Plus de 25 parents d'Iqaluit se présentent à une séance d'information sur les droits scolaires. La proposition est lancée qu'une demande soit faite pour une école française homogène à Iqaluit pour septembre 1997.

Francophonie ténoise

Janvier

Le président de la Fédération Franco-TéNOise, Daniel Cuerrier, place l'éducation en tête des dossiers prioritaires de la FFT pour 1996. Parmi les autres dossiers, il y a celui de l'interministérielle pour mettre à contribution l'ensembles des institutions fédérales dans le développement des communautés francophones. Grâce au projet Grand Nord, la FFT cherchera à accroître ses revenus autonomes.

Suite au projet de revitalisation de l'association de Hay River, tous se montrent optimistes pour l'Association franco-culturelle de Hay River qui a plusieurs projets pour l'année en cours.

Judith Pastori-Paradis et Lorraine Taillefer joignent le bureau de direction de la FFT.

Février

Les parties au dossier du centre scolaire communautaire de Yellowknife ont réaffirmé leur support au projet. Entretemps, ils ont fait une offre d'achat pour un terrain et une firme d'architectes a été retenue pour développer les ébauches d'un plan pour un centre communautaire.

Un nouvel exécutif est élu pour l'Association franco-culturelle de Hay River : Christiane Poirier, Danielle Hevey et Lorraine Taillefer.

Mars

De jeunes candidats ont été choisis pour représenter les TNO au Gala Albertain de la Chanson mais tous declineront l'offre.

Les dirigeants de la FFT constatent un certain essouflement chez les bénévoles. Pour y remédier, l'idée de tenir des états généraux de la francophonie est mise de l'avant.

Le ministère du Patrimoine canadien dégage un montant de 3 millions de dollars pour la construction d'un centre scolaire communautaire à Yellowknife. Cette somme devrait représenter environ 50 % du coût total du projet.

Une personnalité qui a marqué tant la francophonie ténoise que l'ensemble des groupes de femmes du Nord, Diane Mahoney quitte les TNO en direction du Nord québécois.

La Fondation franco-ténoise divulgue le nom des lauréats 1995-1996 du Prix littéraire franco-ténois. Il s'agit de Joël Fortier, Philippe Martel et France Simon.

Avril

Réunies en Colloque, les Elles-ténoises se concertent toute une fin de semaine sur le thème de la tolérance.

Dans le dossier du centre scolaire communautaire, le GTNO n'envisage pas de contribuer financièrement, malgré les trois millions promis par le fédéral. On s'attend

Francophonie ténoise (suite)



Le malade imaginaire a remporté trois prix individuels Aurora.

au GTNO à ce que le fédéral défraie tous les coûts associés à la construction.

Une première réunion du Groupe de travail sur la partition, comité de la FFT qui doit se pencher sur la division des Territoires, permet de fixer un calendrier d'activités et d'identifier des pistes de recherche.

Mai

Après Hay River, c'est à Fort Smith de lancer son propre projet de revitalisation. Une enquête sera menée auprès des francophones de la communauté.

Les francophones des TNO réunis lors des États généraux de la francophonie se définissent une vision qui met au premier plan l'affirmation et l'épanouissement de la communauté.

La toute dernière production de la troupe de théâtre amateure de Yellowknife «Les pas frette aux yeux», Le malade imaginaire, obtient un grand succès auprès des spectateurs.

Juin

Lors de la première édition du Gala des prix Aurora, la troupe «Les pas frette aux yeux» rafle les honneurs pour sa pièce, Le malade imaginaire. Trois prix Aurora au total lui sont décernés.

L'AFCY renouvelle son exécutif. Une bonne surprise attendait les membres car les états financiers présentaient un surplus budgétaire de près de 17 000 $.

C'est en grande que s'est fêté le 15e anniversaire de l'Association des francophones d'Iqaluit. Plusieurs des anciens présidents et présidentes de l'AFI ainsi que des bénévoles sont venus payer une petite visite.

Septembre

L'équipe de la radio francophone d'Iqaluit, CFRT-FM, tente avec succès une nouvelle expérience : un blitz de recrutement pour l'AFI en direct sur les ondes de la radio. On découvre un support extraordinaire pour la radio et une volonté chez beaucoup de nouveaux membres de s'impliquer dans l'AFI.

Les bénévoles se bousculent aux portes de la radio francophone de Yellowknife pour participer à l'émission hebdomadaire d'une heure.

Octobre

L'AFI tient son assemblée générale annuelle doublée d'un brunch [...] binnes. On conc[...] qu'il faut trouver [...] sources nouvelles [...] financement et prév[...] la place que prendr[...] les francophones [...] l'Est après la partit[...] des territoires.

La FFT aussi tie[...] son assemblée géné[...]rale annuelle. On é[...]blit une liste de prio[...]tés selon laquelle [...] faudra porter une [...]tention particulièr[...] la Loi sur l'éducat[...] des TNO, la divis[...] des territoires, le r[...] de L'Aquilon, les je[...]nes ayants-droit, le [...]nancement privé e[...] création d'un rés[...] inter-communautés[...]

Novembre

L'émission de [...]dio «À propos d'autre chos[...] passe de une à deux heur[...] par semaine.

Le groupe franco-ontar[...] Brasse-Camarade fait u[...] tournée de l'Ouest des ter[...]toires, à Hay River, F[...] Smith et Yellowknife, où [...] donnent leur spectacle et f[...] le tour des écoles dans [...] programmes français et d'im[...]mersion pour donner des a[...]liers aux élèves.

Décembre

Cette année encore [...] francophones ont eu l'occ[...]sion de participer à la Dic[...] des Amériques. Sarah C[...]rière l'emportait dans la c[...]tégorie junior, tandis q[...] Natali Lefebvre raflait la p[...]mière place chez les senio[...] Toutes les deux iront rep[...]senter les TNO à la finale [...] Québec en mars prochain[...]

Francophonie canadienne

Janvier

Sheila Copps sera la nouvelle erlocutrice privilégiée de la comnauté francophone du Canada. effet, elle est nommée ministre Patrimoine canadien lors du reniement ministériel de Jean rétien le 25 janvier 1996.

Antonine Maillet se confie sur le t de la francophonie canadienne ll y a trop de gens qui lâchent!».

Février

Les parents de Terre-Neuve en marre et décident de poursuivre gouvernement provincial quant x droits scolaires.

Une enquête du Commissariat aux langues officielles du Canada révèle que pour la majorité des ministères et organismes fédéraux, les communautés francophones sont des «minorités invisibles».

Mars

Le budget Martin frappe dûrement les programmes d'enseignement du français langue seconde et langue première et prévoit une diminution de 13 % par rapport à l'année précédente.

Avril

La Fédération des communautés francophone et acadienne du Canada (FCFA) accueille mal le rapport du Commissaire aux langues officielles, Victor Goldbloom. A l'occasion de la 25e édition de ce rapport, le bilan des 25 dernières années en matière linguistique serait trop «complaisant» affirme la FCFA.

Mai

L'Alliance des radios communautaires du Canada s'organise pour un marathon radiophonique de 66 heures à partir d'Ottawa à l'occasion de sa réunion annuelle. Iqaluit et Yellowknife participeront au marathon.

Juin

Assimilés ou pas, les francophones? La question des minorités francophones hors-Québec reste sans réponse bien que de nombreux débats continuent à ce sujet. Le Bloc québécois réclame même des mesures d'urgence pour contrer l'assimilation.

Juillet

Le gouvernement fédéral annonce que 27 institutions fédérales seront dorénavant obligées de tenir compte des besoins des communautés francophones et acadiennes lors de la planification de leurs activités.

Le courant passe mal entre le Québec et les associations francophones qui estiment être le porte-parole légitime des communautés francophones et acadiennes. Dans le passé, le Québec se contentait d'accorder tous les ans des subventions pour financer des projets soumis par les associations. Désormais, tous les projets devront être réalisés en collaboration avec des partenaires québécois.

Septembre

Le dossier de l'affichage commercial bilingue progresse à pas de tortue dans la région de la capitale fédérale. Après avoir invité douze grandes compagnies à bilinguiser leurs affiches, la FCFA confirme que seulement quatre entreprises ont accédé à sa demande.

À cause des compressions budgétaires, Radio-Canada sabre dans l'Ouest. Les quatre émissions de nouvelles régionales produites par les stations de télévision française de la Société dans l'Ouest seront fusionnées en une seule émission produite à Winnipeg.

Octobre

On annonce que le gouvernement fédéral versera 988 millions de dollars au cours des cinq prochaines années pour permettre aux provinces et aux deux territoires de d'assumer une partie des frais pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde.

Novembre

Lors d'un congrès tenu à St-George de Beauce au Québec, gens d'affaires et élus municipaux francophones du Canada, s'interrogent sur la possibilité pour la francophonie canadienne de devenir un atout majeur pour l'économie du pays.

Le Conseil du trésor se voit attribuer la responsabilité de surveiller les ministères, pour qu'ils se conforment à leurs obligations en vertu de la Loi sur les langues officielles.

Politique des TNO

Janvier

En janvier commencent les diences publiques de la Commisn d'évaluation environnementale projet de mine de diamant de HP.

Au même moment, citoyens et nples députés apprennent que le ficit budgétaire du gouvernement ritorial sera plus élevé que prévu, ssant de 100 millions de dollars à 0 millions.

Février

C'est encore pire que le mois mier. Cette fois, le déficit s'élèa plus probablement autour de 0 millions de dollars.

Pour contrer ce déficit, le GTNO nonce que des coupures drastis seront appliquées dans la fonc publique. Premier geste à cet et, trois ministères sont fusion : le ministère du Développent économique et du Tourisme, ui de l'Énergie, des Mines et des ssources pétrolières, ainsi que le nistère des Ressources ouvelables.

Mars

Peu de citoyens se sont présen lors des audiences de la comssion d'étude sur la rémunéra des députés. Malgré tout, il a possible de constater que le sysne de pension des députés doit modifié, sinon aboli, et que les tème de rémunération et d'avans sociaux est trop compliqué.

Le premier ministre Don Morin cède à un remaniement ministén profitant de la fusion de trois nistères. Stephen Kakfwi quitte ministère de la Justice pour devele ministre responsable de ce uveau ministère.

Il n'y a pas que les ministères qui sont touchés par les mesures d'austérité. Le ministre des Finances annonce que 295 postes seront supprimés au sein de la fonction publique.

Avril

La députée de Hay River, Jane Groenwegen, exprime son intention de s'adresser au président de l'Assemblée législative pour qu'il intervienne dans une situation de harcèlement sexuel.

C'est la rupture des négociations entre le GTNO et ses employés. Selon les représentants syndicaux, les offres finales de l'employeur n'étaient pas à la hauteur.

Une étude, réalisée en 1994, sur les services en français au GTNO indique que ceux-ci sont adéquats.

Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien accorde 150 millions de dollars pour aider à l'établissement du nouveau territoire du Nunavut.

Mai

Le GTNO lance son document intitulé «Construire des assises pour l'avenir» qui établit les 10 priorités du gouvernement d'ici 1999.

Réunis en sommet, les leaders du Nunavut estiment prioritaire la négociation d'une formule de financement entre le gouvernement fédéral et les deux territoires.

Juillet

Les employés du GTNO acceptent les dernières offres patronales. Les nouvelles conditions de travail incluent une diminution des primes de vacances et de déménagement, ainsi que de plus petites indemnités pour ceux et celles qui quittent leur emploi et la communauté qu'ils habitent.

Les 29 recommandations contenues dans le rapport du Comité d'évaluation environnementale sur le projet de mine de diamant de BHP sont jugées faibles et imprécises par la Nation dénée. Celle-ci déplore que le rapport ne recommande pas de façon formelle que toutes les questions de revendications territoriales ne soient réglées avant que le projet ne soit approuvé.

De son côté, la Fédération des travailleurs des TNO demande que l'emploi assuré pour les travailleurs du Nord soit une condition à l'approbation du projet minier.

Le Nunavut devient de plus en plus réalité. On annonce des nominations à trois organismes de gestion de ses ressources.

Septembre

Des audiences publiques ont lieu sur la demande de la compagnie BHP auprès de l'Office des eaux des TNO pour son projet de mine de diamant. Le président de l'Office décide de suspendre les audiences pour cinq semaines, afin de donner le temps aux Premières nations de faire appel à des experts qui leur expliqueront toutes les données techniques.

Octobre

Le Comité de développement constitutionnel rend publique une ébauche de constitution pour l'ouest des TNO. Le défi offert à la population par le Comité : mettre sur pied un gouvernement public et des gouvernements autonomes autochtones travaillant ensemble.

On annonce des progrès vers la conclusion de l'Entente environnementale relative au projet minier de BHP. Un élément

Alain Bessette/L'Aquilon

éunis au Sommet sur l'éducation, les représentants de la francophonie énoise ont discuté longuement de leurs options face au GTNO.

Société

Janvier

Maisons ou bateaux ? La Ville de Yellowknife compte imposer des taxes foncières à la douzaine de maisons-bateaux ancrées dans la baie de Yellowknife.

Février

L'Internet fait des percées partout. La Fédération culturelle canadienne-française publiera le premier magazine canadien-françias sur Internet pour le rendre accessible au monde entier.

Mars

Le discours du Trône du gouvernement fédéral ne fait place à aucune ambiguïté: il y aura un nouveau régime d'assurance-chômage dès juillet.

La Conférence des évêques catholiques du Canada dénonce les politiques économiques des gouvernements et s'engagent dans une bataille en règle contre le gouvernement de Terre-Neuve qui veut abolir le système des écoles confessionnelles.

Suzanne Lefebvre d'Iqaluit figure parmi les trois récipiendaires du prix «Promotion des langues» visant à souligner leur travail de préservation et de promotion des langues, prix décerné par le GTNO.

Avril

Alana Demko, 13 ans de Yellowknife, remporte la finale de la Dictée des Amériques dans la catégorie juniors B tenue à Québec.

Sheokjuk Carrière, Maxime Auger, Frédérick Keays-Lévesque, Lauren Teiman et Pascal MacLellan sont les cinq lauréats d'Iqaluit dans le Concours littéraire du Conseil des TNO pour l'Alphabétisation.

Décès de l'artiste déné John Blondin à l'âge de 37 ans.

Mai

Devant la décision du gouvernement fédéral de ne pas éliminer la TPS, la ministre Copps démissionne et des élections partielles sont déclenchées dans sa circonscription électorale. Elle sera réélue.

Le Groupe de travail sur la jeunesse est de passage à Yellowknife dans sa ronde de consultation pancanadienne sur la situation des jeunes face à l'emploi au Canada.

Juin

Un regroupement acadien se présente même auprès d'un comité sénatorial pour tenter de faire bloquer le projet de réforme de l'assurance-chômage.

Grande visite dans les TNO, le Gouverneur général du Canada se rend à Hay River, puis Yellowknife et Rae Edzo.

Juillet

On inaugure le parc national de Tuktut Nogait, à l'est de Paulatuk, d'une superficie de 16 340 km², le cinquième plus grand au Canada.

Septembre

L'écrasement d'un CF-18 à Iqaluit et une série d'accidents d'avion survenus dans la région mettent en évidence l'importance d'un service d'incendie à l'aéroport.

À Yellowknife, plusieurs personnes participent à la marche «Femmes sans peur» pour dénoncer la violence faite aux femmes et aux enfants dans les rues et à [l'inté]rieur des foyers.

Octobre

Plus de 120 personnes bra[v...] froid pour participer à Yello[w...] au marchethon national du s[...]

Le ministère de la Santé [...] Services sociaux met sur pi[...] cadre de travail qui aidera [...] dus, organismes et communa[...] s'organiser face aux problèm[...] latifs au SIDA.

Novembre

La recherche sur [...] contaminants du Nord démont[...] le corps des résidents de l'Ar[...] contient des polluants. Ces poll[...] ne représentent aucun dange[...] les adultes et les enfants aya[...] teint un certain niveau de [...] sance, mais pourraient comp[...] des risques pour les foetus. I[...] drait poursuivre la recherche.

Trois membres de la co[...] nauté gaie de Yellowknife a[...] dent une entrevue à L'Aquilon [...] laquelle ils affirment qu'en [...] ral, la population hétérosexue[...] la capitale des TNO se compo[...] façon exemplaire envers les h[...] sexuels.

Décembre

Des jeunes de Yellowknife [...] sent face aux problèmes causé[...] l'alcool au volant. Après avoir [...] centré leurs efforts à sensibilis[...] jeunes, ils croient qu'il faut ma[...] nant éduquer les adultes.

Politique TNO (suite)

majeur de cette entente concernera la création d'une commission indépendante de surveillance de l'environnement.

Novembre

La mine de diamant de BHP est près de devenir réalité : les dirigeants de la compagnie et le GTNO signent un accord selon lequel les résidents et les entreprises du Nord tireront le maximum d'avantages de ce méga projet.

Le 1er novembre, le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ron Irwin, annonce que le projet minier bénéficie de l'appui entier de la part du gouvernement fédéral.

L'ébauche de Constitution pour l'Ouest des TNO suscite la controverse. Pour plusieurs non autochtones, la notion de gouvernements autonomes autochtones est menaçante, basée sur l'origine ethnique et permettrait aussi que quelques députés autochtones puissent bloquer les travaux de l'Assemblée législative.

Un autre pas est franchi vers la forme définitive que prendra le futur gouvernement du Nunavut. La Commission d'établissement du Nunavut rend publique la deuxième partie de son rapport «Traces de pas». On propose la double représentation au futur gouvernement : un homme et une femme par circonscription. Il semble y avoir consensus afin d'éviter toute politique de parti.

Une entente est signée, exposant le processus et le calendrier des négociations relatives à l'autonomie gouvernementale des peuples inuvialuit et gwich'in.

La Commission royale sur les peuples autochtones remet son rapport d'enquête. Sa constatation principale est qu'il faut rebâtir la relation entre la Canada et ses peuples autochtones sur des bases nouvelles.

Décembre

Le premier ministre des TNO annonce les priorités du gouvernement pour la prochaine année : établir deux territoires viables pour avril 1999, améliorer les conditions économiques, travailler à l'amélioration des conditions sociales.

Soit dit en passant...

Rappel par Maytag de lave-vaiselle qui risquent de causer des incendies «Les pauvres réparateurs Maytag ont enfin du pain sur la planche, du pain grillé...»
Échos des TNO, Voeux exaucés, Alain Bessette, Vol 11, no 1

Constitutionnalité de la Loi sur L'Éducation : « En 1982, l'adoption de la Charte des droits et libertés du Canada a créé au pays une nouvelle "race de monde": les ayants-droit».
Éditorial, La priorité de 1996, Agnès Billa, Vol 11, no.2

«Vous souvenez-vous de la fameuse coquille de traduction : «fabriqué en dinde/ Made in Turkey»? Les manuels d'instruction regorgent de ce genre d'erreurs.»
Foreuse de la glace du pouvoir, Alain Bessette, no.6, 9 février, p.5.

Comment un journaliste évite d'arriver en retard pour son vol quand juste avant, il a laissé les clefs dans la voiture pendant une partie de golf : « Le chauffeur, après avoir reluqué un fer du troisième type, a tiré de son sac un bois numéro 1. D'un élan passionné, voire même distingué, il a fracassé une fenêtre de sa Corolla 1980.»
Mieux qu'un Tintin dans l'Arctique, Éric Deschênes, no.28, 19 juillet, p.4.

À propos du constable Dominique D'Arcy, le Policier chantant : «Va-t-il chanter une version country du code de la route? Y a-t-il une cerise sur sa guitare? Fait-il danser les beignes?»
Dominique D'Arcy, Policier chantant, Natali Lefebvre, no.34, 4 octobre, p.3.

Description d'une demeure inuit : «La viande est généralement déposée sur le plancher sur une surface de carton avec des couteaux autour. (...) Ici, ça sent l'«esquimau», ça sent la viande, les peaux de phoque».
Une visite dans une maisonnée qallunaat et inuit, Stéphane Cloutier, no.43, 6 décembre, p.7.

L'équipe de 1996

Directeur/trice : Agnès Billa, Alain Bessette
Montage : Alain Bessette
Journalistes : Matthieu Massip, Natali Lefebvre
Journalistes correspondants : Stéphane Cloutier, Louis McComber
Collaborateurs/trices : Agnès Billa, Annie Bourret, Marie-Laure Chavanon, Anie Cloutier, Éric Deschênes, René Fumoleau, Marc Lacharité, Jacinthe Lafrance, Yves Lusignan, Anne Paulin

Merci !